



L'intraitable Winnie Mandela

« Le gouvernement sud-africain est devenu fou furieux. Il élimine les gens physiquement, et je n'ai pas de raisons de croire qu'ils n'agissent pas de la même façon à mon égard », affirme, dans une interview publiée ce lundi 23 décembre par l'hebdomadaire américain « Newsweek », Winnie Mandela. L'épouse de Nelson Mandela, le chef historique de l'ANC, emprisonné à vie, a été brutalement démenée, après avoir été expulsée de son domicile de Soweto. Bravant la mesure de blâme qui lui avait été signifiée, elle qui s'oppose à la « Passions des townships » est accusée d'avoir délibérément violé la loi sur la sécurité intérieure. Elle devait comparaître ce lundi devant un tribunal de Johannesburg.

A travers elle, les autorités de Pretoria ont d'abord visé un symbole, celui du combat contre l'apartheid et de la résistance à l'oppression. Incapable de mettre fin à la violence qui s'étend maintenant aux quartiers blancs des grandes villes, le gouvernement choisit une fois de plus par les tracasseries et la répression, de riposter au combat de tout un peuple qui lutte pour la reconnaissance de son droit à exister. A l'évidence, cela ne règlera rien, bien au contraire. De la part du gouvernement de M. Pieter Botha, cette décision apparaît même comme une faute politique. En voulant étouffer de Soweto la « mère de la nation », le pouvoir blanc espère nuire à la cohésion de la majorité noire, qui s'incarne dans la personnalité de l'épouse de Nelson Mandela; il ne fait que grandir encore cette femme intraitable. Comme l'a souligné le gouvernement français, pour qui l'arrestation de Winnie Mandela était « extrêmement regrettable », « cette nouvelle atteinte aux droits de l'homme risque d'aggraver les tensions existant en Afrique du Sud ».

Pour condamnable qu'il soit, le procès fait à Winnie Mandela n'est cependant pas la plus grave des mesures qu'a adoptées depuis quelques semaines le gouvernement sud-africain. Assiégé à l'intérieur par les activités subversives du Congrès national africain, il mène une politique d'agression tous azimuts envers ses voisins. Le Conseil de sécurité sud-africain a solennellement mis en garde, vendredi, le Zimbabwe, le Botswana, le Mozambique, la Zambie, le Lesotho et le Swaziland, accusés de soutenir les « terroristes » qui opéreraient, à partir de ces territoires, en Afrique du Sud.

Au moment où les forces sud-africaines se livrent à une nouvelle incursion en Angola et où un commando sud-africain est accusé d'avoir assassiné neuf réfugiés politiques, vendredi dernier, au Lesotho, au moment aussi où le ministre sud-africain de la défense, le général Magnus Malan, brandit la menace d'envoyer des troupes au Zimbabwe, les déclarations d'une agression extérieure par Pretoria font sourire si la paix dans toute l'Afrique australe n'était si gravement menacée.

Il est cependant exact que les pays voisins de l'Afrique du Sud, qui se sont tout d'abord réfugiés dans une prudente expectative, s'engagent de plus en plus aux côtés de l'ANC, devenu le catalyseur de l'agitation. Le gouvernement sud-africain peut-il croire un instant qu'une plus vigoureuse répression intérieure mettra fin à la solidarité des peuples noirs? La violence nourrit la violence. M. Botha enferme de plus en plus son pays dans une logique suicidaire.

(Lire nos informations page 3.)

SIX ANS APRÈS L'INTERVENTION DE SES TROUPES

Moscou préconise le « dialogue » avec la résistance afghane

La position soviétique sur l'Afghanistan est en train d'évoluer. La « Pravda » du 21 décembre appelle à un « dialogue positif » entre les diverses forces politiques en Afghanistan, « y compris avec ceux qui ont des positions hostiles à la révolution ». Cependant, sur le terrain, les combats continuent (lire pages 4 et 5 le reportage d'Olivier Roy).

L'Afghanistan est l'un des sujets à propos desquels le sommet Reagan-Gorbatchev a fait naître les plus sérieux espoirs. Non seulement parce que les Soviétiques répètent à qui veut les entendre qu'ils souhaitent mettre fin à leur intervention militaire, mais aussi, et surtout, parce que les Américains admettent qu'ils déclinent dans ce domaine des signes d'évolution à Moscou.

Les dernières négociations indirectes organisées à Genève, sous l'égide de l'ONU, entre les représentants des gouvernements d'Islamabad et de Kaboul ne s'en sont pas moins achevées, le 19 décembre, sans résultats. Impasse totale? Le représentant des Nations unies, M. Diego Cordovez, consent seulement à dire qu'il a formalisé des propositions en vue de faire tomber « le mur de méfiance » qui sépare les deux parties, et qu'un nouveau rendez-vous

— le septième depuis 1982 — a été pris pour fin février-début mars.

Les efforts de M. Cordovez n'ont pas été jusqu'ici entièrement stériles. Ils ont en effet permis de définir trois points qui, dans l'éventualité d'un accord, pourraient faire partie d'un règlement : un engagement réciproque de l'Afghanistan et du Pakistan de non-ingérence dans leurs affaires intérieures et de respect de leur intégrité territoriale respective; l'organisation — toujours en cas d'accord global — du retour en Afghanistan des quelque trois millions de réfugiés actuellement en territoire pakistanais; l'assurance que tout règlement pakistano-afghan recevra la « garantie » à la fois de l'URSS et des Etats-Unis.

ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 6.)

1986 : l'année-vérité de la V^e République

par JEAN-MARIE COLOMBANI

Comme vous l'histoire des trois années? Elle court le Tout-Paris politique. Dans l'establishment de l'opposition, comme dans les états-majors des entreprises nationalisées, elle est à la base de nombreux paris. C'est, en fait, un suspense inédit. Trois cérémonies, trois dépôts de gerbes, vont rythmer l'année 1986 : une première le 8 mai, pour commémorer la victoire de 1945; il est généralement admis que M. Mitterrand présidera cette cérémonie-là; les avis sont déjà plus partagés pour la deuxième, le 14 juillet, mais l'actuel chef de l'Etat conserve un léger avantage; et l'incertitude est totale, en revanche, pour la troisième cérémonie, celle du 11 novembre.

Et il est vrai que 1986 s'annonce comme l'année du paradoxe : jamais un rapport des forces politiques n'a paru si solidement établi (l'écart était de 20 points entre la gauche et la droite lors des élections européennes de 1984, il reste égal — 38 % contre 58 % des intentions de vote — selon la SOFRES); mais jamais non plus l'incertitude n'a été aussi grande sur l'après-élections.

Le scrutin du mois de mars prochain est très attendu : par suite de l'introduction de la proportion-

nelle dans un système qui s'était progressivement coulé dans le moule majoritaire, les élections législatives ne seront pas nécessairement la décision. Pour la première fois depuis 1962, un scrutin national ne suffira peut-être pas à désigner les forces appelées à gouverner. Et, pourtant, la campagne manque de passion, et engendre presque l'indifférence : c'est sans doute que la campagne électorale

Soit la confusion institutionnelle, l'épreuve de force entre le président et le premier ministre, la crise de régime; soit la cohabitation entre quelques hommes aptes au compromis, assurant le respect de la fonction présidentielle et du suffrage universel.

permanente que l'opposition a menée pendant quatre ans a fini par lasser; c'est aussi que les résultats apparaissent comme acquis, collectivement — la droite s'apprête à redevenir majoritaire — et individuellement — la plupart des candidats savent à quoi s'en tenir, puisque les premiers de liste sont en position éligible, et les derniers se savent inéligibles. Il reste, pour se mobiliser et se mobiliser, les quelques candidats en position intermédiaire, dont le sort dépend, assurément, du déroulement de la campagne; enfin le cadre départemental

favorise les débats locaux plus que nationaux. Décidément, la proportionnelle est l'ennemi de la guerre civile électorale!

Toutefois, celle-ci n'a peut-être pas dit son dernier mot, tant les enjeux du scrutin sont importants. Au premier rang figure le sort de la droite : pourra-t-elle, ou non, gouverner seule? Aura-t-elle, ou non, besoin de s'allier avec le diable, c'est-à-dire M. Le Pen?

Selon la SOFRES, le RPR et l'UDF n'ont pas, à eux seuls, la majorité absolue des suffrages. Mais seule compte la majorité en sièges. De ce point de vue (toujours selon les projections de la SOFRES), la présence d'un groupe parlementaire du Front national (au moins trente députés, 9 % des voix) ne fait pas obstacle à l'existence d'une majorité susceptible de soutenir un gouvernement RPR-UDF.

Le deuxième enjeu concerne le PS : sera-t-il le premier parti de France, s'approchera-t-il à ce point des 30 % qu'il puisse espérer, à terme, constituer ce fameux pôle central de la vie politique, objectif qui lui est assigné par le président de la République? Là encore, les sondages (IFOP, 27 %; SOFRES, 26 %) montrent que cet objectif n'est pas hors d'atteinte : un PS fort dans une gauche faible, au point de pouvoir prétendre incarner à lui seul toute la gauche, telle est pour les socialistes, la perspective politique des mois qui viennent.

La gauche reste faible, car — c'est le troisième enjeu du scrutin — le PCF paraît bien décidé à poursuivre son déclin; ce n'est pas l'approbation, par l'Humanité, de la grève sauvage qui a paralysé Paris qui fera gagner une seule voix à un parti qui s'échine à se faire — « objectivement », comme aux plus beaux jours de 1978, — le complice de la droite.

Mais le véritable intérêt de l'année 1986 réside dans cette seule certitude : tout commence le 16 mars, au soir du seul tour de scrutin. Le rapport des forces enregistré ce soir-là donnera, en effet, des éléments de réponse à toute une série de questions plus intéressantes les unes que les autres.

LA SITUATION DE L'EMPLOI EN 1985

48 % des chômeurs acceptent le temps partiel

Augmentation du travail à temps partiel — 48,1 % des chômeurs l'acceptent désormais, — croissance des emplois précaires, progression de l'activité des femmes : telles sont les caractéristiques de la situation de l'emploi en 1985. Elles ressortent de l'analyse effectuée par M. Jean-Luc Heller, dans la dernière livraison de la revue de l'INSEE, Economie et Statistique (n° 183, décembre 1985).

La précarité de l'emploi, l'augmentation du travail à temps partiel, la progression constante de l'activité salariée chez les femmes, sont autant de facteurs qui caractérisent la situation de l'emploi en 1985.

Chaque année en mars, l'INSEE se livre à une enquête dont les résultats détaillés ont été publiés en octobre. En les analysant et en effectuant une comparaison avec les indications antérieures, M. Jean-Luc Heller, dans la dernière livraison de la revue Economie et Statistique (n° 183, décembre 1985), confirme l'existence de ces grandes tendances et ajoute de nombreuses constatations. Ainsi que le présentent de nombreux observateurs, l'appareil, par exemple, que la population active dénombre en France continue de croître, 154 000 personnes supplémentaires depuis

douze mois occupant un emploi ou en recherchant un.

Le taux d'activité se maintient aux alentours de 55 % de la population, avec 23 748 000 actifs, le phénomène serait essentiellement dû à la forte présence des femmes sur le marché du travail. En effet, le taux d'activité des femmes âgées de vingt-cinq ans à quarante-neuf ans est passé de 58,3 % en 1975 à 70,8 % en 1985, alors même que la proportion des jeunes scolarisés de moins de vingt-cinq ans limite les effets de la démographie et, enfin, que les actifs les plus âgés sont proportionnellement de moins en moins nombreux, du fait des mesures de retraite (24,4 % des soixante ans à soixante-quatre ans étaient actifs, contre 38,8 % en 1975).

A. L.

(Lire la suite page 30.)

Des Sam-5 en Libye

Washington dénonce les livraisons soviétiques.

PAGE 8

La croissance au Brésil

Mise à part l'inflation, le bilan de M. Sarney est positif.

PAGE 6

M. Barre

M. Mitterrand et l'Europe

par Alfred Grosser

PAGE 11

Un entretien avec Sting

« Le rock prépare sa mort. »

PAGE 21

Nouveau marché : le papier commercial

La ruée des entreprises.

PAGE 27

Le son en numérique

Radio-France met au point deux programmes pour le satellite TDF1.

PAGE 23

Le Monde ÉCONOMIE

Le bilan 1985

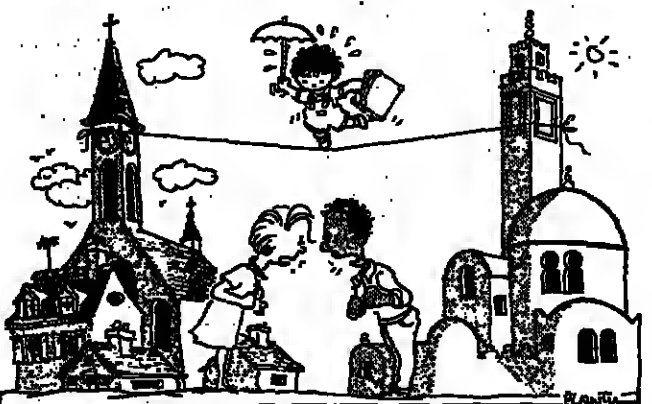
La chronique de Paul Fabra

Pages 15 à 19

Débats : Las axelus (2)
● Etranger (3 à 8) ● Politique (10 à 12) ● Sociétés (13 et 14)
● Culture (21) ● Communiqué (23) ● Sports (24)
● Economie (27 à 31)

Programmes des spectacles (22 et 23) ● Radio-télévision (23)
● Informations services : Météorologie, Météo, croisés, Lntn (20) ● Carnat (14)
● Annonces classées (25 et 28)

Paris et Alger en quête d'un accord sur le « contentieux familial »



Mme Georgina Dufour, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a effectué, le samedi 21 décembre, une visite-déclat à Alger pour en ramener six enfants de couples franco-algériens séparés qui passeront Noël avec leurs mères françaises. Les autorités françaises se sont engagées à assurer le retour de ces enfants en Algérie pour le 2 janvier 1986.

(Lire nos informations page 3.)

En lui offrant un bijou pour Noël, vous ne pouvez pas vous tromper. Parmi tous les bijoux de la création Fred, nous trouverons le sien. Celui qu'elle-même aurait choisi parce qu'il lui ressemble. Et si vous songez à d'autres cadeaux : sacs, pendules, objets précieux, vous les trouverez tous au 6 Royale de Fred. Notre catalogue vous sera adressé sur simple demande.

FRED

6, rue Royale, Paris. 42.60.30.65 • Le Claridge, 74, Champs-Élysées • Hôtel Mirador, Paris. Aéroport d'Orly • 21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo. 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

سكيا من الامم

débats

LES EXCLUS

Les plus démunis, les « exclus » dont parlait jadis René Lenoir, ne peuvent décidément pas échapper à leur destin. Le docteur Claude Oliveinstein s'empare contre une nouvelle réglementation qui rejette la spécificité du toxicomane, malade qui mérite plus d'assistance que sanction. Même indignation chez Roger Blondel, qui rappelle que la population carcérale se recrute en bas et non en haut de l'échelle sociale.

Seuls les pauvres vont-ils en prison ?

Selon que vous serez puissant ou misérable...

L n'est pas dans mon intention de mettre en cause notre justice, mais simplement de dire que, oui, vraiment, les pauvres vont plus en prison que les riches, et que la situation du délinquant n'est pas comparable à celle du délinquant riche. Ce qui va suivre n'a été puisé ni dans les revues ni dans les livres. J'ai vu, j'ai observé, et j'ai été peiné.

Population pénale composée de gens pauvres, oui, pauvres du fait d'une enfance, d'une adolescence passée dans un milieu conflictuel, un univers éthylique souvent, et laissant des traces profondes qui vont jusqu'à l'agressivité (et l'absence de socialité).

Tel garçon, rappellez-le, se trouvera incarcéré dans une détresse promiscuité, et dépendant d'un surveillant qui se croira souvent investi d'un pouvoir exorbitant.

Nous arrivons à ce que j'appellerai le tandem délinquant-pauvre-surveillant... Le délinquant cherche à

par ROGER BLONDEL (*)

avoir de la considération pour le surveillant avec qui il tentera le dialogue, mais quel dialogue ? Avec un surveillant qui se prendra, très souvent, pour quelqu'un de très important, qui, parfois même, s'amusera des attitudes du délinquant qu'en fin de compte il prendra pour un être inférieur, et qui n'hésitera pas à lui rappeler qu'il n'est qu'un numéro matricule. Tandem délinquant-surveillant, cela veut dire, d'un côté, le fort, de l'autre côté, le faible.

Autre cas, celui du délinquant qui est pauvre matériellement mais qui intellectuellement est riche. J'ai connu un homme jeune, pauvre, trois fois docteur, en partance pour l'étranger (évasion des cerveaux). Il avait commis quelques délits. Cet homme a décidé de payer sa dette à la société et de se constituer prisonnier. Il fut donc

incarcéré à Fresnes, mais reçu avec égard par un des directeurs de la prison et, pendant son séjour de deux mois, il fut affecté en qualité d'aide-soignant à l'hôpital des prisons.

Durant son relativement court séjour, pas un mot, pas un incident avec les surveillants, qui avaient reconnu dans cet homme un être intellectuellement supérieur et qu'il fallait respecter.

Les pauvres vont en prison, oui, aussi bien que les riches, mais, parce qu'ils sont pauvres, ils resteront, ils seront traités comme des pauvres, ce qui n'a pas été le cas dans l'exemple que je viens d'évoquer.

Mettions en lumière un autre aspect du problème. L'homme pauvre n'aura pas les moyens de régler des honoraires importants à un avocat qui mettra tout son talent à convaincre le tribunal que la culpabilité de son client est très atténuée, sinon nulle. Le pauvre matériellement sera défendu par son avocat commis d'office, qui, je n'en doute pas, plaidera avec tout son cœur mais, soyons logiques, il n'aura pas sur le tribunal l'impact de l'avocat qui aura eu tout le temps d'étudier un dossier parfois très complexe.

Parce que j'ai été bouleversé, je ne peux passer sous silence la visite des détenus. Comment oublier la grande détresse de ces hommes et de ces femmes qui attendent, parfois sous la pluie, dans le froid, le moment d'être introduits au parloir ? Il y a des pauvres dans tous les sens du terme, des pauvres qui, comme des bêtes, n'hésitent pas à recourir à la violence pour avoir la certitude qu'ils passeront à leur tour. J'ai vu des femmes se battre à la porte de la centrale de Liancourt parce que l'une d'elles avait triché. Au parloir, je n'ai jamais vu, sauf quelques très rares exceptions, des gens qui respicient l'aisance, financière ou intellectuelle.

(*) Visiteur de prison.

Utiliser la drogue à des fins politiques

L'idéologie sécuritaire

va ruiner les efforts de prise en charge des toxicomanes en danger

par le docteur C. OLIVEINSTEIN (*)

nous le rappeler. Mais, encore une fois, regardons chez nos voisins.

Ces résultats sont dus : à la présence de véritables professionnels sur le terrain - que ce soient les policiers ou les soignants - à la mobilité, à l'imagination et à la souplesse du système mis en place, à la remarquable réflexion éthique de la plupart de ceux qui se sont engagés dans ce combat.

Cela est reconnu partout dans le monde, et nous n'arrêtons pas d'être visités par les professionnels étrangers, tandis que nous sommes submergés de demandes de stages, de conférences ou de formations.

L'air du temps

Pourtant, tout cela est mis en danger. La spécificité de la prise en charge n'a jamais été bien digérée. Elle génait beaucoup trop d'intérêts et, aussi, elle posait un problème qu'il était difficile de réduire aux dimensions des institutions classiques. Le problème est le suivant : la drogue est la rencontre d'un produit, d'une personnalité et d'un moment socioculturel.

Autant dire que la drogue est autant un problème de société qu'une maladie. Autant dire également que, s'il ne s'agit pas de culpabiliser les familles, on ne peut pas nier cependant qu'elles portent leur responsabilité dans la fragilité de leurs enfants. Or, cela n'est pas dans l'air du temps. L'air du temps, c'est l'idéologie sécuritaire, et la faute aux immigrés, aux méchants qui corrompent les purs agneaux.

Cela a toujours été l'attitude d'une certaine partie de l'opinion, mais, au moins, les responsables, qu'ils soient de droite ou de gauche, avaient su résister à ces pressions. Aujourd'hui, il n'en est plus de même : une circulaire « Badinter », sortie presque clandestinement au cours de l'été, entérine le fait que la personnalité de l'usager ne compte plus pour rien, et

(*) Médecin-chef du centre médical Marmottan.

donne sa bénédiction à la procédure des flagrants délits, qui expédie évidemment les plus pauvres et les plus démunis. Bien plus, la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie, créée à l'origine pour coordonner et impulser l'action dans ce domaine (et qui en fait n'est devenue qu'un rouage supplémentaire à la lourde machine administrative), reprend à son compte cette idéologie et propose un programme qui part de la saisine directe et renoue avec l'illusion médico-judiciaire de centres dans les prisons.

Parallèlement, et puisque cela va de soi, la direction générale de la santé cautionne elle aussi le long retour à la psychiatrie avec la remédicalisation du problème dont la spécificité, décidément, est bien gênante.

Le moralisme ambiant et la peur électorale de l'opinion publique est telle qu'une mesure technique, comme la libéralisation de la vente des seringues pour éviter la propagation du SIDA, est littéralement censurée.

On pourrait faire le dos rond et attendre les conséquences désastreuses de ces positions (et certaines sont déjà évidentes : surcroît de prisonniers, initiation à la toxicomanie des délinquants, initiation à la délinquance des toxicomanes, propagation du SIDA), mais le danger est, aujourd'hui, de voir se démanteler un réseau très fragile des professionnels qui luttent, ô combien ! difficilement, et surtout de voir se développer comme dans tant d'autres pays, d'une part, une évolution des toxicomanes vers les drogues légales, et, d'autre part, l'utilisation du problème de la drogue à des fins politiques dont nos enfants seront les victimes.

Il y a urgence à se rappeler que les positions adoptées par les législateurs de 1970 n'étaient pas des mesures prises par des nôtistes, mais par des responsables qui avaient soigneusement pesé le pour et le contre de leurs positions ; positions de compromis, certes, mais justifiées dans une démocratie qui se veut efficace mais humaine.

SERGE KLARSFELD

1942

544 pages 155 F

VIENT DE PARAÎTRE

VICHY

LE RÔLE DE VICHY DANS LA SOLUTION FINALE DE LA QUESTION JUIVE EN FRANCE 1943-1944

FAYARD

1943-1944

412 pages 150 F

Un livre décisif où la passion de la justice n'aveugle pas et permet d'être fidèle à une documentation considérable.

L'Unité

FAYARD

LA FIN DES RETRAITES ? d'André Babeau

Après l'« âge d'or »...

M ALGÈRE le titre - à peine atténué par le point d'interrogation - n'a pas d'âge de ces prédictions catastrophiques que multiplient aujourd'hui magazines et publicités d'assurance-vie. La conclusion d'André Babeau, économiste, professeur à l'université de Paris-Dauphine, spécialiste connu de l'épargne, est claire : une économie qui a besoin d'investissements nouveaux, il est souhaitable de compléter les retraites par répartition - base du système en France comme dans la plupart des pays industrialisés - par une certaine dose de capitalisation, celle-ci peut aussi conforter les régimes de retraite en accélérant la croissance « ne serait-ce que de quelques décennies de point », équilibre les risques - chaque système n'étant pas sensible aux mêmes évolutions - et éviter des disparités entre générations.

Etendue aujourd'hui à toutes les personnes âgées, les retraites ont atteint maintenant un « âge d'or » : la croissance économique et démographique a permis d'augmenter fortement le pouvoir d'achat des pensions et d'en réduire un peu les disparités. Ces revenus s'ajoutent à des patrimoines supérieurs à ceux des actifs. Mais cet « âge d'or » est menacé : dès maintenant par le chômage, qui réduit les cotisations au moment où le volume de pensions à verser s'accroît, à

long terme (à peut-être plus long terme que ne le dit André Babeau) par le vieillissement de la population.

Sur ces points, le livre reprend des données relativement connues (André Babeau ayant dirigé certaines de ces études). Plus originaux et plus intéressants sont l'examen systématique des effets des retraites sur l'épargne ou de mieux orienter celle qui existe, comme l'indique le rapport du Plan sur la France en l'an 2000 ? Qui pourra ou devra participer à cet effort d'épargne, et comment éviter les inégalités inhérentes à un système individualisé ? Et la réforme des conditions de départ à la retraite peut-elle être séparée d'une lutte contre le chômage ?

GUY HERZLICH.

* Hachette, collection « Philod », 450 p., 54 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75001 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65072 F
Télécopieur : (1) 45-23-04-51
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Woutas

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par airmail)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 085 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande aux adresses au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Impression : de « Monde », 7, rue des Italiens, PARIS-09

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 F. ; Canada, 1,80 \$; Côte-d'Ivoire, 515 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,20 \$; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,350 \$; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Roumanie, 200 F CFA ; Suède, 8 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; Yougoslavie, 110 din.

ERRAT
Nous nous excusons pour l'erreur parue dans le numéro du 17 décembre 1985. M. Paul Orléans n'est pas correspondant de l'Unité. Le nom de l'éditeur de l'ouvrage « Les secrets de la France » est : Fayard.

AFRIQUE

République sud-africaine

M^{me} Winnie Mandela a été appréhendée pour avoir violé la loi sur la sécurité intérieure

De notre correspondant

Johannesburg. — Celle que l'on a surnommée la « mère de la nation », Winnie Mandela, épouse de Nelson Mandela, le dirigeant noir emprisonné depuis vingt-trois ans, a été arrêtée, dimanche matin 22 décembre, à son domicile de Soweto. Elle est détenue dans les locaux de la Police à Krugersdorp, petite ville située à 30 kilomètres au nord de Johannesburg, pour violation de la loi sur la sécurité intérieure. Son avocat, M. Ismail Ayob, a indiqué qu'il ne savait pas quelle charge serait retenue contre elle et si elle pourrait être remise en liberté sous caution. M^{me} Mandela a délibérément violé les dispositions édictées, samedi, par le ministre de la loi et de l'ordre, M. Louis Le Grange, lui interdisant entre autres de demeurer dans la circonscription judiciaire de Johannesburg dans laquelle se trouve la cité noire satellite de Soweto. Elle a donc été expulsée de son domicile familial, samedi après-midi, par les policiers.

On l'a donc appréhendée, dimanche matin, en violation de la loi sur la sécurité intérieure. Six journalistes ont d'ailleurs été détenus brièvement.

Cette arrestation est l'aboutissement d'une épreuve de force de quatre mois entre les autorités et cette femme de cinquante et un ans devenue un symbole de la résistance anti-apartheid. Bannie en 1977 dans la ville de Brandfort, au cœur de la province de l'Etat libre d'Orange, à 350 kilomètres de Soweto, la « passionaria des townships » décide de ne plus y retourner après que sa maison ait été détruite au mois d'août dernier par de mystérieux incendiaires. Non seulement elle choisit d'habiter désormais Soweto, mais elle brave délibérément l'interdiction qui lui est faite de participer à des rassemblements et de prendre la parole en public.

A plusieurs reprises, elle enfreint les restrictions qui lui sont imposées. Au mois de novembre, ordre lui est donné par les autorités de retourner à Brandfort. Elle ignore cette injonction et se rend, début décembre, aux funérailles des victimes de la tuerie de Mamelodi, où elle est acclamée par une foule en délire.

Le ministre de la loi et de l'ordre, M. Le Grange, a modifié la mesure de bannissement en lui faisant savoir qu'elle pouvait à l'avenir habiter là

où elle voulait, à l'exception de Soweto. Elle s'est donc confirmée l'interdiction d'assister à des meetings politiques ou à des réunions d'étudiants, et ses propos ne peuvent pas être reproduits dans la presse. Son « *est-il intéressant* », comme elle le qualifie, a été transformé en interdiction de séjour dans sa propre maison. En vingt-quatre ans, Winnie Mandela n'a connu que neuf mois de liberté d'aller et venir. Son premier bannissement lui fut imposé en 1961. Elle ne se souvient plus du nombre de ses arrestations et des mois passés en prison. Issue d'une famille de nazis enfants, cette femme de caractère, qui tout au long de sa vie n'a cessé de se battre, fut la première Noire à devenir assistante sociale médicale en Afrique du Sud. Après avoir rencontré celui qui allait être pour elle, selon ses propres termes, « son guide, son directeur de conscience, sa vie », Nelson Mandela, elle épouse dans le homeland du Transkei deux des deux autres enfants. Mais la vie commune fut brève : six mois au total. « *Juste le temps de me faire deux enfants* », deux filles, comme elle le souligne. Nelson Mandela fut condamné à la détention perpétuelle en 1964. Depuis, sa « *venue politique* » a épousé la cause de son peuple.

MICHEL BOLE-RICHARD.

SIX ENFANTS EN VACANCES DE NOËL A PARIS

Le « contentieux familial » franco-algérien est en voie de règlement

De notre correspondant

Alger. — Deux allers-retours pour une visite officielle, c'est beaucoup, mais M^{me} Georgina Dufloix, porte-parole du gouvernement et ministre des affaires sociales, a tout lieu d'être satisfaite. Elle a, en effet, ramené, samedi 21 décembre, dans la soirée, auprès de leurs mères — celles qui occupaient l'ambassade de France à Alger cet été — six des huit enfants précédemment enlevés par leurs pères (le Monde du 20 novembre).

L'opération, spectaculaire, très « médiatique », doit profiter également aux parties algérienne et française. Alger souhaite de toute évidence arriver à un accord avant les élections législatives de mars 1986 et un éventuel changement de majorité qui lui vaudrait d'avoir des interlocuteurs moins bien disposés vis-à-vis de l'émigration. Paris, de son côté, et sans doute pour les mêmes raisons, veut régler au plus vite un problème aussi douloureux que celui des enfants de couples mixtes séparés.

Bien préparé, le retour de ces enfants pour les vacances de Noël ne s'est pas fait sans difficulté. Les pères ont été convoqués au palais de justice d'Alger avec leurs enfants, sans être avertis de la suite des événements. Arrivés à l'aéroport où les attendait le Mystère-20 du GLAM, ces enfants, tirillés depuis longtemps entre père et mère, ont montré quelques résistances tant et si bien que deux d'entre eux ne sont pas partis.

Communiqué commun

Myriam (douze ans), la fille d'Hélène Monzegaud, serrée de près par la belle-sœur de son père — qui travaille maintenant en Arabie saoudite — a refusé de prendre l'avion, imitée par Karim (douze ans), le fils de Jocelyne Bani, que son père a lui-même accompagné dimanche matin à Marseille.

M^{me} Monzegaud, dont on disait dès le 17 juin, début de l'occupation de l'ambassade de France à Alger, que son cas était le plus simple à résoudre, compte tenu de la décision

défavorable du tribunal de Skikda (le Monde du 26 octobre), n'a essayé le refus de sa fille de se rendre à Paris.

Pour en arriver à cette visite de M^{me} Dufloix, il a fallu que les autorités françaises prennent l'engagement d'assurer le retour des enfants en Algérie pour le 2 janvier 1986. Le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, et M^{me} Georgina Dufloix s'y sont personnellement engagés, ainsi que les cinq mères et le pouvoir judiciaire. Moyennant quoi, le ministre français des affaires sociales a signé, dimanche, un communiqué commun avec le ministre algérien de la justice, M. Boualem Belkaid, confirmant qu'un accord de principe est intervenu pour faciliter dans les deux sens l'exercice du droit de visite transfrontalière aux enfants de couples mixtes séparés lorsque les deux parents en conviennent et que le retour de ces enfants est garanti par décision judiciaire.

Garanties internationales

Le communiqué souligne que les deux gouvernements, dans l'attente de la signature de la convention d'entraide judiciaire, qui doit être examinée à nouveau au début du mois de janvier, « ont convenu de mesures provisoires permettant à un premier groupe d'enfants, dont la garde effective est exercée par le père en Algérie, de passer les vacances d'hiver auprès de leur mère en France et de revenir en Algérie pour la rentrée scolaire ». Le communiqué conclut que cette première visite transfrontalière, qui « aura valeur de test », reflète le constant souci des gouvernements des deux pays de rechercher, dans le

cadre des lois en vigueur, une solution appropriée permettant à l'enfant de conserver des liens permanents avec ses deux parents et de s'épanouir au contact de leurs milieux socio-éducatifs respectifs ».

M^{me} Dufloix, qui a également rencontré le premier ministre algérien, M. Brahimi, pendant une heure et demie, a signé, avec M^{me} Zhor Qumisi, ministre algérien de la protection sociale, un avenant à la convention sur la circulation des Algériens résidant en France. Ce texte donne des garanties internationales aux émigrés en ce qui concerne leur statut, aligné sur le plus favorable, celui du certificat de résidence de dix ans automatiquement renouvelable, qui permet d'exercer l'importe quelle activité professionnelle. Jusqu'à présent, les Algériens étaient soumis à la convention internationale du 27 décembre 1968. Ils ne pouvaient pas être régis par la loi du « titre unique » votée en 1984 énonçant le droit des immigrés car, constitutionnellement, une convention internationale prime la loi.

Interrogée au cours d'une conférence de presse, dimanche soir, sur la montée de la xénophobie en France, M^{me} Dufloix a répondu : « La France n'est pas le pays de l'intolérance », précisant que « les excès des uns ont provoqué le réveil des autres », avant d'affirmer : « Nous sommes en marche vers une lutte très efficace contre le racisme ».

M^{me} Georgina Dufloix devait rencontrer ce lundi matin le ministre algérien de la formation professionnelle et du travail, M. Mohamed Nabi, avant de regagner Paris.

FREDERIC FRITSCHER.

UN CONFLIT FRONTALIER VIEUX DE VINGT ANS

Le Mali dénonce une « agression caractérisée » du Burkina

Le conflit frontalier qui oppose depuis une vingtaine d'années le Burkina et le Mali s'est brusquement rallumé, samedi 21 décembre, avec l'annonce par Bamako de l'occupation, depuis le 14 décembre, de plusieurs villages frontaliers maliens par l'armée burkinabise. Selon un communiqué du gouvernement malien, des agents de ce pays chargés des opérations de recensement, appuyés par des brigades des Comités de défense de la révolution (CDR), puis par des unités régulières de l'armée de Ouagadougou, ont pénétré en territoire malien, investissant les villages de Diouloua, Koundia, Selba et Douma.

Les autorités militaires burkinabises, a précisé le gouvernement de Bamako, ont coupé toutes les communications entre ces localités et le reste du pays. Le chef du village de Diouloua et d'autres responsables des villages occupés ayant refusé de

se laisser recenser par des autorités étrangères « ont été maltraités, enlevés brutalement et déportés à Djibo » (Burkina).

Ces incidents, au cours desquels des villageois ont vu leurs domiciles volés et perquisitionnés et leurs biens emportés, ont entraîné « le déplacement massif des populations maliennes » vers les localités situées plus au nord de Mopti et de Doumentza, dans la région de Mopti, ajoute un communiqué de Bamako. Le gouvernement malien « constate une rupture unilatérale de la concertation (entre Bamako et Ouagadougou), une violation flagrante des relations de bon voisinage et une agression caractérisée ».

Selon le secrétaire politique du bureau exécutif central du parti unique malien, l'Union démocratique du peuple malien (UDPM), M. Djibril Diallo, toutes les forces mili-

La crise syndicale en Tunisie

M. MZALI APPROUVE LA CONVOCATION D'UN CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DE L'UGTT

(De notre correspondant)

Tunis. — En dépit de l'accord intervenu le 4 décembre entre le ministre du travail et le bureau exécutif de l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens), (le Monde du 6 décembre), la situation syndicale demeure bloquée. Les dirigeants de la centrale font remarquer qu'aucune des assurances qu'ils avaient reçues en contrepartie de l'abandon de la grève n'a été respectée et estiment que cette impasse est due « à des difficultés créées par les autorités ». D'autre part, la libération des syndicalistes arrêtés (une centaine) est demeurée « très limitée ».

Intervenant dans les débats du comité central du Parti socialiste destourien, M. Mzali a estimé que la crise que connaît la centrale ouvrière pourrait trouver sa solution dans le cadre d'un congrès extraordinaire de l'UGTT réclamé par les « syndicalistes patriotes » des « comités provisoires », qui aboutira à l'avènement d'une direction où les destouriens, naturellement, et les partisans seront représentés de manière reflétant leur présence réelle dans les institutions professionnelles et auprès des travailleurs, aux côtés des autres sensibilités.

Les membres du bureau exécutif de l'UGTT ne rejettent pas, a priori, le principe de la convocation de ces assemblées, une fois effectué le renouvellement des syndicats de base, qui devrait, en principe, débiter le mois prochain, et la tenue d'un conseil national. Mais, selon eux, ce processus ne peut se dérouler que « dans la légalité », c'est-à-dire sous leur seule direction, et donc sans la participation en tant que tels des comités provisoires. Or, fort de la bienveillance du pouvoir, ces derniers, non seulement n'entendent pas s'effacer, mais paraissent même décidés à affirmer encore davantage leur présence dans les différentes structures.

M. D.

Ethiopie

• M. Dawit Giorgis dément avoir demandé l'asile politique aux Etats-Unis. — Le responsable de la commission éthiopienne de secours et de réhabilitation (RRC), M. Dawit Giorgis, a démenti les informations du New York Times de vendredi 20 décembre (le Monde du 22-23 décembre). Dans une interview publiée samedi par le Washington Post, M. Giorgis, sans préciser s'il retournera en Ethiopie, assure être « en vacances » aux Etats-Unis où il a subi des examens médicaux. Affirmant être en contact avec la mission éthiopienne aux Nations unies, le responsable de la commission d'aide aux victimes de la famine dément également être propriétaire de plusieurs maisons, indiquant : « Ces allégations me font très mal. Je ne possède aucune propriété au monde, même pas en Ethiopie où je loue ma maison. » (AFP, Reuters).

ASIE

Moscou préconise le « dialogue » avec la résistance afghane

(Suite de la première page.)

Reste, bien entendu, l'essentiel : le retrait des troupes soviétiques. Du point de vue de Moscou, ce retrait n'est concevable que s'il laisse en place, à Kaboul, un régime à la fois « acceptable » pour l'URSS et présentant des chances raisonnables de survie. Or, personne ne se fait beaucoup d'illusions sur les chances de M. Karmal de s'imposer dans ce rôle s'il devait se retrouver en tête à tête, privé de ses protecteurs soviétiques, avec une résistance afghane dont la vigueur n'a fait que se confirmer au cours des six dernières semaines.

Curieusement, ce n'est pourtant pas sur ce problème de fond qu'ont buté les dernières conversations de Genève mais plutôt sur un point d'ordre formel. Kaboul refuse de pousser plus loin les discussions avec le Pakistan par l'intermédiaire de M. Cordovez — y compris sur un calendrier d'évacuation des troupes soviétiques — et exige des négociations directes qui impliqueraient la reconnaissance par l'afghan du rôle de l'actuel gouvernement afghan. Impossible, répliquent les Pakistanais, car ce serait légitimer un régime mis en place et soutenu par l'intervention et la présence de forces étrangères.

Seule une solution politique peut permettre de sortir de ce cercle vicieux, et l'éditorial publié samedi par la Pravda, confirmant des indications caillieuses quelques jours plus tôt de sources soviétiques, montre qu'on commence à l'admettre à Moscou.

« Compromis »

Les Soviétiques font leur l'objectif du gouvernement de Kaboul de faire reconnaître sa légitimité — quitte à laisser entendre que personne n'est irremplaçable et que M. Karmal pourrait être amené à céder sa place à telle ou telle autre personnalité de l'équipe qui l'entoure. Mais le régime afghan ne serait-il pas plus acceptable pour le Pakistan et le reste de la communauté internationale si un dialogue s'ouvrait entre lui-même et certains des mouvements qui composent la résistance afghane ?

C'est bien ce que suggère la Pravda lorsqu'elle écrit qu'« il est nécessaire, au nom du nouveau national de l'Afghanistan, de créer une atmosphère de dialogue positif entre les forces sociales et politiques, y compris avec ceux qui ont des positions hostiles à la révolution ». Reconnaissant que « des erreurs ont été commises au cours de la première étape de la révolution », le journal du PC soviétique souligne que « la réconciliation suppose des compromis ».

ALAIN JACOB.

PAUL THOREZ
UNE VOIX PRESQUE MIENNE

Il y a, coûte que coûte, l'amour du fils pour le père, et la mère, de sorte que descendus de leur socle, débarrassés du bronze dont on les avait à la hâte recouverts, ils redeviennent comme nos pères et nos mères, des proches qui nous tirent des larmes quand nous songeons à eux.

Gérard Guégan, *Le Matin*.

Un homme cherche sa place, il cherche comment vivre avec tout ce poids d'hérédité, d'ambiguïtés et de souvenirs. Ce livre, chuchoté avec beaucoup de pudeur et de tendresse...

Nicole Zand, *Le Monde*.

Lieu Commun 79 F

ASIE

AFGHANISTAN AN VII : le nouveau visage de la guerre

Face à une armée soviétique isolée et démoralisée, les

Vallée du Panjshir. Depuis la veille, le commando d'une cinquantaine de résistants est tapi dans une maison en ruine, à quelque deux cents mètres des premières lignes de la base de Poushghour, tenue par l'élite de l'armée

Panjshir. Au moment de repartir, un tir de mitrailleuse a cloué au sol l'hélicoptère pourtant blindé; la délégation attend qu'un nouvel appareil vienne la rechercher. Hasard ou prémonition, la dizaine de conseillers soviétiques ont été

à les plans du champ de mines et de la base; chaque homme a répété sa tâche. Arrivés à la première tranchée, ils se divisent en trois groupes; trois remontent par l'intérieur les boyeux qui relient la base aux postes extérieurs, le dernier s'empare de la radio et continue d'émettre vers la base d'appui, située à quelques kilomètres, pour s'assurer que tout va bien. Attaqués de l'intérieur, les points d'appui se rendent un par un. En une demi-heure presque toute la base est prise. Seules résistent la police secrète et la délégation d'état-major, qui tiendront jusqu'au matin. Le général Ahmedouddin est tué au combat.

Trompés par la radio, les Soviétiques mettront deux jours à réagir, temps mis à profit par les moudjahidins pour démanteler le stock considérable de munitions tombé entre leurs mains et pour trier leurs sept cents prisonniers: les simples soldats sont envoyés au Pakistan pour y être libérés, les officiers, au nombre de cent vingt-

six, sont emprisonnés dans la petite vallée de Moukini. Massoud propose au gouvernement un échange de prisonniers. Fin juin, les Soviétiques reprennent la base de Poushghour, évacuée par la résistance. En juillet, opposés à tout échange de prisonniers, ils montent une opération de commandos parachutistes pour les libérer.

De l'aveu de tous les combattants rencontrés après cette attaque, ce fut la plus violente jamais vue en Panjshir. Précédée d'une terrible préparation d'artillerie, où entre en jeu toute la gamme soviétique des roquettes sol-sol (la nouvelle génération d'orgues de Staline), les parachutistes sont hélicoptés à l'aube du 13 juillet sur les hauteurs et à l'entrée de la vallée de Moukini. D'emblée, leurs pertes sont élevées: les moudjahidins ont miné les aires d'atterrissage, et les hélicoptères, obligés de descendre en dessous des crêtes, sont pris sous le feu des mitrailleuses lourdes; quatre d'entre eux sont éabattus.

Mal renseignés, les Soviétiques attaquent une prison vide. Faute de pouvoir libérer les officiers, ils bombardent ensuite leur lieu de détention. Au cours de la nuit, après les combats au corps à corps, les résistants réussissent à quitter les gorges en escaladant les falaises. Huit jours après, les Soviétiques évacuent à leur tour la vallée, après avoir dynamité et miné toutes les installations des résistants. Encore deux semaines et les résistants réoccupent la vallée, reconstruisent prison et abris. Le poste de Poushghour est à nouveau assiégé.

Une élite usée

Chaque jour, nous pouvons interviewer le petit groupe de déserteurs de la nuit précédente. Cette fois-ci, les résistants disposent d'artillerie de montagne, de lance-roquettes multiples, de mortiers et de munitions. Pendant ce temps, le gouvernement, pour combler les pertes, tente de transférer ce qui reste de la 444^e bri-

gade en une division, qu'on remplit de conscrits recrutés de force: l'élite de l'armée gouvernementale, usée, ressemble de plus en plus aux unités habituelles de cette armée, composées d'hommes à qui on n'ose confier ni armes ni tours de garde.

La guerre a changé de visage. Dans les bastions de la résistance, il ne s'agit plus d'une guerre de guérilla, opposant d'insaisissables guerriers à de lourdes colonnes blindées, mais d'unités entraînées et professionnelles prenant parfois de véritables batailles rangées contre l'élite de l'armée soviétique, que des commandos aéroporés, qui vont parfois au combat sans l'appui des innombrables colonnes blindées, dont la lourdeur était le meilleur gage d'échec de l'opération. Affaire plus lourde, Soviétiques plus légers.

L'offensive du Pakiya, en août et septembre, visait à dégager la ville de Khost, assiégée par la résistance. Jusqu'ici, cette province relevait de la compétence



GUY SAMOUN.

gouvernementale: plusieurs centaines de soldats de la 444^e brigade de commandos, ainsi que des unités de la police secrète et de la gendarmerie. Le moral des soldats est mauvais. Chaque jour, quelques déserteurs réussissent à traverser le champ de mines et rejoignent la résistance.

Dans jours auparavant, une délégation de l'état-major, dirigée par le général Ahmedouddin, s'est posée en hélicoptère pour enquêter sur la situation de cette base, la plus avancée dans la vallée du

retirés quelques jours auparavant. A 18 heures précises, le 15 juin, un déluge de feu s'abat sur la base; toute l'artillerie légère du commandant Massoud est en action. Les résistants ont peu de munitions, mais la nouvelle tactique utilisée consiste précisément à frapper fort et rapidement.

Dès la première salve, le commando, équipé de radios portatives, progresse en file indienne, les deux hommes de tête procédant en déminage. Le commando

Massoud, l'« amir » du Panjshir

La légende n'est pas usurpée. Le Panjshir est bien le plus solide bastion de la résistance afghane. Non pas à cause de son armement, car bien d'autres régions sont mieux équipées, mais plutôt par la qualité de son organisation politico-militaire.

L'organisation du Panjshir n'est pas sortie par magie du cerveau du commandant Ahmed Sheb Massoud. Le terrain était favorable. Quoique le Panjshir soit une vallée montagneuse, le taux d'insécurité y est élevé. Les Panjshiris se sont rendus célèbres à Kaboul pour leur quasi-monopole dans le transport et la mécanique: ce sont des techniciens urbains qui ont fourni à Massoud les cadres dont il avait besoin; le Panjshir dispose ainsi d'un encadrement de meilleure qualité que le reste du pays.

Le Panjshir est aussi une région homogène du point de vue ethnique. Le clergé local, qui avait pris ses distances, avant-guerre, devant le radicalisme des jeunes intellectuels comme Massoud, l'a soutenu sans faille dès le coup d'Etat communiste. Enfin Massoud a bénéficié de l'infrastructure de son parti politique, le Jamiat Islami.

Ce qu'apporte Massoud, c'est son sens de la stratégie et de l'organisation, dans un pays où la fièvre est un art de vivre. C'est probablement le seul chef militaire de la résistance qui

s'efforce de comprendre la logique des opérations militaires soviétiques et d'anticiper les actions de l'adversaire. Grand lecteur d'ouvrages de stratégie militaire, il semble n'avoir vécu que dans l'étante de cette guerre.

Charisme

La popularité de Massoud est très forte; il a su prendre toutes ses décisions, y compris celle de l'évacuation totale de la vallée principale, en accord avec les représentants des habitants. Quand, dans les suberges ou les confidences non est mentionné, on perçoit le charisme qui émane en lui. Et pourtant le personnage est dévoué. Toujours en mouvement; mais timide, n'élevant jamais la voix, capable aussi bien de parler pendant des heures que de solliciter un avis ou un conseil, plein d'humour et bon vivant, mais inflexible dans l'action; Massoud garde le côté d'un peu gauche de l'éternel étudiant.

Ceux qui l'ont fréquenté sur les bancs du lycée français de Kaboul se souviennent d'un élève silencieux au fond de la classe, plutôt méfiant dans les discussions officielles, mais très brillant dans les cours de récréation pour commenter la guerre de six jours. Renvoyé du

lycée pour insuffisance en mathématiques, il travaille seul et entre à l'école polytechnique, tenue par les Soviétiques. Témoin de la mort de l'influence communiste, il rallie le mouvement islamiste et rentre très tôt dans la clandestinité. Beaucoup ont douté de ses convictions islamistes et ont même voulu voir en lui un maoïste; en fait, la force de sa foi musulmane ne fait pas de doute pour qui l'a fréquenté de près, mais il préfère l'action à la théologie.

En 1975, avec une vingtaine d'intellectuels panjshiris, il tente de soulever la vallée contre le régime du président Daoud. La population arrête elle-même ces jeunes exaltés et les remet à la police. Massoud s'échappe, disparaît à l'étranger pendant quelques années (la légende le voit dans les camps palestiniens) et réapparaît dans le Panjshir avec les survivants de la première aventure, à l'automne 1979; avec un appel à l'insurrection du professeur Rabbani, président du Jamiat. Le clergé local et les chefs de villages, ceux-là mêmes qui l'avaient rejeté avant l'invasion soviétique, l'introduisent alors à l'« amir » (chef politique et militaire) de la vallée, titre qu'il porte maintenant pour deux des provinces au nord de Kaboul. L'étudiant est devenu un chef.

L'aide du Pakistan aux moudjahidins : un peu, mais pas trop

On a tout dit sur le poids que la guerre d'Afghanistan représente pour le Pakistan. La présence de trois à quatre millions de réfugiés, concentrés dans la province du Nord-Ouest et au Baloutchistan, a eu des effets négatifs sur l'économie locale. Les réfugiés sont libres et ne sont pas enfermés dans des camps, ce qui est tout à l'honneur du régime; mais, du coup, les troupeaux ou les campements sauvages contribuent au déboisement; les hommes acceptent des salaires inférieurs à ceux des Pakistans, alors que les loyers des grandes villes atteignent des sommets; tensions sociales et ethniques sont exacerbées.

L'opinion pakistanaise est hostile aux réfugiés, même si la politique à l'égard de Kaboul n'est contestée que par l'intelligentsia. Située dans des zones tribales où l'Etat pakistanaise ne s'est jamais vraiment imposé (l'agent politique est considéré comme un ambassadeur et non comme un gouverneur), la frontière avec l'Afghanistan voit une circulation d'armes (et de drogue) dans les deux sens, et l'armée soviéto-afghane ne se prive pas d'intervenir contre les villages frontaliers. Bien plus grave, le régime communiste de Kaboul reprend à son compte la revendication afghane traditionnelle sur les zones tribales situées en territoire pakistanaise (non seulement le « Pashtounistan », mais aussi le Baloutchistan), dont les tribus sont très officiellement considérées à Kaboul comme relevant du ministère (afghan) des tribus et des nationalités, qui n'hésite pas à convoquer à Kaboul des assemblées générales de tribus pakistanaises (la dernière date du 14 septembre 1983).

Enfin si l'on garde en mémoire que le conflit fondamental est celui qui oppose

le Pakistan à l'Inde, alliée traditionnelle de l'URSS, l'invasion soviétique de l'Afghanistan a aggravé la position stratégique du Pakistan, pris en pince entre deux armées hostiles et alliées. Bref, déstabilisation interne et menaces externes semblent les deux conséquences les plus immédiates de la guerre; c'est l'argument de l'opposition, qui réclame, au nom de la défense des intérêts nationaux du Pakistan, des négociations directes avec le régime de Kaboul.

L'opposition pakistanaise considère que le soutien à la résistance afghane, en prolongeant la guerre, renforce le régime Zia mais affaiblit le Pakistan. Cette analyse est souvent reprise par les journalistes occidentaux, pour qui le régime Zia est une dictature militaire, sans base sociale, qui ne peut survivre que grâce à l'utilisation de la guerre pour faire taire l'opposition intérieure et obtenir un soutien américain. Les choses sont cependant plus compliquées. Ce régime, dont on annonce la chute imminente depuis des années, s'est révélé plus stable et plus modéré.

Le général Zia a, certes, profité de la guerre pour renforcer sa légitimité et obtenir un soutien occidental, matériel comme politique, qui aurait été inespéré autrement. Cependant, le régime du général Zia n'est pas si isolé sur le plan intérieur qu'on l'a dit; le processus de démocratisation est en route, qu'il soit lentement; la presse, surtout de langue anglaise, a retrouvé sa liberté d'expression (à condition de ne pas s'attaquer à la personne de Zia); les élections (sans parti) ont été un succès, en grande partie parce qu'elles correspondaient à la structure politique du Pakistan, plus faite du jeu des clientèles que d'adhé-

sion à des partis sur des bases idéologiques, lesquels d'ailleurs agissent à l'extérieur du pays. Quant aux mouvements séparatistes, ils se sont affaiblis; pour ce qui est des Pathans (Pashtoune), c'est dans une grande mesure l'invasion soviétique qui a discrédité des dirigeants trop liés à Moscou.

Surtout, il n'est pas évident que la politique du général Zia vis-à-vis de l'Afghanistan soit à courte vue. Les intérêts du Pakistan, et non du seul régime, sont bien de « rentabiliser » la guerre d'Afghanistan, pour renforcer sa position régionale, très affaiblie depuis 1971. C'est toute l'habileté du régime actuel d'avoir su mener cette politique, en évitant soigneusement d'aller au-delà du seuil qui entraînerait une réaction brutale de l'URSS.

Islamabad d'abord

La vision stratégique pakistanaise tourne autour de la « menace indienne » et non autour du conflit Est-Ouest; cette vision est réciproque, l'Inde ne percevant l'URSS que comme un facteur régional et non comme une superpuissance porteuse d'un système idéologique; pour l'Inde, c'est la rivalité avec le Pakistan pour l'hégémonie régionale qui constitue l'axe de sa politique.

On pourrait objecter que les jeux sont faits au moins depuis 1971, que l'Inde est désormais la grande puissance régionale et n'a plus rien à craindre d'un Pakistan affaibli; on pourrait ajouter que le Pakistan n'est guère menacé par une attaque frontale de l'armée indienne. Peu importe, c'est bien le conflit indo-pakistanaise qui est primordial pour les deux acteurs.

Sans aide américaine, tant militaire qu'économique, le Pakistan ne serait qu'un Etat de troisième zone, écarté par la crise économique. Or il n'appréhende les Etats-Unis que dans le cadre de la confrontation Est-Ouest, mais pas dans celui du conflit indo-pakistanaise. Les Etats-Unis n'ont jamais soutenu le Pakistan dans ses différends avec l'Inde, malgré des accords militaires bilatéraux, et sont fermement opposés au programme nucléaire pakistanaise. Toute prise de position neutraliste du Pakistan ne peut qu'émouvoir Washington à courtiser New-Delhi, dont le poids régional est sans commune mesure avec celui d'Islamabad.

En revanche, quand le Pakistan apparaît comme le dernier bastion face à l'expansionnisme soviétique en direction du golfe, le soutien américain lui est acquis, en dépit du désir de Washington d'entretenir de bons rapports avec l'Inde. Le dimension Est-Ouest l'emporte alors. Les Pakistanais font donc dépendre leur soutien à la résistance afghane d'une aide militaire et économique américaine. Les Indiens ont beau jeu de souligner que l'aide militaire américaine sert à renforcer l'armée pakistanaise sur leur frontière et non sur la frontière afghane. On pourrait ajouter que l'aide économique américaine pallie en ce moment les transferts de devises des émigrés travaillant dans les pays du Golfe, dont beaucoup ont été renvoyés chez eux. Enfin, il est clair que les zones frontalières connaissent un boom économique dû à l'aide internationale en faveur des réfugiés, qui est investie sur place: construction de quartiers entiers et de routes, commerces très actifs.

L'attitude du régime Zia n'est pas de servilité par rapport aux Etats-Unis,

mais correspond aux intérêts du pays, tels que les Pakistanais, y compris dans l'opposition, les ont toujours définis: exister face à l'Inde. Cette condition remplie, il lui reste à ne pas s'enfermer dans une confrontation dangereuse avec l'URSS. Sur ce plan-là aussi, la politique pakistanaise est cohérente depuis le début de la crise. L'aide militaire à la résistance, même après s'être récemment renforcée, est soigneusement tenue à l'intérieur de limites qui ne risquent pas de renverser la balance militaire en faveur des moudjahidins: pas de missiles sol-air, par d'armes sophistiquées.

Sur le plan diplomatique, le Pakistan a toujours gardé la porte ouverte aux négociations, d'une part en participant aux conversations indirectes de Genève sous l'égide de l'ONU (les « exercices Cordovez »), d'autre part en s'opposant à la formation d'un gouvernement afghan en exil. Les Pakistanais n'ont même pas caché leurs réticences devant l'envoi d'une délégation commune de la résistance afghane à l'Assemblée générale de l'ONU, en octobre.

Dernier point: les stratégies pakistanaise se préoccupent surtout de l'état de la résistance à leur frontière, dans les zones tribales pashtoune, qu'ils partagent avec Kaboul. Ce qui se passe au nord de l'Hindou-Kouch, à la frontière soviétique, ne les intéresse guère: leur but est plus la création d'un no man's land entre les troupes soviétiques et leur pays qu'une confrontation indirecte avec l'URSS, par l'Afghanistan interposée. Si le seul objectif de l'URSS était de garantir sa frontière sud, nul doute qu'un accord avec le Pakistan serait aisé. Mais est-ce bien là le but de l'URSS?

résist
Section
PAC
Comr
SCIENCE
EC
Compre

ASIE

Le 27 décembre, l'intervention militaire soviétique en Afghanistan entrera dans sa septième année. Olivier Roy, qui vient de faire un reportage dans les rangs de la résistance avant de séjourner au Pakistan, rapporte ci-dessous ses impressions sur le nouveau visage de cette guerre et sur le jeu du pays voisin, base arrière de la résistance.

résistants deviennent des professionnels

exclusive de l'armée gouvernementale; fief des communistes de la tendance *khalq*, opposée à la tendance *percham* de l'actuel chef de l'Etat, Babrak Karmal, le Paktya restait le dernier symbole de l'autonomie des communistes afghans par rapport au grand frère soviétique. Or, la situation difficile des troupes gouvernementales en août, après un renforcement considérable de l'armement de la résistance, rendait une intervention soviétique inévitable. Les circonstances semblaient favorables: Khost est une plaine où, contrairement au Panjshir, les blindés peuvent évoluer; le Paktya est une zone tribale où les rivalités entre tribus et chefs locaux sont fortes, en particulier entre la puissante tribu Zadran, menée par un religieux, Djellaluddin, et les tribus Tani, Jaji et Mangal, menées par des chefs plus traditionnels; enfin, Djellaluddin, le chef le plus prestigieux, était en pèlerinage à La Mecque.

L'offensive débute comme prévu, après un mois de bombardements aériens ininterrompus. Les troupes soviétiques, de l'ordre d'une division, réussissent à lever le siège de Khost et à se déployer dans toute la province, capturant un certain nombre de bases de la résistance et tuant quelques commandants locaux. Mais cette fois, on n'assiste pas à l'habituel repli en douceur des résistants face au rouleau compresseur. Non seulement les combattants locaux s'accrochent au terrain, mais des troupes fraîches se précipitent des zones tribales situées en territoire pakistanais.

« Bastions » et « zones molles »

Fait nouveau, ce sont des unités intertribales qui parviennent à stopper l'offensive soviétique. Bien plus, des troupes d'ethnies différentes, surtout formées de Tajiks et de Turkmènes venus du nord et qui se sont trouvées bloquées dans la province pashtoune du Paktya, participent au combat à côté des Pashtoune. Pour la première fois dans une grande bataille, les clivages tribaux et ethniques sont dépassés. Enfin, la résistance dispose d'artillerie légère et même parfois une véritable guerre de positions. Les pertes sont très fortes de part et d'autre, mais l'offensive est arrêtée à la mi-septembre.

Si l'on essaie de faire une synthèse de la situation militaire, deux faits sont frappants: la polarisation de la résistance entre bastions professionnalisés et zones « molles » d'une part, et d'autre part les faiblesses de l'armée soviétique, parvenue aux limites d'utilisation d'un corps expéditionnaire où seules les troupes

d'élites (parachutistes) sont efficaces. La professionnalisation de la résistance afghane se fait de manière très inégale; à côté des bastions, comme le Panjshir, le Paktya, la région de Kaboul, Kandahar et Hérat, on trouve de

ouverte à des négociations, comme l'a proposé le président Reagan lors de son discours à l'ONU. Cependant, le renforcement est suffisant pour que les troupes d'élites de l'armée soviétique se cassent les dents sur ces bastions. Désormais, c'est l'armée sovi-

tions de longue durée et logistique déficiente. Le moral des troupes ordinaires est bas et le marché noir ne fait que s'amplifier. Au Panjshir, non loin de la grande route qui relie Kaboul à l'URSS, on peut tout acheter: d'un uniforme flambant neuf d'officier du KGB aux pneus de jeep, en pas-



vastes zones qui continuent de se comporter comme au début de la guerre et où le programme de pacification lancé par les Soviétiques rencontre quelques succès, d'autant que ces zones subissent de plein fouet une escalade militaire à laquelle elles ne peuvent répondre. En revanche, on assiste au renforcement des bastions de la résistance, où l'aide américaine arrive lentement, à l'exception de l'ouest, soumis au blocus iranien.

Certes, l'aide militaire à la résistance reste à l'intérieur de limites qualitatives précises: pas d'armes occidentales sophistiquées, pas de missiles sol-air, à l'exception de SAM-7 obsolètes. Les Américains tiennent à faire savoir qu'ils ne veulent pas signer l'URSS et que la porte reste

La « grande guerre patriotique »

Elles se heurtent néanmoins aux contraintes que l'armée soviétique connaît depuis le début de la guerre: effectifs insuffisants pour occuper le terrain après les offensives ou pour boucler la frontière, difficultés pour monter des opé-

sant par les bottes de parachutiste. Les prisonniers soviétiques se répandent en récits sur l'indiscipline des troupes et la dureté des conditions de vie; fait nouveau, les quatre prisonniers que nous avons vus au Panjshir sont des Européens et non des musulmans soviétiques. Les tensions dans l'armée soviétique restent fortes et l'incident qui aurait opposé des soldats Tajiks soviétiques à des Russes, après l'exécution d'un Tajik pour trafic de hashish, est tout à fait vraisemblable (le Monde du 9 novembre).

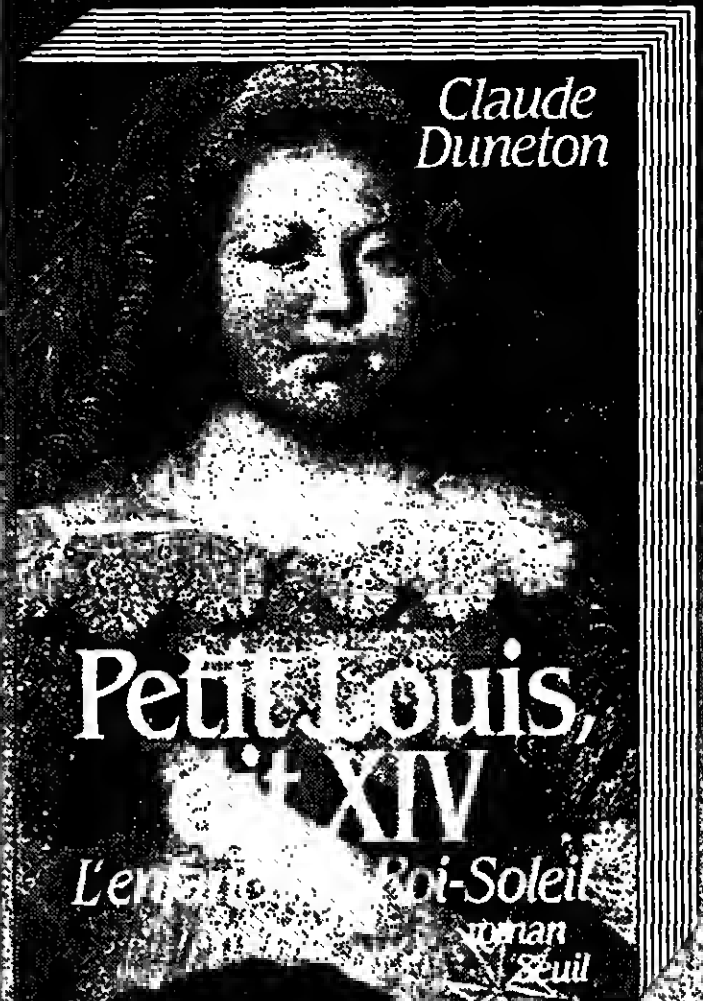
Plus les troupes soviétiques sont impliquées dans les combats et plus les pertes augmentent. On ne peut plus les cacher à une opinion publique moins docile qu'on se l'a dit. Depuis 1984, films et articles montrent les réalités de la guerre: on met une sourdine au « devoir d'internationalisme prolétarien » et on insiste sur la défense des frontières de la patrie soviétique; les articles citant les faits d'armes de l'armée soviétique en Afghanistan se réfèrent à la « grande guerre patriotique ». L'image qui émane de la presse soviétique se rapproche de la réalité: fini le mercenaire pakistanais; l'ennemi est bien, avant tout, afghan. Mais si les Soviétiques ont dû réévaluer la nature et les enjeux de cette guerre, leur perspective à long terme n'a pas changé.

La volonté soviétique de considérer la « révolution afghane » comme irréversible ne se dément pas. Cependant, ils doivent maintenant faire face à des difficultés inattendues à moyen terme. Le contrôle des voies de communication de la résistance et des zones frontalières est une nécessité impérieuse. Or, comme ils n'ont pas les troupes suffisantes pour bloquer la frontière, et comme le régime de Kaboul ne leur fournit pas la courtoisie de transmission nécessaire pour étendre la pacification, c'est bien le Pakistan, arrière de la résistance, qui serait, le cas échéant, la cible d'une escalade soviétique.

OLIVIER ROY.

Il était une fois... l'enfance d'un Roi

Claude Duneton



608 pages 99 F



Le livre de Claude Duneton se lit trop rapidement... Pierre Drachline Le Monde

Un récit croustillant, à façon, un petit régal à dévorer d'un trait malgré ses plus de cinq cents pages. Un roman bon comme le pain et doré comme la brioche, cuit à l'ancienne. Dans la grande tradition des Maîtres artisans de France ! Michèle Gazier / Télérama

SEUIL

PARADIS FISCAUX: Comment atteindre le nirvāna?

Connaissez-vous l'île de Pitcairn? Dans ce minuscule îlot du Pacifique il n'existe aucun impôt d'aucune sorte. On trouve ainsi de par le monde quelques autres territoires bénis, qui ont l'avantage d'offrir à leurs résidents une totale exonération d'impôt. Et cela, dans la plus parfaite légalité. SCIENCE & VIE ECONOMIE vous présente 40 paradis fiscaux et dévoile les « ficelles » juridiques qui permettent à de nombreuses multinationales et à quelques particuliers fortunés d'atteindre le nirvāna fiscal.

- Egalement au sommaire du N° 13:
- Denationalisation: vous n'auriez pas 130 milliards?
 - Obligations: épargne longue et mémoire courte.
 - Initiation: portrait d'une banque.
 - Enquête: le marketing du yaourt.

SCIENCE & VIE

ECONOMIE

Comprendre pour agir.



EN VENTE PARTOUT

صكر من الامم

ASIE

Inde

Après la victoire électorale du parti des « anti-immigrés » en Assam

Un « chef-ministre » étudiant attardé

De notre correspondant

New-Delhi. — Les mauvaises langues prétendent qu'il n'a pas trente-deux ans comme il l'affirme, mais trente-six, et qu'il est à ce titre le plus atterré des étudiants en droit du pays. Toujours est-il que M. Pratulla Kumar Mahanta, président en chef de la Conférence du peuple assamais (AGP) — l'organisation compte huit autres « présidents » — est devenu, au cours du week-end, le premier « chef-ministre » étudiant de l'histoire des vingt-deux Etats indiens.

Les résultats définitifs des élections du 16 décembre sont maintenant connus : l'AGP, dernier-né des partis régionalistes de l'Inde, a remporté soixante-quatre des cent vingt-six sièges de l'Assemblée locale, écrasant son adversaire, le Congrès Indira de M. Rajiv Gandhi, qui n'a pu en obtenir que vingt-cinq. Quatorze sièges parlementaires pour la Chambre basse de New-Delhi étaient également à pourvoir : la moitié est allée à l'AGP, qui devient ainsi la sixième parti régionaliste à faire son entrée au Parlement fédéral, et quatre seulement au Congrès (qui déçoit toujours les deux tiers des mandats).

Le triomphe de l'AGP, créé en octobre dernier sur les ruines du

mouvement étudiant anti-immigrés lancé en 1978, a été salué avec plus ou moins de battage — selon qu'ils sont éligibles ou non sur le Congrès — par tous les partis régionalistes de l'Inde : l'AIMMK du Tamil-Nadou, le Telegon-Dessam de l'Andhra Pradesh, la Conférence du Cachemire, l'Akali Dal du Pendjab, et les autres qui n'ont pas encore le pouvoir, mais qui peuvent espérer l'obtenir un jour et la tendance actuelle se poursuit.

« Les minorités n'ont rien à craindre »

Des réserves vis-à-vis de la politique d'accommodement certains disent de « boudage » de M. Gandhi qui a mis en selle l'AGP en signant, en août, un accord avec lui comme il l'avait fait un peu plus tôt avec l'Akali Dal, — commencent d'ailleurs à se manifester au sein du Congrès.

Rien ne dit cependant que l'AGP ne coopérera pas au niveau fédéral avec le Congrès. « Je me sens davantage responsable », a confié le jeune ministre en chef, impliqué, selon de nombreux observateurs, dans les massacres anti-immigrés de 1983 qui avaient fait des milliers de morts. Le front, d'ailleurs, la rumeur du

village soulignée par un mince collier de perles noires, M. Mahanta, fils d'un instituteur de village, perçu par la minorité immigrée bangladaise comme une sorte de Le Pen local, a fait dès sa nomination une déclaration rassurante : « Les minorités (bangladaises et musulmanes) n'ont rien à craindre de nous, leurs intérêts seront protégés. »

Calme, taciturne, s'exprimant toujours d'un ton doux et courtois, le nouveau maître des destinées de vingt millions d'Assamais (immigrés compris) s'est engagé à « nettoyer » les instances du pouvoir local « gorgées par la corruption ». Mais, fidèle à son programme, il a aussi promis l'application de l'accord signé avec M. Gandhi, qui prévoit entre autres l'édification d'une muraille de barbelés « autour » du Bangladesh, le gel pour dix ans du droit de vote des immigrés arrivés en Assam entre 1966 et 1971, ainsi que l'identification et l'expulsion de tous les étrangers clandestins entrés dans la région au cours des quatorze dernières années (le Monde daté 22-23 décembre).

Reste à savoir si M. Rajiv Gandhi, qui tient les cordons de la bourse de ce genre de décision, acceptera ou non de les délier. Après tout, pense-t-on à New-Delhi, Pratulla a ce qu'il veut, le reste nous regarde.

PATRICE CLAUDE.

AMÉRIQUES

Brésil

L'euphorie de la croissance est revenue

De notre correspondant

Brasilia. — Les Brésiliens terminent l'année 1985 mieux qu'ils ne l'ont commencée. L'euphorie de la croissance est revenue, et la nouvelle République a pris désormais son rythme de croisière sous la houlette rassurante, éblouissante même, de M. José Sarney, qui a révélé, en neuf mois de pouvoir, un réel talent pour naviguer entre des forces et des intérêts opposés.

Une augmentation de 7 % du PNB, une industrie de nouveau en plein essor, le chômage en baisse et le pouvoir d'achat en progrès, un gouvernement assez sûr de lui et de ses recettes en devises pour établir de nouveaux rapports avec le FMI : les bonnes nouvelles ne manquent pas en cette première année de la démocratie retrouvée. Seule ombre au tableau : l'inflation, difficilement maintenue à son niveau de l'an dernier (près de 230 %), et qui a encore dérapé ces deux derniers mois pour atteindre un rythme mensuel de 15 %.

Le chemin de la croissance n'a pas été repris sans mal. Deux tentatives, au début, se partageaient le gouvernement formé par Tancredino Neves, mort sans avoir assumé ses fonctions et remplacé par M. Sarney, son vice-président : une tendance dite orthodoxe, soucieuse de lutter d'abord contre l'inflation, et une autre, dite de gauche, favorable à la reprise immédiate du développement.

Tancredino Neves vivait dans l'inflation le mal numéro un, à combattre en priorité pour faire redémarrer la production sur des bases saines. Il avait placé aux finances un technocrate de l'ancien régime, M. Francisco Dornelles. Ce dernier commença sa gestion par une série de mesures déflationnistes pour réduire le train de vie de l'Etat et agir sur les prix. Sa politique ne pouvait que déplaire à la majorité du Parti du mouvement démocratique

Le président Sarney est un gestionnaire prudent, et n'a pas son égal pour réduire les tensions et n'indisposer personne...

brésilien (PMDB), la formation de centre-gauche de M. Neves, qui avait promis d'abandonner les recettes de ses prédécesseurs. Elle héritait aussi la volonté de M. Sarney de se rendre populaire pour gagner une légitimité qui lui manquait cruellement puisque, transfuge de l'ancien régime, il ne devait son poste qu'à une combinaison d'écarts-majors.

Le conflit interne prit fin au mois d'août avec le départ de M. Dornelles et son remplacement par M. Dilson Funaro, entrepreneur de São-Paulo, lié étroitement au PMDB, dont il a contribué à élaborer le programme économique. Avec lui triomphèrent les partisans du développement : l'industrie s'est littéralement emballée pendant le deuxième semestre : alors que la croissance en 1984 (+ 4,5 %) avait été « tirée » par les exportations, elle a été provoquée cette année par une augmentation de la consommation interne.

Le FMI tenu à l'écart

Dès ses débuts en effet, la nouvelle République a voulu innover en accordant des revalorisations de salaires supérieures au taux d'inflation. Elle a innové aussi dans ses relations avec le FMI. Alors que le gouvernement du général Figueiredo avait adressé à l'organisation de Washington sept lettres d'intention en deux ans, Brasilia n'a pris en neuf mois aucun engagement précis et a suspendu les missions d'observation du Fonds. Celui-ci établit désormais ses rapports avec les chiffres fournis par Brasilia et non avec les données recueillies par ses experts.

Une bonne réserve de devises (8 milliards de dollars) et un excédent commercial (12 milliards de dollars), suffisant chaque année pour payer les intérêts de la dette extérieure, donnent apparemment une certaine marge de manœuvre au gouvernement Sarney, qui s'est efforcé, tout au long de l'année, de traiter directement avec les créanciers étrangers sans demander l'aval du FMI.

La lambe inflationniste du dernier trimestre commence pourtant à

alarmer les responsables de l'économie, et leurs réactions à ce sujet sont contradictoires. Tandis qu'on parle dans certaines instances gouvernementales de la nécessité d'un « plan austral », c'est-à-dire d'un gel des salaires et des prix et de la création d'une nouvelle monnaie — comme dans l'Argentine de M. Alfonsín, — le ministre des finances est partisan de méthodes plus douces pour ne pas freiner la production. « En fait, estime un journaliste, Sarney n'a pas assez d'emergence pour imposer un plan austral. Il lui faudrait l'appui d'un parti, qu'il n'a pas. »

Les oppositions désarmées

Avec son visage bonhomme, voire rebonasse, M. Sarney donne une image fidèle de son tempérament et de la politique qu'il a suivie jusqu'à présent. « Il l'oublie, dit un de ses principaux dirigeants et, apparemment, il a réussi à les convaincre puisqu'ils n'ont plus protesté ». Le président a les meilleures relations avec l'extrême gauche, et il a réussi aussi à désarmer la droite en amendement son projet de réforme agraire. L'Eglise se montre-elle insatisfaite à la suite de cet amendement ? « Il n'a reçu ses principaux dirigeants et, apparemment, il a réussi à les convaincre puisqu'ils n'ont plus protesté », confie M. Celso Borgia, l'un des conseillers du président.

Cette aptitude à réduire les tensions est propre certes au génie brésilien. M. Sarney l'a poussée à un tel degré que rares sont les hommes politiques capables aujourd'hui de dire qu'il va son gouvernement, faute d'adversaires reconnus et de partis rivaux déclarés.

« L'année 1986 sera celle des réformes sociales », vient de déclarer le chef de l'Etat. Et son conseiller, M. Borgia, explique : « Notre idée, c'est que l'Etat doit se retirer d'une partie de l'activité économique pour financer des programmes sociaux. Il est présent actuellement dans des secteurs qui ne sont pas stratégiques, tels que la sidérurgie et le textile, souvent à la suite d'interventions destinées à renflouer les entreprises en difficulté. Nous voulons obliger ces entreprises à privi-

DIPLOMATIE

« Time » évoque à son tour la possibilité d'un transfèrement de juifs soviétiques vers Israël avec le concours de la France

L'hebdomadaire américain Time affirme, dans son édition de ce lundi 23 décembre, que des négociations secrètes seraient actuellement en cours entre l'URSS, la Pologne, Israël et la France à propos du transfert de milliers de juifs soviétiques, dont Paris pourrait assurer le transport aérien vers l'Etat hébreu, via Varsovie.

Selon Time, le président du Congrès juif mondial, M. Edgar Bronfman, servirait d'intermédiaire entre le Kremlin et les autorités israéliennes. Moscou et Jérusalem n'auraient plus de relations diplomatiques depuis 1967. L'hebdomadaire ajoute : « Ce programme complet (...) ne se réaliserait pas avant le lendemain du congrès du PC soviétique, prévu pour la fin du mois de février. »

Time rappelle que M. Shimon Peres, lors de son dernier passage à Paris, avait parlé de l'éventualité de ce pont aérien (le Monde des 27 et 28 octobre) et assure que l'opération a été évoquée lors de la récente visite à Paris du général Jaruzelski.

L'espoir de M^{me} Elena Bonner

De son côté, M^{me} Elena Bonner a exprimé l'espoir, samedi 21 décembre, devant quelque trois cents fidèles réunis dans une synagogue de Newton (Massachusetts), que les autorités soviétiques autorisent tous les juifs d'URSS qui le souhaitent à rejoindre leur famille à l'étranger. D'origine juive mais juive pratiquante, M^{me} Bonner a affirmé que son mari, l'académicien dissident Andreï Sakharov, était considéré par le régime comme « un prisonnier de Sion », bien qu'il ne soit pas

juif. Elle a précisé : « Mon mari a toujours considéré que le droit de choisir son pays de résidence est, au même titre que la liberté d'opinion, un droit essentiel, une des garanties indispensables pour préserver la dignité humaine. » Elle a ajouté : « J'espère, quant à moi, que tous les prisonniers de Sion seront libres, ainsi que tous mes amis de nations et de religions différentes. »

Il s'agissait de la première intervention publique de M^{me} Bonner depuis son arrivée aux Etats-Unis le 7 novembre. Interrogée sur les raisons de sa présence en ces lieux, elle

a déclaré : « Parce que l'antisémitisme existe, je trouve qu'il est impossible de ne pas se rendre dans une synagogue. » — (AFP, Reuters, UPI.)

[Du côté français, on se borne à rappeler, à propos de l'éventualité évoquée par Time, que Paris reste disponible pour toute opération humanitaire, mais que celle-ci suppose un accord préalable de toutes les parties intéressées, en particulier sur son calendrier ; on avait affirmé, de bonne source, au lendemain de la visite du général Jaruzelski à Paris, que cette question n'avait pas été abordée au cours de l'entrevue avec M. Mitterrand.]

Washington accuse à nouveau Moscou de violer les accords de limitation des armements

Un nouveau rapport de la Maison Blanche — le troisième de l'année — qui devait être transmis au Congrès des Etats-Unis, ce lundi 23 décembre, accuse l'URSS de violer divers accords de limitation des armements. Ce texte reprend les accusations déjà formulées à propos des missiles intercontinentaux (ICBM) SS-24 et SS-25 (le premier mobile à une ogive, le second transportable par chemin de fer et équipé de dix ogives nucléaires) qui seraient, selon Washington, dans la dernière phase de leur mise au point, mais il accuse aussi pour la première fois les Soviétiques de se préparer à expérimenter deux autres ICBM : les SS-X-26 et SS-X-27. Or le traité SALT 2, conclu en 1979, n'autorise qu'un seul nouveau type d'ICBM de chaque côté.

Le rapport fait encore allusion à un dépassement par l'URSS de son plafond, également fixé en 1979, de deux mille cinq cent quatre-vingt engins stratégiques, mais sans chiffrer ce dépassement. Il accuse à nouveau Moscou de violer le traité de limitation des antimissiles (ABM) par son radar de Krassnoïarsk, ainsi que le traité limitant la

puissance des essais nucléaires à 150 kilotonnes. En revanche, il reconnaît que la production du bombardier intermédiaire Backfire est restée à trente unités par an, comme Brejnev l'avait promis en 1979.

A Moscou, l'agence Tass a rejeté dès dimanche les accusations de ce rapport qui, selon elle, n'est « qu'un nouveau faux à but de propagande » et ne contient « rien de nouveau ». Tass affirme notamment que le missile SS-25 n'est qu'une version améliorée d'un ICBM plus ancien, le SS-12, et que le radar de Krassnoïarsk ne sert qu'à l'observation des satellites.

On s'attend néanmoins que la publication de ce rapport renforce à Washington la position des « durs », qui font pression pour un abandon par les Etats-Unis des contraintes de SALT 2. Ce traité, que les deux parties s'étaient engagées à observer jusqu'à présent, bien qu'il n'ait pas été ratifié par les Etats-Unis, expire théoriquement le 31 décembre prochain, et M. Reagan devra prendre une décision à son sujet au début de l'année prochaine. — (AFP, UPI.)

UNE « PREMIÈRE » MODESTE

Des parlementaires socialistes européens ont été reçus à Moscou

De notre correspondant

Moscou. — L'événement est passé presque inaperçu dans la capitale soviétique. Il s'agissait pourtant d'une première : la visite à Moscou d'une délégation du groupe socialiste au Parlement européen, conduite par son président, M. Rudi Arnaut (RFA), et composée notamment de M^{me} Barbara Castle (Grande-Bretagne), M^{me} Henri Saby (France), Mario Dido (Italie), Ernest Gilim (Belgique) et Piet Denkt (Pays-Bas). Après une semaine de séjour, les parlementaires européens ont quitté l'URSS le dimanche 22 décembre.

L'ambiguïté était au rendez-vous. Les interlocuteurs soviétiques voyaient surtout en eux des représentants de l'entité européenne dont l'existence était encore niée il y a peu à Moscou, mais avec laquelle M. Gorbatchev souhaite que le COMECON, l'association économique des pays communistes, noue des relations officielles. Les parlementaires européens, de leur côté, avaient volontiers joué les hérauts qui annoncent le printemps, mais ils ont rappelé qu'ils ne représentaient que le groupe socialiste et n'étaient nullement mandatés par le Parlement de Strasbourg tout entier, à fortiori par la Commission de Bruxelles.

Il y avait, pour couronner le tout, la difficulté à expliquer ici les pouvoirs et le rôle du Parlement européen. Cette institution laisse perplexes les Soviétiques en raison de l'indépendance des députés par rapport aux gouvernements des pays dont ils sont originaires et de leur appartenance à des groupes politiques supranationaux.

Réserve

Les Soviétiques avaient un message simple à transmettre : ils souhaitent une réponse rapide à leur demande d'établissement de relations officielles entre le COMECON et la CEE.

Le secrétaire du COMECON, M. Viatcheslav Sytchev, a fait parvenir une demande à M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, en juin dernier. M. Gorbatchev a publiquement affirmé à Paris le 3 octobre, qu'il jugerait utile l'établissement de « rapports plus constructifs » entre le COMECON et la CEE, qui pourraient même, selon lui, permettre « également » la recherche d'un « langage commun sur les problèmes internationaux concrets ».

L'attitude de la Commission de Bruxelles a été jusqu'ici plutôt réservée. M. Delors n'a pas lui-même répondu et s'est contenté de faire demander des éclaircissements en juillet par le commissaire européen aux relations extérieures, M. Delecq. Le principal obstacle

est financier et touche à la différence de natures entre la CEE, véritable union commerciale et douanière, et le COMECON, qui n'a pas compétence, par exemple, pour fixer des tarifs douaniers. Les parlementaires socialistes européens se sont donc lancés dans une mission de bons offices destinée à accélérer le processus.

M. Arnaut s'est toutefois montré prudent sur l'instauration de relations officielles entre le COMECON et la CEE. « En aucun cas, a-t-il dit, il ne faut que cela aboutisse à la constitution d'un cadre trop rigide qui puisse nuire aux relations entre la Communauté et les pays d'Europe de l'Est. »

Les parlementaires socialistes européens, s'ils ont été fort courtoisement reçus, ne l'ont pas été à un très haut niveau. Ils ont vu des « experts », tel M. Zagladine, chef adjoint du département international au comité central, ou des personnalités sans grand poids politique, tel M. Voss, président du Soviet des nationalités. Leur seul interlocuteur en bureau politique a été M. Demichev, ministre de la culture, qui n'est que suppléant.

DOMINIQUE DHOMBRES.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Mis en cause par Roger PEYREFFITE dans l'émission télévisée « Droit de réponse » de Michel POLAC, le 20 avril dernier, l'ancien conseiller de M. TAIAJAN, M. Roger PEYREFFITE a été condamné à 100 000 francs de dommages et intérêts par le Tribunal de Paris.

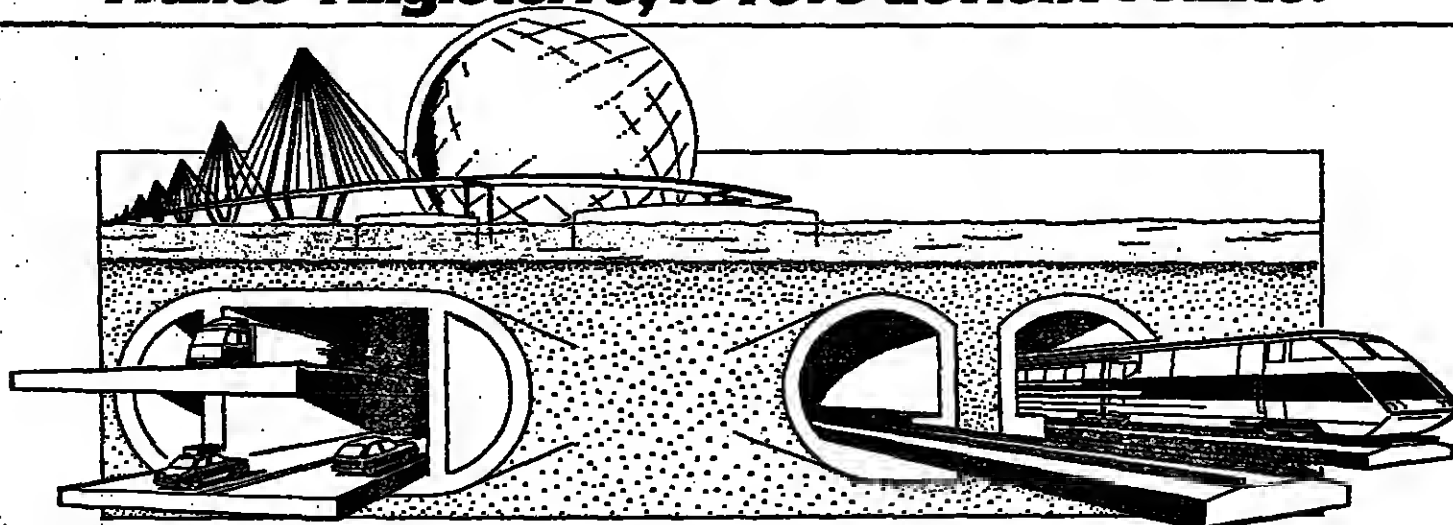
L'affaire a été évoquée le 30 octobre dernier le Tribunal de grande instance de Paris présidé par M. DOUVRELEUR. Après plaidoiries de l'avocat de M. TAIAJAN et de son frère, M. Thierry VAN CAUWELAERT, M. Roger PEYREFFITE qui assumait la défense, assisté de M. Patrick GAULTIER, a déclaré qu'il avait en rien voulu diffamer les plaignants et qu'il leur était, au contraire, très reconnaissant des deux lettres qu'il leur avait confiées. En 1974 pour ses nouvelles freuses et romaines, l'autre en 1976 pour une partie de ses matières agricoles.

Il a ajouté que si ses paroles avaient été imprimées dans les journaux, elles ne compromettent pas à ce point l'honneur de M. TAIAJAN, mais qu'il n'est pas prêt à se défendre, assuré de M. Patrick GAULTIER, a déclaré qu'il avait en rien voulu diffamer les plaignants et qu'il leur était, au contraire, très reconnaissant des deux lettres qu'il leur avait confiées. En 1974 pour ses nouvelles freuses et romaines, l'autre en 1976 pour une partie de ses matières agricoles.

INEDIT
La FAIT FRANÇAIS dans le monde
LA FRANCE 3^e SUPERPUISANCE
Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culturelle, linguistique, économique, financière et autre. France. Défense, actions de pointe : les armes, les avions et les missiles. Histoire : 3^e domaine territorial mondial (voir maritime). DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 356 pages, 70 F. Franco chez l'auteur :
FRANÇOIS DE PREUIL
CHATEAU DE PREUIL
49560 NUEL-SUR-LAYON

EURO ROUTE: LES BATISSEURS D'AMBITION.

France-Angleterre, le rêve devient réalité.



25 millions de passagers et plus de 14 millions de tonnes de fret! Voilà le défi que seul EURO ROUTE pourra relever.

EURO ROUTE, un véritable système rail-route:

■ Une autoroute ininterrompue de 37 km, à deux fois deux voies, empruntant successivement un pont de 8 km, un tunnel de 21 km, puis un pont de 8 km.

■ Deux îles relais permettant l'accès au tunnel et entièrement conçues pour le bien-être des usagers (hôtels, restaurants panoramiques, parkings, ports de plaisance...)

■ Une double percée ferroviaire de 38 km équipée pour accueillir les trains à grande vitesse.

■ L'Angleterre à 30 minutes de nos côtes, en toute liberté, en toute sécurité, en toute simplicité.

Pour la France, pour l'Angleterre, pour l'Europe entière, ce sera un changement majeur.

Pour la région Nord/Pas-de-Calais, c'est une chance considérable à saisir dès aujourd'hui.

Une chance pour l'emploi

Durant les 5 années prévues pour sa construction, l'énergie de 40 000 personnes sera mobilisée. 40 000 emplois dont bénéficieront principalement 2 grandes

régions: le Nord/Pas-de-Calais, bien sûr, avec 20 000 emplois et les pays de Basse-Loire avec plusieurs milliers d'autres; sans compter les multiples activités liées à son exploitation après 1993!

De quoi stimuler des secteurs vitaux pour notre économie: sidérurgie, construction navale, travaux publics, etc.

Une chance pour l'avenir

Rendre au Nord/Pas-de-Calais la place qui lui revient en Europe, c'est l'un des principaux apports d'EURO ROUTE.

Cette région a toujours été une pièce importante sur l'échiquier européen. Avec EURO ROUTE, elle devient une pièce maîtresse, un pôle d'attraction, sur le plan commercial, économique et touristique.

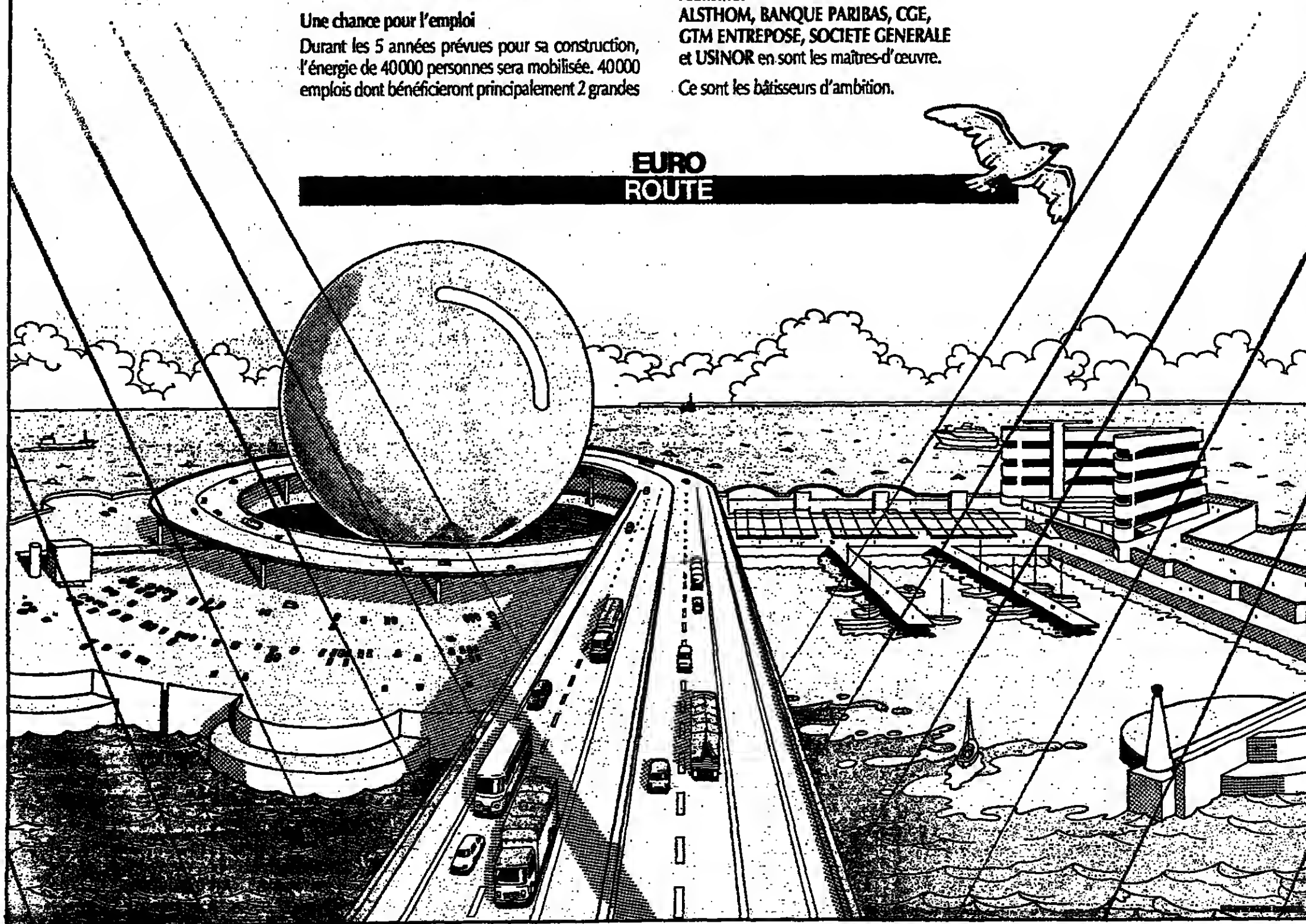
Des milliers d'emplois, des millions de touristes, des milliards de devises, c'est ça le projet EURO ROUTE!

Seul un groupement prestigieux, à très haut savoir-faire financier et technique, pouvait afficher autant de réalisme.

ALSTHOM, BANQUE PARIBAS, CGE, GTM ENTREPOSE, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE et USINOR en sont les maîtres-d'œuvre.

Ce sont les bâtisseurs d'ambition.

EURO
ROUTE



صوتنا من الوطن

EUROPE

Italie

LE GIGANTESQUE INCENDIE DE NAPLES

Les enquêteurs ne penchent pas pour la thèse de l'attentat

De notre correspondant

Rome. — Un énorme champignon de fumée noire flotte depuis quarante-huit heures au-dessus du golfe de Naples. Il couvre toute la ville et s'étend jusqu'à l'île de Capri. Depuis l'aube du 21 décembre, un incendie dévore le centre pétrochimique AGIP de San Giovanni à Teduccio, dans la banlieue industrielle de la ville. Plus de 30 000 mètres carrés de bâtiments et vingt grandes cuves sont en flammes. Malgré leurs efforts, les cinq cents pompiers de Naples, mais aussi de Rome, venus en renfort n'ont pas réussi à éteindre le brasier. Ils ont seulement pu le circonscire. Un seul réservoir était encore en flammes dans la soirée du dimanche; l'incendie devrait mourir de lui-même dans la journée du 23 décembre.

Il a fallu évacuer des milliers d'habitants de ce populaire quartier de la périphérie de Naples, où de nombreux immeubles ont été construits autour des dix mille mètres carrés de la zone industrielle, scène de sinistre. Le bilan de la catastrophe reste néanmoins limité: quatre morts (deux ouvriers de l'AGIP et un couple de personnes âgées mortes dans l'effondrement d'un immeuble soufflé par l'explosion) et plus de cent soixante-dix blessés. La panique créée par cet incendie n'en a pas moins été terrible. Le souffle de l'explosion des

premiers réservoirs, à 5 h 13, le matin, a brisé toutes les vitres dans un rayon de 6 kilomètres. Des centaines de personnes sont descendues affolées dans la rue. Nombre d'entre elles croyaient à une éruption du Vésuve. Un ouvrier de l'AGIP, M. Paolo Giordano, raconte: « J'ai vu des flammes, puis aussitôt après il y a eu une terrible explosion. J'ai été soulevé en l'air par l'onde de choc, projeté à quelques mètres. Quand j'ai repris mes esprits, je n'en croyais pas mes yeux; des blessés hurlaient, certains essayaient d'escalader une des portes de l'établissement restée bloquée, d'autres n'arrivaient pas à bouger et appelaient à l'aide. »

Les flammes ont rapidement gagné le cœur du complexe pétrochimique. Elles atteignent plus de 200 mètres de haut. Pour des raisons de sécurité, la circulation ferroviaire a été interrompue sur la ligne Naples-Salerno, l'un des principaux axes de communication nord-sud du pays, qui passe à quelques centaines de mètres de la raffinerie. Au moment de l'explosion, un train de banlieusards qui arrivait à petite vitesse a en toutes les vitres pulvérisées par le souffle, cent quarante personnes ont été blessées. Le trafic de certaines bretelles des autoroutes a également été dévié.

Presque un an jour pour jour après l'attentat à la bombe du train 904 Naples-Milan, près de Bologne, qui était bondé de familles

d'émigrants montant au nord pour passer Noël avec leurs proches, une nouvelle tragédie s'est donc abattue sur la ville au moment de Noël. « Ce que j'ai vu est terrible », affirme M. Carlo D'Amato, maire de Naples. Des établissements industriels de ce type ne devraient pas être installés en pleine ville. Nous demandons que ces industries à risques soient immédiatement éloignées des zones urbaines. »

Deux mille sans-abri

Les causes de la catastrophe n'ont pas encore pu être déterminées. « Tant que l'incendie n'aura pas été complètement éteint, il sera impossible de savoir exactement ce qui s'est passé », déclare M. Giuseppe Zambertini, ministre de la protection civile, qui depuis l'aube du 21 décembre coordonne les secours. Quelques employés de l'AGIP évoquent la possibilité d'un attentat. Ils insistent que, juste avant l'explosion, il s'est fait sentir une odeur de soufre, mais nombre d'autres témoignages affirment au contraire qu'il s'agissait d'une odeur d'essence.

« Si les enquêteurs n'abandonnent pas a priori l'hypothèse d'un attentat, ils restent néanmoins très sceptiques: le sinistre a éclaté au centre de l'établissement pétrochimique, là où l'essence a peine déchargée des tankers est stockée en attente des derniers contrôles et des visas fis-

caux, sous la garde de la police financière. Pour d'éventuels terroristes, choisir ce site pour un attentat eût été multiplier inutilement les risques et les difficultés. »

Deux magistrats de Naples, MM. Carlo Visconti et Giuseppe Fusco, sont chargés de l'enquête. Une première hypothèse: l'incendie est peut-être lié aux opérations de déchargement de 72 000 tonnes d'essence par un pétrolier. Le navire a été mis sous séquestre et son commandant aussitôt interrogé. Les magistrats ont aussi commencé à questionner les responsables techniques de l'établissement. Comment expliquer qu'aucun des dispositifs anti-incendie dont étaient munis les réservoirs n'ait fonctionné? Est-ce simplement à cause de la violence de l'explosion, puis de la rapidité avec laquelle se sont propagées les flammes? S'agit-il au contraire d'un défaut de conception ou d'entretien dans les systèmes de sécurité? Autant de problèmes qui d'ores et déjà alimentent les polémiques.

Les dommages causés par la catastrophe sont évalués à plus de 100 milliards de lires; près de deux mille habitants du quartier sont désormais sans-abri. Ils iront rejoindre pour les fêtes de Noël les quelques milliers de sinistrés du tremblement de terre de novembre 1980 qui, depuis cinq ans, sont encore installés dans une quinzième d'habitat et d'édifices publics réquisitionnés. (Interim.)

Turquie

La justice militaire refuse de relaxer les intellectuels de l'Association pour la paix

On attendait avec impatience le jugement de la Cour de cassation militaire dans l'affaire de l'Association pour la paix dont 23 membres et dirigeants ont maille à partir avec la justice depuis juin 1982. Ces intellectuels, accusés de « propagande communiste » et de « constitution d'une organisation illégale », avaient été condamnés à des peines de prison allant de cinq à huit années. La Cour de cassation militaire a invalidé ce jugement pour vice de forme et renvoyé l'affaire pour un nouveau jugement. Retour à la case départ, donc. Mais, contrairement à toute attente, la Cour de cassation militaire a refusé la demande de relaxation concernant douze des accusés, incarcérés depuis novembre 1983 (1).

Cela a fait l'effet d'une douche froide au sein des milieux intellectuels, tout comme chez les diplomates occidentaux et au poste à Ankara. En effet, au moment où cinq pays européens — dont la France — viennent de faire un geste de détente en retirant la plainte qu'ils avaient déposée contre la Turquie auprès de la Commission des droits de l'homme du Conseil de l'Europe, on espérait que la justice turque se montrerait de son côté plus souple, en particulier quant au sort des intellectuels de gauche.

Cette décision apparaît d'autant moins explicable que dans d'autres procès, comme celui des dirigeants de la centrale ouvrière progressiste (DISK) ou celui des dirigeants du Parti du mouvement nationaliste (extrême droite), les principaux accusés, pourtant passibles de la

peine de mort, ont été relaxés et comparés ultérieurement à prévenus libres.

La Cour de cassation militaire, statuant en dernier ressort, a également confirmé la semaine dernière les peines de cinq à douze ans de prison infligées à quarante-trois membres de l'ancien parti ouvrier (communiste). Dans les deux cas, le sort réservé à des hommes de gauche qui avaient très clairement déclaré leur hostilité à toute forme d'action violente et ne sont sanctionnés que pour délit d'opinion, contraste fâcheusement avec l'amélioration du climat politique que l'on avait pu noter ces derniers temps en Turquie.

Tortures

L'état de siège est désormais levé dans les départements les plus importants et la presse jouit d'une plus grande liberté. L'opinion paraît plus sensible aux violations des droits de l'homme. Un député de l'opposition sociale-démocrate, M. Ceviz, vient ainsi de publier une liste de cent treize personnes mortes, selon lui, des suites de tortures et de demander des explications au ministre de l'Intérieur. La presse hésite plus à aborder ce sujet, le dernier cas de tortures ayant été récemment dénoncé dans le département de Giresun, en Anatolie du Nord.

De même, un groupe de mères de détenus incarcérés dans les prisons d'Istanbul et d'Ankara a organisé, la semaine dernière, une conférence de presse dans les locaux du Parti populiste social-

démocrate, principale formation de l'opposition, pour dénoncer les conditions de détention et les pressions psychologiques exercées sur leurs enfants.

En refusant la relaxe des membres de l'Association pour la paix, aurait-on voulu démontre à l'étranger que la Turquie est un pays souverain et que le cours normal de la justice ne saurait être affecté par les pressions venues de l'extérieur? Le dénouement rapide de certains procès a été implicitement souhaité par les cinq pays européens qui ont retiré leur plainte contre la Turquie.

L'opinion turque est divisée à propos des conditions mises en retrait de cette plainte. Certains les trouvent justes, tandis que d'autres estiment qu'elles représentent une ingérence dans les affaires internes de la Turquie.

A. U.

(1) Six autres accusés, dont le lieutenant Apandin et l'ancien ambassadeur Dikmen, ont été relaxés en novembre 1984.

Pologne

LE DIXIEME CONGRÈS DU PARTI AURA LIEU FIN JUIN

Le général Jaruzelski a annoncé, samedi 21 décembre, à l'issue d'un plénum du comité central du PC, que le dixième congrès du parti aura lieu dans la dernière décennie du mois de juin 1986. Il sera précédé, a-t-il dit, par des « élections avec tous les membres et les candidats » du PC.

Le plénum a d'autre part nommé au secrétariat du comité central le général Jozef Baryla, soixante et un ans, vice-ministre de la défense et chef de la direction politique de l'armée. — (AFP.)

« Dix-sept morts dans un coup de feu ». Dix-sept personnes ont été tués et un autre a été porté disparu à la suite d'un coup de fusil, qui s'est produit dimanche après-midi 22 décembre dans une mine de charbon de Walbrzych, au sud-ouest de la Pologne, a annoncé l'agence polonaise de presse PAP.

L'explosion s'est produite dans une galerie située à 200 mètres sous terre, alors que vingt-six mineurs y travaillaient, précise l'agence. — (AFP.)

PROCHE-ORIENT

LE DÉPLOIEMENT DE SAM-5 EN LIBYE

Washington dénonce une « escalade dangereuse dans le soutien de l'URSS à Tripoli »

La Libye a confirmé, dimanche 22 décembre, les informations américaines selon lesquelles elle déployait sur son territoire des missiles soviétiques anti-aériens SAM-5, qui figurent parmi les engins de plus longue portée dont dispose l'URSS dans ce domaine. Un communiqué du ministère libyen des affaires étrangères assure que « l'unique but (de ce déploiement) est de défendre le golfe de Syrte et les deux territoires libyens ».

Un porte-parole du département d'Etat avait dénoncé, samedi, « l'escalade dangereuse dans le soutien de l'Union soviétique à la Libye ». « L'arsenal libyen d'armes soviétiques est bien connu de nous et excède de beaucoup tout besoin légitime de défense de la Libye », avait poursuivi le porte-parole. Les Etats-Unis ont protesté auprès de Moscou au sujet du déploiement de ces missiles, mais leur démarche est restée sans réponse.

Washington craint que ce nouveau dispositif antiaérien ne mette en danger les vols de reconnaissance qu'effectuent les appareils de la Vif flotta au-dessus de cette zone de la Méditerranée, qu'ils considèrent comme faisant partie des eaux inter-

nationales, ce que conteste Tripoli. Les SAM-5 sont, en effet, des missiles à longue portée — 250 à 300 kilomètres — alors que la Libye ne dispose, jusqu'à présent, que d'engins de courte portée (SAM-2 et SAM-3). Les nouvelles batteries de missiles, selon des officiels américains cités par le Washington Post, doivent être servies par des Soviétiques et installées sur deux sites.

L'accroissement de l'arsenal de Tripoli est évidemment de nature à dégrader encore, si faire se peut, le climat des relations entre les Etats-Unis et la Libye. En août 1981, deux F-14 américains participant à des manœuvres dans la région du golfe de Syrte avaient abattu deux chasseurs libyens de fabrication soviétique.

Egypte

« Huit Egyptiens devant la Cour de sûreté de l'Etat ». Passibles de la peine capitale, ils sont accusés d'avoir reçu la somme de 18 400 dollars des services secrets libyens en vue de « former des cellules clandestines de sabotage destinées à renverser le régime ». — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

CHILI

Mgr Fresno: pas de messe de Noël pour le général Pinochet

Santiago (AFP). — L'archevêque de Santiago, le cardinal Juan Francisco Fresno, a annoncé, samedi 21 décembre, qu'il avait décliné une invitation du président Pinochet à venir célébrer une messe au palais présidentiel de la Moneda. Le cardinal a indiqué, au cours d'un office, qu'il ne célébrerait qu'une seule messe au cours de la nuit de Noël à la cathédrale métropolitaine de Santiago. Les propos de Mgr Fresno ont été applaudis par une partie de l'assistance.

D'autre part, le gouvernement chilien a rejeté à la fin de la semaine dernière l'accord national pour une transition démocratique, adopté en août dernier par les dirigeants de onze formations politiques d'opposition. Ce document, élaboré en coopération avec l'Eglise, avait reçu le soutien de Mgr Fresno.

CHINE

Manifestation antinucléaire

Pékin. — La place Tian-Anmen a été, dimanche 22 décembre, pour la première fois, le théâtre d'une manifestation antinucléaire organisée par deux cents à quatre cents étudiants originaires de la région de Lop-Nor, proche de la frontière soviétique, qui est le principal centre d'essais nucléaires chinois. Selon des témoins, les étudiants appartenaient au Collège central des nationalités, une institution réservée aux membres des cinquante-cinq minorités ethniques de Chine. Aucune arrestation n'a été rapportée au cours de cette manifestation qui n'était pas autorisée. Appartenant à l'ethnie musulmane ouïgure, originaire de l'une des cinq régions autonomes de Chine, les étudiants ont remis une pétition à un officiel du PC, demandant notamment la fin des essais nucléaires à Lop-Nor, dans le désert Takla-Makan, où une trentaine d'essais nucléaires ont eu lieu depuis l'explosion de la première bombe atomique chinoise en 1964. — (AFP, UPI.)

RÉPUBLIQUE D'IRLANDE

Un nouveau parti d'opposition

Dublin. — Un ancien ministre du parti d'opposition Fianna Fail (nationaliste), M. Desmond O'Malley, a annoncé, samedi 21 décembre, la formation d'un nouveau parti politique, le Parti démocrate-progressiste. M. O'Malley avait été exclu du Fianna Fail en 1984 en raison de son opposition à la politique de ce parti sur la libéralisation des lois sociales et sur l'Irlande du Nord. La cofondatrice de la nouvelle formation est M^{me} Mary Harney, qui a dû quitter le Fianna Fail récemment parce qu'elle soutenait l'accord signé le 15 novembre par M^{me} Margaret Thatcher et le premier ministre irlandais, M. Garret FitzGerald, sur l'Irlande du Nord. Le nouveau parti se veut libéral dans le domaine social, modéré à l'égard de l'Irlande du Nord, et conservateur en matière économique. — (Corresp.)

LIBAN

Le sort des otages de Beyrouth

M^{me} Joëlle Kauffmann se rend mardi au Liban avec ses deux enfants pour « être le plus près possible » de son mari. Elle entend « poursuivre à ce voyage un caractère familial ». A Beyrouth, où il existe une mission de médiation, le docteur Reza Raad, médecin français d'origine libanaise, a rencontré à plusieurs reprises d'importants responsables du Hezbollah (le Parti de Dieu — intégristes musulmans pro-iraniens). Il a fait don de matériel médical et de médicaments à une société de bienfaisance, l'Association islamique, en signe de solidarité, a-t-il dit, avec la population de Beyrouth-Ouest et de sa banlieue sud (à majorité chiite). Les enlèvements sur base confessionnelle se sont poursuivis ce week-end à Beyrouth: trois musulmans ont été enlevés à l'est alors qu'ils venaient à franchir la ligne de démarcation. A la fin de la semaine dernière, dix chrétiens avaient été enlevés à Beyrouth-Ouest. — (AFP.)

PAKISTAN

Arrestations d'opposants

Islamabad. — Une trentaine de dirigeants et militants du MRD (Mouvement pour la restauration de la démocratie), interditi ont été arrêtés à Lahore, dimanche 22 décembre, alors que le président Zia ul Haq convoquait, pour mardi, une session commune de l'Assemblée nationale et du Sénat. Cette réunion extraordinaire des deux Chambres pourrait fournir l'occasion au général Zia d'annoncer le levée de la loi martiale, ainsi qu'il a promis de le faire avant la 31 décembre. Le MRD avait, la semaine dernière, fait campagne en faveur d'un meeting public le 25 décembre, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Mohammad Ali Jinnah, fondateur du Pakistan. — (AFP, Reuters.)

URSS

Nouveau vice-premier ministre

M. Youri Batiatchine a été nommé vice-président du conseil des ministres de l'URSS en remplacement de M. Veniamin Dymchits qui prend sa retraite à l'âge de soixante-quinze ans, a annoncé, samedi 21 décembre, l'agence Tass. M. Batiatchine, cinquante-huit ans, était depuis le 11 avril 1983, président du comité d'Etat pour le travail et les questions sociales après avoir occupé pendant dix ans le poste de premier vice-ministre de la construction des entreprises de l'industrie du pétrole et du gaz, secteur dont était responsable M. Dymchits au niveau du conseil des ministres depuis juillet 1982.

Tass annonce, d'autre part, que M. Mouchamednazar Gapourou a été libéré de ses fonctions de premier secrétaire du Parti communiste de Turkménie, République soviétique d'Asie centrale, après avoir occupé ce poste pendant seize ans. M. Gapourou, soixante-trois ans, prend sa retraite et est remplacé par M. Saparmourad Niazov, quarante-six ans, qui occupait depuis mars dernier les fonctions de premier ministre de Turkménie. — (AFP.)

Institut Florimont

37, av. du Petit-Lancy - CH-1213 GENEVE - Tél. 022/97.09.11

Collège Marie-Thérèse

24, n. Engle-Lancy - CH-1212 GENEVE - Tél. 022/94.26.28

Classes primaires et secondaires

Jardin d'enfants

BACCALAURÉAT FRANÇAIS

et MATURITÉ SUISSE

Internat-Externat

Le Monde

SUR MICROFILMS

Le Monde est un journal de référence, et vous le conservez peut-être depuis des années.

Mais savez-vous que non seulement tous les exemplaires du Monde depuis 1944 sont à présent disponibles sur microfilm, mais aussi Le Monde Diplomatique et Le Monde de l'Education?

Le microfilm possède de réels avantages que les archives classiques n'ont pas: encombrement réduit, manipulation aisée, produit propre et peu fragile.

En cas de perte ou de dommage, il peut être facilement remplacé.

Pour tous renseignements complémentaires, contactez:



Directeur Commercial

RESEARCH PUBLICATIONS

P.O. Box 45, Reading RG1 8HF Angleterre

Tel 0734-583247 Telex 8488336 NADL G

VIBREZ FREQUENCE MONDE

80 millions
d'auditeurs

Radio France Internationale :
33 émetteurs, 24 h/24, 12 langues,
80 millions d'auditeurs - R.F.I., la radio
de référence pour 5 continents qui
vibrent fréquence monde.

En Afrique :
20 éditions d'information,
23 heures de programme par
jour sur l'ensemble du continent,
en français, anglais et portugais.
Un public de décideurs et de
consommateurs à l'écoute de
Paris, attentifs aux entreprises
françaises. R.F.I., l'Afrique
vibre fréquence monde.

PÉNÉTRATION DE R.F.I. EN AFRIQUE FRANCOPHONE

SÉNÉGAL (1)	55%	1985
CÔTE D'IVOIRE (1)	49%	1985
NIGER (2)	67%	1985
CAMEROUN (1)	50%	1985
ZAÏRE (3)	53%	1984
TUNISIE (1)	28%	1983

Sondage auprès des francophones des principales
métropoles africaines. Sources: Secodip (1), Institut
Ivoirien d'Opinion Publique (2), Laure Terrou MRA (3).

R.F.I. ouvre ses antennes aux annonceurs
français: régie publicitaire: R.F.P. Tél: 45.53.17.17.
R.F.I. Relations Extérieures. Tél: 42.30.30.71.



Radio France internationale Une entreprise de l'Audiovisuel public.

Signier Courcelle et associés

صوتنا من العالم

السلامة

politique

LA FIN DE LA LÉGISLATURE

Sous le signe du compromis avec le Sénat

La session extraordinaire du Parlement, ouverte dans la nuit du 20 au 21 décembre, s'est terminée, le dimanche 22 décembre. Elle aura permis au gouvernement de faire voter les neuf textes qu'il avait pas pu être définitivement adoptés avant la fin de la session ordinaire, mais pas le dixième sur l'aménagement du temps de travail. Ce projet pourrait faire l'objet d'une convocation du Parlement en janvier, à moins que le gouvernement ne renonce à un débat au sein du Parlement. La décision n'est pas encore prise, les avis étant partagés entre les ministères concernés.

Les derniers travaux de la législature ont été marqués par la réalisation de deux compromis entre le

gouvernement et l'opposition. Majoritaire au palais du Luxembourg, cette dernière n'a pas voulu s'engager dans une bataille de retardement - du type de celle qu'elle avait livrée lors des étés 1984 et 1985 - sur la limitation du conseil des ministres et sur l'assouplissement de la loi relative à la République et celle du Sénat. Le gouvernement pouvait à juste titre appuyer sur le fait que les conséquences de ces deux textes sont électoralement populaires.

Le bilan de ces sessions se traduit finalement par l'adoption définitive de soixante-neuf projets ou pro-

positions de loi, chiffre considérable pour une période essentiellement consacrée au budget. Ainsi en 1984, dans les mêmes circonstances, il n'y avait eu que cinquante et un textes définitivement votés. Pour arriver à un tel résultat, le gouvernement a dû décaler l'urgence sur la plupart des textes en discussion, réduisant ainsi le nombre des nouvelles entre les deux Assemblées au grand regret des sénateurs, qui y voient une atteinte au bicamérisme, pourtant attesté, de la V^e République, et qui, de plus, n'est pas sans conséquences négatives sur la qualité juridique des textes ainsi approuvés.

Au total, la législature commencée en juin 1981 aura permis le vote de cinq cent quarante-neuf lois,

ce qui ne remet pas en cause le record atteint entre 1973 et 1978 de six cent trente-huit textes. Mais, en ce domaine, la quantité n'est pas l'élément le plus significatif de l'ampleur du travail accompli.

En cinq ans, les socialistes ont dû apprendre à négocier. Quel que soit l'avenir, ils ne pourront pas oublier les leçons de cet apprentissage. De son côté, la droite a découvert les charmes de l'opposition. Cela n'aurait pas été la même chose si le Sénat n'était pas venu sans succès au rôle de Chambre contestatrice. Acceptera-t-il de le perdre après mars 1986 ?

THIERRY BRÉHIER
et ANNE CHAUSSEBOURG

Au cours des derniers jours de la session ordinaire et lors de la session extraordinaire du samedi 21 et dimanche 22 décembre, l'Assemblée nationale a définitivement adopté les projets de loi suivants :

● Copropriété. - Les députés, le jeudi 19 décembre, ont approuvé en troisième lecture, dans le texte du Sénat, la proposition de loi de M. Gilbert Bonnemaison (PS, Seine-Saint-Denis) facilitant la gestion des immeubles d'habitation en copropriété, notamment en diminuant les majorités requises pour un certain nombre de décisions (le Monde des 4 octobre, 14 et 30 novembre, daté 15-16 décembre). Le dernier sujet en discussion entre les deux chambres concernait l'obligation pour les syndics d'ouvrir des comptes bancaires pour chacune des copropriétés dont ils ont la gestion.

Finalement, les députés, après les sénateurs, ont accepté la solution préconisée par le gouvernement : la syndic devra soumettre au vote de l'Assemblée générale des copropriétaires, lors de sa première désignation et au moins tous les trois ans, la décision d'ouvrir ou non un compte bancaire séparé ; s'il ne respecte pas cette obligation, sa désignation sera nulle ; cette nouvelle législation entre immédiatement en vigueur.

● Conventions internationales. - L'Assemblée a approuvé, le jeudi 19 décembre, des projets de loi déjà votés par le Sénat, autorisant la ratification d'accords internationaux avec le Népal, sur la coopération culturelle, scientifique et technique ; avec la Côte d'Ivoire, pour éviter les doubles impositions ; avec la Grèce, sur les contrats civils et commerciaux élaborés dans le cadre de la Communauté européenne.

Dans les mêmes conditions, le vendredi 20 décembre, l'Assemblée a approuvé un accord avec la Suisse sur la construction d'un viaduc entre Saint-Julien-en-Genevois et Bardonnex ; il permettra de raccorder le réseau autoroutier français à la future voie contournant Genève, mais nécessitera un échange de quelque 8 hectares entre les deux pays.

● Droit d'expression des salariés. - Le Sénat et l'Assemblée n'ont pu parvenir à un accord sur ce projet qui pérennise une des lois Auroux ; ce texte profite de l'occasion pour étendre le droit d'expression des salariés aux entreprises de moins de deux cents salariés et même de moins de cinquante salariés, si elles disposent d'une section syndicale (le Monde du 22 novembre). C'est justement cette extension que la majorité sénatoriale avait refusée. Elle s'était donc efforcée de limiter la portée de ce nouveau droit. En deuxième lecture, les députés socialistes et communistes avaient, pour l'essentiel, rétabli leur

texte initial. Aussi, le Sénat avait simplement repoussé ce projet en nouvelle lecture, la majorité de l'Assemblée, elle, en dernière lecture, le vendredi 20 décembre, a confirmé son vote précédent.

● Sectorisation psychiatrique. - Ce texte donne une base législative à la sectorisation psychiatrique, mais son financement passe de l'Etat à la Sécurité sociale et charge les hôpitaux publics d'en assurer la responsabilité. Nul n'a contesté la nécessité de réunifier les deux secteurs de l'action psychiatrique, celle des hôpitaux et celle des secteurs, mais les communistes ont critiqué le désengagement de la responsabilité de l'Etat et la droite cette débudgétisation - au détriment des assurances sociales - (le Monde des 24 septembre et 12 décembre).

La majorité sénatoriale avait surtout reporté d'un an l'application de cette réforme (le Monde daté 15-16 décembre). En deuxième lecture, les députés socialistes avaient à nouveau fixé sa mise en œuvre au 1^{er} janvier 1986. M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la Santé, assurant que « toutes les dispositions ont été prises pour cela ». Aussi, les sénateurs, en deuxième lecture, adoptent une question préalable, l'Assemblée a, le vendredi 20 décembre, définitivement confirmé ses votes précédents.

● Fonction publique hospitalière. - Les divergences entre les deux chambres du Parlement sont fondamentales sur ce texte, qui adapte le nouveau statut de la fonction publique aux 630 000 agents des hôpitaux publics (le Monde du 12 octobre). En première lecture, la majorité du Sénat avait exclu les directeurs d'hôpitaux et les pharmaciens du statut général, légalisé la notion de service minimum en cas de grève, et supprimé le monopole de présentation des syndicats représentatifs.

Les députés socialistes ne pouvaient accepter de pareilles dispositions. Aussi, en deuxième lecture, ils avaient rétabli le texte tel qu'ils l'avaient adopté une première fois, ajoutant simplement, à la demande du gouvernement, la possibilité d'un « contrat spécial de cinq ans » maximum pour le personnel de direction.

Le Sénat avait alors rejeté ce projet que l'Assemblée a confirmé en dernière lecture, le vendredi 20 décembre, le PC, le RPR et l'UDF s'abstenant.

● Simplification en matière d'urbanisme. - Il n'y a eu aucune difficulté entre le Sénat et l'Assemblée pour les dispositions de ce projet concernant l'application des règles d'urbanisme traditionnelles au lotissement. De même, furent adoptées sans grandes modifications les nouvelles règles remplaçant la procédure du permis de construire

par un régime déclaratif pour les constructions de faible importance (le Monde des 31 octobre et 12 décembre).

● Organisation des régions. - Les régions allant devenir, à partir de l'élection au suffrage universel direct de leurs conseillers, des collectivités territoriales de plein exercice, il fallait donner une base légale au fonctionnement de leur conseil. C'est ce que fait ce projet en calquant les dispositions applicables aux conseils régionaux sur celles en vigueur pour les conseils généraux. Mais le gouvernement a aussi proposé d'imposer dans les assemblées départementales et régionales l'élection des bureaux à la proportionnelle des groupes politiques, le président conservant bien évidemment la liberté de choix des conseillers qui l'assistent dans sa tâche exécutive.

La droite s'est durement élevée contre ces dispositions, tant au Sénat où elle est majoritaire, qu'à l'Assemblée. Les députés socialistes l'ont imposée en dernière lecture le samedi 21 décembre (le Monde des 5 et 11 septembre, 11 octobre et 14 décembre). En revanche, suivant le Sénat, l'Assemblée avait en deuxième lecture précisé le rôle des comités économiques et sociaux qui ne seront consultés que sur les orientations générales du budget et des autres nouveaux domaines de compétence des régions, mais elle s'est refusée à leur fixer un délai pour donner leur avis comme le souhaitait la majorité sénatoriale.

Les deux chambres ont été d'accord pour étendre les inéligibilités aux élections régionales ou cantonales, selon le cas, aux membres des tribunaux administratifs et aux secrétaires des chambres régionales des comptes dans le ressort de leur juridiction aux membres du cabinet du président du conseil général ou régional, aux directeurs généraux, directeurs, directeurs adjoints, chefs de service et chefs de bureau de conseil général et de conseil régional. Le gouvernement a fait étendre cette inéligibilité aux directeurs de cabinet de maire pour les élections municipales.

Après accord en commission mixte paritaire, le Sénat a définitivement adopté, comme l'avait fait auparavant l'Assemblée nationale, les projets suivants :

● Tribunaux administratifs. - Alors que l'Assemblée en première lecture avait examiné à la fois la réforme du Conseil d'Etat, auquel le gouvernement propose d'ajouter trois chambres, et le statut des membres des tribunaux administratifs (le Monde du 4 décembre), le Sénat a émis le jour de la session extraordinaire. Le premier ne figurait pas à l'ordre du jour de la session extraordinaire.

Le texte sur lequel députés et sénateurs se sont mis d'accord et qui

a été approuvé samedi 21 décembre fixe à sept ans (le Sénat souhaitait dix) la durée du service effectif exigé des magistrats de l'ordre judiciaire pour être admis dans le corps des tribunaux administratifs au tour extérieur, maintenant la suppression, voulue par le Sénat, de l'inspecteur général de l'administration au conseil supérieur des tribunaux administratifs institué par le projet, et précise que le secrétaire général de ce conseil appartiendra au corps des membres des tribunaux administratifs et qu'il n'y pourra jouir d'aucun avancement pendant l'exercice de ses fonctions.

Il a également été précisé que le commissaire du gouvernement ne pourra être dispensé de présenter ses conclusions sur toutes les affaires et que dans les missions imparties aux tribunaux administratifs figurera également celle de conciliation.

● Conseil de l'éducation nationale. - Adopté par le Sénat, le 19 décembre comme l'avait fait la veille l'Assemblée nationale, le projet de loi relatif à la composition et aux attributions des conseils de l'éducation nationale siègeant en formation contentieuse et disciplinaire. Après avoir décidé de ne pas créer de formation spécialisée au conseil supérieur de l'éducation nationale pour l'enseignement privé comme le souhaitait le Sénat, le texte prévoit que les représentants de l'enseignement privé audit conseil seront désignés par le ministre de l'éducation sur propositions de leurs organisations professionnelles.

● Tour Eiffel. - La courbe engagée par le gouvernement pour permettre à la première télévision commerciale d'émettre le 20 février se révèle pleine d'obstacles. L'obstacle législatif a cependant été franchi samedi 21 décembre. Le nouveau projet de loi, rendu nécessaire après la décision de non-conformité à la Constitution appliquée à l'aménagement « tour Eiffel » prise par le Conseil constitutionnel (le Monde daté 15-16 décembre), a été définitivement adopté par l'Assemblée nationale dans la rédaction proposée par le Sénat où l'opposition est majoritaire.

Le Conseil constitutionnel avait reproché un texte initial du gouvernement de ne pas avoir institué une procédure d'information et de réclamation assortie de « délais raisonnables » pour éviter tout risque d'arbitraire dans la détermination des immeubles de grande hauteur (en l'occurrence la tour Eiffel) devant supporter la servitude constituée par l'installation de relais ou émetteurs par TDF. Le gouvernement, dans la nouvelle version de son projet, se gardait de fixer la durée de ce « délai raisonnable ».

Pour M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la

communication, cette précision relevait du détail. Les sénateurs, qui devaient examiner le texte après son adoption à l'Assemblée nationale (le Monde du 20 décembre), ont d'abord entendu M. Fillioud dans le huis clos de la commission des affaires culturelles, samedi matin 21 décembre, avant qu'il ne s'exprime en séance publique en fin d'après-midi.

Le secrétaire d'Etat confirmait qu'à ses yeux la procédure devait durer quinze jours. Pour la majorité sénatoriale - MM. Charles Pasqua (RPR, Hauts-de-Seine), rapporteur de la commission des affaires culturelles, et Pierre-Christien Tattinger (R.N.I., Paris) ont plaidé en ce sens - le bon délai était d'un mois. Après une courte suspension de séance, M. Fillioud acceptait que la loi précise la longueur de ce fameux délai, et qu'il soit porté à vingt jours. L'esprit de conciliation, régnant, l'accord ainsi réalisé était approuvé à l'unanimité, les communistes n'ayant pas participé au vote.

Restait à M. Fillioud à faire valoir cette transmission à l'Assemblée nationale. Ce fut fait par les seuls députés socialistes, le RPR s'abstenant, l'UDF et le PCF ne participant pas au vote. Le secrétaire d'Etat en profitait pour contester que les émissions de la future chaîne perturberaient la réception des chaînes du service public et pour annoncer l'arrivée de la « 6 », pour laquelle il a dit avoir reçu trois candidatures « sérieuses ».

● Amnistie en Nouvelle-Calédonie. - Par deux fois le Sénat a refusé de voter la loi d'amnistie partielle (moins étendue que celle proclamée en Corse dans les mêmes circonstances) en

Nouvelle-Calédonie pour les délits liés aux incidents de ces derniers mois (le Monde du 4 décembre). Malgré les exhortations de M. Dick Ukeiwé (RPR) au Sénat et de M. Jacques Lallier (RPR), qui a voulu y voir une approbation « aux terroristes et aux violents » (alors que M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat aux personnes âgées, avait réaffirmé que de tels crimes ne sont pas amnistiables), l'Assemblée a réaffirmé en dernière lecture, le dimanche 22 décembre, sa volonté de pardon par 318 voix (PS, PC) contre 138 (RPR, UDF).

● Abaissement de l'âge de la retraite des agriculteurs. - Le Sénat a rejeté par deux fois le projet de loi, dont les modalités ne le satisfaisaient pas, après que ses amendements aient été jugés autoconstitutifs car ils accroissaient les dépenses de l'Etat.

Aussi, en deuxième lecture, l'Assemblée a rétabli son texte initial (le Monde du 7 décembre), assorti de quelques amendements, notamment la suppression à partir du 31 décembre 1990 de l'obligation de cesser toute activité pour percevoir une première retraite : le gouvernement a aussi profité de l'occasion pour faire confirmer le caractère d'établissement public à caractère industriel et commercial de l'Office national interprofessionnel des céréales, afin d'annuler les effets fiscaux d'un arrêt du Conseil d'Etat qui lui contestait cette qualité (le Monde daté 22-23 décembre). En dernière lecture, le dimanche 22 décembre, les députés socialistes ont confirmé leurs votes précédents.

Th. B. et A. Ch.

LE LANCEMENT DE LA CINQUIÈME CHAÎNE

La Ville de Paris va freiner l'application de la loi « Tour Eiffel »

Dans une interview publiée par le *Matin de Paris*, M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, « espère que la raison l'emportera » pour le lancement de la cinquième chaîne, et « demeure optimiste » pour les délais : « Je ne vois pas très bien, déclare-t-il, l'intérêt qu'aurait la mairie de Paris à se lancer dans une guerre de procédure qui prendrait en otage des millions de télépectateurs de Paris et de sa région ».

La position de la Ville de Paris est tout autre. La nouvelle loi « Tour Eiffel » lui paraît inacceptable, mais elle fera tout ce qu'elle pourra pour freiner l'application de la loi. Le pylône actuellement existant au sommet de la tour devra être allongé de 5 à 6 mètres et en attendant des études doivent être placées sur les rambardeurs. La Ville demande une enquête technique sur la solidité

des dispositifs provisoires et sur la sécurité des visiteurs de la tour. Pour la surélévation, un permis de construire sera nécessaire. La Ville donnera, bien entendu, un avis défavorable. Si la cinquième chaîne réussit à s'installer avant les élections, la ville demandera des indemnités qui pourraient atteindre 180 millions de francs.

Après les élections et une éventuelle victoire de l'opposition, M. Jacques Chirac fera voter une loi annulant la concession. Les promoteurs de la cinquième chaîne seront indemnisés et prendront rang s'ils le veulent parmi les candidats, qui seront mis en concurrence. En attendant, la Ville espère que le Conseil d'Etat prononcera un sursis à exécution, en réponse aux quatre recours déposés par différents organismes contre la décision du gouvernement.

M. A.-R.

LE ROI HASSAN II AUX MAROCAINS DE FRANCE :

n'entrez pas dans les querelles locales

Le roi Hassan II, qui effectue un séjour privé en France, a demandé, le samedi 21 décembre, à ses concitoyens vivant en France de rester en marge de la vie politique et syndicale française.

Au cours d'un déjeuner offert, dans le parc floral de Vincennes, à des membres de la communauté marocaine de France, le souverain marocain a notamment déclaré : « Il ne faut surtout pas que d'une manière accidentelle ou indirecte, vous entriez dans les problèmes, les querelles ou les affaires partissimes, qui sont franco-françaises. » « Restez en marge des problèmes de partis politiques et des problèmes syndicaux. Ne soyez pas pour certains Français contre d'autres Français, soyez pour la paix sociale et pour servir le grand renom de votre patrie qui est le Maroc », a-t-il ajouté, avant d'affirmer qu'il ne souhaitait pas que ses concitoyens usent du droit de vote aux élections municipales qui pourraient proposer le gouvernement français aux immigrés. (AFP.)

NOUVELLES BRÈVES

● M. Stoléru rallie M. Barre. - M. Lionel Stoléru, ancien secrétaire d'Etat, proche de M. Valéry Giscard d'Estaing, annonce, dans une interview à *Libération*, ce lundi 23 décembre, qu'il quitte le Parti républicain pour rejoindre les « adhérents directs de l'UDF ». Il proteste contre la présence auprès de M. Léonard de « trois personnes choisies arbitrairement, Doufflauges, Longuet et Madelin, qui représentent exclusivement l'aile droite du parti », ajoutant : « Madelin est le Laigle de l'opposition ». M. Stoléru précise qu'il « passe dans le camp de M. Barre », dont la voix, « dans le contexte actuel, rappelle le mieux bon sens et sérieux : tant qu'on n'a pas gagné l'élection présidentielle on ne gouverne pas la France ».

● M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, est nommé par décret du 20 décembre représentant du premier ministre au conseil d'administration de l'Office national des forêts en remplacement de M. Haroun Tazieff. Son mandat expirera le 31 décembre 1986.

0,01%
des Français connaissent
Motivaction
C'est énorme

1986 : l'année-vérité de la V^e République

(Suite de la première page.)

Le président du RPR, qui pourra difficilement refuser s'il est « appelé », déterminera largement le programme de la nouvelle législature : de son contenu dépendra l'affrontement, ou non, avec le chef de l'Etat. Pour l'heure, à l'équivoque entretenue par M. Mitterrand répond le chaud et le froid soufflé par M. Chirac. Aux dernières nouvelles, M. Chirac fera tout pour éviter la « crise de régime ».

Mais les « barristes » se contenteront-ils d'être spectateurs ? La future majorité n'a-t-elle pas déjà avant même de prendre consistance ? Le jeu de M. Barre est d'être le recours, dans une situation de cohabitation-conflit, qui justifierait a posteriori ses propres thèses, et non d'être le chef de file d'une fronde parlementaire ouverte.

Enfin, ennuient le PS se comportera-t-il dans l'opposition ? Vraisemblablement en relais d'un président geyrotyant (ou ne restant pas « laërte ») face à un gouvernement à majorité hostile ; mais, à ce jeu, la tentation peut apparaître, pour certains socialistes, de retourner à une « culture d'opposition », alors que seule cette « culture de gouvernement » eût permis d'acquiescer pour leur permettre de préparer dans de bonnes conditions les échéances suivantes.

Si bien que 1986 peut apparaître, au choix, comme l'année de tous les dangers — confusion institutionnelle, épreuve de force entre le président et le premier ministre, et, pour finir, crise de régime — ou comme l'année de toutes les chances : pourquoi ne pas tabler (bien que ce schéma ne soit pas le plus probable) sur le sens de l'Etat des responsables politiques ? Dans une France où les champs du consensus se sont érodés, où la gauche a appris à gouverner au centre, il se trouvera bien quelques hommes, après un compromis, pour assurer à la fois le respect de la fonction présidentielle et celui du suffrage universel, et pour confirmer ainsi la viabilité de la V^e République.

Ainsi verrons-nous « l'année-vérité » de la Constitution : est-ce que celle-ci ne peut fonctionner qu'avec une France durablement coupée en deux ; ou bien peut-elle — son « élasticité » aidant — s'adapter à une situation inédite en France mais normale dans toute autre démocratie que la nôtre ?

C'est sans doute compter sans la perspective de l'élection présidentielle, qui interdirait aux modérés de droite de gouverner avec les modérés de gauche, pour le plus grand bien de la bipolarisation.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Propos et débats

M. Chirac : les trois choix de M. Mitterrand

M. Chirac, avant de quitter la Réunion pour Paris, samedi 21 décembre, a voulu évaluer les incertitudes, voire les procès d'intention, en évoquant l'alternance de mars 1986 en ces termes : « La France aura besoin d'un gouvernement fort, efficace, décidé à tenir les engagements que la nouvelle majorité aura pris devant le pays, mais aussi d'un gouvernement fermement décidé à ce que, comme cela va de soi, son action se déroule dans le respect des institutions. »

« Ce dont la France aura besoin en 1986, c'est d'une vigoureuse action de redressement et pas, une fois passées les élections, de nouveaux affrontements risquant de conduire à une crise de régime. La crise de régime nous n'en voulons pas. La nouvelle majorité ne pourra soutenir qu'un gouvernement dont la direction, la composition, le programme soient tels que l'action de redressement promise puisse commencer sans délai et sans aucun compromis. » Quant au président de la République, ou bien s'estimant désavoué, il décidera dignement de se retirer, ou bien... il fera en sorte que la nouvelle majorité puisse agir... ou bien il multipliera les obstacles et, dans ce cas, les choses seront beaucoup plus difficiles et notre pays risquera de connaître une crise... »

M^{me} Veil : exorciser le credo pétainiste

M^{me} Simone Veil a regretté, dimanche 22 décembre, au « Forum » de RMC, que M. Barre ait employé la formule Travail-Famille-Patrie qui rappelle à une partie des Français le drame absolu « des années du gouvernement Pétain. Elle a ajouté toutefois : « M. Barre a raison de vouloir exorciser le credo pétainiste, mais il faut changer l'ordre de ces mots ou leur en ajouter d'autres tout aussi importants comme la solidarité ou la justice ». A propos de l'engagement de M. Mitterrand, elle estime que cela comporte pour lui « un risque considérable », car « plus l'échec des socialistes sera grand, plus ce sera son propre échec ».

M. Doubin : d'accord pour un gouvernement Chaban-Delmas

M. François Doubin, président du Mouvement des radicaux de gauche, invité le 22 décembre de l'émission « RTL-Le Monde » a estimé que

l'accord électoral conclu entre son parti et le PS serait effectivement appliqué d'ici trois à cinq semaines. Il a rappelé qu'il avait « le pouvoir d'exclure » ceux de ses amis qui refuseraient de l'appliquer et qu'il demanderait au PS de faire de même pour les socialistes qui s'y opposeraient. Souhaitant obtenir 6 % des suffrages en mars 1986, M. Doubin a affirmé : « Nous avons montré que la gauche ça marche et même très bien sur le plan économique. La gauche a déjà gagné dans la mesure où le pouvoir se mesure en réalisations. »

Il a toutefois indiqué qu'en cas d'alternance son parti accepterait de participer à un gouvernement de cohabitation si M. Mitterrand choisissait M. Jacques Chaban-Delmas comme premier ministre.

M. Laignel : le PS premier parti de France

M. André Laignel, député de l'Indre, directeur de la campagne du PS, a déclaré dimanche 22 décembre au « Club de la Presse » d'Europe 1 : « Si la droite avait le bilan que nous avons, il n'y aurait aucun doute sur sa réélection ». Il a fixé comme « ambition » au PS de « rester le premier parti de France afin que puisse se former une majorité sur ses bases ». Il a assuré que c'était à un parti socialiste rassemblé « qui mènerait la campagne électorale. Selon M. Laignel, M. Mitterrand « n'a pas l'intention d'intervenir dans la campagne proprement dite c'est-à-dire après son ouverture officielle ».

M. Leroy : M. Mitterrand n'est pas candidat

M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, tête de liste communiste en Seine-Maritime reproche dans un communiqué au « président de la République de s'engager dans le débat de la campagne électorale alors qu'il n'est pas candidat », en venant soutenir M. Fabius au Grand-Quéville le 17 janvier. Il ajoute : « Sous une apparente incohérence, tout se passe comme si le premier ministre et le parti socialiste, à cours d'arguments politiques convaincants, désertaient le terrain et s'en remettaient plus ou moins à François Mitterrand, avant tout soucieux de poursuivre jusqu'au bout sa politique qui a pour conséquence le déclin national et la régression sociale. »

SELON LA SOFRES

Les intentions de vote en faveur de la gauche progressent mais l'écart reste de vingt points en faveur de la droite

Le dernier sondage de la SOFRES sur les intentions de vote des Français aux élections législatives, que publie le Figaro, du 23 décembre, enregistre une hausse de deux points pour la gauche. D'après cette enquête effectuée du 5 au 11 décembre auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes, la gauche est créditée de 38 % des suffrages (au lieu de 36 %, lors du précédent sondage de novembre) et la droite, avec l'extrême droite de 58 % (au lieu de 60 % le mois dernier).

Le PC est crédité de 10 % des intentions de vote, le PS de 28 %, le PSU et l'extrême

gauche (1 %) perdent un point ainsi que le MRG autonome et les divers gauchistes (1 %) tandis que le PS et le MRG (26 %) en gagnent quatre.

A droite les listes d'union UDF-RPR recueillent 21 % des suffrages (soit une hausse de trois points) les listes séparées UDF, 9 % (comme en novembre). Mais les listes séparées RPR (13 %) et les listes divers droite (6 %) enregistrent une perte respective de trois et deux points. En perdant ainsi deux points au total, l'opposition de droite n'est majoritaire qu'avec l'appui du Front national, créditée comme en novembre de 9 % des intentions de vote.

Vers une nouvelle sociologie électorale

A quelques semaines des élections législatives de mars 1986, tout semble déjà joué. Et pourtant, comme nous le révèle l'Explication du vote, ouvrage collectif de politistes, de sociologues et d'historiens, publié sous la direction de Daniel Gaxie (1), la campagne électorale elle-même et les enjeux qui s'y déroulent introduisent de telles incertitudes que tout est encore possible. L'électeur paraît de moins en moins « capot », et son instabilité est si fréquente qu'elle fait presque perdre sa spécificité au traditionnel électeur « flottant ». A croire que l'électeur devient un être rationnel, un consommateur qui « achète » des candidats en fonction de ses intérêts propres.

On savait, et de nombreuses contributions le démontrent à nouveau, combien, par-delà l'âge et le sexe, qui semblent perdre de leur importance, le vote dépend de la position sociale, de l'appartenance au secteur privé ou public, des traditions géographiques locales, du type d'habitat ou encore des fidélités partisans ou de génération, autant de facteurs qui prédisposent largement le sens du vote lui-même. On n'ignorait pas non plus à quel point l'intensité des pratiques religieuses poussait l'électeur catholique à voter à droite, et ce d'autant plus qu'il est pratiquant (dans la population catholique, la proportion de votes à gauche passe de 5 % quand la prière est quotidienne à 18 % parmi ceux qui prient souvent et à 29 % parmi ceux qui ne prient que rarement ou jamais). Notons aussi la corrélation étonnante qui fait intervenir le patrimoine : le pourcentage de propriétaires de leur logement s'élève de 30 % à 63 % quand

on passe des personnes sans religion aux catholiques pratiquants réguliers. D'où des liens multiples et qui se renforcent entre patrimoine, religion et vote. Mais le choix des électeurs n'est pas entièrement déterminé par ces variables inertes. La construction de l'Etat, l'élargissement du marché politique, l'apparition d'un personnel politique professionnalisé ont favorisé la compétition à laquelle se livrent de nombreuses élites partisans et renforcé l'action mobilisatrice qu'elles seules peuvent exercer. L'invention du citoyen comme être souverain implique en effet que sa conquête soit l'objet d'un véritable travail politique : le savoir-faire des candidats, les enjeux qu'ils font naître jouent alors un rôle essentiel jusqu'au dernier instant, les prestations dans les débats télévisés contradictoires pouvant jusqu'à la dernière minute mobiliser des électeurs indécis qui se déterminent de plus en plus rationnellement en fonction des arguments échangés. En 1981 comme... en 1986.

PIERRE BIRNBAUM.

(1) Cet ouvrage est issu des travaux de la « table ronde » sur les études du comportement électoral qui s'est tenue lors du deuxième congrès de l'Association française de science politique à Grenoble en janvier 1984 (Le Monde du 4 février 1984), et la plupart des contributions sont des versions remaniées des communications faites par des spécialistes de la science politique à cette occasion.

* Explication du vote. Un bilan des études électorales en France. Sous la direction de Daniel Gaxie. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. Paris 1985, 250 pages, 200 F.

● ALPES-MARITIMES : deux militants du PS sanctionnés. — La commission des conflits du PS des Alpes-Maritimes vient de sanctionner deux militants. M. Roger Belendy, conseiller municipal de Grasse, membre du courant mitterrandiste, a été exclu définitivement pour avoir fait des déclarations publiques « de nature à porter atteinte à l'unité du parti ». M. Beldedy, qui était parisien du ministre de la culture, M. Jack Lang, comme tête de liste aux législatives, avait notamment accusé deux élus du PS, dont M. Jean-

Fignes Colonna, député sortant, de « s'être déjà enfoncés dans le social-mécanisme ».

M. Bernard Bragard, également membre du courant mitterrandiste, a été suspendu pour trois ans. Il lui est reproché d'avoir suscité des troubles au cours d'une réunion de la commission exécutive fédérale, le 23 octobre, et d'avoir organisé une réunion parallèle dans les locaux de la fédération. Les deux intéressés ont décidé de faire appel devant la commission nationale des conflits. — (Corresp.)

Raymond Barre, François Mitterrand et l'Europe

par ALFRED GROSSER

Le sujet devrait pourtant être d'actualité — dans les interviews et les discours, comme dans les questions posées par les journalistes aux « grands » de notre vie politique, notamment à Raymond Barre et à François Mitterrand. A Luxembourg, les Européens ont pris des décisions importantes. A Strasbourg, le Parlement les trouve insuffisantes. A Bruxelles, la Commission veut aller de l'avant. En France, tout le monde semble vouloir esquiver le débat.

Ainsi Raymond Barre, qui préfère maintenant le thème de la sécurité interne et de l'immigration de 1981. Il est vrai que sa pensée, précise et cohérente sur la plupart des sujets, recèle une contradiction fondamentale sur l'Europe.

Une contradiction déjà ancienne chez l'ancien vice-président de la Commission de la CEE, qui se veut pleinement fidèle à la conception gaullienne de l'Europe. Dans son programme de Blois, présenté en janvier 1978 avant les législatives, il parlait, dans la même phrase, d'une association nécessaire avec les autres pays et de la réalisation souhaitable d'une union économique et monétaire.

L'union comme simple association ? Ce n'était pas ainsi que Valéry Giscard d'Estaing la concevait. Il y a là plus qu'une nuance, d'autant plus qu'on connaît enfin aujourd'hui la motivation centrale de la politique européenne du général de Gaulle, exprimée dans des « Directives pour Michel Debré, premier ministre », en date du 30 septembre 1960 (1).

« L'Europe par coopération est, désormais, lancée. L'Europe de l'intégration ne peut s'y résigner aussitôt et sans transitions... Si nous parvenons à faire naître l'Europe de la coopération des Etats, les communautés seront ipso facto mises à leur place. C'est seule-

ment si nous ne parvenons pas à faire naître l'Europe politique que nous en viendrons à nous en prendre directement aux premiers fruits de l'intégration. »

Ce qui fut fait en 1965. La pression exercée alors sur les cinq partenaires aboutit au constat de désaccord de Luxembourg de janvier 1966, que, contrairement à Roland Dumas et aux autres négociateurs européens d'aujourd'hui, Raymond Barre continue à considérer comme un compromis permettant de ne pas appliquer le traité de Rome, dans la mesure où il prévoit, dans la plupart des cas, un vote à la majorité. La majorité, en effet, intégrée, alors que l'unanimité suppose la simple coopération de tous. L'accord réalisé à Luxembourg le jour même de l'émission télévisée sur Raymond Barre va même nettement plus loin dans le sens de l'intégration que le retour à la règle majoritaire. Il prévoit que l'Assemblée européenne aura un véritable pouvoir de codécision pour l'unification du marché intérieur, le Conseil ne pouvant s'opposer à elle qu'à l'unanimité. Et la Commission, dont le général de Gaulle s'était acharné à limiter le statut et la stature, doit voir son rôle renforcé.

Si, toutefois, la ratification des textes en élaboration est autorisée par les parlements nationaux, qu'en sera-t-il en France ? Ne doit-on pas voir le sujet, nettement plus important que tant d'autres qu'on discute avec passion, placé au cœur du débat électoral ? Les partis d'opposition sont-ils d'accord avec l'inspiration de l'accord de Douze ? Raymond Barre dira-t-il si, en cas d'accession à la présidence de la République, il s'en réclamera ?

Il est vrai que François Mitterrand limite lui-même sans cesse les

avantages qu'il pourrait tirer des contradictions européennes de l'opposition. Pas seulement parce qu'il redoute manifestement de dire clairement ce qu'il implique la position qu'il a adoptée dans son discours de Strasbourg en juin 1984 et qui vient d'être partiellement traduite dans les faits à Luxembourg : pour que la révision prévue du traité de Rome puisse être ratifiée par la France, il faudra que le Conseil constitutionnel modifie la frêle jurisprudence instaurée par sa décision de décembre 1976, disant que l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel n'était licite que parce que cette assemblée n'avait aucun pouvoir.

Le président de la République est encore bien davantage vulnérable à cause de ses multiples gestes anti-européens. Il n'y a pas d'Europe sans un minimum de respect mutuel de ses membres, sans acceptation du principe que tous ces membres sont égaux sinon en puissance, du moins en droits et en dignité. Or, à propos de la cinquième chaîne de télé vision, François Mitterrand a traité le Luxembourg comme son premier ministre et lui a avalé traité la Nouvelle-Zélande à propos de l'attentat : en annonçant, à la télévision, que les autorités françaises étaient responsables, Laurent Fabius n'avait pas éprouvé le besoin de prononcer le fil-à-tout qu'un mot de regret à propos d'une souveraineté violée, de dommages infligés. En considérant comme non avenue les accords passés avec le Luxembourg, le président de la République a soulevé colères et amertumes chez plus d'un partenaire européen.

L'Europe, c'est aussi, en principe depuis de longues années, la coordination des politiques extérieures. Valéry Giscard d'Estaing ne s'était

guère plié au principe dont il se disait le défenseur : l'omission de la consultation fut particulièrement spectaculaire pour la reconnaissance du gouvernement révolutionnaire angolais, puis pour le voyage à Varsovie. Son successeur n'a pas vraiment poursuivi la coopération de la politique au Proche-Orient. Il a surtout, semble-t-il, tourné le dos à la coopération européenne en recentrant spectaculairement le général Jaruzelski.

On dira que Margaret Thatcher fait bien pis en décidant unilatéralement le retrait de son pays de l'UNESCO, contrairement aux souhaits de ses partenaires. Il est vrai, mais on n'approfondira pas l'insertion britannique, en se désintéressant soi-même.

Le thème de l'Europe n'est pas mobilisateur chez nous. L'une des raisons en est qu'on n'explique guère aux Français ce qui est en jeu. Ainsi, à propos de l'unification du marché, qui permettrait enfin aux administrations nationales de passer commande dans les autres pays, ce qui devrait conduire au développement d'unités de production capables de mieux rivaliser avec les japonaises et les américaines. Ainsi pour le système monétaire européen, né de l'initiative la plus féconde du couple Schmidt/Giscard. Ainsi pour la défense commune de l'agriculture européenne.

Interrogeons donc nos hommes politiques sur leurs choix, sur ce qu'ils acceptent, ce qu'ils proposent, ce qu'ils refusent. En nous disant que notre avenir dépend plus du devenir de l'Europe que de la plupart des questions dramatisées par la politique occidentale.

(1) Charles de Gaulle, Lettres, notes et carnets. Juin 1958-décembre 1960, Plon 1985, p. 398-399.

Motivaction

connaît les Français à

100%

C'est normal

Car Motivaction - Institut international d'études et de conseil en stratégie d'entreprise - connaît son métier à 100%. Motivaction : Versailles, Londres, Francfort, Milan, Amsterdam, Bruxelles, Madrid et New York.

motivaction
INTERNATIONAL

12, rue Mansart - 78000 Versailles
Tél. (1) 39 55 00 77.

صلى الله عليه وسلم

POLITIQUE

MEURTHE-ET-MOSELLE : PUY-DE-DÔME : crise ouverte au RPR sur fond de rumeurs

De notre correspondant

Nancy. — Dans un communiqué laconique, le secrétaire général du RPR, M. Jacques Tonbon, a annoncé la « suspension de leur qualité d'adhérents du mouvement de M. Roland Moine et de M. Jacques Gossot ».

M. Roland Moine, troisième adjoint au maire de Nancy, délégué régional du RPR de Lorraine, et M. Jacques Gossot, maire de Toul, conseiller général de Meurthe-et-Moselle et conseiller régional de Lorraine, étaient respectivement désignés comme premier et troisième de liste aux élections régionales.

La décision n'a pas surpris en Lorraine : une série de présomptions mettent en cause la gestion, à Toul, d'un foyer pour réfugiés du Sud-Est asiatique qu'aurait l'ATGA (Association toulousaine de gestion et d'animation), dont M. Gossot est le président. Sans assemblée générale légale depuis dix ans, avec un trésorier démissionnaire depuis 1976 non officiellement remplacé, l'ATGA, association à but non lucratif, aurait, entre autres, autofinancé, à hauteur de 650 000 F, l'achat d'un hôtel à Thionville (Haut-Rhin).

« Atelier clandestin, détournements de subsides de réfugiés, adjudications peu claires », sont autant de rumeurs reprises par la presse.

Face à ce soupçon, le maire de Toul a multiplié les explications et réussi à faire voter une motion de confiance par les conseillers municipaux RPR, les élus de l'UDF et du PS s'abstenant. D'autre part, la gestion des fonds publics de la DDAIS, en vue du fonctionnement du foyer de réfugiés de Toul, ayant été mise

en doute, le préfet a décidé une enquête administrative. Il répondait en cela à la CFDT, laquelle s'est portée partie civile contre un trafic suspect de main-d'œuvre qui avait employé huit réfugiés du Sud-Est asiatique dans un atelier de confection clandestin découvert il y a quelques semaines à Toul.

Là encore, pour l'instant, aucun lien n'a été établi entre le foyer de réfugiés et l'atelier clandestin, si ce n'est que les locaux ont été loués par des personnes proches de l'ATGA.

Et M. Roland Moine ? Il n'a en fait rien à voir avec la vie souterraine de Toul, mais il est victime d'une campagne ad hominem.

« Dans une période où les enjeux sont si importants à la fois pour notre mouvement et pour la France, il ne saurait être question d'accepter que des divergences personnelles entre deux responsables du RPR de notre département puissent mettre en cause, de quelque manière que ce soit, l'efficacité et la réussite de notre action », a commenté officiellement M. Gérard Léonard, délégué départemental du RPR.

Cette crise ouverte du RPR local avait déjà été amorcée en 1984 par la démission spectaculaire de M. Eric Germain de son poste de secrétaire fédéral départemental de Meurthe-et-Moselle. A l'époque, le secrétaire démissionnaire dénonçait entre autres le jacobinisme du mouvement ; et le coup de scalpel de M. Jacques Tonbon n'a guère satisfait l'ensemble du RPR de Meurthe-et-Moselle, d'autant que la décision de suspendre conjointement les deux militants a été prise avant même les résultats des enquêtes en cours à Toul.

JEAN-LOUIS BEMER.

SITUATIONS 86

PUY-DE-DÔME : dissensions chez les communistes

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — La fédération communiste du Puy-de-Dôme, considérée comme l'une de celles où les débats internes sont les plus vifs, sort d'une période agitée, au cours de laquelle son premier secrétaire, M. Jean Villanova, a vécu des moments douloureux. « Parachuté » en 1981, de la place du Colonel Fabien, M. Villanova, travaillait alors depuis 1978 aux côtés de M. Pierre Juquin, dans le secteur de la propagande.

Partisan de l'ouverture, M. Villanova n'avait pas hésité à tenir une réunion du bureau fédéral à micros ouverts, sur l'antenne de Radio-France-Puy-de-Dôme, le 11 juillet 1984, parce qu'il jugeait utile que son parti « assume publiquement » les questions en débat. Au cours de la transmission, on avait pu entendre cette phrase : « Une question se pose, c'est que Marchais ne passe plus ». Quatre mois plus tard, M. Villanova avait été à l'origine de l'appel à une manifestation antiraciste « largement ouverte » lors de la venue de M. Le Pen à Clermont-Ferrand.

Un foyer « rénovateur »

Ces différentes initiatives n'avaient pas été goûtées par l'ensemble des communistes du département, mais elles n'avaient pas empêché la réélection de M. Villanova à l'unanimité, lors de la conférence fédérale de janvier 1985. Cette assemblée préparatoire au vingt-cinquième congrès du PCF avait été marquée par le vote d'amendements importants au texte de la direction nationale. Deux des quatre autres secrétaires fédéraux, MM. Jean-Pierre Antignac et Jean-Jacques Perrier, anciens ouvriers des usines Michelin devenus récemment, s'étaient abstenus et le second secrétaire de la section des usines Michelin, s'était illustré à la tribune du congrès en critiquant la ligne de la direction du parti.

Le Puy-de-Dôme était, dès lors, classé parmi les foyers « rénovateurs », d'autant plus que M. Villanova est un ami de M. Juquin, lui-même originaire de Clermont-Ferrand, où réside sa famille. Un moule du Mouvement des radicaux de gauche, la candidature aux élections législatives dans ce département de l'ancien membre du bureau politique et porte-parole du PCF avait été repoussée par l'intérêt lui-même, mais sa venue dans la capitale de l'Auvergne, « à titre privé », le 20 novembre, pour présenter son livre, *Autocritiques*, a ravivé les dissensions.

Les partisans de la « ligne dure » ont profité de ce que M. Villanova a « saisi prévenir », accompagné M. Juquin dans son périple clermontois, pour tenter de déstabiliser le premier secrétaire fédéral. Dans une lettre au comité central dont la copie a circulé sous le manteau, M. Louis Virgoulay, adjoint au maire de Clermont, adressait sa démission de membre du secrétariat fédéral. Chargé du « suivi » de la fédération, M. Gérard Alcard, membre du comité central du PCF et du bureau confédéral de la CGT, a convaincu M. Virgoulay de revenir sur sa décision. Le souci de M. Alcard, venu de Paris pour la circonstance, était d'apaiser le climat dans la perspective de la campagne électorale, le PCF pouvant espérer un siège de député dans le Puy-de-Dôme.

Après plusieurs semaines de très vive tension, le calme est revenu, mais les « rénovateurs » ne seraient pas surpris que des difficultés resurgissent après les élections, surtout si le poids électoral (9,34 % aux élections européennes de juin 1984) des communistes diminue encore. Au-delà des problèmes de personne, M. Villanova aurait, même, été accusé d'avoir appartenu à la CFDT. « C'est l'affrontement entre deux lignes de pensée qui s'expriment au sein d'une fédération où la tradition « ouvrière » perd de son influence et où le contrat « moderne » fait valoir que le Parti communiste doit se situer par rapport à la profonde mutation technologique à venir chez Michelin (vingt et un mille salariés à Clermont-Ferrand).

La « cohabitation » avec les socialistes dans les municipalités — celle de la capitale auvergnate en tête — semble être l'autre grand sujet de divergence. M. Villanova, qui avait été envoyé dans le Puy-de-Dôme pour organiser l'affirmation de la « identité communiste » dans ce secteur, éprouverait des difficultés à faire passer le message après de ses camarades élus. Dans une lettre au comité central, elle aussi en circulation, le premier secrétaire soulève par allusion le paradoxe de certains tenants de la « ligne dure » qui, dans le même temps, ne se démarquent pas nettement des socialistes dans la gestion quotidienne des affaires.

Un dernier élément important est apparu en faveur de la sensibilité exprimée par M. Villanova et ses amis : le comité fédéral a adopté dans le calme, le 16 décembre, le principe de la venue de M. Juquin, cette fois officiellement, dans le cadre de la campagne électorale. Les « rénovateurs » se demandent comment va réagir la direction nationale.

LIBERT TARRAGO.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON : M. Pen décide de se représenter

Nouvel épisode dans le feuilleton pré-électoral de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon, dont le député sera désigné, en mars prochain, au scrutin uninominal à deux tours, comme par le passé, en vertu de la législation particulière retenue pour les collectivités territoriales d'outre-mer : le député apparenté socialiste sortant, M. Albert Pen, maire de Saint-Pierre, a annoncé, le 16 décembre, qu'il renonce à soutenir la candidature — contestée par son ami, le sénateur apparenté socialiste Marc Plantegement (le Monde du 27 novembre) — de l'ancien secrétaire d'Etat glaciériste, M. Paul Dijoud. M. Pen a ajouté qu'il sollicitera le renouvellement de son mandat. Mais M. Dijoud a fait savoir qu'il reste candidat et qu'il se rendra à nouveau, en janvier, à Saint-Pierre pour essayer de convaincre les électeurs locaux que « l'idée d'une candidature d'union, d'entente et de défense des intérêts de l'archipel demeure la meilleure solution ».

Le difficile retour de M. Dijoud

De notre correspondant

Saint-Pierre. — Jusqu'au raz de marée socialiste de juin 1981 où il est battu aux élections législatives, M. Paul Dijoud appartenait à cette race d'hommes auxquels le succès sourit. La carrière politique de cet énarque passé par le lycée Condorcet, la faculté de droit et l'Institut des sciences politiques de la rue Saint-Guilhem, a été fulgurante. En 1967, à vingt-cinq ans, il est élu député des Hautes-Alpes, son département natal, et devient l'un des plus jeunes membres de l'Assemblée nationale. Puis c'est l'entrée dans l'appareil politique de la majorité, avec son adhésion aux Républicains indépendants, dont il devient immédiatement le secrétaire général adjoint.

Maire de Briançon en 1971, il entre, deux ans plus tard, dans le gouvernement de M. Pierre Messmer, sous la présidence de Georges Pompidou, en qualité de secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la formation permanente. 1974 : M. Dijoud se voit confier, sous le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing — qui, comme il l'a « fasciné » — le déficit des services de l'immigration. « Les moyens étaient insuffisants », reconnaît-il, « aujourd'hui, tout en maintenant, avec force que c'est en cette année 1974 que fut donné le premier coup d'arrêt à l'arrivée en France des immigrés. De 1977 à 1978, M. Paul Dijoud change d'attribution : secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, il organise les fameux « Etats généraux de la jeunesse » qui jetteront les bases d'une nouvelle politique en faveur des jeunes « enfin considérés », selon lui, « comme une catégorie spécifique de la population française ».

Enfin arrive l'époque de la confrontation avec l'outre-mer, où le jeune secrétaire d'Etat au DOM-TOM du gouvernement Barre

(1978-1981) assume une tâche difficile. Aujourd'hui, à quarante-sept ans, il parle de cette expérience comme d'une authentique révélation à lui-même. A la rue Oudinot, et d'entre-mêler, on se souvient encore de sa fermeté, mais en « Nouvelle-Calédonie, son passage reste marqué par la première tentative de libéralisation du régime foncier.

Après de M. Raymond Barre, M. Paul Dijoud trouve « un interlocuteur toujours attentif ». Le début peut-être d'une certaine amitié. La victoire de la gauche en mai 1981 interrompait cette trajectoire. Vient le temps du doute.

M. Dijoud prend des distances avec la politique. Il se met à la recherche d'un emploi mais cette quête est difficile, même pour un énarque. L'ancien secrétaire d'Etat n'aurait le bout du tunnel qu'en 1982 en acceptant aux fonctions de directeur général de la Compagnie commerciale des sucres et des épices, un groupe français axé sur l'export, spécialisé dans le transfert de technologies agro-alimentaires, qui a son siège aux Champs-Élysées.

Y a-t-il un rapport entre ces nouvelles fonctions et l'ancien porte-feuille de l'outre-mer ? Non, répond catégoriquement M. Paul Dijoud : « J'ai voulu me prouver que je n'étais pas un professionnel de la politique mais que je pouvais réussir ailleurs ». C'est dans son bureau directorial que le dénom des affaires publiques est venu le relancer par l'intermédiaire de son ami Georges Poulet, ancien gouverneur de Saint-Pierre-et-Miquelon et président de l'UDF locale. Et c'est ainsi que l'ancien secrétaire d'Etat au DOM-TOM, au milieu des péripéties actuelles, tente de relancer sa carrière politique en briguant les suffrages du Nord archipel français d'Amérique du Nord qui le fit « citoyen d'honneur » au temps de sa splendeur.

MARC DE SAINTE-MARIE.

OISE : le MRG partira seul

De notre correspondant

Beauvais. — Réunie le 16 décembre à l'Hotel de ville de Beauvais, la fédération du Mouvement des radicaux de gauche, « faite de pouvoir réaliser un accord satisfaisant avec le Parti socialiste », a décidé de présenter ses propres listes

lors des prochaines élections législatives et régionales.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'accord national conclu entre le PS et le MRG qui prévoit notamment une liste autonome du MRG dans l'Oise. Cet accord avait été défavorablement accueilli par les socialistes de l'Oise (le Monde daté 24-25 novembre).

« Pour les deux listes (législatives et régionales), le PS nous a d'abord proposé la cinquième place. Nous étions satisfaits, puis cet accord a été remis en cause, explique M. Raymond Laffoley, président de la fédération de l'Oise du MRG. Nous avons alors été rétrogradés à la sixième place, puis, après le congrès de Toulouse, nous sommes passés à la septième place pour laisser le champ libre à un radicalien ».

Le malaise est d'autant plus grand au sein des élus et des militants PS que la voix de M. Laffoley

avait permis à la gauche d'obtenir la majorité du conseil général de l'Oise, à M. Henri Besson (PS), d'en devenir président, et par là même à M. Walter Amallem (PS) d'accéder à la présidence de la région Picardie. En mars dernier, l'opposition présidentielle avait repris la région et le conseil général de l'Oise.

« On aurait dû renvoyer l'ascenseur à M. Laffoley », disent un grand nombre d'élus et d'adhérents du PS de l'Oise. M. Laffoley s'avoue un peu déçu et souhaite sans trop y croire que « le PS se ressaisisse ».

M. François-Michel Gonot (UDF) retire sa liste

Après plus d'une semaine de suspense, M. François-Michel Gonot vient de faire savoir qu'il retirait la liste UDF-Oise qu'il devait conduire en mars prochain aux élections législatives.

« Après de longues discussions, les instances nationales de l'UDF et du RPR viennent d'arrêter définitivement la composition d'une liste d'union de l'opposition », explique le président de l'UDF de l'Oise. « J'ai eu l'occasion de m'exprimer à plusieurs reprises sur la composition de cette liste. Au-delà des questions de personnes, deux éléments doivent déterminer notre attitude : la volonté d'union qui s'exprime manifestement dans l'électorat et le souci d'efficacité. L'essentiel est en mars prochain de faire échec au Parti socialiste et de mettre en place une nouvelle majorité qui conduira la politique de redressement pour la France. Selon M. Gonot, si elle maintenait une seconde liste, l'UDF de l'Oise prendrait le risque de diviser l'opposition sur des questions qu'il qualifie de « subalternes », et par là même de faire le jeu du PS ou celui du Front national.

Créée fin juin à Paris, déjà installée dans quelques départements, l'association France Plus vient de constituer une délégation départementale dans l'Oise, sous l'impulsion de M. El-Hocine Rahmani, étudiant en droit international, fils de commerçants marocains installés à Beauvais depuis de nombreuses années.

Une liste France Plus

France Plus a mis en place une importante campagne d'affichage qui a pour but d'inciter les jeunes Français issus de l'immigration à s'inscrire sur les listes électorales avant le 31 décembre, afin qu'ils puissent faire entendre la voix de l'immigration aux prochaines consultations de mars 1986. Trois thèmes principaux sont développés par France Plus : non-remise en cause des droits acquis ; suppression des centres de rétention administrative ; participation des immigrés aux élections municipales, cantonales et régionales.

« Il s'agit aussi et surtout de faire contre-poids à l'extrême droite », explique M. Rahmani. Nous voulons également abolir la distinction entre les diverses communautés : immigrés, harkis et rapatriés.

Pour inciter les jeunes à s'inscrire, l'association de l'Oise a organisé, le 21 décembre à 10 heures, sur le parvis de l'Hotel de ville de Beauvais, un grand rassemblement pour une inscription en masse. Projection de films, débats et fête musicale sont au programme.

Enfin, M. Rahmani a fait savoir qu'une liste France Plus était en train de se constituer dans l'Oise pour les législatives. Celle-ci risque de rencontrer un écho favorable dans des villes comme Creil ou Montataire, où la population immigrée est importante.

Ph. L.

L'actualité croquée avec tendresse et férocité



59F

Plantu plébiscité sur FR 3 !

par

François Mitterrand
Raymond Barre
Pierre Mauroy

Une co-édition
La Découverte / Le Monde

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
SCIENCES

LE TESTAMENT D'UN BERBERE Augustin Ibañez

Un témoignage bouleversant.

M. Legrand, ingénieur de l'Académie Française.

— Un témoignage, presque autobiographique.

Jean Guichon de l'Académie Française.

— Le récit d'un homme que j'ai profondément aimé et admiré.

Maurice Schumann de l'Académie Française.

— Un testament chargé d'espérance.

Piero Corra de l'Académie Française.

— J'ai été frappé par l'honnêteté et la fermeté de ce livre.

Jean Lacouture.

— Écrit dans une belle langue, élégante et châtiée, remplie de formules heureuses.

Ch. Bachelot.

Du même auteur : Le Pont de Bercy-Mouch.

236 pages, 75 F.

Ed. Albin, 31, rue Cassini, 75001 Paris.

société

ENVIRONNEMENT

Cent mille plaintes contre le bruit

Avec cent mille plaintes enregistrées chaque année auprès des mairies, des préfectures et du ministère de l'environnement, le bruit est devenu l'ennemi numéro un des Français. Notamment les bruits de voisinage qui sont davantage affaire de civisme et de bonne éducation que d'application stricte des règlements. Néanmoins M^{me} Bouchard, ministre de l'environnement, vient de promettre aux associations réunies à Paris qu'elle allait prendre trois mesures à sa portée.

L'actuel règlement sanitaire départemental, mal connu et mal appliqué, sera remplacé par deux décrets plus contraignants. Une circulaire à destination de tous les préfets leur donnera des instructions pratiques pour traiter les plaintes contre le bruit. Enfin M^{me} Bouchard réunit très prochainement les entreprises, les administrations et les élus concernés par la prospection pétrolière. Cette dernière, se pratiquant de plus en plus en milieu urbain, a entraîné de nombreuses plaintes.

MÉDECINE

Une semaine européenne contre le cancer

Le plan européen de lutte contre le cancer proposé par la France et adopté lundi par le conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE (le Monde du 17 décembre) se traduira dès février prochain par une semaine d'information centrée sur la prévention et le dépistage précoce des tumeurs. Avec la collaboration des associations de lutte contre le cancer, des documents traduits dans toutes les langues européennes seront diffusés. En outre, des expositions, des émissions de télévision, des jeux dans les écoles et des journées portes ouvertes dans les centres anti-cancéreux seront organisés. A cet effet, 2 millions d'ECU (près de 12 millions de francs) ont été débloqués pour l'année 1986 par la Commission européenne.

L'Académie de médecine contre la publicité sur les alcools à la télévision

A la suite de l'autorisation accordée par l'Etat à la future cinquième chaîne de télévision de faire de la publicité pour les boissons alcooliques de moins de 9 degrés (et donc, en particulier, pour la bière), l'Académie de médecine, dans un texte adopté à l'unanimité :

« S'élève de cette dérogation, alors que le cahier des charges des quatre chaînes de télévision autorisées prévoit l'interdiction de la publicité pour toute boisson alcoolique, quelle que soit la teneur en alcool ;

« Regrette de ne pas avoir été consultée sur une telle mesure qui risque d'augmenter l'alcoolisation des Français ;

« Constate la contradiction de cette décision avec les mesures sanitaires proposées par le premier ministre afin de mieux sanctionner la conduite des véhicules automobiles en état d'ivresse alcoolique ;

« Redoute que ce privilège accordé à une seule chaîne de télévision ne mène bientôt à la liberté de la publicité pour tous les moyens audiovisuels et toutes les boissons alcooliques ;

« Et demande instamment, dans l'intérêt de la santé publique, la suppression de cette dérogation aux pratiques actuelles ».

Le Disneyland français inquiète les élus locaux

L'Euroland de Marne-la-Vallée ne sera pas un parc champêtre où les tout-petits s'amuseront avec les effigies de Mickey et de Donald. Ce sera une ville nouvelle de près de 1 800 hectares, plantée autour d'un ou de deux centres d'attractions couvrant au maximum une centaine d'hectares, mais bourrés de gags technologiques et fréquentés par des adultes.

Voilà ce que recouvre aujourd'hui, comme le montre l'exemple américain, le vocable « parc d'attractions ». Une industrie lourde nécessitant d'énormes investissements technologiques et financiers. La construction et l'équipement du premier tiers du Disneyland de Marne-la-Vallée coûtera 25 milliards de francs. Un tel projet suscite évidemment des réactions très négatives chez les écologistes. Les « verts » d'Ile-de-France estiment que l'on

« sacrifie des milliers d'hectares de terres agricoles pour créer des emplois qui, pour la plupart, seront sous-qualifiés. Disneyland masque en réalité une gigantesque spéculation immobilière ».

Les Amis de la Terre dénoncent le « gigantisme de ces équipements de loisirs ». M^{me} Huguette Bouchard, ministre de l'environnement, indiquait la semaine dernière qu'il faudrait « être vigilant ».

L'association SOS-Environnement « désapprouve le projet » d'Euroland, qui va mobiliser d'énormes crédits en matière de routes et de transports en commun. « Ces crédits, ajoute l'association, ne pourront être utilisés pour améliorer le vie quotidien des habitants ».

Ces considérations rejoignent les soucis des élus locaux. « Nous voulons avoir notre mot à dire dans les négociations du gouvernement avec les Américains », a déclaré vendredi 20 décembre, M. Jean-Pierre Fourret, député socialiste de Seine-et-Marne et vice-président de l'Assemblée nationale.

Au nom des élus du secteur, il a souhaité que l'on trouve rapidement une solution à l'engorgement de la ligne A du RER, que l'on dégage de nouveaux crédits pour réaliser l'autoroute Roissy-Marne-la-Vallée-Orly. Il demande que les communes concernées se groupent pour défendre leurs intérêts et reçoivent l'assistance technique de l'établissement public de Marne-la-Vallée.

Big business aux États-Unis

Correspondance

Washington. — La « royauté magique » de Disneyland en Floride a fêté l'été dernier son trentième anniversaire. Pour célébrer le 250 000^e visiteur, Mickey, la fameuse souris, et Minnie sa femme, étaient présents, entourés du chien Pluto, de Donald le canard et d'un certain nombre d'autres artistes du petit et du grand écran.

Mais il faut bien l'admettre, peut-être avec regret : les personnages familiers des dessins animés de Walt Disney, les vieux animaux, ne sont plus les seules vedettes de l'empire de Disneyland. Certes, ils attirent toujours les petits mais les adolescents et les adultes, fascinés par les technologies et l'espace, délaissent le monde de la fantaisie et de la poésie.

Faut-il s'étonner si l'âge moyen des visiteurs des deux parcs de Disneyworld à Orlando et celui d'Anaheim en Californie est de vingt-sept à vingt-huit ans.

Dans le centre d'EPCOT (Experimental Prototype Community of Tomorrow), dernier fleuron de l'empire, offrant une vision futuriste du monde, l'âge moyen est de trente-quatre ans.

Distraire n'est pas, semble-t-il, la préoccupation exclusive de Disneyland, encore que les innombrables scénarios, les manèges, les montagnes russes, les trains, les

nautos tamponneuses, les jeux aquatiques, bref toutes les attractions classiques et perfectionnées attirent les foules. Par ses dimensions et sa réputation, l'empire de Walt Disney (trois installations aux États-Unis, une au Japon) reste le plus important des parcs d'amusement américains. Sans doute aussi le plus inventif. Les productions Walt Disney, tel est le nom officiel de l'empire, ont joué un rôle de pionnier en orientant leurs attractions sur un thème illustrant parfois les grands moments de l'histoire américaine ou les principales étapes du progrès scientifique.

Tous les autres parcs ont emboîté le pas et, par exemple à l'occasion d'une attraction sur la « marche vers l'Ouest », on peut vivre l'attaque d'une diligence par les Indiens Comanches.

Instruire

« Distraire et instruire », est devenu le mot d'ordre de Disneyland et des autres parcs américains. Le nouveau centre d'Epcot, qui a coûté un milliard de dollars, répond à ce souci. Ainsi, dans la forêt tropicale préhistorique de « l'univers de l'énergie », retraçant l'histoire des sources d'énergie, un dinosaure gigantesque sort d'un lac au moment précis du passage des visiteurs rassemblés sur une plate-forme mobile surplombant les eaux. Un soleil tropical, monté par des techniciens de

l'éclairage, s'illumine à l'horizon. Plus loin, à bord d'une capsule spatiale haute de dix-huit étages, on peut voir fonctionner un centre ultra-moderne de communication électronique. Les plus importantes sociétés américaines, soucieuses de promotion, n'ont pas manqué de participer à cette grande entreprise de vulgarisation scientifique.

Enfin, pour satisfaire la curiosité de millions d'Américains qui n'ont eu ni le temps, ni les moyens de découvrir le monde, EPCOT présente un palais italien, une pagode japonaise, un pub anglais et, bien entendu, une réplique de la tour Eiffel. EPCOT a augmenté de 3 % le nombre des visiteurs de Disneyland, dépassant aujourd'hui vingt-cinq millions annuellement.

L'exemple de Disneyland a jeté les bases d'une nouvelle industrie très florissante des parcs d'amusement, devenue un « big business », qui, en 1983, a contribué pour deux milliards quatre cents millions de dollars au PIB américain. Cette industrie est une source de revenus importants pour l'Etat fédéral, sans oublier les bénéfices substantiels que les communes avoisinantes tirent du passage des touristes. Rien que pour le centre d'EPCOT, on évaluait à environ six cents dollars le coût de trois jours de visite (hôtel, repas, transport, etc.) d'une famille de quatre personnes.

Le succès de Disneyland et d'un grand nombre d'autres parcs repose

sur une étude très sérieuse de marché et des changements intervenus dans les structures économiques et sociales. Ainsi, le temps et les revenus disponibles pour les loisirs ont augmenté. La récréation familiale s'est accrue, notamment avec l'amélioration de la situation économique. Les entreprises tiennent compte également des statistiques démographiques indiquant une diminution du pourcentage des jeunes de moins de dix-sept ans. D'autre part, le nombre des femmes ayant des enfants et qui travaillent a sensiblement augmenté. Or, on admet que les revenus de la femme qui travaille sont affectés à des dépenses non essentielles, comme celles des loisirs.

Enfin, les sociologues constatent un changement dans l'attitude des jeunes qui, dans les années 60, désignaient les distractions familiales. Pendant cette période de contestation, ils ne voulaient pas voyager avec leurs parents. Apparemment, ils se sont réconciliés avec leur famille et le nombre des déplacements familiaux a augmenté. Disneyland et les autres doivent maintenant satisfaire les goûts d'une clientèle qui a vieilli et évolue paradoxalement vers la formule à succès des premiers parcs d'amusement des années 20, baptisés alors les parcs « maman et papa ».

HENRI PIERRE.

RELIGION

APRÈS LA MISE EN DEMEURE DE L'ÉPISCOPAT

Le Comité catholique contre la faim s'interroge sur les motivations des évêques

Depuis 1961, année de sa fondation, c'est le premier heurt sérieux survenu entre le comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) et son autorité de tutelle, l'épiscopat français. Il peut être lourd de conséquences : non seulement le CCFD est le premier collecteur d'argent public destiné aux pays en voie de développement, mais par son double statut original de service d'église et de fédération d'associations reconnues d'utilité publique, il regroupe vingt-cinq mouvements qui sont des piliers traditionnels de l'action de l'Eglise en France (1).

Les vingt-cinq membres de l'assemblée générale viennent de se réunir à Paris, quelques jours après la publication du communiqué de l'épiscopat demandant au

CCFD de réviser certaines règles de son fonctionnement (le Monde du 14 décembre). Tout en se refusant à dramatiser, cette assemblée générale n'en a pas moins interpellé le droit de regard revendiqué par les évêques, notamment dans l'affectation des ressources du CCFD, comme un désaveu de l'action passée, et pour des motifs encore inexplicables.

Les raisons politiques ne peuvent être écartées. Depuis des années, le CCFD est accusé de sympathies marxistes et harcelé par la droite et l'extrême-droite. Que l'épiscopat ait voulu tenir compte de l'existence de tels courants dans l'opposition catholique, est une hypothèse que les responsables du CCFD ne veulent pas négliger.

Des raisons financières ? Comme celle du Secours catholique ou autres organismes de solidarité, les ressources du CCFD augmentent régulièrement à un rythme d'environ 20 % par an. Un résultat aussi favorable s'explique par la sensibilisation de l'opinion à la famine du Sahel et aux grandes catastrophes naturelles, mais aussi par des campagnes d'autopromotion auxquelles le CCFD consacre au moins un cinquième de son budget. Ce dynamisme propre le conduit à des actions de coopération avec des organismes bancaires, les pouvoirs publics, de grandes entreprises, des instituts de recherche ou des universités (2). « Les évêques, affirment des responsables du CCFD, s'inquiètent de voir un organisme, qui est sous leur

patronage, grandir de lui-même ».

Cela renvoie à la troisième raison supposée de l'intervention de la hiérarchie, tenant au « gouvernement » de l'Eglise.

Le droit à l'erreur

Le sentiment domine à l'intérieur du CCFD que des « priorités », comme la confiance dans les mouvements d'action catholique ou la compétence reconnue aux laïcs dans les questions temporelles sont en train de « basculer ». « L'ordination épiscopale ne confère pas nécessairement une compétence dans les questions de développement qui nous vient d'une expérience de vingt-cinq ans. »

Au demeurant, les responsables du CCFD revendiquent le droit à l'erreur. Le projet de subvention de 200 000 francs à un journal canaque de Nouvelle-Calédonie, qui semble avoir été à l'origine du mécontentement de l'épiscopat français, est à rapprocher des aides apportées par le CCFD à une quarantaine de radios libres ou de journaux, dont certaines comme au Chili, malgré leur caractère politique, servent à des évêques locaux, sans que la hiérarchie française s'en émeuve, comme pour la Nouvelle-Calédonie. Ce sont, disent les dirigeants du CCFD, les « risques » de la solidarité internationale, car « une chose est pour l'Eglise de faire, comme elle fait dans le rapport final du dernier synode, une option préférentielle pour les

pauvres, autre chose est de mettre la main à la pâte ».

Une nouvelle assemblée générale ordinaire du CCFD, prévue dans un mois, fixera les étapes d'un dialogue avec les évêques. Celui-ci sera long, car il devra prendre en compte des considérations juridiques (s'il faut réviser des statuts) et éthiques (si par exemple l'épiscopat estime avoir qualité pour gérer de l'argent public).

HENRI TINCO.

(1) La quasi-totalité des mouvements d'action catholique, scouts et guides de France, Secours catholique, œuvres missionnaires et secrétariat de l'enseignement catholique.

(2) Par exemple, les fonds communs de placement (« Faim et développement ») sous l'égide du Crédit coopératif, qui a rapporté, en moins de deux ans, 7 millions de francs au CCFD.

NATIONAL LOTO

2 Tirages MERCREDI + SAMEDI

Tirage du MERCREDI SEULEMENT

étrennes

CAGNOTTE EXCEPTIONNELLE

30 millions F

Samedi 28

NATIONAL LOTO

c'est facile, c'est pas cher, et ça peut rapporter gros

Le Monde ECONOMIE

LE BILAN ÉCONOMIQUE 1985

Entracte

Il est dans les annales de l'économie des temps de pause où les événements semblent en suspens. Ainsi l'année 1985 a connu une sorte d'entracte, dans la mesure où aucun bouleversement n'a marqué l'histoire, comme naguère le choc pétrolier, la crise mexicaine ou encore la croissance américaine. Rien ni personne n'a vraiment occupé le devant de la scène économique, sauf peut-être le dollar.

En URSS, une nouvelle génération est bien parvenue aux affaires, affichant son souci de modernisation, mais la traduction dans les faits en sera lente, tant sont lourdes les structures du système soviétique. Autre surprise : les pays du Sud-Est asiatique ont été pris d'essoufflement ; mais les quatre dragons, la Corée du Sud, Taiwan, Hongkong et Singapour, n'ont pas pour autant fini de cracher des flammes, à condition de réussir certaines reconversions.

De fait, il s'est opéré dans les coulisses, non pas une redistribution des rôles, mais une redéfinition des tâches face à un décor un peu moins contrasté. La croissance aux États-Unis s'est nettement ralentie, celle du Japon a légèrement fléchi, tandis que, en Europe, le rythme de l'activité ne se modifiait guère d'une année à l'autre. Convergence.

Ce rapprochement, même s'il s'est effectué par le bas - ce qui n'a pas permis de réduire en Europe un chômage qualifié d'incompressible et grave, surtout pour les jeunes générations, - a été compensé d'une poursuite de l'effort de l'inflation. La hausse des prix - dont le ralentissement dure depuis cinq ans - aura été la plus faible qui ait été enregistrée au sein de l'OCDE depuis 1969, ce résultat ayant été facilité

par la baisse des cours du pétrole et des matières premières, pénible pour certains pays du tiers monde.

La reprise, qui se poursuit depuis trois ans, est entrée dans une phase de « maturité », ont pu écrire, dans leur rapport de fin d'année, les experts de l'OCDE. Deux initiatives ont marqué dans le dernier tiers de 1985 cette maturation des esprits : à New-York, le 22 septembre, les grands signataires des cinq principaux pays de l'Ouest (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni) ont décidé d'une action concertée sur les taux de change. Résultat : le dollar, qui avait battu son record à Paris le 26 février (10,61 F) a fléchi (moins de 8 F).

À Séoul, le 8 octobre, à l'occasion de l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale, la secrétaire américaine au Trésor,

James Baker, présentait un plan qui porte son nom afin de venir en aide à quinze pays particulièrement endettés. Ce plan, soigné avec prudence par les grandes banques commerciales, constitue un premier pas vers une coopération plus grande dans le domaine du développement.

Pendant l'entracte, l'horizon s'est éclairci - Washington s'est même fixé par loi un délai afin d'éliminer son déficit budgétaire, source de tensions et de déséquilibres. Quant aux grands projets industriels, comme l'initiative de défense stratégique américaine et l'Europe européenne, l'antagonisme n'exclut pas un mutual renforcement. Sans tirer des plans sur la comète - des signes de déflation existent, avec le freinage du commerce mondial, - les perspectives apparaissent moins nébuleuses. Mais 1986 est une autre année...

MONNAIE

Après quatre années de règne absolu, en ascension continue, le « roi dollar » a été sinon vraiment détrôné, du moins fortement contesté, voire ébranlé en 1985. Son recul n'atteint 20 % vis-à-vis de toutes les monnaies, alors que l'année précédente, il avait encore progressé de 14 % à Paris et Francfort, de 12 % à Londres et de 7 % à Tokyo.

À l'origine de ce phénomène, il y a le ralentissement de l'économie et la baisse des taux aux États-Unis, qui ont diminué l'attrait exercé auparavant sur les capitaux étrangers, en quête des placements les plus rémunérateurs et les plus sûrs, notamment les emprunts du Trésor américain pour combler l'énorme déficit budgétaire. S'ajoutent la persistance de ce déficit budgétaire et le gonflement inquiétant des déficits de la balance commerciale et des paiements, dont l'ampleur a fini par alarmer les détenteurs de dollars.

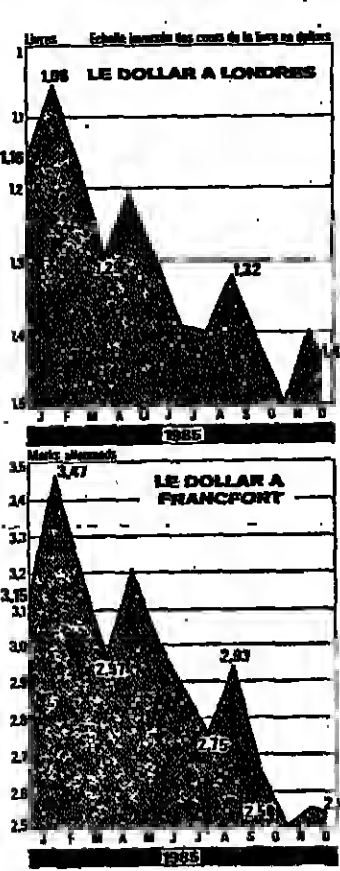
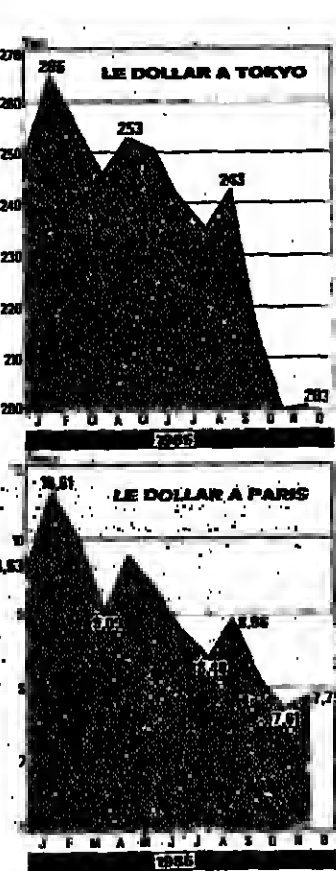
En outre, au début de l'automne, une action concertée des cinq grands pays les plus industrialisés (États-Unis, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Japon), destinée à faire baisser le billet vert, s'est montrée très efficace. Le fléchissement de la devise américaine a atteint, en trois mois, 12 % et même 17 % par rapport au yen.

L'année avait, pourtant, commencé en fanfare pour le dollar, qui, début février, accentuait le rythme de sa progression, passant, brutale-

ment, au-dessus du cours de 3,17 DM, atteint fugitivement en septembre précédent avant une intervention efficace de la Banque fédérale d'Allemagne qui cassa net son ascension. Le 26 février, le dollar battit, à Paris, tous ses records à 10,61 F, tandis qu'à Francfort il s'élevait à son niveau le plus élevé depuis l'automne 1971 (3,47 DM). Mais, de ce fait, il devenait de plus en plus vulnérable à une réaction « technique ».

Cette dernière ne manqua pas de se produire à la suite des propos percutants de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale des États-Unis, qui, à Washington, devant le Congrès, agita le spectre de la chute du « billet vert ». Ledit billet chuta de 6 % en moins de deux jours, dans une anarchie totale, pour, toutefois, se reprendre un peu. Mais le ressort de la hausse était cassé, d'autant que, les mois suivants, apparaissaient les premiers indices d'un ralentissement de la croissance, accompagné par un creusement rapide du déficit commercial.

Le flux de capitaux à destination des États-Unis fut moins important. Les cours du « billet vert » se mirent à fléchir, avec des à-coup inévitables, notamment en mai, où le dollar, qui était retombé à 9 F à Paris, bondit à près de 10 F. Mais la tendance demeurait résolument baissière, d'autant que certaines ban-



ques américaines connaissent des difficultés, de nature à inquiéter un peu les opérateurs.

En juillet, le dollar glissait en dessous du seuil fatidique des 3 DM à Francfort, et à Paris, « cassait » les 9 F, retrouvant ses cours d'août 1984. Il fléchissait encore en août, pour toutefois se raffermir en septembre, sur l'annonce de nouvelles plus satisfaisantes en provenance de l'économie américaine. Du coup, le « billet vert », qui était retombé à 2,75 DM, et 8,40 F, se raffermissait à près de 9 F et se dirigeait vers les 3 DM. C'en était trop, surtout pour le gouvernement américain qui, talonné par un Congrès déchaîné, prenait vraiment conscience des énormes dégâts causés à l'industrie - et à l'agriculture - des États-Unis par la surévaluation du dollar.

Pour éviter le déferlement d'une vague de protectionnisme, les Cinq se réunissent le 22 septembre à New-York, et décident de faire baisser le « billet vert » notamment par des interventions des banques centrales, avec, au premier rang, la Réserve fédérale. Cet « engagement » des États-Unis, répétant leur « douce négligence » des années précédentes, avait un effet magique sur les marchés des changes. Dans la semaine qui suivit, le dollar « plongea » de 6 %, amorçant un repli qui allait le ramener, en fin d'année, aux alentours de 2,50 DM, 7,70 F et 200 yens, soit 20 % environ de baisse en un an.

En Europe, contrairement à tous les pronostics, le recul du dollar n'a pas provoqué de tensions insupportables au sein du système monétaire de la CEE, tout au moins jusqu'à la mi-décembre, où la montée subite du mark, longtemps retardée, a commencé à entraîner des remous, la monnaie allemande s'établissant, néanmoins, à Paris, au même cours qu'un an auparavant (3,07 F). En revanche, la lire italienne, minée par une inflation encore assez forte et un déficit commercial croissant, a dû, fin juillet, subir une dévaluation de 6 %, à laquelle s'est ajoutée une réévaluation de 2 % des autres monnaies du SME. Sa baisse à Paris n'a dépassé 10 % en un an. De son côté, la peseta espagnole, qui, en théorie, flotte, mais évolue en « sympathie » avec le dollar, l'a particulièrement accompagné dans son repli, fléchissant de 11 % à Paris sur douze mois.

La livre sterling enfin, très éprouvée en début d'année par des rumeurs d'effacement de l'OEPE, et tombant à près de 1 dollar (niveau historique), 10,80 F et 3,53 DM, a dû être soutenue par les pouvoirs publics. Une très forte hausse des taux d'intérêt britanniques (jusqu'à 14 %) l'a, graduellement, fait remonter à plus de 12 F et de 4 DM en août, avant d'accompagner le dollar dans son repli et d'être affectée, à nouveau, par la menace d'une guerre des prix du pétrole.

DETTE

Les deux plus grands pays endettés du tiers-monde, le Mexique et le Brésil, se sont trouvés dans l'incapacité d'exécuter les programmes d'austérité demandés par le FMI. C'est l'échec médical qui eura un impactement le plus d'impact, car ce pays avait été présenté à l'envi par les organisations financières internationales et par les États-Unis, plus ou moins suivis par les autres pays créanciers, comme le « débiteur modèle ».

Le scepticisme grandissant qu'ont provoqué les thérapeutiques du FMI aura été plutôt renforcé qu'atténué par les premiers et spectaculaires succès remportés en Argentine. Le président Raúl Alfonsín a lancé, le 14 juin, une réforme monétaire de grande envergure conçue entièrement par des économistes argentins.

L'Argentine avait besoin de la signature du Fonds monétaire pour obtenir l'octroi par les banques de quelque 4,2 milliards de dollars d'argent frais. L'annonce des crédits nouveaux, en signe de confiance de la communauté financière internationale, était indispensable pour lancer la réforme - symbolisée par la substitution de l'austral à l'ancien peso - dans les meilleures conditions psychologiques.

C'est cet ensemble de circonstances qui ont amené l'administration Reagan à changer son fusil d'épaule. Pendant son premier mandat, le président et son équipe sem-

Ce bilan a été réalisé par Michel Boyer, Bruno Desbordes, Paul Fabra, Jacques Grall, Pierre Julien, Alain Lebaube, Eric Le Boucher, Serge Marti, Véronique Meunier, Michel Noblecoeur, François Rensard, François Simon et Alain Veraboles.

Déboires du FMI

Il apparaît que dans l'ensemble les banques ont pratiquement cessé d'accorder des crédits supplémentaires aux pays endettés du tiers-monde. De même, on a constaté, pour la première fois depuis la fin des années 60, une diminution de 5,5 % de l'ensemble des prêts consentis par le groupe de la Banque mondiale (15,3 milliards au lieu de 16,2 milliards de dollars).

Cette évolution est due à une réduction des demandes, ce qui semblerait indiquer que la voie tracée par M. Baker n'est pas la solution universelle. Signalons que la total des crédits alloués en 1985 par le FMI (6 milliards de dollars environ, contre 10 milliards des deux années précédentes) est retombé au niveau de 1982.

Deux autres événements méritent encore une mention spéciale. L'un est la décision prise par le gouvernement sud-africain de suspendre le remboursement du principal de la dette privée locale qui ne bénéficie pas de la garantie des Trésors des pays créanciers) s'élevant à quelque 13,6 milliards de dollars sur un total de 23,9 milliards. La décision, qui devait expirer à la fin de l'année, a été unilatéralement prorogée jusqu'au 31 mars 1986, faite d'un accord avec les banques étrangères qui craignent un boycott de leurs propres clients.

L'autre est la conclusion, pour la première fois depuis décembre 1981, de deux accords de rééchelonnement de la dette publique polonaise. Le premier, conclu en juillet, portait sur les très importantes échéances, s'élevant au total à quelque 12 milliards de dollars, des années 1982, 1983 et 1984 ; le deuxième, négocié en novembre, porte sur les 1,3 milliard de dollars de dettes échues en 1985.

ECHANGES

Contraste brutal : après avoir en 1984 progressé de 2 % en volume, le commerce mondial ne se serait accru que de 3 % à peine - entre 2 % et 3 %, selon les experts du secrétariat du GATT. Ce taux serait ainsi voisin de celui qui avait été enregistré en 1983. Entre les seuls pays industrialisés, « occidentaux », le commerce aurait progressé de 3,5 % au lieu de 8,5 %.

Le rebond de 1984 était lié pour l'essentiel à la traction des États-Unis (la vigueur de l'activité et la force du dollar ont tiré les importations américaines, en provenance du reste du monde). Les ralentissements de 1985 a surtout touché l'Europe, dont les échanges auraient reculé, mais aussi les matières premières. Il n'est donc concerné principalement l'OEPE et les pays en voie de développement, qui ont aussi subi une baisse sensible des cours de leurs produits de base.

Toutefois, les échanges des produits manufacturés ont, eux aussi, fléchi. Selon les experts de l'OCDE, les exportations des pays membres dans ce domaine ont augmenté de 5,5 % en 1985 contre 10 % en 1984, tandis que leurs importations se sont accrues de 7,5 % au lieu de 15 %. Globalement, le commerce des produits manufacturés aura progressé de 5,5 %, contre 11 %.

Face à une « menace d'asthénie », les experts de Genève ont, en 1985, souligné qu'un « renforcement des disciplines commerciales doublé d'une plus grande ouverture des marchés est un moyen supplémentaire important d'imprimer une forte impulsion à la production et à l'emploi dans tous les pays du monde ». Aussi, comme en 1984, les réunions se sont multipliées sur les bords du lac Léman pour le lancement de nouvelles négociations commerciales multilatérales (NCM), après le Kennedy round (1964-1967) et le Tokyo round (1976-1979).

Confrontés à un très lourd déficit de leur balance commerciale, qui met en péril des secteurs entiers de leur économie et renforce les pres-

Au ralenti

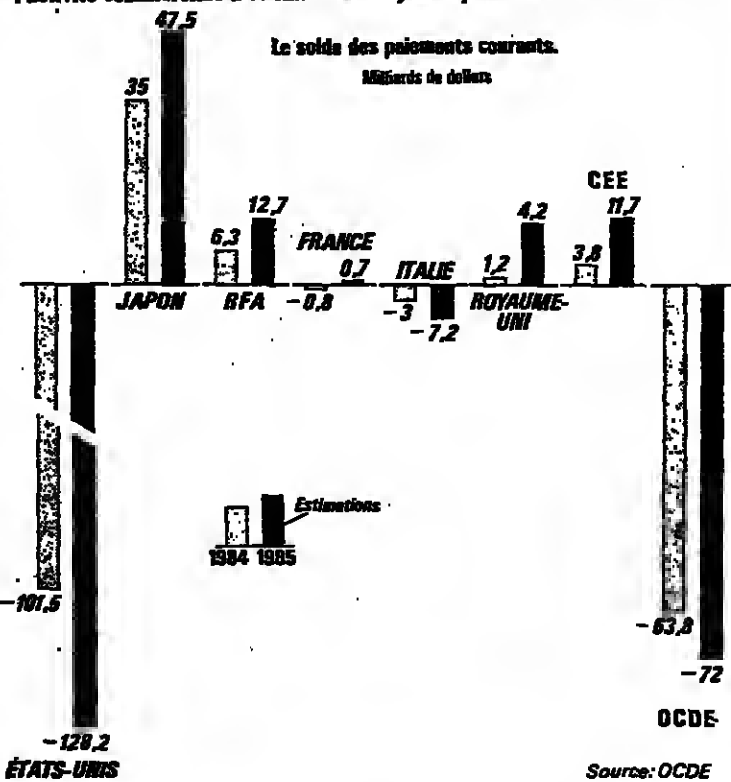
sions protectionnistes, les États-Unis ont mené le jeu. Ils ont obtenu satisfaction, puisqu'il a été décidé, fin novembre, à Genève, que le lancement officiel des NCM aurait lieu en septembre 1986.

Ainsi, le Brésil, l'Inde ou d'autres pays en développement ont renoncé à leur opposition. Même si la question reste ouverte, la libéralisation des échanges de services (700 milliards de dollars pour tous les « invisibles »), demandée par Washington et redoutée par le tiers-monde, figurera à l'ordre du jour ; mais la mise au point d'une réglementation en ce domaine prendra des années.

Parallèlement, un déplacement de l'activité commerciale a continué de

s'effectuer. Déjà en 1984, les échanges transpacifiques avaient, pour la première fois, dépassé en valeur le commerce transatlantique. Ils s'élevaient situés au-dessus de 200 milliards de dollars pour un commerce mondial évalué à 2 000 milliards environ.

Changement : l'OEPE, qui représentait 15 % des exportations mondiales en 1980, n'en assurait plus début 1985 que moins de 9 %. En revanche, Taiwan et la Corée du Sud ont exporté plus de produits manufacturés que la Suède et la Suisse ; mais, souligne-t-on au GATT, « les fournisseurs dynamiques sont en même temps des clients dynamiques ». A terme...



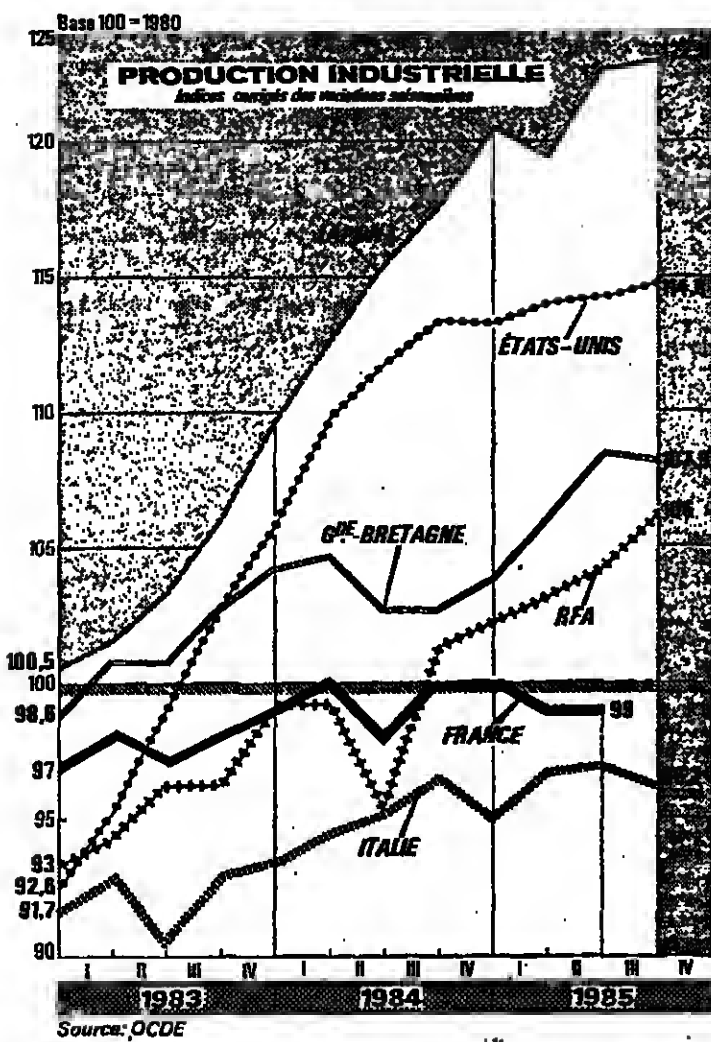
Source: OCDE

صكرا من الامال

ACTIVITÉ

Si 1984 a été l'année de la reprise, 1985 a été celle de la stabilisation. Les dernières estimations de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) font apparaître un recul de l'activité, mais non un effondrement pour les vingt-quatre pays qui font partie de l'organisation.

De 4,9 %, la croissance en volume du PNB est revenue à 2,8 %. Cette diminution s'est faite par ajustement entre les principaux pays industrialisés, hormis le Japon, qui n'a que légèrement fléchi d'une année sur l'autre (5,8 % en 1984, 5 % en 1985).



Les États-Unis, en perdant plus de quatre points (2,5 % contre 6,8 %), rejoignent le peloton des pays de la Communauté européenne qui ont maintenu leur faible rythme de production (2,3 %). La moyenne, cette fois, cache moins de disparités. En apparence tout au moins, car on note de fortes dissimilitudes dans les évolutions internes. Ainsi, toujours aux États-Unis, la demande intérieure, bien que moins forte qu'en 1984, est restée soutenue (4,5 %), mais on a assisté à un fort détachement et à la poursuite de la dégradation de la balance commerciale. Les importations

Un atterrissage en douceur

ont augmenté de 7 % - après 27 % en 1984 - tandis que les exportations diminuaient de 4,5 % alors qu'elles avaient repris un an auparavant (+4,7 %). Il en est résulté une chute spectaculaire (en progression) de la production industrielle : celle-ci n'augmente plus que de 2,5 % contre 11,6 % en 1984.

Partout ailleurs, la demande intérieure a été stimulée d'une faiblesse inattendue... note l'OCDE. Au Japon notamment, la consommation privée (+2,7 %) et l'investissement (+2,7 %) également n'ont pas progressé plus rapidement, contrairement à ce qui avait été

industrielle n'en a pas moins progressé fortement de 5,7 %, les exportations de biens et services s'étant maintenues au rythme très élevé de l'année précédente.

L'Allemagne fédérale donne un autre exemple de ce qui s'est passé en 1985 pour la plupart des pays industrialisés : la croissance s'est ralentie au second semestre. Négative de 0,2 % pour le pays d'outre-Rhin, au cours des six premiers mois, elle a augmenté de près de 6 % en fin d'année.

C'est également le cas pour la France, qui rattrape une partie de son retard au second semestre. Contrairement aux autres pays, c'est sous l'effet de la demande intérieure que s'est produit le dégel, la consommation privée s'accroissant brusquement au deuxième trimestre ainsi que l'investissement industriel. La production industrielle est restée légèrement négative sur l'ensemble de l'année, les chefs d'entreprise ne réagissant que tardivement à la reprise de la demande.

Quant à la Grande-Bretagne, elle poursuit la reprise amorcée depuis cinq ans, mais à un rythme moins vif qu'en 1984, notamment pour ce qui concerne la production industrielle : après 4 % l'année précédente, celle-ci a progressé de 2,5 % en 1985.

La phase de reprise (une douzaine de trimestres) est jugée relativement longue, seule celle de 1975-1980 la surpassant. Les experts du chœur de la Monnaie pensent que cette fois-ci il est possible qu'une politique plus prudente ait permis un atterrissage en douceur... à l'issue d'une période de redressement rapide, facilitant ainsi le passage à une croissance plus équilibrée et plus durable... Cet optimisme, bien que tempéré par d'autres considérations, se fonde sur le fait que, pour cette dernière période, priorité a été donnée à la lutte contre l'inflation, à la limitation des dépenses publiques et aux restructurations de l'appareil productif.

Il n'en reste pas moins que certains déséquilibres persistants menacent la relative stabilité que connaissent les pays de l'OCDE. Les États-Unis ont joué un rôle encore plus important que précédemment dans la reprise. En 1983 et en 1985, ils ont assuré environ 70 % de la croissance de la demande totale, alors que dans le passé leur contribution était de l'ordre de 40 % à 50 %. Il en est résulté un déséquilibre de la « locomotive » américaine.

La situation budgétaire des États-Unis n'est pas plus rassurante. L'importance de la dette publique peut compromettre la maîtrise de l'inflation, et donc tout remettre en cause. En fin d'année, le Congrès s'est enfin décidé à prendre des mesures pour imposer une réduction progressive du déficit budgétaire.

prévu il y a un an. On note à ce propos un fort et inattendu recul de l'investissement public (-6,5 %), alors que celui-ci reste stagnant depuis 1982. La forte croissance dont a encore bénéficié ce pays tient au rythme toujours soutenu de ses exportations (+7,7 %) lié à une progression beaucoup plus faible de ses importations (+1,7 % contre +12,5 % en 1984).

La faiblesse de la demande intérieure a été surtout marquée en Allemagne fédérale, où elle n'atteint pas un point de croissance sur l'année. La production

PRIX-SALAIRES

L'effort de désinflation réalisé dans la plupart des pays industrialisés a porté ses fruits. En 1985, les prix ont augmenté au même rythme qu'en 1984 - aux environs de 5 % - avec même une légère décélération pour les sept principaux pays de l'OCDE.

Plusieurs facteurs ont concouru à cette réussite, et d'abord la forte baisse des prix des matières premières, malgré la reprise de la production industrielle qui se manifeste, notamment aux États-Unis et au Japon depuis trois ans. S'y ajoute la chute des cours des produits pétroliers provoquée par l'insécurité dans lesquels s'est trouvée l'OPEP de contenir sa production et de rivaliser avec le marché libre.

Toutefois les experts soulignent à l'envi l'effet qui a été fait par les hausses de prix de la forte réduction des progressions salariales enregistrées dans les principaux pays industrialisés. On se souvient des conclusions des accords salariaux conclus en 1984 aux États-Unis. Les syndicats ont accepté, pour les trois années suivantes, des augmentations du salaire de base inférieures à l'inflation. Les augmentations consenties sont les plus faibles qui aient été accordées depuis dix-sept ans... Près du quart des salariés avaient même accepté, dans un premier temps, une réduction ou un blocage de leurs salaires.

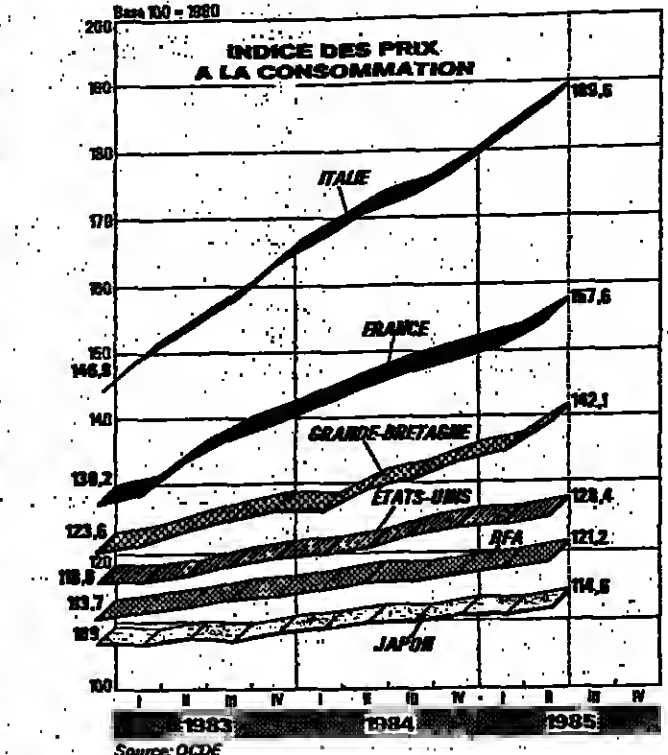
La même sagesse s'est prévalu un peu partout ailleurs, après que les pouvoirs publics aient réussi à contraindre, voire à supprimer, les mécanismes d'indexation des salaires sur les prix. L'OCDE analyse ce phénomène en soulignant qu'il a certainement conduit à une modification des comportements, dans les négociations salariales. On peut aussi considérer que le choc a joué un grand rôle, la crainte du chômage étant le commencement de la modération. Mais l'attitude des pouvoirs publics a été déterminante si l'on se réfère à ce qui s'est passé lors du premier choc pétrolier de 1973.

A cette époque, les gouvernements n'avaient pas su s'attaquer au problème des rémunérations, de sorte que les salaires avaient évolué comme si la crise n'existait pas. Six ans après, quand est survenu le second choc pétrolier, les taux d'inflation, bien que réduits, s'élevaient encore à quelque 10 % (9,8 % en 1979 pour l'ensemble des

La spirale brisée

pays de l'OCDE, contre 13,4 % en 1974). On assistait à une nouvelle poussée en 1980 (12,9 %), mais, cette fois, les gouvernements ne laissent pas le moteur s'emballer et mettent en œuvre des politiques qui ont rapidement porté leurs fruits. Il leur a suffi de trois ans pour faire diminuer de moitié le taux d'inflation.

En 1985, la Grande-Bretagne a connu un début d'année difficile, vite corrigé au troisième trimestre grâce à une stabilité parfaite de ses prix sur les mois de juillet, août et septembre.



le ramenant à des niveaux comparables à ceux de 1970.

Cette décélération est encore plus sensible si on ne prend en considération que les sept principaux pays de l'OCDE, qui réalisent à eux seuls 80 % du PNB de la zone (États-Unis, Canada, Japon, Allemagne fédérale, France, Grande-Bretagne, Italie). Ceux-ci ont en moyenne connu une hausse des prix de 4,5 % dès 1983, malgré les taux encore élevés enregistrés en 1984 (14,6 %) et en France (9,6 %).

En 1985, seule l'Italie est restée en retard, bien qu'elle soit enfin pas-

revanche, la Grande-Bretagne a connu un début d'année difficile, vite corrigé au troisième trimestre grâce à une stabilité parfaite de ses prix sur les mois de juillet, août et septembre.

C'est bien évidemment l'Allemagne fédérale qui s'est tenue la vedette, avec des hausses de prix de 0,2 % en juillet et de 0,3 % en août, réduisant son taux d'inflation à zéro pour les six mois se terminant en octobre, et ne dépassant pas 1,8 % sur douze mois. Les États-Unis faisaient 3,2 %, le Canada 4,2 %, le Japon 2,3 %, la France 4,9 %, la Grande-Bretagne 5,4 %, l'Italie 8,1 %.

ÉNERGIE

1985 restera probablement dans les annales énergétiques l'année du tournant. Les producteurs, après avoir tenté pendant quatre ans de tenir à bout de bras les prix élevés arrachés au cours de la décennie précédente, ont compris que la crise était durable et s'adaptent, en conséquence, leur stratégie commerciale. Qu'il s'agisse du pétrole, qui reste l'énergie dominante, et dont les prix sont directs, ou du gaz voire du charbon ou de l'électricité, le marché, fondamentalement orienté à la baisse depuis 1981, a repris l'un de ses droits.

L'OPEP, après moult hésitations, a décidé en décembre de mettre fin à son rôle de gardien des prix mondiaux, pour tenter de reconquérir

une part du marché plus substantielle qu'il avait été ravalié par les autres producteurs non membres de l'Organisation. Elle a donc adapté ses tarifs aux cours du marché au jour le jour, amorçant ainsi un nouveau mouvement de baisse des prix mondiaux du pétrole.

Les principaux producteurs de gaz ont, eux aussi, tiré les leçons de la crise : les Pays-Bas, l'URSS, la Norvège et le Canada, ont tous accepté de reviser les contrats à long terme signés au début de la décennie pour les adapter aux nouvelles conditions du marché.

Le charbon et même l'électricité ont également vu se développer un marché « spot » de ventes, à très

court terme, à des prix fluctuants, venant verser la balance EDF. En Europe, à l'été 1985, dans le cadre de « ventes à bien plaisir », les exportations au jour le jour de courant vers tous ses voisins, profitant des surcapacités de production de son parc de centrales nucléaires. Les cours du charbon, tirés par la chute des cours du rail américain ont également continué de s'affaiblir.

Fait nouveau, l'évolution des monnaies a permis, pour la première fois depuis quatre ans, aux consommateurs en Europe, de bénéficier de ces baisses. En France l'essence a diminué en un an de 15 %, le gaz est resté stable, et l'électricité n'a progressé que de 3 %.

AGRICULTURE

Un nouveau record céréaliier, une amélioration en Afrique, des échanges et des prix mondiaux en chute, tels sont les grands traits de 1985. Selon la FAO, la récolte céréalière mondiale devait atteindre 1841 millions de tonnes, soit 37 millions de plus que le précédent record de 1984.

Cette progression est essentiellement due aux céréales secondaires, car la récolte de blé diminue, revenant de 523 à 513 millions de tonnes. Le volume du riz (paddy) reste inchangé, 470 millions de tonnes. Grâce à ces récoltes abondantes et mieux réparties, le volume des échanges baisse de 13 %, avec 189 millions de tonnes, soit le niveau le plus bas enregistré depuis la campagne 1978-1979. Les achats des pays développés diminuent beaucoup plus fortement que ceux du tiers-monde : -19 % contre -6 %.

Globalement les prix mondiaux sont en chute de 15 % pour le blé, de 20 % et plus pour le maïs et le riz. Les stocks céréaliiers pourraient atteindre, selon la FAO toujours, 361 millions de tonnes à la fin de la campagne 1985-1986. La plus grosse partie de ces stocks est détenue par les États-Unis, qui traversent une grave crise agricole. Leur part dans le total mondial s'élève à 41 % contre 29 % un an auparavant. Dans ce pays, la production s'est élevée à 65,8 millions de tonnes de blé (-6,8 %), 268,5 millions tonnes de céréales secondaires (+13,2 %), dont 218 de maïs (+12,3 %), le volume record, 6 millions de tonnes de riz et 37,4 millions de tonnes de soja (+13,4 %).

Toujours les céréales

Dollar trop fort qui freine les exportations et baisse de la valeur des terres du fait de leur moindre rentabilité sont à l'origine de milliers de faillites d'exploitations aux États-Unis, entraînant dans leur sillage les difficultés des banques. Le ministre de l'Agriculture estimait fin décembre à 195 milliards de dollars l'endettement de l'agriculture aux États-Unis. L'exercice commercial s'élève à 11,5 milliards. Il était de 26,6 il y a cinq ans.

En fin d'année, le Congrès et la Maison Blanche ont élaboré avec difficulté une nouvelle loi agricole prévoyant une forte baisse des prix de soutien afin de diminuer les dépenses fédérales consacrées à l'agriculture et de relancer les exportations.

La forte baisse du commerce international et des exportations américaines provient de la réduction des achats soviétiques. Pour la campagne 1984-1985, l'URSS a acheté 55 millions de tonnes de céréales (28 de blé, 27 de céréales secondaires) dont près de 19 millions de tonnes aux États-Unis, volume record. A la moitié de la campagne 1985-1986, les achats soviétiques aux États-Unis n'étaient que d'environ 5 millions de tonnes. Pour l'ensemble de la campagne, on prévoit que Moscou importera 34 millions de tonnes de maïs, moitié blé, moitié céréales secondaires.

La récolte soviétique est estimée à 95 millions de tonnes pour les céréales secondaires (+13 %) et 85 millions de tonnes pour le blé (+12 %).

Dans l'ensemble des pays en développement, la production de céréales augmente de 204,2 à 207,7 millions de tonnes de blé, de 275,5 à 285,3 de céréales secondaires, de 444 à 444,3 de riz (paddy).

En Afrique, la production céréalière totale atteindra 80 millions de tonnes contre 63. La situation est moins alarmante du fait d'une pluviosité normale. La FAO estimait que seuls cinq pays devraient recourir à une aide alimentaire exceptionnelle (Angola, Botswana, Éthiopie, Mozambique, Soudan).

Le Zimbabwe et le Malawi, ainsi que d'autres régions à l'intérieur des États africains disposent d'excédents exportables.

L'aide alimentaire totale recensée par la FAO s'est élevée à 12,3 millions de tonnes, dont 7,4 millions de tonnes en provenance des États-Unis. Pour l'exercice en cours, le volume de l'aide serait de 10,8 millions de tonnes.

L'année céréalière 1985 sera aussi caractérisée par l'émergence des pays nouvellement exportateurs : Suède, Autriche, Hongrie, Inde, Thaïlande et Chine.

Dans l'ensemble de l'Europe, enfin, occidentale et orientale, la production céréalière est en retrait. Pour la CEE, qui poursuit sa politique de réduction des excédents (lait, sucre et viande bovine), la diminution atteint 13 % pour le blé avec 66 millions de tonnes et 4,5 % pour les céréales secondaires avec 71,4 millions de tonnes.

MATIÈRES PREMIÈRES

Dollar, pétrole, stocks. Placés au beau milieu de ce « triangle magique » - chute de la monnaie américaine, net repli des prix du brut et excédent général de l'offre pour la quasi-totalité des produits - les matières premières ont plongé en 1985. Seuls l'aluminium, le café et, de façon plus marquée, le sucre, ont manifesté une certaine résistance en fin d'année, mais la grave crise du marché de l'étain, intervenue le 24 octobre, a sonné comme un coup de mort sur le London Metal Exchange.

Les pays industrialisés ont en tirer profit économique de ce fléchissement du dollar, du pétrole et des matières premières. Les yeux rivés sur l'évolution de leurs approvisionnements, ils ont constaté avec satisfaction les conséquences favorables sur leurs indices des prix de détail. A titre d'exemple, les prix internationaux des matières premières importées par la France ont reculé de près de 20 % entre le moment où le « billet vert » culminait à son plus haut niveau historique - c'était à la mi-février - et celui où la devise américaine s'est stabilisée autour de 7,70 francs en fin d'année.

Tel n'est pas l'avis, bien sûr, des pays producteurs, notamment des nations en voie de développement confrontées à une grave diminution d'une de leurs plus importantes ressources en devises. A la fin du troisième trimestre 1985, les prix des principaux produits de base (métaux, caoutchouc, textiles, denrées, céréales...) avaient chuté de près de 35 % par rapport à la moyenne des cours enregistrée en 1980. Au cours de l'année 1984, la baisse s'est naturellement accentuée, ainsi qu'en témoignent les plus indices considérés comme les plus représentatifs du marché des matières premières.

A la fin décembre, l'indice américain Moody's, calculé en dollars,

Le plongeon

à l'établissement aux alentours de 930, soit un recul de 4 % environ en douze mois, tandis que l'indice britannique Renter, exprimé, lui, en livres sterling, représentait de 6 % pour se situer à 1 800, approximativement.



Les cours de l'étain ont basculé de 15 % jusqu'à la fermeture, le 24 octobre, du marché de Londres.

vement à la même date. Or rien à l'horizon économique ne semble en mesure d'inverser durablement cette tendance. Selon l'Association des instituts européens de conjoncture économique, les prix des produits de base, alimentaires et industriels, vont continuer à fléchir au cours des prochains mois en dépit d'une meilleure santé des économies occidentales.

Paradoxe. La reprise de la production industrielle, qui avait traditionnellement pour effet de « tirer » la demande et, donc, de soutenir les cours ne joue plus cet effet d'équilibre. L'influence grandissante des fluctuations monétaires a mis à bas ce schéma, encore que la récente baisse du dollar n'ait pas relancé la

hausse pour autant les matières premières comme on aurait pu s'y attendre.

Enfin - et ce n'est pas le moindre des éléments qui ont sérieusement perturbé ce secteur en 1985 - le

pilote plus ou moins ardu des stocks stratégiques destiné à maîtriser le marché et la présence d'accords internationaux - dont la renégociation s'avère de plus en plus difficile - ont entraîné un recours accru aux grands marchés à terme, accusés par certains d'amplifier les fluctuations de cours « normales », ce qui constitue sans doute une menace supplémentaire pour les pays producteurs.

C'est ainsi que la Bolivie risque fort de faire les frais de la tourmente qui s'est abattue sur le marché de l'étain à la City, alors que maisons de courtage et banques créditrices ont bien du mal à faire se concilier des positions restées longtemps antagonistes.

ÉTATS DÉFICIT

Le déficit des États-Unis en 1985 s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la France s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la Grande-Bretagne s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de l'Allemagne fédérale s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit du Japon s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de l'Italie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la RFA s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la Suisse s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la Belgique s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la Hollande s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la Norvège s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la Suède s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de l'Autriche s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la Hongrie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la Pologne s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la Tchécoslovaquie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République tchèque s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République fédérale de Yougoslavie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République populaire de Yougoslavie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Serbie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Croatie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Bosnie-Herzégovine s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Macédoine s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Roumanie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Bulgarie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Grèce s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Turquie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Espagne s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Algérie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Égypte s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Libye s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Tunisie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Maroc s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Arabie saoudite s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Irak s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Iran s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Afghanistan s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République du Pakistan s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République du Bangladesh s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République du Népal s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République du Sri Lanka s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République du Malawi s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République du Zimbabwe s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République du Botswana s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Namibie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Angola s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Mozambique s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Swaziland s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Lesotho s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Botswana s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Namibie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Angola s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Mozambique s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Swaziland s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Lesotho s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Botswana s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Namibie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Angola s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Mozambique s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Swaziland s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Lesotho s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Botswana s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Namibie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Angola s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Mozambique s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Swaziland s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Lesotho s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Botswana s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Namibie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Angola s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Mozambique s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Swaziland s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Lesotho s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Botswana s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Namibie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Angola s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Mozambique s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Swaziland s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Lesotho s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Botswana s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Namibie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Angola s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Mozambique s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Swaziland s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Lesotho s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Botswana s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Namibie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Angola s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Mozambique s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Swaziland s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Lesotho s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Botswana s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Namibie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Angola s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Mozambique s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Swaziland s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Lesotho s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Botswana s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Namibie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Angola s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Mozambique s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Swaziland s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Lesotho s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Botswana s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Namibie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Angola s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Mozambique s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Swaziland s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Lesotho s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Botswana s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Namibie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Angola s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Mozambique s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Swaziland s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Lesotho s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Botswana s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Namibie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Angola s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Mozambique s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Swaziland s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Lesotho s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Botswana s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Namibie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Angola s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Mozambique s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Swaziland s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Lesotho s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Botswana s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Namibie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Angola s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Mozambique s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Swaziland s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Lesotho s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Botswana s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Namibie s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République d'Angola s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Mozambique s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Swaziland s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 26,6 en 1984. Le déficit de la République de Lesotho s'est élevé à 11,5 milliards de dollars, contre 2

EMPLOI

Quelles que soient les politiques économiques menées de par le monde, celles-ci ont trouvé leurs limites, en 1985, dans la lutte contre le chômage. Aucun pays n'a pu se prévaloir de résultats significatifs et, en conséquence, n'a servi de modèle. Même les États-Unis de M. Ronald Reagan, qui avaient pourtant connu un spectaculaire succès l'année précédente, ont été incapables de réduire leur chômage.

Comme si, après une période de redressement, il s'agissait d'un nouveau défi à relever, le chômage a continué de croître, dans le cas de l'Amérique du Nord, de récupérer tous les emplois perdus pendant le second choc pétrolier. A croire qu'un malade incurable de chômage doit demeurer et qu'une structure nouvelle de l'emploi s'échafaudait, pour le meilleur comme pour le pire.

L'aventure américaine, de ce point de vue, se révèle exemplaire. On avait pu croire que, la création massive d'emplois survenant d'abord dans le secteur des services, le mouvement serait ensuite relayé par l'industrie. Il n'en a rien été, bien au contraire. Certes, on a bien enregistré des niveaux records successifs, le nombre de personnes occupées a continué de croître, mais les postes de travail supplémentaires n'ont pas fondamentalement modifié la configuration de l'activité salariale.

La puissance du dollar et l'importance des importations étaient, bien entendu, les motifs invoqués pour expliquer cette situation. Il n'empêche : avec 8,3 millions de chômeurs et 1,3 million de « chômeurs découragés » chaque mois, d'un bout de l'année au bout de l'autre, la référence américaine voyait son éclat se ternir, et, avec elle, ses imitations européennes.

Dans des genres différents, en effet, la Grande-Bretagne de M. Thatcher et l'Allemagne fédérale de M. Kohl n'ont pas semblé mieux réussir. Le premier ministre comme le chancelier ont paru buter sur les mêmes seuils, l'un au-dessus des 3,3 millions de chômeurs, l'autre avec un taux moyen de 8,7 % de la population active.

A Londres, où, il est vrai, l'interminable grève des mineurs a très certainement assanti quelques

Le chômage incompressible

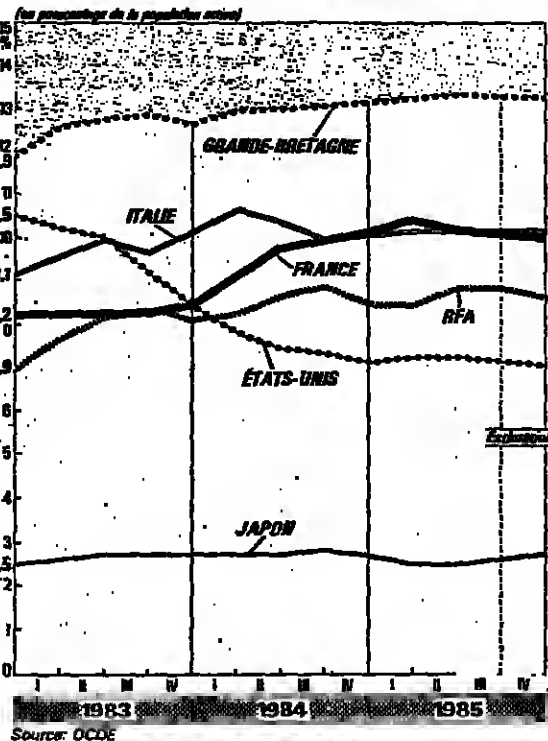
chances, on estime à 450 000 le nombre de chômeurs intégrés dans des programmes sociaux. Il a même fallu prendre des mesures en faveur des chômeurs de longue durée. Dans neuf régions-tests, et à titre expérimental, une allocation de 20 livres par semaine sera versée pendant six mois aux chômeurs de plus d'un an qui accepteraient un emploi rémunéré moins de 80 livres par semaine.

A Bonn aussi, on multiplie les programmes d'aide par crainte de réveiller de vieux fantômes : en novembre, le niveau de chômage n'avait jamais été aussi élevé depuis la guerre... Ainsi le gouvernement fédéral a-t-il accepté, en octobre, un projet de loi, destiné à prolonger les indemnités pour les chômeurs de longue durée en fonction de leur âge : seize mois pour les plus de quarante-cinq ans, vingt mois pour les plus de cinquante ans, vingt-quatre mois pour les plus de cinquante-cinq ans. Les chômeurs de plus de cinquante-huit ans ne

seront plus, en outre, soumis à l'obligation de chercher un emploi. Même le Japon n'obtient pas de résultats probants, malgré le dynamisme industriel et commercial dont il continue à donner l'exemple. Non seulement il ne décolle pas d'un taux de chômage évalué à 2,7 % environ, mais de plus en plus nombreux sont ceux qui en viennent même à suspecter les statistiques japonaises, accusées de ne pas rendre compte d'une réalité moins satisfaisante.

En fait, il apparaît progressivement, à ce point d'équilibre, que tous les pays développés subissent à des degrés divers des symptômes de même nature, si ce n'est communs. Le marché du travail va se diversifier - au Japon, la sous-emploi provient des entreprises sous-traitantes, de l'emploi des femmes, du regain de l'activité agricole - pour se décomposer en plusieurs catégories. On trouve, d'un côté, les emplois liés aux activités des entreprises compétitives et, de l'autre, des emplois adaptés aux conditions intérieures.

TAUX DE CHÔMAGE PAR PAYS



Source: OCDE

SYNDICATS

Si un relâchement de la politique de rigueur n'a été observé en 1985 pour les salaires, il n'a pas pour autant entraîné une cure de jouvence pour les organisations syndicales. Le pouvoir d'achat a progressé dans la plupart des pays industrialisés : mais le syndicalisme n'a pas pour autant retrouvé la vigueur perdue.

Dérèglement ? Effet d'une certaine reprise économique ? Toujours est-il que l'évolution du pouvoir d'achat de 1984 à 1985 est passée de + 1,9 % à + 2 % au Japon, de + 0,6 % à + 0,7 % en Allemagne fédérale, de + 0,7 % à + 1,2 % en Italie. La tendance est encore plus favorable en Grande-Bretagne et en France : dans le premier pays, on est passé d'un quasi-maintien du pouvoir d'achat du salaire brut (- 0,1 %) en 1984 à une hausse de 2,9 % en 1985 ; dans le second, la perte de 0,5 % en 1984 s'est transformée en gain de 0,3 % en 1985. Par contre, aux États-Unis, les salaires ont vu leur pouvoir d'achat progresser de 1,2 % en 1985 contre 1,4 % en 1984.

Aux États-Unis, l'industrie automobile s'est de nouveau distinguée. General Motors a prévu pour son usine Saturn, qui fabriquera le modèle de petite cylindrée de la firme, un système de rémunération flexible, une partie du salaire variant chaque mois en fonction des bénéfices, de la productivité et de la qualité. Chez Chrysler, à l'issue d'une grève des soixante mille ouvriers américains et des dix mille ouvriers canadiens, les salariés ont obtenu par des primes le rattrapage partiel des sommes perdues pendant la période de difficultés. Mais ils ne sont pas pour autant assurés de voir leur pouvoir d'achat garanti.

En Grande-Bretagne, M. Thatcher, ministre des Prévisions économiques, a fait depuis le début de l'année un lâché du lest sur le plan salarial, y compris dans la fonction publique, où certaines catégories de hauts fonctionnaires ont eu droit à des augmentations oscillant entre 32 % et 46 %. Dans le Benelux, la situation est plus contrastée : le pouvoir d'achat a progressé d'environ 2 % aux Pays-Bas, mais il a reculé d'environ 1 % en Belgique.

En Italie, le gouvernement dirigé par M. Bettino Craxi, socialiste, a été conforté dans sa politique de remise en cause progressive de l'échelle mobile par l'échec du référendum voulu par le Parti commu-

Moins de vigueur

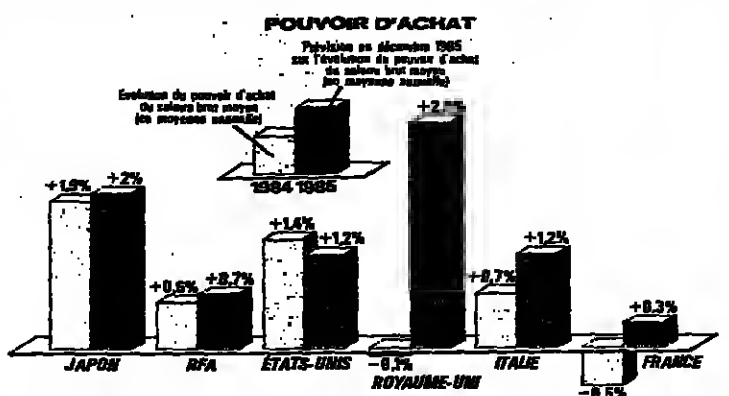
niste, mais les salariés devraient gagner du pouvoir d'achat par rapport à l'année précédente.

En Suède, le gouvernement social-démocrate de M. Olof Palme n'a pas atteint son objectif, la hausse des salaires étant supérieure aux 5 % souhaités afin de contenir l'inflation.

Malgré un relâchement de la rigueur qui s'est manifesté aussi de façon en Suède, c'est souvent dans les pays à direction socialiste ou

avec un gouvernement socialiste perçu comme l'allié objectif du patronat, mais ses tentatives de mobilisation ont échoué, y compris sa journée nationale d'action interprofessionnelle du 24 octobre. Les autres syndicats ont jugé plus utile d'attendre les échéances électorales de 1986 que de guerroyer avec le gouvernement Fabius.

L'année 1985 restera cependant marquée sur le plan social par la fin de la grève des mineurs en Grande-



social-démocrate que les relations avec les syndicats se sont révélées le plus conflictuelles. Ainsi M. Palme a dû affronter une importante grève des fonctionnaires et plus généralement la grogne de la Confédération LO, pourtant proche des sociaux-démocrates, mais lassée de l'austérité.

En Espagne, M. Felipe Gonzalez a essayé la fronde des Commissions ouvrières (proches des communistes) du syndicat UGT, lié au Parti socialiste. Une grève générale, un recours devant le Bureau international du travail, des manifestations ont illustré cette guérilla entre le pouvoir socialiste et les syndicats à propos d'un projet de loi - finalement adopté - réformant les retraites en remettant en cause le montant initial des pensions.

En Italie, les confédérations CGIL, CISL et UIL ont esquissé un rapprochement pour proposer en commun une réforme du système d'indexation des salaires sur les prix, mais aussi pour observer une grève de deux heures contre un projet de budget soupçonné de porter atteinte à la protection sociale. En France, la CGT est entrée en guerre ouverte

Bretagne. Une grève d'un an qui s'est soldée par un échec complet pour M. Arthur Scargill, lequel a même vu, alors que les fermiers de puits commencent, un syndicat dissident de mineurs se créer. Le TUC, en subissant le contre-coup, a frôlé une scission sans pour autant en conjurer la menace pour l'avenir. En Allemagne fédérale, la politique sociale du chancelier Kohl n'a provoqué une semaine d'action en octobre ; mais le dialogue a été renoué au sommet entre le gouvernement, le patronat et le DGB, qui, pour la première fois depuis 1977, se sont rencontrés au sommet.

Toutefois, c'est peut-être aux États-Unis que le mouvement syndical a pris le plus conscience de la nécessité de s'adapter. Le nombre d'adhérents des syndicats affiliés à l'AFL-CIO est tombé en effet de 20,1 millions en 1980 à 17,4 millions en 1984. Si les méthodes du passé ne marchent plus, a affirmé la confédération américaine lors de sa convention bi-annuelle, il faut en trouver de nouvelles. Elle a ainsi entamé une réflexion sur une nouvelle pratique syndicale. Une réflexion dont pourrait s'inspirer nombre d'organisations en Europe.

FINANCES PUBLIQUES

Dans les grands pays industriels, il devient de plus en plus ardu de maintenir la rigueur budgétaire. Du côté des dépenses, est en cause la survie même de certains secteurs subventionnés et des fondements de la protection sociale. D'où l'hésitation des pouvoirs publics à aller plus loin.

De côté des recettes, le credo libéral prôné au nom de l'allègement des impôts et des charges sociales pour stimuler l'investissement et la création d'emplois. De plus, le ralentissement de l'expansion depuis le début de 1985 aux États-Unis et au Japon freine les rentrées fiscales.

ÉTATS-UNIS : déficit record

Le discours réaganien, dénonçant gaspillage et boulimie financière de la bureaucratie, contraste avec le gonflement incessant des déficits.

L'exercice budgétaire 1985 (1^{er} octobre 1984 - 30 septembre 1985) s'est soldé par un découvert record : 212 milliards de dollars contre 185 en 1984. Les recettes sont revenues de 20,8 % à 19 % du PNB entre 1981 et 1985, à la suite d'allègements fiscaux, ce qui n'a pas empêché les dépenses fédérales d'augmenter d'un point de PNB. Les économies envisagées sur les crédits civils n'ont pu être réalisées intégralement, tandis que les budgets militaires bénéficiaient d'une sollicitude particulière. La hausse des taux d'intérêt a fait le reste. Ainsi, en 1985, les dépenses militaires ont encore progressé de 9,5 % en valeur, les charges de la dette de 16 %. Les subventions à l'agriculture, secteur en crise et fief électoral républicain, ont presque doublé.

Avec un déficit fédéral à 5,5 % du PNB, l'exercice budgétaire croissant des collectivités locales a laissé le besoin de financement public global à près de 4 % du PNB, un chiffre aussi élevé qu'en 1984.

Le budget de 1986, commencé le 1^{er} octobre 1985, ne se présente pas sous de meilleurs auspices. Le blocage politique demeure total, le Congrès n'entendant pas assumer seul, à quelques mois d'élections législatives, la responsabilité du redressement financier. La Chambre des représentants, à majorité démocrate, n'acceptait de réduire les dépenses sociales qu'en échange de restrictions sur les crédits de défense et d'un tour de vis fiscal, obligeant M. Reagan à jeter aux orties sa réputation de président anti-impôt. Or l'intérêt tient à conserver son image pour la postérité et défend

avec vigueur le budget du Pentagone. On s'est donc contenté de reconduire à peu près les dispositions de la loi de finances précédente, avec une impasse de 172 milliards de dollars, susceptible d'être largement dépassée.

JAPON : austérité sans faille

La loi de finances pour l'exercice 1985 (1^{er} avril 1985 - 30 mars 1986) s'inscrit dans le cadre de la politique de « reconstruction budgétaire » sur laquelle le premier ministre Nakasone a été réélu. L'objectif est de résorber rapidement le déficit de l'État, qui avait culminé à 6 % du PNB en 1980. Pour 1985, le déficit est estimé à 3,7 % et l'ensemble des administrations dégage, compte tenu d'une sécurité sociale fortement excédentaire, un besoin de financement ne dépassant pas 1,5 % du PNB.

La progression des dépenses est limitée à 3,7 % en valeur. Hormis les intérêts de la dette publique, dont la hausse est incompressible à court terme (+ 12 %), les dépenses régressent en termes réels, sauf sur les chapitres de la défense et de l'aide au tiers-monde. En l'absence d'allègement fiscal, le simple glissement des barèmes d'imposition et la situation prospère des entreprises assurent un accroissement très supérieur des recettes (+ 11,5 %).

Pour le budget de 1986, qui prendra fin en mars 1987, la loi de finances limite à 1,5 % la progression nominale des dépenses, à l'exception des intérêts versés sur les emprunts publics (+ 16 %). Aucun allègement fiscal n'est retenu. La marche forcée vers l'équilibre se poursuit, avec un déficit estimé à 3,6 % du PNB pour les opérations de l'État et à moins de 1 % pour le secteur public.

BESOIN DE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (en pourcentage du PNB)

	1984	1985 (estimation)	1986 (prévision)
États-Unis	-3,4	-3,9	-3,7
Canada	-2,7	-2,7	-2,3
Japon	-6,3	-1,7	-1,1
Allemagne	-1,9	-1,2	-1,2
France	-2,8	-3,3	-3,2
Italie	-13,5	-13,4	-13,1
Royaume-Uni	-3,8	-3,4	-3,6
Les Sept	-3,8	-3,8	-3,5

(Source: OCDE)

Un besoin de financement exprimé par le signe - correspond au déficit de l'ensemble des comptes de l'État, des régimes sociaux, des collectivités locales.

ROYAUME-UNI : comment « masser les chiffres »

Dans le budget de 1985 (1^{er} avril 1985 au 30 mars 1986), le gouvernement annonçait une diminution substantielle des besoins de financement du secteur public, ramenés de 10,2 à 7,1 milliards de livres (80 milliards de francs). On prévoyait un sérieux freinage de l'évolution des dépenses nominales (+ 3,5 %), alors que les ressources augmentaient sensiblement (+ 7,5 %), malgré une réduction des cotisations sociales sur les bas salaires, destinée à encourager la création d'emplois.

Le montant réel du découvert à financer est estimé à la fin de 1985 à 8 ou 9 milliards de livres. Des dérapages successifs ont rendu peu crédible la fameuse « stratégie financière à moyen terme » des conservateurs, qui prétendaient ramener le déficit public de 5,6 % du PIB en 1980 à moins de 2 %. Dans les faits, ce déficit s'est stabilisé autour de 3,9 % depuis 1981. Encore faut-il préciser que les nombreuses cessions d'actifs publics au secteur privé ont été traitées comme des diminutions de dépenses.

Les premières indications sur le budget de 1986 (1^{er} avril 1986 - 30 mars 1987) indiquent que les dépenses hors intérêts de la dette seraient plafonnées à 139 milliards de livres (+ 3,6 %), mais avec 4 milliards de livres d'économies fictives au titre de la privatisation et du fonds de réserve.

M. Thatcher envisage un allègement d'impôt d'un minimum 2 milliards de livres en avril 1986, en vue des élections de 1988, qui seront peut-être anticipées. Dans ces conditions, le déficit de 1986 risque d'avoiser encore 3 % du PIB.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE : un peu plus de souplesse

Le budget de 1985 a marqué une nouvelle étape dans le rétablissement des finances publiques. Le déficit des administrations est estimé à 95 milliards de marks (105 milliards de francs), soit 2 % du PNB. Après un « pic » à 3,8 % du PNB en 1981, il n'a cessé de régresser.

En 1985, l'expansion soutenue de l'économie a facilité les choses en gonflant les recettes (+ 5 %). Mais a été poursuivie une discipline méticuleuse à l'égard des dépenses, en progression effective de 3 %, soit à peine plus que la hausse des prix. Les collectivités locales, dont les budgets sont plus importants que celui du Bund, n'ont pas failli à la rigueur. Seule la sécurité sociale a bénéficié d'une latitude relative, compensée par un effort de restriction sur les investissements publics et les transferts.

Avec la loi de finances pour 1986, la politique d'austérité se fait

moins sévère. Grâce à la marge de manœuvre dont dispose désormais le gouvernement, les contribuables vont bénéficier d'une réduction d'impôt de 11 milliards de marks. Cette mesure ne fera d'ailleurs que stabiliser le ratio prélèvements obligatoires/PNB, en hausse ces dernières années.

L'accroissement en valeur des dépenses de l'État sera contenu à 2,3 %, malgré l'élargissement des autorisations à tailler franchement dans les subventions aux secteurs en difficulté structurelle (charbonnages, aciéries, construction navale). Le solde à financer pour l'ensemble des administrations, stabilisé en valeur, deviendrait légèrement inférieur à 2 % du PNB.

ITALIE : le gouffre s'élargit

Le déficit budgétaire, qui est beaucoup plus élevé qu'ailleurs, s'aggrave d'année en année. La loi de finances de 1985 se fixait comme objectif de le stabiliser en valeur, à 96 300 milliards de francs, ce qui représentait une légère baisse

par rapport au PIB. On comptait y parvenir en limitant à 7 % le glissement des dépenses courantes de l'État, hors intérêts de la dette, et en dégageant des recettes nouvelles. Cet objectif n'a pas été atteint. Le Parlement tardant à voter la réforme des taux de la TVA et de l'imposition des travailleurs indépendants. Dès février 1985, on releva à 100 000 milliards de francs le déficit « tolérable ». Le dépeuplement des crédits de sécurité sociale aggravait encore le découvert du secteur public, estimé à 107 000 milliards, soit 15,6 % du PIB, après 15,5 % en 1984.

Le budget de 1986 ne traduit pas une véritable ambition de redressement. Faute de resserrer la pression fiscale, l'ajustement est encore une fois attendu d'une stabilisation en termes réels des dépenses de l'État (+ 6 % en valeur). Le besoin de financement des administrations est prévu à 110 000 milliards de francs (450 milliards de francs) soit 14,8 % du PIB, et cela sous réserve de l'adoption hypothétique de 4 000 milliards de francs de recettes supplémentaires.

GRANDS PROJETS

Les cillères sont tombées. La fantasia poussée de la croissance aux États-Unis en 1984 et la poursuite de l'expansion du Japon ont fait prendre conscience aux Européens que leur retard se creusait. Colloques et rapports d'experts se multiplient, consolidant tous à tour un constat alarmant. Dans presque tous les secteurs de pointe, les pays de marché des entreprises du Vieux Continent régressent.

Le déficit commercial de la CEE dans l'électronique a atteint 9 milliards de dollars en 1983. Si la tendance se poursuit, il sera de 26 milliards de dollars dans dix ans. Dans les semi-conducteurs, cœur de la troisième révolution technologique, les Européens fournissent encore 14,5 % des besoins mondiaux en 1975. Leur part est aujourd'hui réduite à 9 %.

Faut-il chercher ailleurs une explication au fait que, depuis le premier choc pétrolier de 1973, les États-Unis ont créé 14 millions d'emplois nets, le Japon 3 millions, tandis que l'Europe en perdait 2 millions ?

SOS pour l'Europe. Il fallait d'abord plus réagir que le programme de la « guerre des étoiles » du président Reagan allait donner un coup de fouet supplémentaire, de 26 milliards de dollars sur cinq ans,

à la recherche américaine sur les secteurs avancés de la micro-électronique, des matériaux nouveaux, du laser, de l'optique, des grands ordinateurs et de l'intelligence artificielle. Six secteurs qui sont aussi, justement, ceux privilégiés par le MITI japonais (ministère du commerce extérieur et de l'industrie).

M. François Mitterrand allait se servir de l'initiative de défense stratégique (IDS) de la Maison Blanche comme d'un révélateur du retard et comme d'une arme contre l'euro-pessimisme ambiant. L'idée d'Eureka est lancée en avril par l'Elysée, à la fois pour répondre à l'IDS et empêcher que les Européens n'y participent en sous-traitants des Américains et aussi pour relancer l'idée européenne de façon originale.

Convaincus que la CEE n'avance guère du fait du caractère institutionnel et bureaucratique de son fonctionnement, les promoteurs d'Eureka veulent d'abord accélérer les coopérations entre industriels et déboucher sur des produits concrets. Eureka n'est pas un programme précis de recherche, mais un cadre qui doit remplir les entreprises en s'associant et en proposant leurs propres projets. A elles l'initiative.

Un espoir européen

Les dix-huit pays européens répondent de façon favorable sur le principe d'Eureka. La Grande-Bretagne, souvent rétive sur les coopérations européennes, indique son intention d'y « participer pleinement ». La RFA, en revanche, est longtemps hésitante, avant de s'engager. Des groupes de travail se créent, et les ministères des affaires étrangères et de la recherche réunis à Hanovre, début novembre, s'entendent sur une « charte » et arrêtent une première série d'une dizaine de projets (le principe est retenu du pilotage par un secrétariat léger et souple).

Le convoi Eureka est ainsi mis sur les rails en sept mois, ce dont Paris se félicite. Reste à donner de la vitesse à la machine, et tout dépendra des crédits disponibles et de la persévérance des États et des industriels européens à croire en eux-mêmes. Paris tenait à ce que le programme dépasse la CEE, évite toute bureaucratie et soit, en somme, complémentaire de ceux lancés par Bruxelles dans les nouvelles technologies, ESPRIT sur l'informatique et RACE sur les télécommunications. Les fonctionnaires européens inquiets d'être continués, ont bataillé pour que le projet ne leur échappe pas en vantant leurs réussites.

EMPLOI

Pratiquement sans discontinuer, la situation du chômage aura évolué d'un bout à l'autre de l'année 1985 entre la stabilité et les périodes de baisse dont l'explication n'est pas aisée.

Même s'ils avaient des effets positifs, les travaux d'utilité collective (les TUC) et les stages de formation en alternance, par exemple, ne pouvaient répondre de tout. Parallèlement pour les aides au retour pour les travailleurs immigrés (20.000 environ) ou celles réservées aux chômeurs créateurs d'entreprise (64.800 en novembre), malgré leur succès évident.

Alors ? Plusieurs indices montrent que le marché du travail réagit favorablement à ce qui pourrait être une timide reprise économique. En neuf mois, la perte des effectifs salariés n'a été que de 0,4 %, soit l'équivalent du recul d'un seul trimestre en 1984, année où 234.000 emplois ont disparu. Plus significatif encore, le travail temporaire enregistre une progression, ainsi qu'en témoignent les indicateurs fournis par les deux syndicats professionnels de l'intérim. L'un annonce une croissance d'activité de l'ordre de 25 % au premier semestre, pour le nombre de contrats signés; ce que de l'autre corrige en évaluant à 17 % l'augmentation du nombre d'heures travaillées. Enfin, et ce depuis quelques mois, on assiste à une brusque dégringolade du nombre de journées indemnisées au titre du chômage partiel (- 26 % en novembre).

En outre, ces facteurs favorables pourraient traduire un ajustement spontané des effectifs en fonction des besoins de la production.

Mais ce mouvement n'est pas que conjoncturel. Il s'accompagne d'une modification de la structure du marché du travail, et même d'un bouleversement dans les mécanismes qui caractérisent le chômage. La part des licenciements économiques, dans les causes d'insertion à l'ANPE, tend à diminuer (14,5 %). En revanche, les arrivées à la fin d'un contrat de travail à durée déterminée ou d'une mission d'intérim

L'ajustement

représentent désormais la moitié des cas (47,3 %).

Ainsi, tandis que le marché de l'emploi s'ajuste, l'évolution du chômage s'explique maintenant par la précarité, une rotation de plus en plus rapide s'effectuant entre la perte de travail et une période d'indemnisation. La mobilité, la souplesse ou la fluidité, pour ne pas parler de la flexibilité, deviennent le lot commun pour ceux qui peuvent s'habituer à ces nouvelles règles, les autres étant condamnés à demeurer longtemps dans le chômage (30 % de chômeurs ont une ancienneté supérieure à un an).

A cette profonde mutation correspondent des difficultés accrues pour le financement de l'assurance chômage et du régime d'assistance institué depuis 1984. Le nouveau système d'indemnisation, issu d'un accord entre les partenaires sociaux, était une fois de plus compromis par la réapparition d'un déficit. Des négociations durent reprendre, d'abord à l'été pour revaloriser l'allocation de fin de droits, ensuite à l'automne pour définir une nouvelle convention et se donner les moyens d'atteindre l'équilibre financier. Contraints et forcés, négociateurs syndicaux et patronaux durent décider d'une augmentation des cotisations et d'un aménagement des prestations, au nom de la solidarité, finalement.

Si le sens des responsabilités dont ont fait preuve, en la circonstance, les partenaires sociaux (seule la COT n'a pas signé) a pu être salué, il faut également souligner que l'ampleur du problème posé était des plus graves. Le nombre de chômeurs indemnisés, par rapport au nombre de demandeurs d'emploi, est passé de 63,8 % à 71,3 % en un an, en novembre. Surtout, le nombre de chômeurs indemnisés par l'allocation de solidarité a progressé de 161,4 %, l'allongement des durées de chômage entraînant une croissance exponentielle de la population de ceux qui, ne disposant d'autres ressources, doivent faire appel au régime d'assistance.

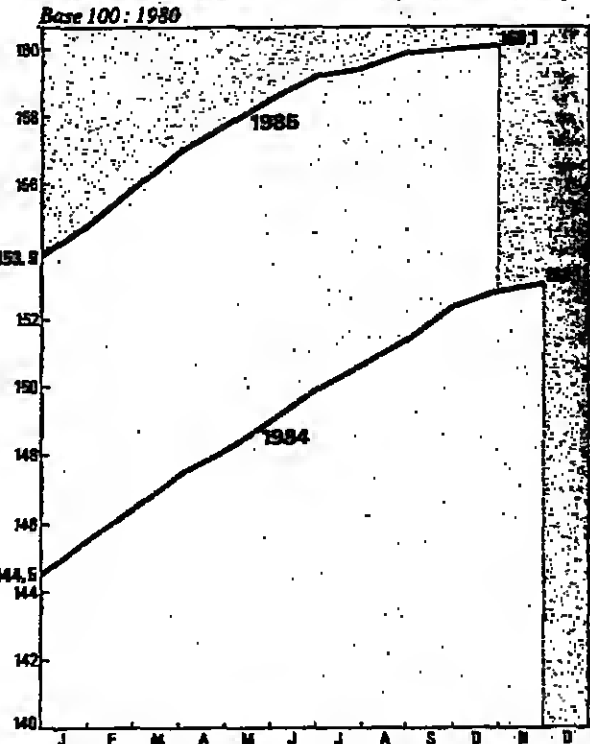
PRIX-SALAIRES

La France a rejoint en 1985 le peloton des pays sages en ramenant son taux d'inflation au niveau, et même légèrement en dessous, de celui de l'ensemble des pays de la CEE, qui était, fin octobre, de 5,1 % pour les douze derniers mois. C'est, pour la Communauté européenne, le taux le plus bas depuis 1970. Pour la France, il fallait même remonter à 1968 pour retrouver un résultat

où l'on soupçonne les services de la Rue de Rivoli de forcer un peu le trait pour arranger les comptes. S'agissant de la hausse des prix, l'enjeu est différent puisque c'est de la prédétermination du taux d'inflation que dépendront les hausses nominales de salaires.

Le gouvernement Mauroy a imposé, en effet, à l'initiative de

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION



comparable à celui qui était enregistré en novembre (4,8 %). Ainsi était réalisé l'objectif gouvernemental d'un taux d'inflation ne dépassant pas 5 %.

On s'en réjouissait Rue de Rivoli, où l'on espérait que, du même coup, les partenaires sociaux prendraient en considération l'objectif d'une hausse de 2,9 % pour 1986. Ce genre de prévisions ne sont pas toujours prises avec sérieux, dans la mesure

M. Jacques Delors, que les négociations salariales portent sur les objectifs retenus et non sur les taux d'inflation passés. Cette dans nouvelle n'a pu jouer que dans la mesure où les résultats de hausses de prix en fin d'année ne s'écartaient pas trop des prévisions établies par d'un an auparavant. C'est pourquoi la coïncidence réalisée en 1985 permet de contenir à nouveau la progression des salaires.

La décélération

Maintenir cette progression, c'est, particulièrement pour la France, la condition essentielle de la lutte contre l'inflation. Ce principe, qui faisait partie du plan de rigueur instauré en mars 1983, a été maintenu, de telle sorte que, en 1984 et pour la première fois en vingt-six ans, la hausse du salaire horaire ouvrier a été inférieure à celle des prix. Le revenu disponible des ménages, quant à lui, a régressé de 0,7 % tant en 1983 qu'en 1984.

Il n'a pas été de même en 1985. Le pouvoir d'achat du salaire brut moyen a cessé de régresser pour augmenter très légèrement (+ 0,3 %). Le salaire horaire ouvrier s'est, lui, aussi amélioré en fin d'année, doublant même la hausse des prix au troisième trimestre et gagnant en pouvoir d'achat sur l'ensemble de l'année.

Pourtant, dans la fonction publique, le gouvernement a continué d'imposer sa volonté, entraînant à son exemple l'ensemble du secteur public. Il a cependant accepté une clause de sauvegarde du pouvoir d'achat, celle-ci étant susceptible de jouer en 1985. Les augmentations de salaires ne devaient pas dépasser en niveau 4,5 %, ce qui reste inférieur à la hausse des prix en moyenne sur l'année.

Si se trouve que, dans le secteur privé, la politique salariale a respecté les orientations du gouvernement, ce qui confirme l'effet d'entraînement du secteur public. A cet égard, si, selon la presque totalité des accords, les augmentations devaient se situer dans la limite de 4,5 %, on pouvait craindre quelques dépassements en fin d'année, comme si entreprises et salariés avaient voulu s'accorder un peu de répit.

Le mouvement ne revêtait pas cependant une telle ampleur qu'il paraisse de nature à remettre en cause l'équilibre des prix et des salaires. La désinflation est bien restée à l'ordre du jour en cette fin d'année.

AGRICULTURE

Une chute des revenus

La politique de limitation des productions lancée au plan européen en 1984 s'est poursuivie en 1985. Un nouveau programme d'incitation à la cessation d'activités dans le domaine laitier a été établi. Quarante mille éleveurs en avaient profité en 1984; il y en eut dix mille en 1985.

Le volume des livraisons de l'agriculture a marqué un léger recul, imputable surtout aux productions animales. En valeur, ces livraisons n'augmentent que de 0,5 % et atteignent, selon l'estimation provisoire faite en novembre par la commission des comptes de l'agriculture de la nation, 273,9 milliards de francs.

Bien que les consommations intermédiaires aient diminué en volume (- 0,8 %), avec une hausse des prix moins forte qu'en 1984 (4 % au lieu de 7,5 %), la valeur ajoutée dégagée par la branche agricole diminue de 1,6 % et s'établit à 148,8 milliards de francs. Il en résulte une baisse du revenu agricole brut moyen par exploitation de 7,1 %. Les comptes de la nation ont estimé à 3 % la diminution du nombre d'exploitations, ce qui marque une accélération brutale (1,8 % en 1980).

La récolte de céréales inférieure au record de 1984 reste excellente avec 25 millions de tonnes de blé et 7,7 millions de tonnes d'orge. Celle de maïs bat son record absolu, à 12 millions de tonnes. 1985 fut l'année du marasme de la pomme de terre avec une chute des prix de 70 %.

Les producteurs de vin ont fait une bonne année avec une production de 68 millions d'hectolitres et une hausse moyenne des prix de 17,5 %.

L'ensemble des productions bovines est en retrait, alors que les prix se maintiennent au niveau de l'inflation tandis que la collecte laitière diminue de 2,5 %.

On a assisté à une baisse de compétitivité de l'outil de production agricole. Les gains de productivité, du fait de la baisse des cours, ne profitent pas aux agriculteurs, qui réduisent leurs investissements.

BUDGET

Les comptes du secteur public ont été plus déficitaires en 1985 qu'ils ne l'avaient été en 1984. Les besoins de financement des administrations qui avaient représenté 2,8 % du PIB en 1984 sont passés - selon les prévisions officielles - à 3,2 % en 1985. En 1986, les mêmes prévisions officielles ne prévoient aucune amélioration malgré un relèvement - pris en compte - des cotisations sociales. Une explication partielle à la persistance de ces déficits : les prélèvements obligatoires (impôts cotisations sociales) se sont réduits en 1985 de 0,8 point selon les données officielles.

En 1985, le déficit du budget de l'Etat a été plus important que prévu et les excédents de la Sécurité sociale se sont très fortement réduits. Globalement, les résultats, quand ils seront définitivement arrêtés, pourraient être moins déficitaires qu'envisagés, dans la mesure où, fin 1985, les rentrées de TVA

pour de très nombreuses opérations de reports de dépenses d'une année sur l'autre, ainsi que pour des versements de crédits qui rendent impossible le contrôle parlementaire.

Lorsqu'il fut voté à la fin de l'année 1984 par le Parlement, le budget de 1985 prévoyait un déficit de 140,2 milliards de francs représentant exactement 3 % du produit intérieur brut; 1.006,3 milliards de dépenses, 867,3 milliards de francs de recettes, soit une impasse de 138,9 milliards de francs, à laquelle s'ajoutait un déficit de 1,2 milliard de francs sur les opérations dites « temporaires » représentant un excédent des prêts consentis par l'Etat sur les remboursements de ces prêts.

En décembre 1985, le « collectif » de fin d'année (loi de finances rectificative) portait à 149,6 milliards de francs le déficit, ainsi gonflé de

Le difficile équilibre

velles venant de poches sur la CACOM - calculs basés sur le taux d'intérêt au logement - le Fonds national d'amélioration de l'habitat et sur les stocks des matières premières.

Côté dépenses, les intérêts de la dette publique ont dépassé de 5 milliards de francs le chiffre retenu à la fin de 1984. Ce dérapage s'explique par le fait que les taux d'intérêt ont moins baissé que prévu (on avait visé 8,5 % en moyenne contre 9,5 % réalisés). Dérapage également sur les garanties à l'exportation et les bonifications d'intérêt (+ 1,6 milliard). L'Etat français a dû d'autre part payer 3 milliards de francs pour compenser - selon les nouvelles règles - les moindres versements de la Grande-Bretagne au budget de la CEE. De plus, 2,5 milliards de francs ont été rattachés aux PIT, l'Etat ayant trop prévu en 1982 et 1983 sur ce budget annexé par rap-

port aux bénéfices des postes et télé-

communications. (Cf. la décision du Conseil constitutionnel de décembre 1984.) Pour les armées, 500 millions de francs ont été accordés pour 2,5 milliards demandés. An total, 24,6 milliards de francs de crédits nouveaux ont été ouverts, mais 13,8 milliards supprimés pour un solde négatif de 10,9 milliards. Fin 1985, le budget de l'Etat s'était donc davantage déséquilibré : de 2,6 milliards sous forme de moins-values de recettes et de 10,8 milliards sous forme de dépenses supplémentaires, soit au total 13,5 milliards de francs. Ce chiffre était cependant ramené à 9,4 milliards de francs grâce à 4 milliards de francs d'excédents sur les comptes spéciaux du Trésor, en fait par la voie de remboursements anticipés en FDES (Fonds de développement économique et social) de prêts accordés à certaines entreprises publiques, notamment à la RATP.

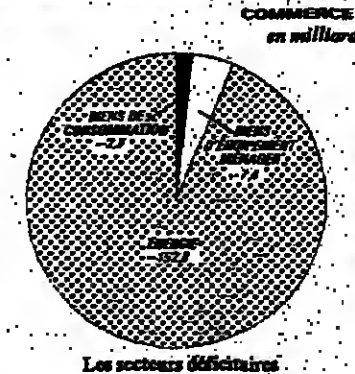
La mode de la décentralisation a gagné le monde. Par conséquent, les gouvernements socialistes conservateurs ou progressistes, ils mettent à leur programme une réduction des prélèvements obligatoires, des décentralisations à l'Etat, à des niveaux jamais atteints auparavant.

Sans doute en matière de décentralisation les socialistes ont-ils été timides. En l'absence d'une loi dite de respiration du secteur public - promise désormais par M. Fabius pour la prochaine législature - un tel mouvement légal ne pouvait être que discret. Pourtant la cession de certaines filiales de groupes publics, la mise en Bourse d'autres filiales ont montré la voie. La mise en place de modes de financement de ce secteur nationalisé par l'épargne privée a aussi renforcé - au fur et à mesure que les groupes y faisaient un appel croissant - la banalisation, le retour à la norme, de ces entreprises nationales.

En revanche M. Bérégovoy n'a pas légué sur la décentralisation, même si les réformateurs de cette mode peuvent trouver qu'il a maintenu l'essentiel (60 % des produits qui entrent dans le calcul de l'indice des prix restent contrôlés, et l'assouplissement du contrôle des changes demeure pour partie symbolique). Qu'il s'agisse de décentralisation sectorielle (dans l'énergie par la suppression des contraintes en matière d'approvisionnement de produits pétroliers, dans le secteur ban-

ECHANGES

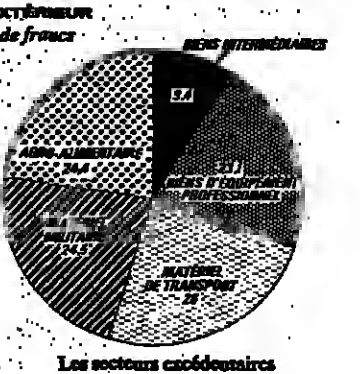
Le commerce extérieur de la France a été marqué en 1985, par un retour à l'équilibre de la balance des paiements courants, après les lourds déficits de 1982 (79,3 milliards) et de 1983 (33,8 milliards). Le tourisme, une fois encore, a joué un rôle prépondérant dans ce réajustement, en dégageant un excédent



Le tourisme

record de l'ordre de 30 milliards de francs contre 27 milliards en 1984.

La balance commerciale, quant à elle, est restée déficitaire, s'établissant en fin d'année à peu près au même niveau que celui de l'année précédente qui était de 25 milliards de francs. L'énergie a une nouvelle



Stabilisation des déficits publics

(En % du PIB)

	1984	1985 (prévision)	1986 (prévision)
Etat	-3,1	-3,1	-2,9
Sécurité sociale (UNEDIC comp.)	+0,6	+0,3	+0,1
Collectivités locales	-0,3	-0,4	-0,4
Total	-2,8	-3,2	-3,2

Le tableau ci-dessus résume l'évolution du besoin (signe -) ou de la capacité (signe +) de financement des organismes publics en pourcentage du PIB. Les besoins de financement qui correspondent en fait à des déficits sont convertis à posteriori, soit par des emprunts longs, soit par la création monétaire. Les besoins de financement sont des flux; d'où accumulation de la dette budgétaire publique.

Les besoins des entreprises publiques ne sont pas pris en compte dans ce tableau. De même, les pourcentages indiqués ci-dessus ne tiennent-ils pas compte des remboursements des dettes en capital, mais seulement des intérêts de ces dettes. Enfin, le compte de la Sécurité sociale est un peu trompeur, dans la mesure où il est basé sur l'idée que la Sécurité sociale doit être équilibrée. C'est dire que, pour 1986, il intègre un relèvement des cotisations, qui n'aurait pas été annoncé officiellement fin 1985.

dépassaient les prévisions. De même, faut-il tenir compte de la nette amélioration des comptes de la plupart des entreprises publiques.

Le déficit de la Sécurité sociale rend inévitable en 1986 ou au plus tard début 1987, soit un relèvement des cotisations vieillesse, soit le réajustement par et simple du 1 % social sur tous les revenus. Quant au budget de l'Etat - sauf cette amélioration de la croissance économique et donc des rentrées fiscales - son déficit ne devrait pas se réduire.

La Cour des comptes et le rapporteur du budget à l'Assemblée nationale - M. Christian Pilette (PS) - ont vertement critiqué le ministre de l'économie et des finances pour sa gestion budgétaire et notamment

9,4 milliards de francs et qui, du coup, représentait 3,3 % du PIB, estimé, lui, à 4 571 milliards de francs.

Du côté des recettes, les rentrées ont été moindres que prévu (2,6 milliards de francs). Le manque à gagner s'explique de la façon suivante : perte de 1,6 milliard sur les recettes purement fiscales (+ 3 milliards sur l'IR, - 4,8 milliards sur l'IS, - 1,7 milliard sur la TIPP (taxe intérieure sur les produits pétroliers), + 2,6 milliards sur la TVA, etc.); contribution supplémentaire au budget de la CEE (2,3 milliards de francs); remboursements et dégrèvements de TVA plus importants que prévu (1,2 milliard); recettes non fiscales non-

ETAT

La mode de la décentralisation a gagné le monde. Par conséquent, les gouvernements socialistes conservateurs ou progressistes, ils mettent à leur programme une réduction des prélèvements obligatoires, des décentralisations à l'Etat, à des niveaux jamais atteints auparavant.

Sans doute en matière de décentralisation les socialistes ont-ils été timides. En l'absence d'une loi dite de respiration du secteur public - promise désormais par M. Fabius pour la prochaine législature - un tel mouvement légal ne pouvait être que discret. Pourtant la cession de certaines filiales de groupes publics, la mise en Bourse d'autres filiales ont montré la voie. La mise en place de modes de financement de ce secteur nationalisé par l'épargne privée a aussi renforcé - au fur et à mesure que les groupes y faisaient un appel croissant - la banalisation, le retour à la norme, de ces entreprises nationales.

Le vent libéral

La mode de la décentralisation a gagné le monde. Par conséquent, les gouvernements socialistes conservateurs ou progressistes, ils mettent à leur programme une réduction des prélèvements obligatoires, des décentralisations à l'Etat, à des niveaux jamais atteints auparavant.

En revanche M. Bérégovoy n'a pas légué sur la décentralisation, même si les réformateurs de cette mode peuvent trouver qu'il a maintenu l'essentiel (60 % des produits qui entrent dans le calcul de l'indice des prix restent contrôlés, et l'assouplissement du contrôle des changes demeure pour partie symbolique). Qu'il s'agisse de décentralisation sectorielle (dans l'énergie par la suppression des contraintes en matière d'approvisionnement de produits pétroliers, dans le secteur ban-

caire avec la mise en concurrence des banques et la suppression progressive des bonifications, dans le domaine boursier avec le développement du second marché ou de décentralisation générale (prix, changes, baisse de l'impôt sur le revenu), rares ont été les secteurs épargnés.

Dès lors, les programmes de l'opposition ne pouvaient qu'être extrémistes. La décentralisation promise devait toucher non seulement les entreprises et les banques rattachées au secteur public en 1982, mais même celles qui avaient été nationalisées par le général de Gaulle en 1945. Energie, télécommunications, transports, logements devaient être décentralisés en même temps que les prix (suppression des ordonnances de 1945), les changes, les négociations salariales, le marché du travail - du fait d'une liberté partielle d'embauches et de licenciements - ou le crédit et les finances publiques avec l'indépendance accordée à la Banque de France.

La prudence extrême de M. Raymond Barre (se refusant par exemple à dénationaliser Renault), les incertitudes de la cohabitation dans la période 1986-1988, les difficultés ressenties d'une baisse du chômage et de la poursuite d'une réduction des prélèvements obligatoires - ont amené en fin d'année RPR et UDF à plus de pragmatisme. Le « moins d'Etat » reste à l'ordre du jour, mais à pas plus comptés.

Une inquiétude s'est manifestée en milieu d'année à propos du solde des produits manufacturés. Celui-ci a accusé une baisse importante au troisième trimestre (- 34 % par rapport au trimestre précédent). Selon l'INSEE, les industriels français y sont laissés surpris par la reprise, inopinée de la demande intérieure et n'ont réagi qu'avec retard. En octobre, le solde de produits manufacturés retrouvait, en effet, son niveau du début de l'année. L'INSEE n'en constatait pas moins, sur l'ensemble de l'année, une perte de parts de marché à l'exportation d'environ 2 %.

La France a connu cependant une situation toute nouvelle vis-à-vis des Etats-Unis. Pour la première fois depuis vingt-cinq ans, le solde commercial a été excédentaire (de 3,6 milliards de francs sur les dix premiers mois contre un déficit de 4,4 milliards de francs pour la même période de 1984). Ce surplus exceptionnel portant sur tous les postes, il était facile d'en déduire que ce net redressement était dû à la hausse du dollar.

Con le S de grai A c qua not MA

La chronique de Paul Fabra

Dallas la collectionneuse

QUAND venant de l'aéroport — le plus grand, en surface occupée, des États-Unis — on arrive à Dallas, riche en constructions nouvelles et gracieuses flamboyantes, le bâtiment qui attire le plus l'œil des visiteurs n'est pas le plus récent, mais le plus ancien, par l'architecte Paul qui les Parisiens regardent avec une particulière attention, heureux d'en découvrir la beauté chère, royale au soleil, à dominante vert-bleu, et la fine silhouette en parti coupé. L'édifice le plus surprenant est celui qui, depuis le début de cette année, abrite l'INFORMART, autrement dit le parc à exposition permanente de l'informatique, le plus important du monde. Il s'agit d'une immense construction en métal et en verre qui frappe d'éblouissement par son élégance de palais oriental moderne. Son originalité n'est tempérée que par l'impression de déjà vu ressentie par l'observateur, qui intrigue beaucoup plus qu'elle ne déçoit, car l'image à laquelle elle renvoie est elle-même à jamais inscrite.

Celui qui a l'idée de cette reproduction extraordinaire est le deuxième fils de Trammel Crow, un promoteur immobilier de grand calibre, un des fondateurs — avec les Henry S. Miller, «Bum» et Bright, Caroline Hunt Schoellkopf, propriétaires d'une chaîne d'hôtels de grand goût et de haut luxe, etc. — de la Dallas moderne, devenue en une vingtaine d'années un des pôles de développement des États-Unis. Trammel Crow est, à soixante-trois ans, une figure quasi légendaire dans le business américain. Il est considéré comme le plus efficace des

administrateurs de centres commerciaux. C'est à ce titre que le maire de New-York, Edward Koch, a, l'an dernier, fait appel à lui : « Parce qu'il est le meilleur ». Outre l'INFORMART, Trammel Crow, l'arrière-petit-fils d'un gentleman d'origine, exploite à Dallas huit autres centres où les fabricants de meubles et fourneurs pour la maison, de mode et de vêtements en tout genre, de jouets, etc., exposent à longueur d'année leurs marchandises qui viennent commander les acheteurs en gros de tout le continent nord-américain et parfois d'ailleurs. Dallas est à cet égard l'une des trois principales places commerciales des États-Unis.

Le contraste ne peut pas être plus accusé entre l'aspect de blockhaus des huit centres traditionnels, vastes bâtiments aveugles en béton, et l'architecture aérienne de l'INFORMART. Ce dernier monument n'est autre que la copie presque conforme du célèbre Crystal Palace, édifié à Londres, au sud de Hyde Park, pour recevoir l'Exposition des travaux de toutes les nations, qui se tint dans cette ville en 1851 pour déployer les merveilles de l'ère industrielle. D'innombrables gravures et photographies ont diffusé par le monde le Crystal Palace et ses stades qui venaient visiter des milliers de personnes en haut-de-forme et de belles dames à crinolines. C'est le premier en date des constructions en fer et en verre, due à l'Anglais Paxton, qui eut

toutes les peines du monde à faire accepter son projet. Elle fut par la suite transportée à Sydney, près de la capitale. Elle devait hélas être détruite plus tard par un incendie.

« J'ai voulu », dit Trammel Crow Junior, symboliser par ce choix la continuité entre la première révolution industrielle et celle que nous vivons aujourd'hui avec l'introduction, grâce à l'ordinateur, des techniques de l'informatique. Si, au rez-de-chaussée, on admire une magnifique fontaine métallique fabriquée, à partir de documents photographiques de l'époque, par des artisans italiens originaires du même village où, il y a cent trente-quatre ans, fut construit l'original, on constate que l'intérieur du nouveau Crystal Palace a été aménagé de la façon la plus fonctionnelle et que l'armature fournie par cet ancêtre de l'architecture des temps modernes s'y prête admirablement.

CETTE reconstitution est le plus récent des pas en avant faits par la ville de Dallas où le taux de chômage est inférieur à 5 %, soit très en dessous de la moyenne nationale (de l'ordre de 7,2 %). Les activités de services y sont très bien représentées, ce qui est un phénomène général qui se vérifie pour l'économie américaine dans son ensemble. Dallas est devenue le troisième centre bancaire du pays, et occupe le même rang pour l'assurance. Cependant, l'agglomération, qui forme

presque tout avec la ville voisine de Fort-Worth (population pour l'ensemble de cette vaste zone urbaine : 3,2 millions d'habitants), est également un centre manufacturier de tout premier ordre, notamment pour l'électronique et les industries de pointe. Elle bénéficie largement à ce titre des contrats financiers par le budget militaire. Le revenu par tête y est un des plus élevés des États-Unis, supérieur de 20 % environ à la moyenne nationale.

Dallas, au contraire de Houston, n'a guère été touchée par la crise de l'industrie pétrolière. On a continué à y construire à un rythme accéléré les immeubles d'habitation et des bureaux, et bien qu'aujourd'hui près d'un cinquième des surfaces à usage professionnel offertes sur le marché sont vides, statistique qui noie quelque peu la réalité, car elle englobe un certain nombre de bâtiments promis à une démolition prochaine. Cependant, Trammel Crow (le père), qui est orfèvre en la matière, prévoit une crise pour le réel estate (immobilier). « Le plus urgent est d'améliorer le bilan des entreprises, pas seulement celles du bâtiment. Beaucoup d'entreprises connaissent une situation des plus fragiles. Elles pourraient être amorties à la première récession un peu sérieuse. » Dallas la prospère ne fait pas exception dans le paysage économique universel.

Le grand événement de la saison, c'est l'installation au musée de la ville de

Dallas Museum of Art, de facture ultra-moderne, clair et spacieux, de la magnifique collection de meubles, de tableaux, de sculptures, de porcelaines qu'Emery Reves (un émigré hongrois, ancien journaliste, qui fit fortune, mort il y a quelques années, et sa femme Wendy avaient réuni dans leur villa de Roquebrune, où ils recevaient leur ami Winston Churchill. C'est la villa qui était dans l'esprit de ses propriétaires destinée à devenir un musée, mais l'inopportune décision prise par la mairie de Nice de construire un ensemble immobilier qui en masquait la vue eut directement pour conséquence de faire perdre à la France un ensemble magnifique.

A quelques kilomètres de Dallas, un autre musée a récemment ouvert ses portes. Il abrite la Kimball Collection, une des plus prestigieuses qui soit, composée selon le principe suivant : réunir un petit nombre de pièces aussi bien d'époque classique que moderne, mais toutes de la plus haute qualité. Il serait aussi stupide qu'injuste de penser que Dallas, parce qu'elle est de fondation récente, cherche à se constituer un passé artistique, voire industriel. Ses musées, les collections privées constituées par les plus riches de ses citoyens (qui savent aussi se construire de magnifiques demeures, pleines de sensibilité), le nouveau Crystal Palace, tout cela témoigne de l'aptitude supérieure des Américains à assumer l'héritage culturel pour en faire une source vivante d'inspiration, et pas seulement une accumulation de savoir.

BIBLIOGRAPHIE

La double face de l'endettement

LES essais d'interprétation des difficultés économiques apparues depuis le début des années 1970 ne manquent pas. Ceux publiés en France ont, selon les cas, mis l'accent sur le déclin technologique, le ralentissement des gains de productivité, le développement du secteur tertiaire, l'extension démesurée du secteur public... La plupart des analyses occultent le rôle des variables financières, ou, si elles y font référence, c'est souvent pour les considérer comme génératrices de « chocs » exogènes, mal reliés à l'évolution de la production, de l'investissement, etc.

L'ouvrage de Vivien Lévy-Garbou et Gérard Maarak (1) a le grand mérite de remettre en cause un certain conformisme ambiant, en faisant des conditions du financement la clef de la dynamique des pays industrialisés, en particulier de l'économie française. Il y avait dans le projet un écueil, celui consistant à développer une théorie purement monétaire de la crise en réaction contre les interprétations réelles en termes de technologies, de productivité, etc. Les auteurs, avec beaucoup de brio, échappent à ce piège, car le financement est toujours étudié en relation avec les décisions d'investissement des entreprises.

L'interprétation proposée part d'une remise en cause de résultats traditionnels de la finance. L'indépendance de la valeur de la firme et des plans d'investissement par rapport à la structure financière (soutenue, entre autres, par le rapport entre les fonds propres et l'endettement) a été démontrée par F. Modigliani et M. Miller (1958). Mais elle ne veut que sous des hypothèses bien particulières, peu pertinentes dans le contexte actuel. Il faut au contraire partir du postulat de « non-indifférence » de la structure de financement de l'entreprise.

Tant que le taux de profit dépasse significativement le taux d'intérêt, l'effet de levier joue et incite à l'essor de l'économie d'endettement : la rentabilité des fonds propres croît avec le taux d'endettement. Dans cette conjonction — qui correspond pour la France à celle des années 1980, — l'économie se laisse quelque peu abuser par le « paradoxe de la tranquillité » (H. Minsky) : l'endettement finance des investissements qui alimentent une croissance soutenue. Le mouvement, cependant, prend fin de lui-même parce qu'il provoque à la fois une tension sur les taux d'intérêt et une dégradation de la rentabilité. La crise s'installe, l'effet de levier devenu négatif décourage l'investissement, la « surendettement » caractérisé par un endettement effectif supérieur au niveau désiré est accentué par la désinflation (baisse du taux d'inflation) et dramatiquement renforcé en cas de déflation (baisse du niveau général des prix).

L'illusion monétaire

A cause de l'appréciation de la dette en valeur réelle, le cercle vicieux suggéré dès 1933 par J. Fisher joue : « Plus les emprunts remboursent, plus leur dette augmente ». La surendettement expliquerait pourquoi les entreprises françaises, soucieuses avant tout de se désendetter, n'ont pas significativement accru depuis deux ans leurs investissements malgré une hausse de la part des profits dans la valeur ajoutée globale.

L'héritage théorique est clairement revendiqué : il s'agit d'expliquer la conjoncture française à partir d'une analyse qui, s'adressant à un courant majeur partant de l'économiste suédois K. Wicksell pour aller jusqu'à J. Tobin et E. Miffin-

Les entreprises françaises, soucieuses avant tout de se désendetter, ont peu investi depuis deux ans.

par CHRISTIAN DE BOISSIEU (*)

vaud, en passant par R. Hawtrey et D.H. Robertson, propose une analyse de l'instabilité financière due à l'endettement. A cette construction, les auteurs apportent leur contribution non seulement par leur recherche empirique appliquée au cas français, mais par des innovations conceptuelles. Raresment l'impact, sur la rentabilité, de la fiscalité, des distorsions associées à l'inflation (problème de l'illusion monétaire des agents et du nominalisme des comptes) ou aux variations des taux de change aura été abordé avec autant de pertinence.

La régulation dans une économie d'endettement diffère notablement de celle qui intervient dans un système où la croissance monétaire est conditionnée par le stock d'or ou de devises. L'ouvrage se situe dans la lignée des travaux de J. Rueff, non seulement par l'analyse du rôle de la Banque centrale et de la formation des taux d'intérêt, mais aussi par la nostalgie de certaines formes d'ajustement « automatique » : l'inconvertibilité, au plan interne, puis au niveau international, de la monnaie en or, le passage au flottement des changes ont fait disparaître des éléments susceptibles de servir de garde-fous face à l'essor de la dette.

Et le volontarisme des pouvoirs publics n'a que partiellement pallié les lacunes des régulations automatiques. Les politiques économiques ont été obligées de s'adapter au surendettement, en particulier en facilitant la désendettement des entreprises grâce au contrôle de

l'évolution des salaires nominaux et à la hausse corrective des profits dans la valeur ajoutée.

L'analyse présentée a le grand mérite de distinguer les prescriptions souhaitables en fonction de l'horizon temporel choisi. Si le court terme est keynésien, il n'est pas possible de la dissocier d'horizons

(*) Professeur à l'université Paris-I.

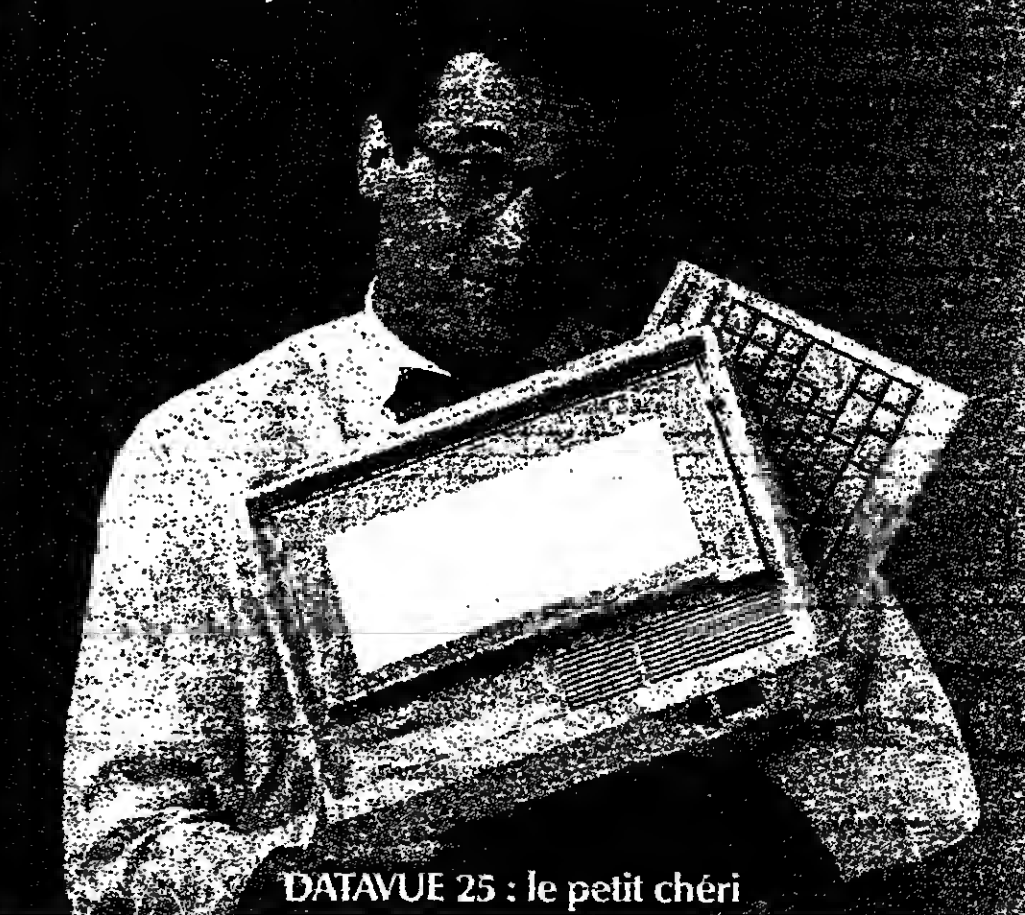
plus longs. Dans l'optique du moyen-long terme privilégiée par les auteurs, il apparaît que l'orthodoxie classique est justifiée, alors même que les conditions d'application du modèle classique ne sont pas satisfaites (existence de rigidités sur les prix, maintien durable d'un important chômage involontaire...). A moyen-long terme, il faut en effet réduire les déficits publics, encourager l'épargne afin d'augmenter l'offre de fonds prêtés.

Voici un livre crucial, qui apporte des éclairages nouveaux tout en s'inscrivant dans une tradition bien ancrée, et aux multiples ramifications, de la pensée économique. Part-tire enfin le voile mieux distinguant l'évolution de la charge réelle de l'endettement en désinflation

(l'écart entre la charge effective et celle anticipée par les débiteurs au sommet de l'emprunt jouant alors un rôle essentiel) et en déflation (cadre du raisonnement de J. Fisher). Mais la fermeté de la pensée ne débouche ici sur aucun dogmatisme. Loin de fonder des exclusives, elle permet de jeter des ponts entre des analyses trop rapidement contrastées, et elle contribue à l'élaboration d'une théorie qui, sans sous-estimer le poids des variables réelles, fait aux variables financières la place qui leur revient aujourd'hui.

(1) Vivien Lévy-Garbou et Gérard Maarak, *La dette, le boom, la crise*. Préface de Jean Deslitz. Economica, Paris, 1985, 274 pages.

Adoptez un petit surdoué pour 19.900 F HT.
EXCEPTIONNEL, 1 DATAVUE* 25-768 KO + 1 MICROSOFT WORD 2**



DATAVUE 25 : le petit chéri

Incomparable ! Il vient à peine de naître, et déjà il les surclasse tous. Incontestablement le DATAVUE 25, le tout dernier PC portable sélectionné par HARMONIE est le plus doux de sa génération. 6 kg à bout de bras, bien protégé dans son sac, parfaitement autonome avec ses batteries rechargeables, il vous suivra dans tous vos déplacements.

Doté d'une mémoire phénoménale de 768 KO extensible à 1,25 MO il reste parfaitement souple pour tous les traitements compatibles avec tous les logiciels tournant sur IBM PC™.

De plus, il est immédiatement opérationnel puisque vous êtes livré avec le logiciel MICROSOFT WORD 2, nouvelle version de traitement de texte MICROSOFT™.

Jamais écrire n'a été aussi simple et rapide. Qu'au prix, vous avez bien lu : 19.900 F HT tout compris : sac de transport, batterie, câble de branchement et logiciel, au lieu de 28.519 F HT.

Intéressé, nous l'admettons cette offre exceptionnelle proposée par HARMONIE n'est valable que jusqu'au 14 Février 1986.

Dernière bonne nouvelle : si vous le commandez dès maintenant en pendant le Forum IBM PC votre bon de commande vous permettra de participer à un tirage au sort et de gagner un écran couleur PRINCETON GRAPHICS SYSTEMS HD9 d'une valeur de 5.923 F HT !

Le complément idéal de votre DATAVUE 25 qui vous en fera voir de toutes les couleurs.

14 Princeton graphics systems HD9 à gagner tous les jours, pendant la durée du Forum IBM PC : 11 à 14 Février 1986. Réglement complet sur demande.

A commander à HARMONIE avant le 14 Février 1986 ou à déposer au site HARMONIE N° 18 à 45000-23. C'est la seule adresse pour commander le DATAVUE 25. C'est la seule adresse pour commander le DATAVUE 25.

Non Adressé Tél. M

Conformément à sa raison d'être, le Syndicat National des Fabricants de Ciments et de Chaux porte un grand intérêt à un projet de lien fixe à travers la Manche.

A ce titre, il appuie tout projet de qualité visant à cet objectif, et notamment le projet FRANCE-MANCHE, de même que le projet EURO-ROUTE.

INFORMATIONS « SERVICES »

NOËL

Les offices religieux

CULTE CATHOLIQUE
EGLISE SAINT-GERVAIS
Place Saint-Gervais 75004 Paris.
- **MARDI 24 DÉCEMBRE.** -
21 h 30 : messe des dix-septième et dix-huitième siècles, à l'orgue, à 22 heures : vigiles de la nuit.
- **MERCREDI 25 DÉCEMBRE.** -
8 heures : messe de la Nativité, 11 heures : messe solennelle, 18 heures : pièces d'orgue et chant des vêpres.
A NOTRE-DAME DE PARIS LA MESSE A GUICHETS FERMÉS
Chaque année la messe de minuit à Notre-Dame de Paris connaît une affluence considérable. Pour éviter cette fois la bousculade le mardi 24 décembre vers 21 heures, le curé de Notre-Dame s'est résolu à limiter les entrées par cartes gratuites : mille huit cents places sont en effet mille deux cents debout. Dès l'annonce de cette mesure, les places étaient prises d'assaut et dix jours avant Noël, la cathédrale affichait déjà complet. L'ouverture est prévue vers 22 heures.
* Pour tous renseignements complémentaires : 6, place du parvis Notre-Dame, 75004 Paris. Tél. : 43-54-00-04.
BASILIQUE DU SACRÉ CŒUR
35, rue du Chevalier-de-La Barre 75018 Paris.
MARDI 24 DÉCEMBRE. - A la basilique, 21 h 45 : concert d'orgue, 22 h 15 : liturgie de la parole : lectures, noëls anciens, polyphoniques et populaires, chants grégoriens. Procession à la crèche. Liturgie eucharistique solennelle. A la crypte, 23 h 30 : noëls de tous les temps par les anciens de la maîtrise et l'assemblée, 24 heures : messe avec alléluia.
MERCREDI 25 DÉCEMBRE. - 11 heures : messe solennelle ; chants polyphoniques et grégoriens, 16 heures : vêpres solennelles. Procession à la crèche et noëls anciens, 18 heures : messe chantée en polyphonie.
EGLISE DE LA TRINITÉ
Place Edouard-Clément 75009 Paris.
MARDI 24 DÉCEMBRE. - 17 heures et 19 h 30 : messes pour les

enfants et leurs familles, 23 heures : veillée de Noël. Orgues et chœurs. Lecture des prophètes, 24 heures : messe de la Nativité. Chants polyphoniques et populaires de Noël.
MERCREDI 25 DÉCEMBRE. -
Messe à 8 heures et à 9 h 30 (en grégorien), 10 h 30, 11 h 15 et 19 heures.
EGLISE DE LA MADELEINE
Place de la Madeleine, 75008 Paris.
MARDI 24 DÉCEMBRE. -
18 heures : messe anticipée, 22 h 45 : orgue, 23 heures : veillée internationale. Lecture de textes, prières et noëls anciens en français, anglais, espagnol, italien et portugais, 23 h 45 : procession à la crèche. Messe solennelle, orgue et chants.
MERCREDI 25 DÉCEMBRE. -
Messes à 9 heures, 10 heures, 12 h 30 et 18 heures. 11 heures grand-messe solennelle. Orgues et chœurs.
SAINT-NICOLAS-HORS-LES-MURS
15, rue des Bernardins, 75005 Paris.
MARDI 24 DÉCEMBRE. -
19 h 30 : messe.
MERCREDI 25 DÉCEMBRE. -
11 heures : messe.
EGLISE SAINT-SÉVERIN
3, rue des Prêtres-Saint-Séverin 75005 Paris.
MARDI 24 DÉCEMBRE. -
17 heures : liturgie des tout-petits, 23 heures : veillée. Chœur et orgue, 24 heures : messe de minuit.
MERCREDI 25 DÉCEMBRE. -
Messe à 10 heures, 12 heures et 18 heures.
CULTE CATHOLIQUE DE RITE ORIENTAL
EGLISE SAINT-EPIREME-DES-SYRIAQUES
17, rue des Carmes, 75005 Paris.
MARDI 24 DÉCEMBRE. -
18 h 30 : messe solennelle de la Nativité de Notre Seigneur célébrée selon l'antique liturgie restaurée de Jérusalem Anioche.
SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE
17, rue du Fête-Pont.
MARDI 24 DÉCEMBRE. -
23 heures : hymne de Romanos le Mélode (sixième siècle). Chants byzantins grecs et arabes. Minuit : liturgie de saint Jean Chrysostome.
MERCREDI 25 DÉCEMBRE. -
11 heures, liturgie solennelle de saint Jean Chrysostome, 18 heures : liturgie dialoguée (en français).

JEUDI 26 DÉCEMBRE. -
11 heures : liturgie de saint Jean Chrysostome.
DIMANCHE 29 DÉCEMBRE. -
11 heures : liturgie solennelle.
CULTE PROTESTANT
EGLISE RÉFORMÉE DE L'ÉTOILE
5, avenue de la Grande-Armée 75017 Paris.
MARDI 24 DÉCEMBRE. - Veillée liturgique et musicale avec Sainte Cécile : à 20 h 30, régal d'orgue et 21 heures, suite liturgique d'André Jolivet.
MERCREDI 25 DÉCEMBRE. -
Culte de Noël avec Sainte Cécile.
EGLISE RÉFORMÉE DU SAINT-ESPRIT
5, rue Rappaport, 75008 Paris.
MARDI 24 DÉCEMBRE. -
18 heures : régal d'orgue par Georges Lartigue ; chœurs de C. Franck, A. Guilmant, E. Gigout, J. Langlais, J.-S. Bach, 18 h 30 : service liturgique - Sainte Cécile : chœurs sous la direction de Denise Favreux.
MERCREDI 25 DÉCEMBRE. -
10 h 30 : culte de Noël - Sainte Cécile. Prédication par le pasteur Philippe Bertrand.

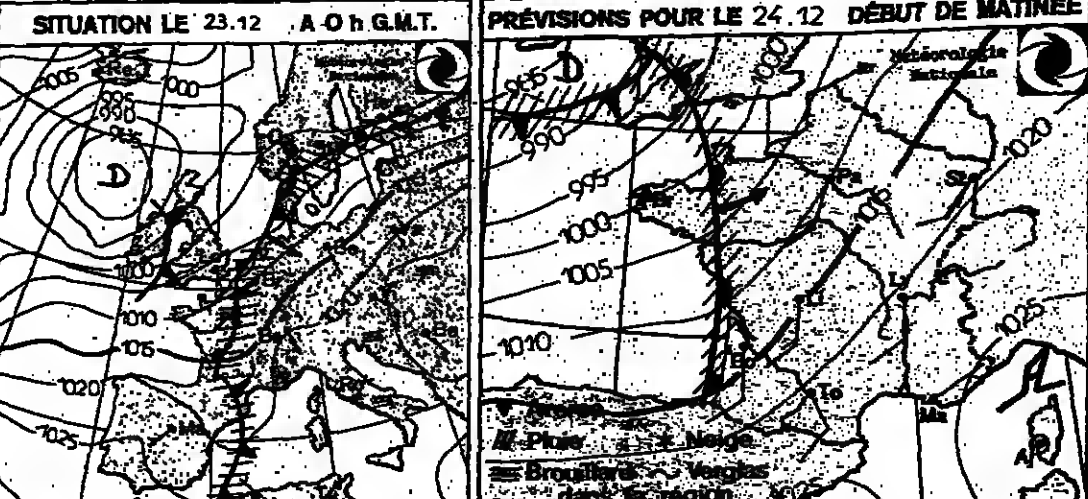
POUR LES ENFANTS DE COLOMBIE ET DU MEXIQUE. - Une messe de minuit exceptionnelle va être célébrée dans la grande salle du Palais des congrès, porte Maillot à Paris, pour les enfants victimes des catastrophes du Mexique et de Colombie. C'est un groupe de jeunes de l'œuvre des Orphelins d'Austral qui assurera l'accueil des 4 000 personnes attendues. Robert Hossain, Francis Lelanne, Jacques Martin, Thierry Le Luron ont annoncé leur présence. Le quatuor sera intégralement versé aux familles mexicaines et colombiennes éprouvées.
* Des invitations gratuites peuvent être encore retirées au guichet du Palais des congrès.

SECOURS CATHOLIQUE : ALLO NOËL. - Dans la nuit du 24 au 25 décembre, des bénévoles du Secours catholique recevront les appels téléphoniques de tous ceux qui, isolés le soir de Noël, voudront partager leur solitude. A Paris et dans les grandes villes, de nombreux « Noël isolés » sont organisés. Ceux qui voudront rejoindre une de ces filières seront reçus partout où cela sera possible. Au téléphone leur seront communiquées les adresses où ils pourront être accueillis.
* Un seul numéro recruta les appels de 17 h 30 à 2 h du matin : (1) 43-28-14-14.

VIE ASSOCIATIVE

UN FORUM DU CONSEIL DE L'EUROPE
Le Conseil de l'Europe recherche des associations privées dont l'action a influencé la vie publique, la pratique administrative ou la législation, ou, au contraire, dont l'action s'est soldée par un échec total en raison d'obstacles insurmontables.
C'est, en effet, au moyen d'études de ces précises qu'un colloque de deux jours, organisé en novembre 1986 à Strasbourg, permettra de confronter parlementaires, élus locaux et régionaux, ainsi que des représentants du monde associatif de toute l'Europe. Le thème en sera : « La vie associative, soutien ou menace pour la démocratie parlementaire ? ».
Toute association privée ayant mené une action importante dans ce contexte peut s'adresser pour des informations complémentaires au Service des relations publiques, DPL, Conseil de l'Europe, BP 431 R6, 67006 Strasbourg Cedex.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 23 décembre à 6 heures et le mardi 24 décembre à 6 heures.
Dans le courant perturbé de sud-ouest qui circule sur le proche atlantique, des zones de temps doux et pluvieux se dirigent vers la France.
Mardi matin : Temps très nuageux sur la majeure partie du pays. Les pluies touchent toute la moitié nord-ouest et le vent soufflera fort sur les côtes bretonnes et en Manche. Des réchauffements aussi de la Corse aux Alpes et à l'Alsace, qui s'accompagneront vers l'est dans la matinée. Quelques chutes de neige en montagne vers 1 800 mètres.
Les températures minimales de 3 à 5 degrés dans l'intérieur, et de 5 à 7 degrés sur les côtes.

Dans la journée, amplification sur le midi des Pyrénées et du sud du Massif Central aux Alpes et aux régions méditerranéennes où les températures atteindront 13 à 16 degrés.
Sur tout le reste de la France, temps couvert et pluvieux, pluies localement fortes : les températures seront en général de 10 à 14 degrés, localement 8 à 9 degrés sur l'extrême est.
Toujours un vent de sud-ouest fort en mer.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 22 décembre, le second le minimum de la nuit du 22 au 23 décembre) : Ajaccio, 15 et 7 degrés ; Biarritz, 13 et 7 ; Bordeaux, 13 et 6 ; Brest, 12 et 7 ; Caen, 10 et 6 ; Cannes, 14 et 7 ; Cherbourg, 10 et 5 ; Clermont-Ferrand,

15 et 5 ; Dijon, 4 et -1 ; Dinard, 11 et 5 ; Embrun, -11 et -4 ; Grenoble-St-M-H, 7 et -3 ; Grenoble-St-Germain, 7 et 6 ; La Rochelle, 10 et 5 ; Lille, 8 et 6 ; Limoges, 11 et 5 ; Lorient, 13 et 5 ; Lyon, 12 et 7 ; Marseille-Marganne, 14 et 11 ; Nancy, 10 et 1 ; Nantes, 9 et 4 ; Nice-Aéroport, 14 et 6 ; Paris-Orly, 10 et -1 ; Pau, 9 et 5 ; Perpignan, 14 et 7 ; Rennes, 9 et 5 ; Rouen, 8 et 3 ; Saint-Etienne, 13 et 5 ; Strasbourg, 4 et -4 ; Toulouse, 12 et 6 ; Tours, 10 et 5.
Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 12 ; Genève, 3 et -5 ; Lisbonne, 16 et 9 ; Londres, 11 et 5 ; Madrid, 8 et 3 ; Rome, 13 et -1 ; Stockholm, 6 et 4.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 22 décembre :

DES DÉCRETS

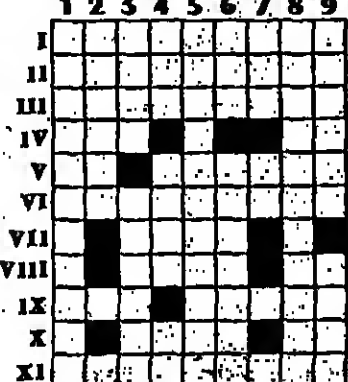
* N° 85-1355 du 18 décembre 1985 relatif aux taux de la taxe perçue sur les farines, semoules et gruaux de blé tendre au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles - ses cours de la campagne 1985-1986.
* N° 85-1356 du 20 décembre 1985 portant modification du décret n° 83-397 du 19 mai 1983 relatif au contrat emploi-formation et au contrat emploi-adaptation.
DES ARRÊTÉS
* Du 29 novembre 1985 portant création du titre de personne transférée en pays ennemi.
* Du 6 décembre 1985 modifiant l'arrêté du 21 mars 1978 modifié relatif aux prix témoins des logements-foyers à usage locatif bénéficiant de prêts aidés par l'Etat.
* Du 20 novembre 1985 fixant la liste de classement au concours commun d'entrée aux écoles normales supérieures de Saint-Cloud et Fontenay-aux-Roses (section des sciences, session 1985).

PARIS EN VISITES

MARDI 24 DÉCEMBRE.
« Salons de l'Opéra », 14 h 30, métro Opéra devant Lancelotti : « Le vieux village de Saint-Germain-des-Près », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Près : « Sortie église (St. Germain) » - « Histoire et musées du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du Passé) « Ile de la Cité, Notre-Dame, Saint-Julien-le-Pauvre », 14 h 30 (Les Flamandiers) : « Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau.
MERCREDI 25 DÉCEMBRE.
« Les salons du ministère des finances », 15 heures, inscriptions, tél. : 45-48-66-69 : « Intérieur de Marais », 15 heures, Grille Carnavalet rue des Francs-Bourgeois.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4124



HORIZONTALEMENT

1. A souvent un fil à la patte.
2. Capable de réfléchir mais pas en silence.
3. Il peut être dans le Maine, mais il est loin de la Loire.
4. Mena tout le monde au bateau Mésure.
5. A donc transpiré en courant Taxi jaune.
6. Porte un chapeau.
7. Etat d'Asie.
8. VIII. Passe en silence. Prend de la bouteille ou reste toujours vert.
9. IX. Abréviation. Donnie de l'importance.
10. X. Ne se trouve que dans certains rayons : Préposition.
11. XI. Si elle est sur la palette, c'est qu'elle le veut bien.

VERTICALEMENT

1. On ne peut plus s'clair.
2. Sème l'agitation dans un cours.
3. Orateur grec. Se donne avec

smol. - 4. Donne un bon air on fait faire la grimace. Classe fermée. En France. - 5. Sont à l'étude quand les autres rêvent. - 6. Va pour un coup. Vole haut ou vole très bas. - 7. C'est la grande classe. Bienheureux. - 8. Ils ont le sens des réalités. - 9. Mise à l'index. Passé.

Solution du problème n° 4123

Horizontalement

1. Organigramme. Va. - II. Cartomanciens. - III. Ence. An. Tr. Ain. - IV. Acclamations. - V. Nu. II. Nibisis. - VI. Oudée. Hoïne. Me. - VII. Gier. Sane. - VIII. Reg. l'usage (allusion au métré). - IX. Aromatiser. Jte. - X. Uélé. Sa. Navet. - XI. Horde. Lit. Crème. - XII. Endive. Orné. En. - XIII. Titl. Ass. Tenu. - XIV. Eanes. Lucite. - XV. Nops. Sargasses.

Verticalement

1. Océanographe. Uu. - 2. Rancunier. Ont. - 3. Grec. Dégourdis. - 4. Atelier. Médias. - 5. Nô. Ale. Alevia. - 6. Imam. Site. Es. - 7. Gamache. Asa. - 8. Rn. Omision. - 9. Actinie. Autre. - 10. Miroir. La. - 11. Me. Naissance. Uu. - 12. ENA. Iéna. Arêtes. - 13. Nids. Ogive. Euf. - 14. Ver. Embêtements. - 15. Assise. Rote-nue.

GUY BROUTY.

Les services ouverts ou fermés

* **PRESSE.** - Les quotidiens paraissent normalement le 25 décembre.
* **Banques.** - Fermées à partir du 24 décembre à 12 heures (11 h 45 pour certaines) jusqu'au 26 décembre au matin.
* **Grands Magasins.** - Fermés le 25 décembre. Ouverts le 26 aux heures habituelles.
* **Sécurité sociale.** - Les centres de paiements seront fermés le 24 décembre à partir de 15 h 30, jusqu'au 26 décembre au matin.
* **Allocations familiales.** - Guichets fermés le 24 décembre à partir de 12 heures, jusqu'au 26 décembre au matin.
* **PTT.** - Les bureaux et services ouverts au public seront fermés à partir du 24 décembre à 18 heures, jusqu'au 26 décembre. Pas de distribution de courrier à domicile le 25 décembre.
Seuls seront ouverts les centres fonctionnant les dimanches et jours fériés.
* **SNCF, RATP.** - Service réduit des dimanches et jours fériés.
* **Bibliothèque nationale.** - Fermée le 24 décembre à partir de 19 heures jusqu'au 26 décembre au matin.
* **Archives nationales.** - Les salles de lecture seront fermées au public le 25 décembre. Le musée de l'Histoire de France sera fermé les 24 et 25 décembre.
* **Musées.** - A Paris, seuls seront ouverts le Centre Beaubourg et le Musée Jean-Jacques Henner. En province, seront ouverts le 25 décembre le Musée Adrienne-Boucher, à Limoges, le Musée de Béarn (Gers), le Musée de la préhistoire d'Eyzies-de-Teyac, le Musée de l'Ile-d'Aix et la Maison de Bonaparte à Ajaccio.

NATIONAL LOTO N° 51
TIRAGE DU SAMEDI 21 DÉCEMBRE 1985
6 14 32 33 34 43 42
NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE
PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 25 DÉCEMBRE 1985 ET SAMEDI 28 DÉCEMBRE 1985
VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE
NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS N° 1 17 006 985,00 F
5 BONS N° 24 184 855,00 F
5 BONS N° + complémentaire 1 058 13 175,00 F
4 BONS N° 76 089 180,00 F
3 BONS N° 1 679 934 16,00 F
BONUS DU SAMEDI 118 198
3 BONS NUMÉROS + COMPLÉMENTAIRE : 16,00 F x 2 = 32,00 F
N'oubliez pas : SAMEDI 28 DÉCEMBRE
CAGNOTTE EXCEPTIONNELLE DES ÉTRENNES

JEU GAGNANT N° 18
LOTO SPORTIF
Equipe 1 Equipe 2
1 NANCY MARSEILLE 1 2 3
2 PARIS-S.G. AUXERRE 4 5 6
3 LENS NICE 7 8 9
4 STRASBOURG METZ 10 11 12
5 MONACO BASTIA 13 14 15
6 TOULON TOULOUSE 16 17 18
7 NANTES LILLE 19 20 21
8 RENNES BORDEAUX 22 23 24
Equipe 1 Equipe 2
9 SOCHAUX LAVAL 25 26 27
10 BREST LE HAVRE 28 29 30
11 THIONVILLE GRENOBLE 31 32 33
12 MARTIGUES GUERIGNON 34 35 36
13 SÈTE NIMES 37 38 39
14 SEDAN LORIENT 40 41 42
15 LIMOGES MULHOUSE 43 44 45
16 BESANCON ABBEVILLE 46 47 48
Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Vendredi 20 Déc. 1985 : 2 3 9 10 11 12 15

VAINCRE LE CHAOS ET L'ABSURDE AVEC THOMAS MORE
"Le plus grand homme d'Etat de l'Occident"
L'UTOPIE
"Le secret de son génie"
présentés par ANDRÉ PREVOST, docteur ès lettres
TEXTE ORIGINAL INTÉGRAL DE MORE. En regard, traduction nouvelle. Introduction : origine, sens et puissance de l'Utopia. Notes. Tables. Index analytique. Une référence permanente aux problèmes actuels. Prix Bordin de l'Académie, Mame éditeur, 6ème mille.
UN PRESTIGIEUX VOLUME : reliure toile de lin chiffrée. Signets. Sous-écrit illustré. 18 x 24, 790 pages.
Le livre à offrir : 210 F franco, livré par retour.
COMMANDES : A. PREVOST, C.C.P. 1462-61 Z Lille ou chèque : bancaire, 18, avenue des Fleurs 59110 La Madeleine. Tél. 20 55 29 16.
Ecrire pour spécimen gratuit. Pour envoi recommandé ajouter 10 F.

culture

THÉÂTRE

« RETOUR A FLORENCE », de Henry James

Le bonheur n'est pas un propos raisonnable

« Une femme pour nous est nulle ou infinie. » Le bonheur, c'est « être par le seul sentiment de l'existence... avec ce qu'il faut aussi pour que nulle inquiétude, nul regret, nul pli, nulle déchirure, ne soit sensible ».

Ces deux remarques, que Paul Valéry a notées dans ses « Cahiers », déclarent peut-être ce que Henry James avait derrière la tête lorsqu'il écrivait sa nouvelle *Retour à Florence*, que Simone Benmussa (avec Jean Pevani) adapte aujourd'hui au théâtre.

James nous dit qu'un homme, un Anglais, âgé de vingt-cinq ans, par-là, met le pied, pour la première fois de sa vie, en Italie, à Florence. Et que, peu de temps après, il y rencontre une femme.

Femmes ou hommes, Anglais ou Français ou autres, innombrables sont les êtres qui, débarquant en Italie, ressentent aussitôt, sans plus de réflexion, ce « bonheur » que Valéry définit ainsi : « être par le seul sentiment de son existence ».

A quoi cela tient-il ? Ce n'est pas analysable. Mais que ce soit Florence, Rome ou des lieux de moindre dimension, comme Vérone ou Amalfi, il n'est pas niable que l'Italie embrasse l'être venu d'ailleurs dans un « tableau » de perceptions assez aiguës qui suscitent ce « bonheur ».

Les tonalités de la lumière, la senteur de l'air, l'essence et l'attente rétrospective des arbres et des architectures, les lignes mélodiques de la langue italienne, sa sonorité, une sorte d'allant ou de liberté des yeux et des mains, et bien sûr des choses de détail comme les couleurs des maisons, des légumes, et Dieu sait combien d'autres composantes, coopèrent à cette « intervention » de l'Italie : pour un temps nos « inquiétudes », nos « déchirures » ne nous sont plus sensibles, nous jouissons « par le seul sentiment de l'existence » ; la seule sensation de respirer cette Italie, de la voir et de l'entendre.

Peu de jours après son arrivée à Florence, le jeune homme que raconte James fait la connaissance d'une femme, « Nulle, ou infinie », dit sans ménagement Valéry. Celle-ci, pour lui, est infinie.

La femme infinie après l'Italie, et même les deux ensemble, ce pourrait être un bonheur qui s'ajoute à l'autre, mais non, car le bonheur de l'Italie est un bonheur de l'instant même, alors que celui de la femme infinie est un bonheur imaginé, des visions d'avenir, des espérances de passages, d'ententes.

Henry James, écrivant sa nouvelle *Retour à Florence*, met fin, avec brusquerie, à ce double bonheur. Son jeune homme quitte Florence. Il y reviendra vingt-sept ans plus tard, vieux garçon comme le fut James, et il semble qu'il refuse de s'avouer que en fuyant autrefois et Florence et cette femme, il ait sciemment brisé sa vie. James, qui écrivait cette nouvelle à un moment où il était tout jeune encore, a-t-il voulu poser d'avance le principe que le bonheur n'est pas un propos raisonnable ? Que le bonheur est une circonstance absolue, et même éternelle, mais en aucune façon durable ?

Simone Benmussa a su une bonne idée de présenter une transposition au théâtre de cette nouvelle de James : elle s'est fait presque une spécialité des adaptations de beaux textes anglais de George Moore, Virginia Woolf, mais aussi de livres français comme *Enfance*, de Nathalie Sarraute. Et Pierre Vaneck est attachant dans le rôle de notre jeune voyageur devenu général de l'armée des Indes, qui accomplit, par masochisme ou peut-être simplement par acquit de conscience, son « retour à Florence ». Arielle Domestique (la fille, devenue grande, de la femme nulle ou infinie) et Marcelle Mailfort (un nouveau jeune homme qui découvre l'Italie) donnent la réplique à Pierre Vaneck.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre du Rond-Point, 20 h 30.

UN ENTRETIEN AVEC STING

« Le rock prépare sa mort »

Cornédon à ses heures (Dune, la Promesse, Plenty) et musicien à plein temps, Sting inaugure une nouvelle race d'artiste à tout faire, posée et réfléchi. Laissant pour compte Police et ses millions de disques au sommet d'une gloire internationale, il tombe l'uniforme doré, fait peu de bruit et se lance, bille en tête, aux commandes d'une formation de jazz : Omar Hakim à la batterie, Darryl Jones à la basse, Kenny Kirkland aux claviers, Branford Marsalis aux cuivres et aux percussions : des pointures empruntées à Miles Davis et à Weather Report. Résultat : un album somptueux (*The Dream of the Blue Turtles...*) aussitôt sorti, aussitôt entré dans le domaine du classique. C'est à Paris, au printemps dernier pendant quatre soirs au Théâtre Mogador, que Sting avait donné le coup d'envoi d'une tournée mondiale. C'est à Paris, pour un soir à Bercy, ce lundi 23 décembre, qu'elle se termine.

« En 1977 vous aviez abandonné le jazz pour former Police parce que vous pensiez trouver l'action dans le rock. Vous retournez au jazz... »

« Je n'essaie pas de jouer du jazz ou ce qu'on peut considérer comme tel. Les musiciens qui m'accompagnent aujourd'hui viennent de cet univers, voilà tout. L'apprentissage de la musique dans sa totalité et non pas comme une série de compartiments. Rock, jazz, country et western, musique classique ou folk ne font pas de différence pour moi. Tout m'intéresse. Si ces termes ont une signification, alors ce qu'ils désignent est mort. La musique, elle, est vivante, elle bouge. Je suis un musicien, je joue avec des notes, pas avec des styles. Si le job des médias est de me coller des étiquettes, le mien est d'échapper. »

« De fait, vous aimez l'excitation d'une culture rock ou d'une culture jazz... »

« Je n'y accorde pas d'importance. Je n'appartiens à aucune école, à aucun mouvement. Ma vision est globale. Les musiciens, qu'ils soient de jazz ou classiques, se sont créés des phobias. Ils vivent dans leur petit monde, coupés de l'extérieur. J'aime regarder partout. Ce que le rock a eu de meilleur, c'était sa faculté à voler tout ce qui traînait. De cette forme bâtarde, il a tiré sa force, il a évolué en se régénérant à partir de différentes sources. Aujourd'hui le rock imite le rock, il se parodie. C'est une forme d'art décadente qui prépare sa mort. »

« Le métissage est-il selon vous le seul moyen d'inventer de nouvelles formes musicales ? »

« Il n'y a plus rien à inventer, tout a déjà été écrit. Mais le purisme est un non-sens. Quand on dit, par exemple, que seuls les Noirs sont capables de jouer du reggae, c'est du racisme. Comme si on disait le folk est réservé aux Blancs. Bêtement, la musique c'est de la musique, elle n'appartient pas à une race, elle n'a pas de couleur. Elle est dans l'air, elle vient de l'âme (soul). La seule création possible aujourd'hui se trouve dans la production, le mixage, l'harmonisation, l'interprétation. Je ne fais rien de nouveau, »

mais c'est parce que ça passe par moi que c'est unique. Les chansons sont comme des empreintes digitales. »

« Est-il plus difficile d'écrire et de chanter sur du jazz ? »

« A dix-sept ans, je faisais partie d'un groupe de jazz, j'ai toujours joué avec des musiciens de jazz. Ils ont une finesse que les musiciens de rock n'ont pas. C'est plus sophistiqué. Aujourd'hui mes idées, mon inspiration s'adaptent mieux au jazz. Le rock est devenu très limité : trois accords et un tempo. »

« C'est aussi un comportement. Au début, quand c'était nouveau. Les musiciens, leurs vies étaient importantes parce que la musique et l'image étaient inséparables. A présent, les musiciens de rock sont des mystificateurs. Ils copient ce qu'ils ont déjà vu. Ils imitent la rébellion parce que c'est ce que le rock est supposé transporter. Ils font semblant d'être plus jeunes ou plus importants qu'ils ne sont. Il faut être soi-même. J'ai trente-quatre ans, je suis père de quatre enfants, mes préoccupations ne sont plus celles d'un teenager. L'image est importante mais elle doit être digne et crédible. Je ne suis pas prêt à me saucissonner dans un pantalon de satin ou à me raser la moitié du crâne sous prétexte que c'est la mode. Si les petites filles de quatorze ans délirent à mes concerts, je suis heureux d'y être pour quelque chose, je ne le rends pas, mais je m'adresse à leurs aînés. Quand j'écris, c'est un père de famille qui pense avec ses problèmes et sa vision du monde. Moo ambiloo est de vieillir avec mon âge. C'est la même chose pour tout le monde. A quarante ans, Mick Jagger ne devrait pas avoir à prétendre qu'il pense comme s'il en avait deux fois moins. »

« Les grands succès des années 80 ont été individuels, vous avez quitté Police. Le principe du groupe est-il dépassé ? »

« A un certain stade de son développement, on a besoin d'être entouré, de faire partie d'un gang. Plus on mûrit, plus on est solide et moins le gang est nécessaire. Je ne ressens plus l'utilité d'être associé à autre chose, mes intérêts sont individuels, mes idées sont personnelles. Comme pour les Beatles ou les Rolling Stones, l'image de Police était très simple, immédiatement identifiable, ça faisait partie de son succès. Notre histoire a été marquée par la jalousie et les problèmes d'ego. Au départ Police est né comme une démocratie, mais c'était un simulacre. Maintenant, c'est plus clair, donc plus simple. »

« Dans Police, on parlait de Sting le rock-star, aujourd'hui vous êtes devenu Sting le créateur. Est-ce plus gratifiant ? »

« J'ai toujours pensé que le titre de rock-star avait quelque chose d'insultant, l'archétype étant l'enfant terrible : un cliché qui n'a plus de sens aujourd'hui. On n'a pas besoin d'être musicien pour être rock-star, le talent n'est pas indispensable sauf face aux caméras pour faire passer une image. Il est écrit musicien sur mon passeport, c'est ce que je suis. Quant à créateur, ça sonne un peu comme Dieu, non ? »

« Etes-vous en quête de respectabilité ? »

« Non, le respect vient de l'extérieur : ma dignité. J'écris pour moi, pas pour les autres. C'est très égoïste. Mes disques se vendent, ils passent à la radio ? Tant mieux, j'en suis heureux, mais je ne les enregistre pas pour ça. J'ai suffisamment d'argent aujourd'hui. »

« Quand les disques se vendent par millions, la tentation du succès n'est-elle pas de donner des leçons aux gens ? »

« La tentation du succès, c'est de se croire différent. La conséquence directe, c'est de s'isoler dans une tour d'ivoire et de se retrouver avec ses avocats et son comptable pour seuls amis. Je veux aller vivre dans le monde, sortir dans la rue, travailler avec les gens. Mon idée du succès, c'est de pouvoir enregistrer un nouveau disque ou tourner un nouveau film et d'apprendre quelque chose en le faisant. »

« Vous montrez peu de respect pour les films dans lesquels vous avez joué lorsque vous en parlez. Pourquoi ? »

« J'ai beaucoup de respect pour les acteurs, les réalisateurs. Simplement, un acteur n'a aucun contrôle sur ce qu'il fait. Parce que je suis connu, les gens attendent de moi une opinion. Je n'en ai pas : j'ai un petit rôle, je viens sur le plateau, je mets le bon costume, je dis les bonnes phrases et le soir je rentre chez moi. J'ai fait de mon mieux mais ma responsabilité sur le film s'arrête là : je ne l'ai pas écrit, je ne l'ai pas réalisé, je ne l'ai pas monté. Mon véritable intérêt pour le cinéma, c'est d'apprendre d'autres méthodes de travail, de rencontrer des gens différents. Sinon, quand on parle, on bien ou on mal, d'un film auquel j'ai participé, ça ne me concerne pas. Un disque, c'est différent : je l'ai écrit, conçu, produit, arrangé, j'en suis seul responsable. »

« Si vous deviez expliquer à un extra-terrestre ce que vous faites, que diriez-vous ? »

« Mes enfants sont un peu comme des extra-terrestres, ils ne comprennent pas pourquoi je suis si souvent absent, je dois leur expliquer. Mon fils me demande pourquoi les gens veulent avoir mon nom sur une feuille de papier ou pourquoi tout le monde me connaît. Ça l'intrigue. Je pense que la meilleure chose pour eux, à chaque fois que c'est possible, c'est de venir me voir travailler. Et ce qu'ils voient, c'est un homme qui aime son travail. »

Propos recueillis par ALAIN WAIS.



CLAUDE GABRIEL

MUSIQUE

« LA CHAUVÉ-SOURIS », à Bruxelles

Béjart chez les vampires

Les fins d'année ramènent l'opérette viennoise, la tradition est tenace, même si de multiples tentatives ont montré qu'on ne savait plus comment la monter. Champagne, caviar, foie gras : hors d'une plate vulgarité, il y a comme une mauvaise conscience à s'amuser avec ces félicités sans cervelle, et les meilleurs metteurs en scène se cassent les reins à essayer de jouer le jeu.

Au moins peut-on utiliser cette mauvaise conscience pour en donner une image critique ? Maurice Béjart y avait pleinement réussi avec *la Vierge joyeuse*, à Bruxelles, en 1963, déchaînant du même coup un époustouffant scandale en évoquant la présence du roi des Belges avec Clio de Mirode chez Maxim's et en faisant danser Danilo et Missia sur les cadavres des poilus de la Grande Guerre.

Gérard Mortier, directeur de l'Opéra national de Belgique, provisoirement implanté au Cirque royal pendant d'importants travaux, a confié cette année au même Béjart la *Chauve-Souris* de Johann Strauss. Point d'implications politiques, cette fois, mais l'insertion d'une persistance anglo-saxonne existentielle qui ne semblait avoir effleuré ni Meliès et Halévy ni les librettistes autrichiens ni Strauss lui-même.

Prison, prison : dans le texte manuscrit, un peu hagar, de Béjart dont le fastueux dossier-programme de la Monnaie nous donne la photocopie, le mot revient pour chacun des tableaux : c'est

« l'enfer et son image terrestre de la prison », prison conjuguée et bourgeoise du premier acte, prison de la richesse « qui sue l'ennui » autour du prince Orlofsky, prison véritable du troisième acte, mais « avec elle explose la vérité, la délivrance, la liberté ». Conclusion optimiste ? Voire.

Au Cirque royal, donc, le metteur en scène et son décorateur Jorge Jara ont installé sous la petite scène un double escalier en fer à cheval qui entoure l'orchestre et son chef, trônant comme Johann Strauss lui-même au centre de l'événement car, dit Béjart, « le monde et notre existence n'ont peut-être pas de sens, mais la musique a une signification profonde, celle de nos existences multiples et superposées ».

Et le livret déploie bien gentiment ses aimables mystères, la musique, ses valse, polkas et mazourkas étincelantes, mais avec un contrepoint d'images de plus en plus inquiétantes. Cette « Chauve-Souris » qui n'est qu'un titre, simple allusion à un canular précédant la pièce, Béjart lui donne consistance, en fait un personnage essentiel comme le drame rôdant autour de la fête ou plutôt comme l'arrière-fond de cette société faussée.

La chauve-souris au grand manteau noir doublé de rouge sang, c'est le vampire, et le mystérieux prince Orlofsky, au deuxième acte, c'est Dracula, avec une course de personnages difformes, de nains, d'esclaves masochistes, Dracula qui joue spon-

damment du revolver, force ses compagnons au suicide... Et la Chauve-Souris s'identifiera au dernier acte avec le geôlier Frosch, dépeuplé de tout caractère comique, geôlier aux hurlements de gestapistes, qui cadence nos angoisses et les empêche de se purger, fût-ce par la catharsis du spectacle.

Car, c'est bien là le paradoxe de cette réalisation, l'interprétation de Béjart ajoute une dimension qui, loin d'enrichir l'œuvre elle-même, la fait apparaître plus futile et stupide, donne un caractère lugubre à cette fête, où seuls les effets les plus primitifs sont capables de déclencher le rire, mécaniquement. Il ne suffit pas d'évoquer « le carnaval, épanouissement, défilement, retournement » pour atteindre « l'ivresse sacrée, le paradis », comme conclut Béjart, soudain diablement optimiste !

Le spectacle de la Monnaie est comme toujours remarquablement mis au point, même si la distribution

bis que nous avons vue dimanche ne valait pas, nous dit-on, celle de la première, samedi. Anja Silja est un assez terrifiant Orlofsky, en costume de Gengis Khan, avec cette voix de pierre qui a dépeuplé toute chair. L'aimable timbre de Rosalinde (Ella Shade) se durcit à l'excès, dès que l'intensité sonore s'élève ; Brit-Marie Aruhn exécute impeccablement le parcours de virtuosité imposé à Adèle sans vraiment parer de charme son personnage de maigre souflette ; les hommes ont tous le profil drôle et sans épaisseur que livrent leurs propos, avec une mention spéciale pour l'Alfred savoureux de Louis Devos. Les chœurs et l'orchestre distillent une avenante gaieté viennoise sous la direction de Michael Schenwandt.

JACQUES LONCHAMPT.

* La Chauve-Souris est représentée du 25 décembre au 5 janvier, sauf le 30 décembre.

EXPOSITION

WILFREDO LAM CHEZ BOULAKIA

La lumière dans la jungle

Wilfredo Lam est né au début du siècle à Cuba. Sa mère était mulâtre, son père était chinois et devait disparaître plus que centenaire, âge que Lam lui-même ne devait pas atteindre. Il est mort en 1982 à Paris, mais couvert de gloire dans son pays natal, où on lui prépare, d'ailleurs, un musée. La Havane, Paris, New-York : trois pôles de son œuvre et de sa renommée. Il fut aussi trois fois femme dans sa vie mouvementée, romanesque, et des amis sans nombre, parmi lesquels : Picasso, Breton, Jom, Masson...

On connaît surtout ses œuvres sombres et naïves, comme *la Jungle*, qui, en 1943, fit encore scandale à la galerie Pierre-Matthei de New-

York. Moins ses peintures sur papier, commandées à Cuba à la même époque, ses couleurs vives mais intenses qui font jaillir le blanc comme la lumière du jour. La galerie Fabien-Boulakia en expose une douzaine pour quelques semaines encore. En s'approchant, en déchirant la voile de cendrier tout impressionniste que Lam fait naître de la fréquentation des rouges et des verts, on retrouve sa chaleur torride, la cruauté d'un monde où l'homme, l'insecte et le palmier ne font qu'une seule créature épouvantée.

FREDERIC EDELMANN.

* Galerie Fabien-Boulakia, 20, rue Bonaparte, 75006 Paris. Jusqu'à fin décembre.

Michel Ciment

BOORMAN

Un visionnaire en son temps

du même auteur : KUBRICK

Tous ses films : "Excalibur", "Delivrance", "La Forêt d'émeraude"...

Almann-Lévy

Danièle Heymann
Alain Lacombe

l'année du cinéma

1985

tous les films !

Almann-Lévy

صلى الله عليه وسلم

SPECTACLES

théâtre

« Spectacles effectués par le club de Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

SALLE PAVART (42-96-06-11), 19 h 30 : Ravel/Puccini.
COMEDIE-FRANCAISE (42-96-10-30), 20 h 30 : Le Balcon.
RENAUDOUR (42-77-12-33) : *Cinéma-Video* : *Nono* films BFI : 17 h 30 : A. Soljenitsyne, de J. Cassavès ; 19 h : Le Sagittaire de la terre, de A. Silius ; *Vidéo* : *Opéra* : 19 h : *Le Monde* / *Harold* ; *Le cinéma indien* : *Le monde des stars*. Soirée à la rubrique « Festival de cinéma ».

THEATRE DE LA VILLE (42-74-22-77), 20 h 45 : *Candide*.

Les autres salles

ASTELLE-THEATRE (42-38-35-53), 20 h 30 : *L'Amour en visio*.
CAFE DE LA DANSE (48-05-57-22), 20 h 30 : *Le Monologue d'Adramelech*.
COMEDIE CALMARTIN (47-42-43-41), 21 h : *Reviens d'été à l'école*.
COMEDIE DE PARIS (43-41-00-11), 20 h 30 : *Le Confort intellectuel* ; 22 h : *Jeune d'Arc et ses copines*.
DAINOU (42-61-69-14), 21 h : *Amour, elle me veut*.
DIX HEURES (46-06-07-48), 20 h 30 : *Jeune d'Arc*.
ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), 20 h 30 : *M. Jolivet*.
ESSAON (42-78-46-42), 20 h 30 : *Il était une fois... un cheval magique*.
HUCHETTE (43-26-33-99), 19 h 30 : *Le Canotier* ; 20 h 30 : *Le Lagon* ; 21 h 30 : *Le Jardin des supplices*.
LUCERNAIRE (43-44-57-34), 18 h : *Les Gouttes* ; 20 h : *C'est rigolo* ; 21 h 45 : *Mes chagrin* ; 22 h : *Pardon Monsieur Prévost* ; 23 h : *La Fête noire* ; 24 h : *Shane. Petite Sœur*, 21 h 30 : *Piano Solo*.
MARAS (42-78-03-53), 20 h 30 : *L'Éternel Mari*.
NOUVEAUTES (47-70-52-76), 20 h 30 : *Gigi*.
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), 20 h 30 : *Les Femmes*.
PENICHE OPERA (42-45-18-20) (amateur face au 200 quai de Jemmapes) : 21 h : *A la recherche du temps perdu* ; on embarque pour s'y faire (Après-ghia, Cocoon, Ferruccio...)
PORT DE GENTILLY (45-80-20-30) : *Noces de sang*.
POTINIERE (42-61-46-16), 21 h : *Mimic en quatuor*.
TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), 18 h 30 : *L'Écume des jours* ; 20 h 30 : *Les Femmes*.
THEATRE D'EDGAR (42-22-11-02), 18 h 30 : *Que faire de ces deux-là ?* ; 20 h 15 : *Les Babes en bois* ; 22 h : *Nous on fait où on nous dit de faire*.
THEATRE DU ROND-POINT (42-56-70-80), Grande Salle, 20 h 30 : *Le Cid*.

Les cafés-théâtres

AU REC FIN (42-96-29-35), 23 h : *Banc d'essai des jeunes*.
BLANCS-MANTEAUX (48-57-15-84), 18 h 15 : *Archimède* ; 21 h 30 : *Les Démones Loukes* ; 22 h 30 : *Le Pêcheur de bière* ; 23 h 15 : *Les Stars Moutons* ; 24 h 30 : *Sauvages les bêtes* ; 25 h 30 : *Deux pour le prix d'un*.
CAFE D'EDGAR (42-20-85-11), 18 h 15 : *Tout va bien deux bouillottes* ; 21 h 30 : *Marguerite d'Anjou* ; 22 h 30 : *Orléans de secours* ; 23 h 15 : *Ca balance pas mal* ; 24 h 30 : *Le Chronomètre châtouilleux* ; 25 h 30 : *Elles sont venues toutes*.
CLUB G. D'ESTRÉES (42-78-09-78), 22 h : *D. Lano*.
PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : *Nous, je n'ai pas disparu* ; 22 h 15 : *Nous, on abrite*.
POINT-VIRGULE (42-78-07-03), 21 h : *Moi je crache, mes parents raquent* ; 22 h 30 : *Courteline et Labiche en vacances* ; 23 h 30 : *Nos rêves sont dérangés*.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : *Chanson française*.
CHEVALIER DU TEMPLE (42-71-67-28), 21 h : *J. Danno*.
CIRQUE D'HIVER (43-04-11-55), 21 h : *J. Guidicé*.
ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), 22 h : *Kamikan*.
TROIS DE BUENOS-AIRES (42-60-44-11), 22 h 30 : *Orlando Tripodi Quartet*.

Les concerts

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h : *Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France*, dir. : M. Jankowski, Maître de Radio-France (Humperdink).
Jazz, pop, rock, folk
BERCY, Palais omnisports (43-46-12-21), 20 h : *Sing*.
LE CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-33-99), 21 h 30 : *Whoopee Markers*.
CITIZEN (45-57-99-26), 20 h 30 : *Sid shot*.
MONTANA (45-48-93-08), 22 h : *P. Meigs*.
MONTGOLFIER (45-54-85-00), 22 h : *S. Gervais*.
NEW MORNING (45-23-51-41), 21 h 30 : *P. Sanders*.
FL. JOURNAL (43-26-28-59), 21 h 30 : *Cl. Bolling Trio*.
PETIT JOURNAL MONTMARTRE (43-21-56-70), 21 h 30 : *D. Huck Quartet*.
PETIT OPPORTUN (43-36-01-36), 23 h : *Cl. Looz, R. Del Fré, F. Similac*.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLIOT (47-04-34-24), *Relâché*.
REAUDEBOURG (42-78-35-57), 17 h : *Rétrospective Warner Bros 1950-1985* : le visage du plaisir, de J. Quintero (1951) ; 19 h : *Les Dix ans de cinéma français à redécouvrir* : *Retour à Marseille*, de R. Allio.

UGC BARRITZ - GEORGE V - ONE BEAUBOURG LES HALLES - 7 PARNASSIENS
PARAMOUNT MONTMARTRE - ST-RICHEL - PARAMOUNT OPERA - MAXEVILLE
14 JUILLET BEAUGRENELLE - GAUMONT SUB - FAUVETTE - IMAGES
VERSAILLES Cynano - ARGENTEUIL Gomme - ASNIERES Tricyle
EPINAY Jacques Prévert - MAISONS ALFORT Club

Billy Ze Kick

Billy Ze Kick fait un bordel royal dans la torpeur du cinéma français ambiant... c'est Zénial!

GÉRARD LEFORT

STARFLEX

Un film unique et parfait...

MATTHIAS SANDERSON

Télérama

Un polar incongru, délirant...

JOSHA SCHIDLOW

Le film a une pêche d'enfer...

ANNE ANDREU

Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20

Pour tous renseignements, concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservation et prix préférentiels avec le Carte Club

Lundi 23 décembre

ASTÉRIX ET LA SURPRISE DE CÉSAR (Fr.) : Gaumont Halles, 1^{re} (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2^e (42-60-33) ; Paramount Odéon, 6^e (43-25-55-83) ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-15-08) ; Paramount Opéra, 9^e (42-56-31) ; Bastille, 11^e (43-07-54-40) ; Faubourg, 12^e (43-31-66-56) ; Lumière, 13^e (43-46-07) ; Paramount, 14^e (43-59-15-08) ; Miroir, 15^e (43-20-85-11) ; Gaumont Convention, 15^e (42-28-42-27) ; 14^e : *Juliet Beaupré*, 15^e (43-59-15-08) ; *Pathe Clichy*, 16^e (43-24-61-11) ; *Gambetta*, 20^e (42-36-10-96).

LE BAISER DE LA FEMME ARLANDE (Brés. v.a.) : Saint-Ambroise, 11^e (47-00-89-16) ; Rialto, 19^e (46-07-57-61).

BATON ROUGE (Fr.) : Forum, 1^{re} (542-97-33-74) ; Hantefille, 6^e (46-33-79-38) ; George V, 9^e (45-62-41-46) ; UGC Berritz, 10^e (45-57-99-26) ; V.I. : (43-59-15-08) ; George V, 9^e (45-62-41-46) ; France, 9^e (47-70-33-88) ; CHEROKEE (Fr.-A.) : La Gode, 19^e (42-46-00-00).

COCCON (A. v.a.) : Cid Beaubourg, 3^e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6^e (42-25-10-30) ; Marignan, 8^e (43-59-92-82) ; UGC Danton, 10^e (42-25-10-30) ; V.I. : (42-72-52) ; Impérial, 2^e (42-36-33-93) ; Montparnasse Pathe, 14^e (43-20-12-06).

COLONEL RIDE (Hongrie. v.a.) : Saint-Ambroise, 11^e (47-00-89-16) ; 14^e : *Juliet Beaupré*, 15^e (43-59-15-08) ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-15-08) ; 14^e : *Juliet Beaupré*, 15^e (43-59-15-08).

CORNEAUX ET MONTEAUX (Chinois. v.a.) : Studio 43, 9^e (47-70-43-40).

COTTON CLUB (A. v.a.) : Clichy, 16^e (46-33-10-82) ; Bette à l'honneur, 17^e (46-22-74-79).

CUORE (It. v.a.) : Forum Opéra Express, 1^{re} (42-33-42-36) ; Saint-Germain Studio, 5^e (46-33-63-20) ; Elysée Lincoln, 8^e (43-59-36-14) ; Olympia Extrême, 14^e (43-59-99-41) ; Paramount, 14^e (43-59-36-14).

DROLE DE MOISSONNIER (Br. v.a.) : Quinette, 5^e (42-78-39-38) ; Lincoln, 8^e (43-59-36-14) ; PLM St-Jacques, 14^e (43-59-08-42) ; Paramount, 14^e (43-20-30-19).

L'EFFRONTÉE (Fr.) : Gaumont Halles, 1^{re} (42-97-49-70) ; Rex, 2^e (42-36-33-93) ; Cid Beaubourg, 3^e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6^e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-84) ; Pagoda, 7^e (45-07-12-15) ; UGC Berritz, 8^e (43-59-20-40) ; Monte Carlo, 9^e (43-57-33-43) ; UGC Boulevard, 9^e (45-74-94-84) ; 14^e : *Juliet Beaupré*, 15^e (43-59-15-08) ; UGC Convention, 15^e (42-28-42-27) ; Victor Hugo, 16^e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 17^e (45-78-24-24) ; *Pathe Clichy*, 18^e (42-24-61-11) ; *Gambetta*, 20^e (46-36-10-96).

MUSCLOIR ET SHEILA LE SECRET DE L'ÉPIQUE (A. v.a.) : Miroir, 15^e (43-20-85-11) ; Clichy, 16^e (46-33-10-82) ; UGC Berritz, 8^e (43-59-20-40) ; UGC Convention, 15^e (42-28-42-27) ; Victor Hugo, 16^e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 17^e (45-78-24-24) ; *Pathe Clichy*, 18^e (42-24-61-11) ; *Gambetta*, 20^e (46-36-10-96).

LES NOCES DE FIGARO (A. v.a.) : Vendôme, 2^e (47-42-97-52).

LA NUIT FORTE JARRETTES (Fr.) : République Lincoln, 11^e (48-05-31-39) ; Danton, 14^e (43-21-41-01) ; 14^e : *Juliet Beaupré*, 15^e (43-59-15-08).

ON NE MEURT QUE DEUX FOIS (Fr.) : Clichy, 16^e (46-33-10-82) ; UGC Berritz, 8^e (43-59-20-40) ; UGC Convention, 15^e (42-28-42-27) ; Victor Hugo, 16^e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 17^e (45-78-24-24) ; *Pathe Clichy*, 18^e (42-24-61-11) ; *Gambetta*, 20^e (46-36-10-96).

ON UN MONDE EXTRAORDINAIRE (A. v.a.) : Napoléon, 17^e (42-67-63-42).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George V, 9^e (45-62-41-46).

THEATRE MONTMARTRE

Myriam de Colibri

FRANCOISE FABIAN
ROBERT RIMBAUD

MARCEL BOZZUFFI
GENEVIEVE FONTANEL

Les gens d'en face

UN SPECTACLE REMARQUABLE QU'IL FAUT VOIR !
J. J. GAUTIER

FOYER DU 1^{er} ETAGE - NOUVELLE FORMULE
ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHOISIS
MARDI A VENDRE A PARTIR DE 19 H - SAMEDI DE 20 H A 21 H 15

LOC. 43.22.77.74. ET 43.20.89.99
MATINEES LES 25 DÉCEMBRE ET 1^{er} JANVIER

CARRE SILVIA MONFORT

BAJAZET

de Jean RACINE à 20 h 30

REVEILLONS de NOEL et ST-SYLVESTRE :
SOUPER AVEC TABLE D'HOTE

ATTENTION : le 24 décembre MESSE de MINUIT APRES LE SPECTACLE le 25 décembre MATINEE à 16 h

RÉSERVATION 45 33 66 70

(location aux prix habituels y compris les réductions)
108, rue Brancion 75015 PARIS - PARKING GRATUIT

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (Yon. v.a.) : St-André des Arts, 6^e (42-36-80-25) ; Ambassade, 8^e (43-59-19-08).

LA PARENTÉLIE (Sov. v.a.) : Epée de Bois, 3^e (43-37-57-47).

LA PARTIE DE CHASSE (Br. v.a.) : Forum, 1^{re} (42-97-49-70) ; Hantefille, 6^e (46-33-79-38) ; Marignan, 8^e (43-59-92-82) ; Paramount, 14^e (43-20-30-19) ; V.I. : France, 9^e (47-70-33-88) ; Faubourg, 12^e (43-31-66-56).

PASSAGE SECRET (Fr.) : Latine, 4^e (42-78-47-80).

PORTES DESPARIS N° 2 (A. v.a.) : (C) : *Gallie Boulevard*, 2^e (42-33-54-38).

PROES (Fr.) : Arcades, 2^e (42-33-54-38).

RAMBO II (A. v.a.) : Paramount City, 9^e (45-62-45-76) ; V.I. : Paramount Marivaux, 2^e (42-96-80-40).

RAIN (Br. v.a.) : Clichy, 16^e (46-33-10-82) ; Colisée, 6^e (43-59-29-46) ; Escorial, 13^e (47-07-28-04).

RASPOUTINE, L'AGONIE (Sov. v.a.) : Cosmos, 6^e (44-24-28-80).

RECHERCHE SUSAN, DÉSÉSPÉRÉMENT (A. v.a.) : Forum Orient Express, 1^{re} (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6^e (42-25-10-30) ; Berritz, 8^e (43-59-20-40) ; V.I. : Gaumont Opéra (en Berlitz), 2^e (42-33-42-26) ; Montparnasse, 14^e (43-20-30-19).

RETOUR VERS LE FUTUR (A. v.a.) : Marignan, 8^e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Élysées, 6^e (42-20-76-23) ; V.I. : Gaumont Opéra (en Berlitz), 2^e (42-33-42-26) ; (47-42-60-33) ; Capri, 2^e (45-08-11-69) ; Paramount Montparnasse, 14^e (43-20-30-19).

LES FILMS NOUVEAUX

BILLY ZE KICK, film français de Claude Zidi, 11^e (43-07-54-40) ; Paramount Colisée, 6^e (43-59-29-46) ; UGC Berritz, 8^e (43-59-20-40) ; George V, 9^e (45-62-41-46) ; UGC Berritz, 8^e (43-59-20-40) ; Marignan, 8^e (43-59-92-82) ; (47-70-33-88) ; Paramount Opéra, 9^e (45-62-45-76) ; Faubourg, 12^e (43-31-66-56) ; Gaumont Sud, 14^e (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15^e (42-28-42-27) ; Victor Hugo, 16^e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 17^e (45-78-24-24) ; *Pathe Clichy*, 18^e (42-24-61-11) ; *Gambetta*, 20^e (46-36-10-96).

HAÏM (Fr. v.a.) : Cid Beaubourg, 3^e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6^e (42-25-10-30) ; Marignan, 8^e (43-59-92-82) ; UGC Danton, 10^e (42-25-10-30) ; V.I. : (42-72-52) ; Impérial, 2^e (42-36-33-93) ; Montparnasse Pathe, 14^e (43-20-12-06).

LA CAGNE AUX FOLLES N° 3 (Fr.) : Richelieu, 2^e (42-33-56-70) ; Bruguier, 6^e (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-15-08) ; George V, 9^e (45-62-41-46) ; France, 9^e (47-70-33-88) ; CHEROKEE (Fr.-A.) : La Gode, 19^e (42-46-00-00).

COCCON (A. v.a.) : Cid Beaubourg, 3^e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6^e (42-25-10-30) ; Marignan, 8^e (43-59-92-82) ; UGC Danton, 10^e (42-25-10-30) ; V.I. : (42-72-52) ; Impérial, 2^e (42-36-33-93) ; Montparnasse Pathe, 14^e (43-20-12-06).

COLONEL RIDE (Hongrie. v.a.) : Saint-Ambroise, 11^e (47-00-89-16) ; 14^e : *Juliet Beaupré*, 15^e (43-59-15-08) ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-15-08) ; 14^e : *Juliet Beaupré*, 15^e (43-59-15-08).

CORNEAUX ET MONTEAUX (Chinois. v.a.) : Studio 43, 9^e (47-70-43-40).

COTTON CLUB (A. v.a.) : Clichy, 16^e (46-33-10-82) ; Bette à l'honneur, 17^e (46-22-74-79).

CUORE (It. v.a.) : Forum Opéra Express, 1^{re} (42-33-42-36) ; Saint-Germain Studio, 5^e (46-33-63-20) ; Elysée Lincoln, 8^e (43-59-36-14) ; Olympia Extrême, 14^e (43-59-99-41) ; Paramount, 14^e (43-59-36-14).

DROLE DE MOISSONNIER (Br. v.a.) : Quinette, 5^e (42-78-39-38) ; Lincoln, 8^e (43-59-36-14) ; PLM St-Jacques, 14^e (43-59-08-42) ; Paramount, 14^e (43-20-30-19).

L'EFFRONTÉE (Fr.) : Gaumont Halles, 1^{re} (42-97-49-70) ; Rex, 2^e (42-36-33-93) ; Cid Beaubourg, 3^e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6^e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-84) ; Pagoda, 7^e (45-07-12-15) ; UGC Berritz, 8^e (43-59-20-40) ; Monte Carlo, 9^e (43-57-33-43) ; UGC Boulevard, 9^e (45-74-94-84) ; 14^e : *Juliet Beaupré*, 15^e (43-59-15-08) ; UGC Convention, 15^e (42-28-42-27) ; Victor Hugo, 16^e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 17^e (45-78-24-24) ; *Pathe Clichy*, 18^e (42-24-61-11) ; *Gambetta*, 20^e (46-36-10-96).

MUSCLOIR ET SHEILA LE SECRET DE L'ÉPIQUE (A. v.a.) : Miroir, 15^e (43-20-85-11) ; Clichy, 16^e (46-33-10-82) ; UGC Berritz, 8^e (43-59-20-40) ; UGC Convention, 15^e (42-28-42-27) ; Victor Hugo, 16^e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 17^e (45-78-24-24) ; *Pathe Clichy*, 18^e (42-24-61-11) ; *Gambetta*, 20^e (46-36-10-96).

LES NOCES DE FIGARO (A. v.a.) : Vendôme, 2^e (47-42-97-52).

LA NUIT FORTE JARRETTES (Fr.) : République Lincoln, 11^e (48-05-31-39) ; Danton, 14^e (43-21-41-01) ; 14^e : *Juliet Beaupré*, 15^e (43-59-15-08).

ON NE MEURT QUE DEUX FOIS (Fr.) : Clichy, 16^e (46-33-10-82) ; UGC Berritz, 8^e (43-59-20-40) ; UGC Convention, 15^e (42-28-42-27) ; Victor Hugo, 16^e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 17^e (45-78-24-24) ; *Pathe Clichy*, 18^e (42-24-61-11) ; *Gambetta*, 20^e (46-36-10-96).

ON UN MONDE EXTRAORDINAIRE (A. v.a.) : Napoléon, 17^e (42-67-63-42).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George V, 9^e (45-62-41-46).

LES RIPOUX (Fr.) : Lumière, 6^e (45-44-57-34) ; UGC Berritz, 8^e (43-59-20-40).

REO ZONE NOIR (Br. v.a.) : Studio 43, 9^e (47-70-43-40).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A. v.a.) : Studio de la Harpe, 3^e (46-34-25-52) ; Publicis Marignan, 8^e (43-59-92-82).

ROUGE BARBER (Fr.) : Rex, 2^e (42-36-33-93) ; Cid Beaubourg, 3^e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6^e (42-25-10-30) ; UGC Berritz, 8^e (43-59-20-40) ; UGC Convention, 15^e (42-28-42-27) ; Victor Hugo, 16^e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 17^e (45-78-24-24) ; *Pathe Clichy*, 18^e (42-24-61-11) ; *Gambetta*, 20^e (46-36-10-96).

SANS TOUT NI LOI (Fr.) : Gaumont Halles, 1^{re} (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2^e (42-60-33) ; 14^e : *Juliet Beaupré*, 15^e (43-59-15-08) ; 14^e : *Juliet Beaupré*, 15^e (43-59-15-08) ; Pagoda, 7^e (45-07-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 6^e (42-20-76-23) ; 14^e : *Juliet Beaupré*, 15^e (43-59-15-08) ; UGC Convention, 15^e (42-28-42-27) ; Victor Hugo, 16^e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 17^e (45-78-24-24) ; *Pathe Clichy*, 18^e (42-24-61-11) ; *Gambetta*, 20^e (46-36-10-96).

SCOUT TOUJOURS (Fr.) : Gaumont Opéra (en Berlitz), 2^e (42-33-42-26) ; Colisée, 6^e (43-59-29-46) ; George V, 9^e (45-62-41-46) ; Marignan, 8^e (43-59-92-82) ; UGC Berritz, 8^e (43-59-20-40) ; UGC Convention, 15^e (42-28-42-27) ; Victor Hugo, 16^e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 17^e (45-78-24-24) ; *Pathe Clichy*, 18^e (42-24-61-11) ; *Gambetta*, 20^e (46-36-10-96).

SILVERADO (A. v.a.) : Gaumont Halles, 1^{re} (42-97-49-70) ; Cid Beaubourg, 3^e (42-71-52-36) ; Paramount Odéon, 6^e (42-25-10-30) ; Marignan, 8^e (43-59-92-82) ; UGC Berritz, 8^e (43-59-20-40) ; 14^e : *Juliet Beaupré*, 15^e (43-59-15-08) ; UGC Convention, 15^e (42-28-42-27) ; Victor Hugo, 16^e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 17^e (45-78-24-24) ;

sports

TENNIS

VICTOIRE DE LA SUÈDE SUR L'ALLEMAGNE (3 A 2) EN COUPE DAVIS

Les bons élèves récompensés

L'équipe de Suède, qui avait conquis la Coupe Davis en 1984 à Göteborg aux dépens des États-Unis, a conservé le trophée d'argent fondé il y a quatre-vingt-cinq ans. En dépit de la robuste opposition du jeune prodige allemand Boris Becker qui a gagné en puissance ses deux matches contre Stefan Edberg (6-3, 3-6, 7-5, 8-6) et Mats Wilander (6-3, 2-6, 6-3, 6-3), la RFA battue 2-3 n'est pas venue à contester le célèbre trophée qu'elle brigait pour la seconde fois depuis quinze ans.

Le résultat est conforme à la logique sportive même si les Allemands de l'Ouest pensaient massivement que, devant son public, leur champion de Wimbledon pouvait faire la décision tout seul. L'équipe de Hans Olsson, qui touche les bénéfices des investissements dans la formation des jeunes réalisés depuis vingt ans est beaucoup plus homogène. En dépit de tous ses efforts, Michael Westphal, cinquième mondial, n'était pas à la hauteur des

deux Suédois et la paire Wilander-Nyström qui a disputé les demi-finales des trois tournois du grand chelem cette année ne pouvait que facilement disposer du double Becker-Maurer. Avec quatre joueurs dans les onze meilleurs mondiaux, aussi bien en simple qu'en double, et deux titres du grand chelem à son actif en 1985 (Roland-Garros et Melbourne), elle est incontestablement la meilleure au monde actuellement.

formation des jeunes que le roman lucratif du championnat interclubs faisait négliger jusqu'alors.

Or, c'est justement parce que les Suédois ont développé cette politique depuis vingt ans qu'ils alignent maintenant la formation la plus homogène. D'abord masqués par le phénomène Borg, qui a joué la carte personnelle du star system dans les années 70, les résultats sont maintenant évidents : finalistes de la Coupe Davis en 1983 contre l'Australie, les compagnons de Wilander ont battu les États-Unis en 1984 et conservé le trophée cette année. C'est une équipe étonnamment jeune (vingt et un ans de moyenne d'âge) dont les qualités sont innombrables.

Le plus sympathique est sans doute l'attitude saine que les Suédois ont adoptée à l'égard de leur sport. Cette convivialité leur a permis d'éviter les pièges du vedettariat auxquels leurs performances pourraient les exposer. Alors que Becker, vainqueur de Wimbledon, a vu une multitude de supporters le traquer devant la porte de son hôtel pour lui envoyer des fleurs et lui extorquer des autographes, Wilander, double vainqueur des internationaux de France et d'Australie a pu se promener en toute tranquillité dans les rues de la cité bavaroise. Lui ni ses coéquipiers n'auraient besoin de s'exprimer pour fuir les médias.

Autre qualité de ces joueurs : un désir constant de progresser.

Apparus il y a trois ou quatre ans sur le circuit avec l'étiquette de débutants, ils montrent aujourd'hui un jeu d'attaque sans faille. Le plus naturellement doué dans ces exercices est Edberg, mais Wilander, qui avait usé l'Argentin Vilas en fond de court, en 1982 à Roland-Garros, prend désormais le filet avec une autorité à laquelle il manque encore, pour être complète, un grand service. Bref, au moment du déclin américain, cette victoire confirme la prééminence de l'école suédoise, qui devrait encore se prolonger, quelque temps en dépit des exploits de mercenaires comme Lendl ou Becker.

ALAIN GIROUD.

De notre envoyé spécial

Munich. — Le suspense ? Il n'a véritablement duré que le temps de quinze jeux, c'est-à-dire les trois premiers quarts d'heure de l'ultime match de cette finale de coupe Davis entre la RFA et la Suède. Apparemment, il n'y avait pas eu à proprement parler. Boris Becker, ce diable d'adolescent qui a décidé d'un coup de tête de se consacrer à la balle au court, a bien confirmé les fulgurants progrès déjà enregistrés à Wimbledon en dominant de toute la puissance de son service et de son coup droit Wilander et Edberg, qui ont pourtant un meilleur rang mondial que lui. Il y aura sûrement gagné, pour les joutes à venir, un petit avantage psychologique non négligeable.

Mais ces deux victoires étaient en somme toute logiques compte tenu de l'envolvement — surface de jeu, éclairage — ultra favorable dont il a bénéficié. De même qu'avait été parfaitement logiques les deux points perdus par la RFA avec l'autre simple et le double. Même si Becker souffrait effectivement d'une jambe samedi aux côtés de Maurer et même si cette paire assez singulière avait réussi à vaincre en cinq matches le tandem américain n° 1 mondial Flach-Seguso, on ne voyait pas par quelle aberration Wilander et Nyström, demi-finalistes à

Boris Becker, le surdoué allemand, était trop seul face aux meilleurs de l'école suédoise.

Roland-Garros, à Flushing-Meadow et à Kooyung auraient pu laisser échapper la victoire. Bref, il a attendu le dernier match dimanche soir pour savoir si la RFA allait ou non gagner le Trophée d'argent pour la première fois de son histoire.

Les Américains sans atouts

Transcendé par la victoire de Becker sur Wilander, Michael Westphal a commencé à jouer un tennis comme jamais il n'avait joué. Il était sûr un nuage. Il tapait dans la balle les yeux fermés, de tout son cœur, et réussissait des points étonnants. Edberg se demandait ce qui lui arrivait. Lui qui est le plus doué mais aussi le moins pugnace de la génération viking se prit à douter : après un passing de rêve qui donnait l'avantage à l'Allemand, il a commis une double faute. Westphal a alors mené 4-2 puis a enlevé la première manche 6-3. Celui-ci a de nouveau mis en difficulté Edberg qui, sur une nouvelle double faute, se retrouvait à égalité dès le premier jeu du second set. Mais le récent champion d'Australie s'est alors magistralement ressaisi. Il a calmé le jeu. Et,

insensiblement, Westphal est redevenu sur terre. Il a encore pris une fois le service d'Edberg, mais celui-ci avait le match en main.

Dès lors, les jeux étaient faits : quinze ans après avoir été membre de l'équipe allemande battue (5-0) par les États-Unis, Wilhelm Bungert, désormais capitaine, a vu pour la seconde fois la coupe Davis échapper à la République fédérale. Et les dirigeants de la fédération ouest-allemande devaient s'en mordre les doigts. Car il n'est pas dit qu'une telle occasion se représente de si tôt.

Il n'en a eu effet fallu un concours de circonstances assez impressionnant pour que l'Allemagne arrivât ainsi en finale. D'abord le refus de McEnroe et de Connors de signer un engagement de bonne conduite exigé par leur fédération après leur lamentable comportement de la finale de 1984 ; sans ces deux atouts maîtres, les États-Unis se sont inclinés 3-2 en quart de finale en alignant Krickstein et Teichgraber. Ensuite, une douleur dorsale de Lendl, qui n'a pas pu jouer les simples en demi-finale, a permis au nouveau numéro un mondial, la Tchèqueo-Slovaque, d'être écarté 5-0. Rien ne dit que Becker arrivera à nouveau à tenir à bout de bras son équipe jusqu'à ce stade de l'épreuve toujours pleine de chausse-trappes.

Ronron lucratif

Il est le seul de son espèce en RFA. C'est son père qui n'a pris sur lui et sur sa cassette de le confier naguère à un entraîneur particulier pour le lancer sur le circuit. Habituellement, ses camarades ne sortent pas des clubs avec leur parcourus de très nombreux avantages financiers. Certes, cet exemple a réveillé l'Allemagne : depuis quelques mois, les clubs refusent du monde et un nouvel esprit de compétition règne. Mais il faudra du temps pour mettre sur pied une véritable politique de

SKI NORDIQUE

Coupe du monde de saut L'envolée française

De notre envoyé spécial

Chamonix. — La France n'avait pas hébergé depuis 1980 une étape de Coupe du monde de saut à ski. L'oubli a été réparé dimanche 22 décembre sur le tremplin des Bossons à Chamonix. Le concours a été l'occasion de constater le renouveau de la discipline en France, puisque Frédéric Berger a pris la troisième place derrière le Finlandais Pekka Suorsa et l'Allemand de l'Est, Jeng Weissflog, champion olympique à Sarajevo.

« C'est si beau de voler aussi librement que possible dans le ciel », aime à dire Frédéric Berger, ce jeune homme de vingt et un ans, originaire de Morzine, que les autres membres de l'équipe de France sont venus féliciter. Un événement, sans doute déterminant pour l'avenir du saut en France, vient de se produire. Frédéric Berger a pris la troisième place du concours.

On se remémore la deuxième place de Bernard Moullier à Thunder-Bay, au Canada, en 1981, mais sans vouloir diminuer son mérite, il manquait de nombreux éléments de la race des hommes-ciseaux. Plus significative avait été la position obtenue par Gérard Colin, en 1983 un soir de février à Baerum, tout près d'Oslo : quatrième ! Un cran de plus vient d'être franchi. Ce progrès se trouve renforcé dans son éclat quand on lit à la onzième ligne du classement le nom de Didier Mollard, un gamin de seize ans.

Il existe désormais une véritable équipe de France, et le temps s'éloigne où le Vogelin Gérard Colin promenait sa solitude sur tous les tremplins importants de la planète. La meilleure preuve en est que l'entraîneur Christian Remy a mis en concurrence dix-huit garçons, vendredi, au moment du dernier test de sélection.

Langage de fermeté

La présence de Bernard Chevalier à la tête du groupe des dirigeants symbolise cette ère de changement spectaculaire amorcée à Chamonix. Ce poste était ordinairement dévolu pas des hommes peu influents au sein de la Fédération française de ski. Avec Bernard Chevalier, c'est tout le contraire, non seulement en raison de sa fonction

de maire de la station des Contamines, en Haute-Savoie, mais surtout parce qu'il est le tout-puissant président du syndicat des moniteurs.

Bernard Chevalier a renforcé l'encadrement et tenu un langage de fermeté aux athlètes : « Ce qui m'intéresse, c'est les premières places. A mon sens, terminer quinzième ou vingtième dans un concours de Coupe du monde ne représente pas grand intérêt. Je veux briser la fatalité de la défaite qui avait pu s'installer. Il n'y a aucune raison de renoncer à monter un jour sur un podium, la preuve en est faite aujourd'hui. »

Il a réformé dans ce sens le système des primes en renforçant l'intérêt des athlètes à l'obtention de la victoire. « Je veux qu'ils prennent des risques », est son credo. Frédéric Berger a su en prendre dimanche. Au premier saut, il retombait à 89,5 mètres, soit à une demi-enclavure de Jeng Weissflog et à 5 mètres de Pekka Suorsa. Le classement se trouvait en fait établi. Le deuxième envol confirma en effet la hiérarchie devant un public de néophytes ébahis, surtout par la trajectoire du Finlandais Pekka Suorsa, est le seul à se maintenir comme pour l'éternité à 101 ou 2 mètres du sol dans la dernière phase du saut, au moment où il faut retarder le plus longtemps possible l'atterrissage en tirant au maximum sur le corps.

LIBERT TARRAGO.

CROSS-COUNTRY

Paul Arpin gagne le vingt-cinquième « Figaro »

Paul Arpin a remporté, dimanche 22 décembre, le vingt-cinquième « Figaro », le concours éditorial du cross de Figaro en franchissant à 300 mètres de la ligne d'arrivée Thierry Watrice (21), Pascal Debaecker (34), Pierre Lévisse (49) et Francis Gonzales, vainqueur l'an dernier. En parcourant les 12 kilomètres en 37 mn 57 s, le jeune Savoyard a établi un nouveau record de l'épreuve, confirmant sa grande forme actuelle et ses ambitions dans la spécialité.

La course des As, dont Michel Jazy fut le premier lauréat en 1961, n'est que la vitrine d'une grande fête de la course à pied. En deux jours, près de

28 500 concurrents de tous âges se sont dévoués dans les vallées enneigées du Bois de Boulogne pour le seul plaisir de courir. Certes, on est loin des 38 849 engagés de 1979, mais le reflux de ces dernières années a été corrigé par une innovation : le maxi-cross. Mi-routière, mi-forestière, cette épreuve de 16 kilomètres est davantage au goût du jour l'endurance, endurance II que les efforts brefs et violents en terrain accidenté. Cette année, il n'a même fallu organiser deux pour satisfaire les 7 000 inscrits, dont 650 femmes.

ATHLÉTISME

Paris-Dakar au pas de course

Contrairement au départ des vingt kilomètres de Paris, pas un concurrent n'a essayé, samedi 21 décembre, au pied de la tour Eiffel, de « carotter » quelques hectomètres à ses adversaires. Tricherie dérisoire. La ligne d'arrivée, pour les quatre-vingt-dix participants au deuxième Paris-Gao-Dakar pédestre est à 6 000 kilomètres de là.

Parti huit jours seulement de son grand frère motorisé, ce Dakar-là espère bien arriver dans la capitale sénégalaise le même jour que le rallye automobile. L'aventure à la force du jerrit durera un mois. Trente jours et trente nuits de course à pied avec pour seuls arrêts la franchise de la Méditerranée et les formalités de douane ici et là.

Paris-Gao-Dakar est une course de relais non stop à laquelle participent sept équipes de douze coureurs, plus quelques individus. Chaque concurrent effectue des relais de 20 kilomètres en moyenne, enchaînant ainsi des semi-marathons toutes les dix-huit heures.

Entraînement forcé

« Les engagés ne sont pas des super-cracks, mais de solides athlètes courant le marathon en trois heures, trois heures trente, dit Marc Bouet, l'organisateur de l'épreuve. Ce sont surtout des dingues de la course à pied. » Il sait de quoi il parle : il en fait partie. Cet ingénieur du CNRS a été contaminé par la folie de la course à pied, échappée des stades pour envahir les rues, puis les routes, et maintenant franchir les frontières (1). Il a très vite cherché à faire partager sa passion des grands espaces.

Séduit par la beauté du site d'Olympie lors d'une randonnée à moto, il organise en 1983 un Paris-Olympie, pédestre (2 000 kilomètres) auquel participent quelques collègues de travail, puis, en 1984, le raid Paris-cap Nord (4 000 kilomètres), pour lequel il n'arrive pas à réunir plus de sept courageux. L'an dernier, il se lance dans Paris-Gao-Dakar avec une douzaine d'amis. Relayée par quelques médias, l'épopée est une révélation pour de nombreux coureurs les de tourner en rond. Les candidatures affluent.

Pour les participants à cette folle randonnée, la course a commencé depuis longtemps. Entraînement forcé et traque

aux sponsors. Sur sept équipes, quatre sont parrainées. Les autres sont composées de coureurs indépendants, dont certains ont pu obtenir des aides (l'inscription coûte 12 000 francs, mais pas tous).

Les paysages de l'aventure

Karim Sessa, étudiant à Villeneuve, qui attend encore « un geste symbolique de 100 F » promis par la municipalité, n'a dû recourir à une souscription. Il a fabriqué lui-même des cartes postales intitulées « Soldat d'un rêve ». Ce rêve traitait dans sa tête depuis un an, Karim se maintenant courir dans la dure réalité du Dakar, passer des nuits de l'Atlas algérien aux vents de sable du Sahara, des petites départermentales du centre de la France aux pistes de l'Érythrée, de la grisaille d'un relais nocturne sous le tropique du Cancer à l'exaspération de vivre à trois dans une voiture pendant un mois.

Paris-Gao-Dakar est une authentique aventure sportive, une prodigieuse aventure humaine. C'est aussi devenu une grosse affaire avec un budget de 2,5 millions de francs. Au total, cent soixante-dix personnes ont pris le départ : coureurs, mécaniciens, chauffeurs, cuisiniers, médecins et kinésithérapeutes, avec du matériel médical, des vivres, de l'eau et du carburant répartis dans plus de cinquante véhicules 4x4.

En complicité sans doute pour organiser l'édition 1986 de son épreuve, Marc Bouet devra choisir au retour : regagner son administration ou pas de course ou bien se laisser gagner par le professionnalisme. A la tête de Marc Bouet organisation, modeste association loi 1901, n'est-il pas déjà irrésistiblement entraîné par le jargon de fond de la course d'aventure ? Comme dans l'ancien « First Labov », mystérieux organisateur de courses dominicales dans Central Park, devenu le patron du New-York Road Runners Club (une certaine de salarier) après avoir « inventé » la Marathon de New-York...

J.-J. BOZONNET.

(1) L'Office du tourisme d'Agde (Hérault) organise, du 14 au 26 mars 1986, un euro-marathon-relais depuis Bruxelles et Bonn jusqu'au cap d'Agde, soit 1 285 kilomètres. Tél. : 07-70-20-10.

Les résultats

Athlétisme

CROSS DU FIGARO

MESSIEURS
1. Arpin (ASA), les 12 km en 37 mn 57 s ; 2. Watrice (Paris), 38 mn 4 s ; 3. Debaecker (CMSAM), 38 mn 7 s ; 4. Lévisse (RUF), 38 mn 9 s ; 5. Gonzales (SUA), 38 mn 15 s.

DAMES
1. Matthys (NUC), les 4 km en 13 mn 30 s ; 2. Vassier (GUC), 13 mn 53 s ; 3. Lefevre (EACCLM), 13 mn 54 s ; 4. Lelut (ESVC), 13 mn 59 s ; 5. Sergent (ASUL), 14 mn 1 s ; 6. Fays (GUC), 14 mn 3 s ; 7. Desnoy (CMSAM), 14 mn 4 s ; 8. Gollot (NUC).

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Chaque jour pour retour)
«Paris-SG (1) b. Auxerre (2) 40-00»
«Nantes (3) b. Lille (16) 5-1»
«Lens (4) b. Nice (9) 2-0»
«Monaco (6) b. Bastia (19) 2-1»
«Strasbourg (20) et Metz (7) 0-0»
«Sochaux (18) b. Laval (8) 1-0»
«Marseille (15) b. Nancy (10) 2-0»
«Toulon (14) et Toulouse (11) 1-1»
«Brest (17) et Le Havre (12) 1-1»

Classement. — 1. Paris-SG, 41 pts ; 2. Nantes, 35 ; 3. Bordeaux, 34 ; 4. Lens, 30 ; 5. Monaco, 28 ; 6. Auxerre, 27 ; 7. Metz, 26 ; 8. Laval, Nice, 25 ; 10. Toulouse, Nancy, 24 ; 12. Le Havre, 23 ; 13. Rennes, 22 ; 14. Marseille, Toulon, 21 ; 16. Sochaux, Brest, 20 ; 18. Lille, 19 ; 19. Bastia, 17 ; 20. Strasbourg.

*Challans (6) b. Amiens (3) ... 78-68
*Orthez (1) b. Le Mans (7) ... 105-84
*Limoges (5) b. Caen (8) ... 102-100
Vichy (12) b. Stade Français (ex. prof) 106-105

Classement. — 1. Villeurbanne, 30 pts ; 2. Monaco, 27 ; 3. Antibes, Orléans, Limoges, 26.

Escrime

La France a battu l'URSS par 3 à 0, samedi 21 décembre à Nanterre, dans un match amical disputé en «relais à l'italienne».

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Vingt-deuxième journée)
«Paris-SG (1) b. Auxerre (2) 4-0»
«Rennes (13) et Bordeaux (5) 0-0»
«Nantes (3) b. Lille (16) 5-1»
«Lens (4) b. Nice (9) 2-0»
«Monaco (6) b. Bastia (19) 2-1»
«Strasbourg (20) et Metz (7) 0-0»
«Sochaux (18) b. Laval (8) 1-0»
«Marseille (15) b. Nancy (10) 2-0»
«Toulon (14) et Toulouse (11) 1-1»
«Brest (17) et Le Havre (12) 1-1»

Classement. — 1. Paris-SG, 41 pts ; 2. Nantes, 35 ; 3. Bordeaux, 34 ; 4. Lens, 30 ; 5. Monaco, 28 ; 6. Auxerre, 27 ; 7. Metz, 26 ; 8. Laval, Nice, 25 ; 10. Toulouse, Nancy, 24 ; 12. Le Havre, 23 ; 13. Rennes, 22 ; 14. Marseille, Toulon, 21 ; 16. Sochaux, Brest, 20 ; 18. Lille, 19 ; 19. Bastia, 17 ; 20. Strasbourg.

DEUXIÈME DIVISION

(Vingt-deuxième journée)
«Sète (4) b. Nîmes (5) 1-0»
«Montpellier (7) b. Moulins (11) 2-1»
«Nantes (10) et Gazeux (18) 2-2»
«Marseille (16) et Gazeux (12) 1-1»
«Red Star (14) et Toulon (13) 0-0»

Classement. — 1. Saint-Etienne, 45 pts ; 2. Lyon, 41 ; 3. Saint-Etienne, 37 ; 4. Béziers, 36 ; 5. Montpellier, 35 ; 6. Nîmes, Le Puy, 34 ; 7. Béziers, Cannes, Thonon, 22 ; 11. Montceau, Gueugnon, 20 ; 13. Tours, Red Star, 19 ; 15. Martigues, 17 ; 16. Troyes, 18 ; 17. Chamois, 15 ; 18. Grenoble, 14.

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Nouvelle tour retour)
«Français Volants b. Rouen 19-7»
«Saint-Gervais b. Amiens 7-4»
«Gag et Villard b. Lausanne 2-2»
«Megève b. Briançon 10-4»
«Chamonix b. Veyrier-Chablais 9-5»
«Grenoble b. Tours 8-2»

Classement. — 1. Saint-Gervais, 38 pts ; 2. Français Volants, 34 ; 3. Megève, 27 ; 4. Briançon, 25.

Lutte

CHAMPIONNAT DE FRANCE

INTERCLUBS
«LUS Crelle bat l'ASPTT Lyon en finale (3 US Métro : 4 Chamalières).»

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Trente-troisième journée)
«Rouen b. Béziers 13-3»
«Narbonne b. Toulouse 26-18»
«Graillet b. Boucau 30-6»
«Brive b. Lannemezan b. Bagnères 15-9»
«Brive b. Lannemezan b. Bagnères 15-9»

Classement. — 1. Narbonne, 33 pts ; 2. Toulouse, 31 ; 3. Béziers, 30.

CHAMPIONNAT DE FRANCE

«Lavelanet b. Hyères 15-6»
«Toulon b. Valence 45-3»
«La Voulte b. Biarritz 20-13»
«Bayonne et Oloron 9-9»
«Castres b. Pau 9-8»

Classement. — 1. Toulon, 31 pts ; 2. Biarritz, Valence, 28.

Ski alpin

Le Yougoslave Rok Petrovic a remporté, samedi 21 décembre, le slalom spécial de Kranjska-Gora (Yougoslavie) devant le Suédois Nilsson et l'Autrichien Stangassner. La veille, le Suisse Joel Gaspoz avait gagné le slalom géant devant l'Allemand Robert Erlacher et l'Autrichien Hubert Strolz. Le jeune Français Christian Gaidet a terminé sixième après avoir réalisé le meilleur temps de la seconde manche.

Tennis

FINALE DE LA COUPE DAVIS

Premiers simples : Wilander (Suède) b. Westphal (RFA), 6-3, 6-4, 10-8 ; Becker (RFA) b. Edberg (Suède), 6-3, 6-4, 7-5, 8-6.

Double : Wilander-Nyström (Suède) b. Becker-Maurer (RFA), 6-4, 6-2, 6-1.

Derniers simples : Becker (RFA) b. Wilander (Suède), 6-2, 2-6, 6-3, 6-3 ; Edberg (Suède) b. Westphal (RFA), 3-6, 7-5, 6-4, 6-3.

ORANGE BOWL

En finale cadets, le Français Arnaud Boesch a battu le Suédois Wenberg (6-3, 6-3) ; la finale cadettes était 100 %, française : Spillie Nils-Christen a gagné face à Alexia Dechaume (6-3, 6-1).

Tennis de table

La Trinité Sports s'est qualifiée pour la demi-finale de la Coupe d'Europe en battant les Allemands de l'Ouest de TTC Simex Jülich (5 à 2).

OFFRES D'EMPLOIS	La ligne	La ligne TTC
DEMANDES D'EMPLOI	114,00	135,20
IMMOBILIER	34,00	40,32
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	65,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	18,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

ORGANISME SOCIAL (400 salariés)
situé en CHAMPAGNE recherche

DIRECTEUR

Activités de l'Entreprise :

- service financier de réassurance,
- réalisations sanitaires et sociales,
- gestion administrative du siège.

Missions prioritaires :

- réorganisation des services et animation du personnel,
- établissement et suivi de la gestion financière,
- refonte de la gestion du personnel administratif et technique,
- définition et mise en œuvre d'une politique de développement.

Profil recherché :

- formation supérieure,
- expérience de plusieurs années en matière de direction d'entreprise en qualité de Directeur ou de Directeur Adjoint, si possible dans le secteur sanitaire et social.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, CV avec photo (recto/verso) et prétentions sous réf. 21231 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE PARISIEN
IMPORTANT
recherche

DIRECTEUR GENERAL

pour assurer la gestion complète
d'une filiale région de MANTESFormation Ingénieur Mines, T.P. ou
similaire. Forte personnalité.

Chiffre d'affaires 60 millions de francs.

En raison de la spécificité de l'acti-
vité déployée, il est nécessaired'adresser un C.V. détaillé pour
sélection.

Rémunération plus de 400 000 F.

Ecrire s/référence 20854 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

representations offres

ENTREPRISE INDUSTRIELLE EUROPEENNE
DE RENOVATION DE TOITURES
RECHERCHE EN FRANCE POUR TOUTES
LES REGIONS INDUSTRIELLES
ET L'AGGLOMERATION PARISIENNE DES

REPRESENTANTS

- Bien introduits aux services de bâtiments dans l'indus-
trie et/ou chez les grands propriétaires.
- Nos restaurations et rénovations sont très demandées.
- Exécution rapide des travaux avec garantie décennale.
- Pour des personnes dynamiques nous garantissons d'im-
portantes rémunérations.

Candidatures sous n° 6 846
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, Paris-7.

emplois régionaux

emplois régionaux

Jolinetex S.A. 14, RUE BERTHELOT
95500 GONESSELEADER EN BONNETERIE H.F.E. introduit dans
tous les grands magasins, supermarchés et grandes
surfaces.

recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL (chef de produits)

Homme de terrain et de réflexion.
Expérience de plusieurs années dans la profession
indispensable. Avec pour missions :

- encadrer une force de vente (8 VRP).
- participer à la définition de la politique commer-
ciale (CA prévisionnel, marge, encadrement ser-
vice commercial).

REPRESENTANTS MULTICARTES

Pour les régions : • Sud-Est • Est
• Sud-Ouest • EstMerci de bien vouloir nous adresser votre C.V.
manuscrit, prétentions et photo

CENTRE DE FORMATION DES PERSONNELS COMMUNAUX

RECRUTE IMMEDIATEMENT

L'ECOLE NATIONALE D'APPLICATION DES
ATTACHES, DES INGENIEURS SUBDIVISIONNAIRES,
ARCHITECTES ET AUTRES FONCTIONNAIRES
DE CORPS DE MEMBRE NIVEAU
A MONTPELLIER

DIRECTEUR

FONCTIONS :

- Direction générale de l'école, qui aura à mettre en
œuvre la formation post-recrutement des attachés,
ingénieurs subdivisionnaires, architectes et autres
fonctionnaires de corps de même niveau ;
- Animation d'une équipe de formateurs ;
- Préparation et mise en place d'actions pédagogiques
(spécifique à l'animation et à la pédagogie des adultes) ;
- Très bonne connaissance du milieu territorial et
communal en particulier ;
- Sens des responsabilités ;
- Sens des contacts et des relations publiques.

CONDITIONS A REMPLIR :

- Être soit :
• Directeur général des services techniques des villes de
150 000 à 400 000 habitants ou répondre aux conditions
de titres, diplômes ou ancienneté pour y accéder ;
• Secrétaire général des villes de 800 000 à
1 500 000 habitants ou répondre aux conditions de titres,
diplômes ou ancienneté pour y accéder.

Adr. candidature + C.V. à : M. le Président du C.F.P.C.
146, boulevard de Grenelle, 75737 PARIS CEDEX 15.
Avant le 15 janvier 1986.

DIRECTEUR recherche son "BRAS DROIT" 230 000 +

Nous sommes la firme GDD personnes, d'un important groupe
de Transcote Rhodan (2100 personnes), d'origine rha-
noise, située en proche banlieue parisienne Nord. Le dévelop-
pement de notre structure nous amène à recruter notre

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET DES AFFAIRES SOCIALES

Ce cadre confirmé, diplômé ou autodidacte de bon niveau,
assuré d'un chef compétent sera chargé de l'ensemble des
questions administratives (comptabilité, location, resour-
cement, contentieux) et sociales (relations avec les syndicats,
gestion administrative du personnel, etc.).
En liaison étroite avec les services du groupe, il participe
au développement économique et traite toutes les questions
relatives à l'administration générale.
Une expérience de plusieurs années dans une fonction similaire
sera nécessaire.Envoyer votre dossier de candidature sous référence 1211n,
à HAVAS, 136 avenue Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY
Cedex qui transmettra.
(Plus précisions sur demande adressée)Association formation
professionnelle des adultes
de Guadeloupe recrute :

DIRECTEUR DE CENTRE

35-50 ans, niveau III technique,
5 ans cadre, expérience for-
mation professionnelle.
Salaire brut : 16.000 + voyage
+ logement + prime.
Dossier candidature à
M. VOUSSEY-APPA,
12, place de la Vierge,
93108 MONTREUIL, CEDEX,
avant le 16 janvier.INDUSTRIEL recherche pour
son Service Exportation

SUCCESSOR AU DIRECTEUR COMMERCIAL

PARTANT EN RETRAITE.
Connaissance parfaite de l'an-
gais. Sévères références indus-
rielles. Age minimum 30 ans.
Salaire motivant.
Adresser C.V. manuscrit et
photo, qui sera retournée, à
S.A. KOMET, B.P. 108,
18102 VIERZON Cedex.MAISON DE LA CULTURE
FRIMY recrute

DIRECTEUR

Ecrire président M.C.,
route de St-Jean-Malmont,
42752 FRIMY,
avant le 31 décembre 1985.

propositions diverses

ENCYCLOPAEDIA
UNIVERSALIS ANNÉE 1979
EN 20 VOLUMES
DE 1000 PAGES
PROX. 2.000 F.
Téléphone : 42-47-85-88.Les possibilités d'emploi à
l'étranger sont nombreuses et
variées. Demandez une docu-
mentation gratuite sur la revue
spécialisée ANIMATIONS (I.M.),
B.P. 231 06, PARIS.L'Euro offre des emplois sta-
bles, bien rémunérés, à tous
les Français avec ou sans
diplôme. Demandez une docu-
mentation (gratuite) sur la
revue spécialisée.
FRANCE CARRIERES (C. 10),
B.P. 402 - 08 PARIS.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone

du lundi au vendredi

de 9 heures à 18 heures

au 45-55-91-82

IMPORTANTE SOCIETE COMMERCIALE,
AGREABLE-VILLE UNIVERSITAIRE
CENTRE EST, recherche

CHARGE D'ETUDES ORGANISATION H/F

MISSION :
Prendre en charge des dossiers d'organisa-
tion administrative : études préalables, analy-
ses fonctionnelles avec utilisateurs et service
informatique, mise en place et suivi.PROFIL :
A partir d'une formation ESCAE ou de BE
Méthodes (AET - MTM), le candidat sera un
généraliste de l'organisation et pourra faire
état d'une expérience dans un poste similaire
de 3 années au moins.
30 ans minimum. Goût et capacité de travail
en équipe.Adresser candidature et CV sous réf. 81346 à
Contexte Publicité 5, place du Corbeau,
67000 STRASBOURG qui transmettra.

GROUPE BANCAIRE ALSACE

recherche

INFORMATIENS PROJET ANALYSTES-PROGRAMMEURS NIVEAU MIAGE - INGENIEUR (DEBUTANT ACCEPTÉ)

Veuillez adr. candidat. avec C.V. et photo, et réf. n° 8129,
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, PARIS-7.

VILLE DE BREST

ORGANISATEUR

(Diplômé I.E.S.T.O.)

- Études besoins informatiques
- Études de programmation
- Actions d'organisation liées
- aux implantations.

Collaboration avec services
gestion prévisionnelle du
personnel.Conditions de recrutement à
discuter (contrat ou emploi
spécialisé).

Adresser candidature à :

M. le Maire de Brest,
Service du personnel,
B.P. 808, 28275 BREST CEDEX
pour le 7 janvier 1986.L'Association pour la Rénova-
tion du centre-ville de Brignais
recrute

UN ANIMATEUR

pour l'étude et la réalisation
d'un projet de quartier pour la
réhabilitation du centre-ville.Cette personne aura respecti-
vement en charge :

- la première étude de mon-
tage de l'école de réhabili-
tation ;
- les deuxième, troisième et
quatrième années de la su-
ivi opérationnel des différentes
opérations à réaliser.

L'annonce est prévue courant
le premier trimestre 1986.Envoyer votre curriculum vitae
+ photo à M. le Maire, Conseil-
ler général, Hôtel de ville,
69530 BRIGNAIS, avant le
31 décembre 1985.

Fabricant cadre bois

4 VRP Multinationales

Bien rémunérées, place stable,
Paris et en région - Sud, Est,
Nord - Pologne ou Charente, U-
mourin. Principalement intro-
ducteur des photographes et ba-
zars. Env. C.V. et photo Cedex
Rimbeul, 47290 Montebell.

Tél. : (161) 83-01-89-89.

URGENT RECHERCHONS

OPTICIEN(NE)

Diplômé(e) pour entretien
mécanisme AVIGNONPresté à plein temps à
pourvoir immédiatement

Ecrire avec C.V. manuscrit à :

SOCIETE COOPERATIVE
D'OPTIQUE78, avenue Pierre-Sémard
84000 AVIGNON. 90-89-82-20.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Particulier vend :

305 GT 84

Direction et freins entières
48.000 km. Prix 43.000 F.

Heures bureau : 42-86-14-00.

OFFRES D'EMPLOIS

LA FILIALE D'UNE SOCIETE AMERICAINE
LEADER DANS SA BRANCHE D'ACTIVITE RECHERCHE

assistante H/F

service du personnel

parfaitement bilingue Français/Anglais

Elle assistera le Directeur du personnel pour la gestion et l'organi-
sation de la politique salariale de la société : administration du per-
sonnel, gestion des dossiers etc. Ses qualités premières seront :
la confidentialité, l'initiative, la disponibilité, l'aptitude à l'analyse
des situations et aux comptes rendus objectifs. De formation supérieure
en secrétariat, une expérience de la fonction personnelle serait
un atout.

Lieu de travail : Les Ulis (91)

Adresser CV, photo (retournée), prétentions sous N° 6800 à
PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Etienne 75008 PARIS
qui transmettraVous souhaitez rejoindre une équipe jeune, dynamique et
une division en pleine expansion...... importante société recherche pour la vente de systèmes destinés
aux applications intelligence artificielle (machines LISP)

ingénieur commercial

De formation ingénieur, vous avez déjà vendu des systèmes informa-
tiques performants et vous parlez parfaitement l'anglais.Si ce poste vous intéresse, veuillez faire parvenir lettre manuscrite,
C.V. et photo en rappelant la référence 5755 à PROJETS 12, rue
des Pyramides 75001 PARIS. Discretion totale assurée.Importante entreprise d'installation et de maintenance
techniques en génie climatique et l'électrotechnique crée dans le
cadre de l'autonomie de ses établissements :

UN POSTE D'INGENIEUR COMMERCIAL

pour assurer localement le développement de l'activité de
maintenance technique.

UN POSTE DE RESPONSABLE DE B.E.

chargé de la démarche commerciale, de superviser les cal-
culs et les devis, de veiller à la bonne exécution jusqu'à la
mise en route pour des installations de conditionnement
d'air de toutes importances.

Ces deux postes sont à pourvoir à PARIS.

Adresser C.V., photo et prêt à Pierre LICHOU S.A.,
s/réf. 11.334, 10, r. de Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02,
qui transmettra.BUREAU D'ETUDES
grande banlieue Ouest, rech. :

• 1 jeune INGENIEUR

ELECTROMAGNETIQUE

Type IEC ou équivalent.

• 1 jeune INGENIEUR

NUMERIQUE Type

ENSIAG ou équivalent.

• 1 INGENIEUR ayant une
exp. dans domaine de la
propagation des ondes de choc.

Adr. C.V. + photo + prêt à :

NETA Pub., 18, rue Bergère,
75008 PARIS (qui trans-
mettra sous réf. ER/23-12).

P.M.E. Paris. 8e arrdt

recherche

PROGRAMMEUR

connaissance COBOL, PASCAL,
si possible HP 3000 pour
exploitation et assistance
utilisateurs.

Débutant accepté.

Adresser lettre manuscrite,
C.V., prétentions sous ré-
férence n° 12197 à EMPLOIS ET
ENTREPRISES, 18, rue Volney,
75002 Paris.CH. PROF. AGREGÉ mathéma-
tiques, physique, chimie, engi-
nérisme à niv. concours grandes
écoles. Tél. : 48-58-34-14.

صلى الله عليه وسلم

سكنا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

NIXDORF
COMPUTER

Important Groupe International d'origine allemande, possédant son propre département Construction chargé de la conception et la réalisation de bureaux et d'usines au profit du Groupe, étend ses activités à la Région Parisienne et recherche un professionnel qualifié du bâtiment.

ingénieur bâtiment, chef de projet
pour la construction d'un immeuble de bureaux.

VOTRE QUALIFICATION :

Formation d'ingénieur bâtiment ou technicien bâtiment.
• Expérience 5 ans minimum de projets clés en main.
• Connaissance approfondie des contrats d'appels d'offres et de sous-traitance et suivi financier des devis.
• Expérience du marché français indispensable et du marché international souhaitée.
• Maîtrise parfaite de la langue allemande.

VOS ATOUTS :

Dynamique, organisé, motivé, goût du contact, esprit de coordination.

VOTRE MISSION :

Direction de la construction d'un immeuble de bureaux en région parisienne et coordination du planning d'avancement des travaux suivi des contrats, des appels d'offres et des devis • rapports périodiques au maître d'œuvre.

LIEU DE TRAVAIL :

Paris pour une durée de 24 mois.

Si vous êtes intéressé, veuillez nous envoyer votre curriculum-vitae en allemand à l'adresse ci-dessous :

Nixdorf Computer AG

Bau- und Haustechnik
2. Hd Herrn Kusior
Unter den Eichenweg 4790 PADERBORN - ALLEMAGNE.



**LABORATOIRES D'ELECTRONIQUE
ET DE PHYSIQUE APPLIQUEE**

travaillant en coopération
avec l'ensemble des Laboratoires de Recherche PHILIPS

recrute

INGENIEUR PHYSICO-CHIMISTE ou PHYSICIEN
ESPC/PC - ENSCP - Titulaire d'un DEA
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES

Réf. 11 : débutant ou quelques années d'expérience, désireux de s'intégrer dans une équipe de recherche appliquée dans le domaine de la croissance épitaxiale des composés III-V pour des applications opto-électroniques.

Ecrire avec C.V. au Service du Personnel,
3, avenue Descartes - B.P. 15 - 94450 Limeil-Brevannes.

Société d'exploitation
en expansion

**CHAUFFAGE
CLIMATISATION**

recherche

**UN INGENIEUR
TECHNIQUE CCAL**

Région parisienne.

Ayant expérience dans un
corrélateur.

Ad. C.V. manuscrit + photo +
photo à STE GILLOU,

10, rue de Charbon,

92400 COLOMBES.

VILLE DE GUYANCOURT
en ville nouvelle de

ST-QUENTIN-EN-YVELINES.

15.000 habitants
en forte expansion

RECHERCHE

RESPONSABLE

SERVICE

INFORMATION,

RELATIONS PUBLIQUES

Grade rédacteur.

Salaire 5.122.28 F.

Poste à pourvoir immédia-

tement. Adresser C.V. détaillé à

M. le Maire de GUYANCOURT

(78280).

Charge AGENT DE CHANGE connu

recrute

COLLABORATEURS

25-35 ans environ pour
GESTION DE PATRIMOINE en valeurs mobilières
ayant expérience (5 ans) en milieu bancaire ou fi-
nancier (BLOCS TRADING appréciée).

Connaissances analyse financière souhaitées. Rému-
nération motivante pour candidat efficace.

Adresser curriculum vitae + lettre manuscrite +
photo sous le n° 8132,
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessy, PARIS-7.

**capitaux
propositions commerciales**

CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE

RECHERCHE

Cabinet d'études spécialisé
pour la réalisation d'une étude préparatoire
à une OPÉRATION INTÉGRÉE
DE DÉVELOPPEMENT (O.I.D.)
en Bretagne Centrale.

MISSION : Conception d'un programme global
d'équipement, d'aménagement et de
développement économique de cette zone.

MÉTHODE : Diagnostic de la situation, diffusion
d'objectifs et d'actions prioritaires,
élaboration et programmation de
l'opération Intégrée de Développement.

Les cabinets d'études intéressés devront fournir :
- La présentation générale de l'organisme
- Les références détaillées des travaux
de développement local et des expériences
menées en collaboration avec
la Communauté Economique Européenne.
- La description sommaire des méthodes
moyens techniques et humains envisagés.

Les dossiers devront être transmis pour le 3 janvier à :
Monsieur le Président du Conseil Régional de Bretagne
B.P. 66A - 3, Contour de la Motte
35031 RENNES - Tél. 99.82.96.27



METROLOGIE Importateur et distributeur de
matériels informatiques et péri-informatiques
recherche pour sa Division PÉRIPHÉRIQUES

**Responsable
Support Périphériques**

De formation Ingénieur Electronicien ou Informaticien, il possèdera obligatoirement une expérience de l'assistance technique (implantation, terminaux). Des connaissances en IBM 3270 seraient souhaitables.

Une première expérience de l'enseignement serait la bienvenue et maîtriser l'anglais technique reste indispensable.

Envoyer votre CV, lettre manuscrite, photo et références en rappelant la
référence RSP à Madame BERT - METROLOGIE Tour d'Asnières 4, avenue
Laurent Cely 92606 ASNIÈRES.

METROLOGIE

ÉCOLE INTERNATIONALE
DE COMMERCE
présent au BTS
D'ACTION COMMERCIALE
recherche

**PROFESSEUR
DE MARKETING**

pour préparation à l'épreuve
d'ÉTUDE DE CAS

3 h par semaine le Jeudi.

Le candidat

doit obligatoirement

avoir enseigné en classe de

BTS et avoir en bon contact

avec les étudiants.

Adresser C.V. avec photo, et

lettre manuscrite sous réf.

93 444 à BLEU Conseil,

218, rue de Fontenay, 94800

Vincennes, qui transmettra.

PUBLIAS recrute au contrat :

Enseignant-Formateur, 2e Sec. Pédag.

Annecy, stage 1 en 1986.

25 ans sans limite d'âge et car-

rière candidat. Ecr. sv. C.V.

121, r. Réaumur, 75002 Paris.

ÉCOLE

DE COMMERCE INTERNATIONALE

recherche

**CONSEILLÈRE
EN FORMATION**

Expérience pédagogique et for-

mation continue souhaitées.

SON RÔLE :

- recrutement et coordination

- information auprès des ty-

piques et entreprises ;

- organisation et suivi des

stages en entreprises.

Envoyer C.V., photo et préfen-

ces à Madame CLAUDE MI-

CHÉ, 108, bd de Sébastopol,

75003 Paris, qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

**JEUNE FEMME 24 ANS
DIPLOMÉE BTS DE PUBLICITÉ**
(École Bessière)

**DIPLOMÉE CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE**
(Secrétariat-gestion-bureautique-administration
et informatique)

LANGUES : Anglais courant
Espagnol parlé

RECHERCHE

SITUATION ÉVOLUTIVE CORRESPONDANTE

Ecrire sous le numéro 6344
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessy, Paris-7.

Bad C. + BTS physique-chimie
converti à l'informatique.
24 ans, expérimenté, très sé-
rieux. Libre de suite, libéré Q.M.
cherche situation d'avenir.
Téléphone : 93-45-37-37.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR
Formation IAP : COBOL 74 +
ASSEMBLER puis 370 sur
WANG VS 85, VRAM
Exp. ind. ASS. 0502 + labo
physique, E. RAYNAUD, 4, allée
des Rues, 91300 MASSY.

COMMERCIAL EXPORT
44 ans, formation financière,
anglais, arabe, esp., de suite,
prêt à voyager 60 % de son
temps, 46-20-51-27 10-12 h.

Matériau sciences éco-gestion,
24 ans, expérimenté, très sé-
rieux. Libre de suite, libéré Q.M.
cherche situation d'avenir.
Téléphone : 93-45-37-37.

CADRE d'une organisation bur-
eau internationale, apte à
travailler dans situations
complexes, de nationalité
suissesse, ch. activité terrain

Moyen ou Extrême-Orient / Afrique
Ecrire sous le n° 374.599 M.
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessy, Paris-7.

L'immobilier

**appartements
ventes**

1^{er} arrdt.

LOUVRE

Imm. ancien ent. restauré avec

surfaces 140-90 m², 1000 F.

70 m², POSSIBILITÉS D'EXP.

GARBI 46-67-22-88.

7^e arrdt.

63, avenue Bonquet

Double living, une chambre

5^e étage sans ascenseur,

776 000 F. Visite vendredi

19 h-15 h. T. 46-60-20-71.

92

Hauts-de-Seine

NEUILLY 60 m²

Dble séjour + chbr., parking,

imm. récent, 850 000 F.

GARBI 46-67-22-88.

94

Val-de-Marne

BRV, BORD DE MARNE

Appt lux. 83 m² + 27 m² terr.

Chambre, 1000 F. 11/24

Part. à part. 46-62-01-40.

Provence

Centre Nice standing, confort.

F3 80 m² + 2 terrasses, vue

mer, 880 000 F. 11/24

83-38-88. 78-93-70-75.

VAL-D'OISE

Studio 4 personnes, 28 m² +

garage, entièrement rénové avec

cuisine et salle de bains.

8^e étage, orienté S-E-E. Très

belle vue sur le jardin et les

monts. Tél. 47-02-99-81.

Agence d'absent.

**appartements
achats**

Recherche 1 à 3 pièces PARIS.

préfère RIVE GAUCHE, avec ou

sans terrasse, PACE COMPTANT

chez nous. 46-73-20-57

même le soir.

Jeune diplômé cherche apparte-

ment 2/3 pièces avec ou sans

terrace, préférence centre de

Paris avec balcon ou terrasse.

Vis. modér. Tél. 46-73-20-57.

de 12 h à 12 h 30-75.

AGENCE LITRE

Rech. pour clientèle française

et étrangère appts et hôtels

particuliers dans quartiers ré-
centrés. Paiement comptant
chez nous. 46-44-44-46.

ORPI

Première force de vente à

PARIS rech. tous appts.

ORPI 45-66-00-75.

**locations
meublées
offres**

Région parisienne

STUDIOS ET APPARTEMENTS

2-3-4 personnes, 1 200 F

seul, 62, rue Garibaldi, St-

Maur. Gandolf 46-62-04-68.

**locations
meublées
demandes**

Paris

SERVICE AMBASSADE pour

secrétaires, Paris rech. de

studio, 14 km de Montparnasse,

travailler dans situations

complexes, de nationalité

suissesse, ch. activité terrain

46-26-18-86.

**locations
non meublées
demandes**

Paris

Pour collaborateurs, cadres et

employés mutés IMPOR-

TANTS BARQUE FRAN-

ÇAISE recherche des appor-

tements toutes catégories, 2 à

8 + 8 Paris ou sur environne.

Tél. jeudi 25 oct., à partir 10 h

au 46-04-04-46.

EMBASSY SERVICE

8, av. de Madrid, 75003

PARIS, recherche en location

ou à l'achat APPARTEMENTS

DE GRANDE CLASSE pour

CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE.

Corps diplomatique et cadres

de sociétés multinationales.

Tel. : 45-62-78-99.

Région parisienne

Pour état européen cherche

villas pavillons pour CADRES

(1) 46-66-88-66 45-63-67-02.

**hotels
particuliers**

Très rare : luxueux hôtel, bar,

restaurant, 24 chambres 3^e

étage, après travaux

(11.000.000) en SARL sécuri-

té 3.800.000 F.

AGIAL, 63-64-17-57. TARN.

pavillons

Vente à BÉZIERS pavillon

6 pièces, 2 salles d'eau, garage

et volaille, 1 200 m² avec parc grande

avenue et jardin potager situé à

13 km de la mer, 650 000 F.

Conviendrait à retraités.

Tel. : 67-30-32-06.

villas

VENOS à LOUÉAC F 5

Cause départ urgente

TRÈS BELLE MAISON

avec ardoises rustiques

Terminé 5 500 m²

entouré de sapins.

Le tout en excellent état.

1.000.000 F. Prix justifié

Téléphone : (16) 86-28-06-85.

propriétés

A saisir. Belle propriété nor-

mande, 2,7 ha, maison prin-

ci-pale 11 pièces tout confort,

4 dépendances, basses cha-

ssées, terrain, piscine chauffée.

Pris : 800 000 F. Tél. : 46-63-

46-71. 46-04-67-80 le soir.

immeubles

INVESTISSEUR rech. imm.

PARIS, PAIE, COMPT.

MA. CLÉMENT, 11, rue de

Hugo, 75111. 46-53-60-36.

**maisons
de campagne**

VENTE MAISON CAMPAGNE

(Allier), 14 km de Moulins, ter-

rain clos 1 000 m², EDF + eau,

cheminée, pêche. A 3

économie

La ruée des entreprises sur le papier commercial

1. - Etats-Unis : au bénéfice de l'âge

De notre envoyé spécial
SERGE MARTI

New-York. - « Si les marchés à terme existent depuis une dizaine d'années aux Etats-Unis et les marchés d'options depuis beaucoup moins longtemps, le papier commercial, lui, a vu le jour il y a plus de cent ans et il est toujours en aussi bonne santé. »

« Gee Mack », comme l'ont surnommé les tifs de Wall Street, est l'un des principaux émetteurs. Mais les banques commerciales ont aussi voulu être de la partie et, dès la fin des années 70, elles commencent à placer du papier commercial pour le compte de leurs entreprises clientes.

Vers les 300 milliards de dollars

Concurrencées sur leur propre terrain, les banques d'investissement, qui s'étaient fait une spécialité de ce type d'activité, se sont exprimées d'en appeler à la justice. Ainsi, A.G. Becker Paribas, l'une des investisseurs bank américaines les plus actives que Paribas avait cédé ultérieurement à Merrill Lynch, n'hésite-t-elle pas à traquer devant les tribunaux la Bankers Trust, qui place, à elle seule, plus de 3 milliards de dollars de papier commercial. Becker Paribas l'accuse de contrevioler à l'une des principales lois bancaires en vigueur aux Etats-Unis, le Glass Steagall Act de 1933, qui fait interdiction aux banques commerciales de prendre pour leur propre compte, voire de garantir, des émissions de titres effectuées par des sociétés.

L'arrêt de la Cour suprême, prononcé en 1984 à l'issue de nom-

Pour la première fois, des entreprises françaises ont émis, le 18 décembre, des billets de trésorerie, afin d'accéder à des ressources nouvelles sans passer par le circuit bancaire. Ainsi est inauguré un nouveau marché, celui du papier commercial, directement inspiré des Etats-Unis, où il a vu le jour au début du dix-neuvième siècle.

breuses péripéties judiciaires a finalement donné raison à la Bankers Trust en estimant que cette catégorie de billets négociables à court terme pouvait être commercialisée par les banques de dépôt. Aujourd'hui, le papier commercial, qui a subi parfois des hauts et des bas (durant la grande crise de 1930 ou encore plus récemment, en 1974-1975, à l'issue de la déconfiture de la compagnie ferroviaire Penn Central), connaît un développement exceptionnel. De 65 milliards de dollars en 1977, les montants émis (qui ne représentent que 2,5 milliards de dollars en 1956) atteignent à présent près de 280 milliards de dollars (voir graphique) dont la moitié a été placée grâce à l'intervention de « dealers », ces intermédiaires spécialisés qui reçoivent une commission de placement.

De plus en plus nombreux sur un marché qui devrait prochainement atteindre les 300 milliards de dollars, les émetteurs ont vu leur nombre passer de 700 en 1974 à près 1 800 aujourd'hui. Longtemps limités aux grandes sociétés industrielles, entreprises privées, secteur

public ou établissements financiers, qui représentent ensemble plus de 80 % d'entre eux, ils ont progressivement accueilli des sociétés holding, de banques ou d'institutions d'épargne et de crédit, et des sociétés étrangères émettant directement pour leur propre compte sur le sol américain ou par le biais d'une filiale locale.

Des filiales françaises

Elles sont plus de 210 dans ce dernier cas parmi lesquelles une vingtaine de noms français : dont EDF, GDF, Renault, SNCF, Total, Elf, Agnès, Crédit lyonnais, Société générale, BNP, Rhône-Poulenc, Caisse nationale des télécommunications, CCF, Compagnie bancaire, BFCF. « A l'automne 1985, ces émetteurs étrangers représentaient un encours de 9 milliards de dollars, soit 3 % du marché total », souligne Rod Porter. « Parmi les étrangères, les firmes françaises viennent au premier rang - EDF est le plus important émetteur non-américain - suivies par les canadiennes et les britanniques. »

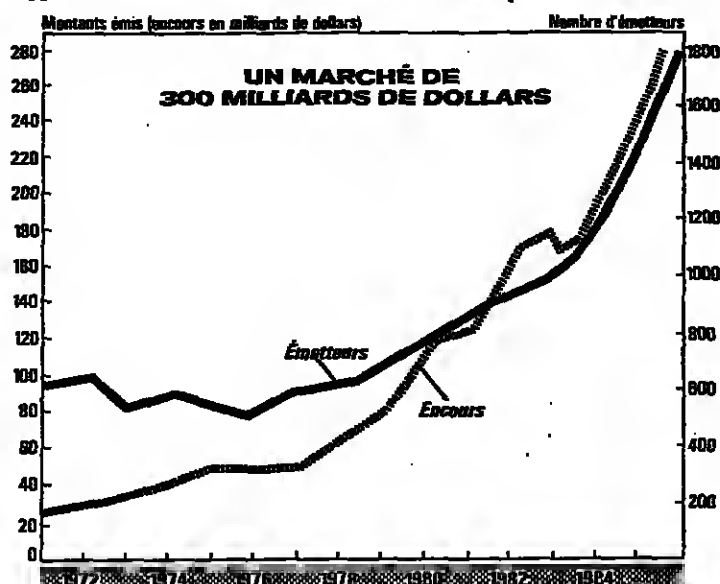
Aotant de sociétés qui, tout comme les entreprises domestiques, recourent au papier commercial afin de réaliser une économie par rapport à leurs ressources bancaires traditionnelles. « Au cours des cinq dernières années, le coût du papier commercial aux Etats-Unis a été, en général, substantiellement inférieur à celui du crédit bancaire (de 175 points de base en moyenne) », constatent sur la base du « prime rate », le fameux taux préférentiel consenti aux bons clients, fait valoir Philippe Harrot, conseiller financier de l'ambassade de France, installé dans le One World Trade

Center, l'un des deux gigantesques gratte-ciel qui dominent Manhattan.

« Le développement est important. Fin octobre 1985, le papier commercial représentait 270 milliards de dollars contre 240 milliards en décembre 1984 par rapport à un total de crédits bancaires industriels et commerciaux de 480 milliards à la même date. Il faut savoir qu'il n'existe ici qu'une garantie de liquidité (« back-up line » ou ligne de crédit de substitution) rémunérée par une commission (de 0,25 % à 0,70 %). La seule véritable garantie est celle du « rating », cette cotation du risque des émetteurs établie par une agence spécialisée », explique Philippe Harrot.

Prompt à déclasser telle ou telle société qui a vu s'accroître son risque potentiel, quelle qu'en soit la raison (Standard and Poor vient ainsi de déclarer récemment d'abaisser fortement le crédit de la compagnie pétrolière Texaco sur ses dettes principales et ses billets à ordre en estimant « peu viables » son règlement à l'amiable du litige qui l'oppose à sa concurrente Pennzoil), ces organismes bénéficient d'un marché captif.

En effet, s'il veut s'assurer une large audience, un émetteur doit nécessairement obtenir un « rating » auprès de deux agences différentes, ce qui double naturellement les frais : 15000 à 20000 dollars de tarif de base pour chacun des deux



Source : Morgan Stanley.

Sur les cinq agences reconnues par l'autorité de tutelle de ce marché, à savoir la Securities and Exchange Commission (SEC), la commission boursière américaine, le papier commercial étant assimilable aux Etats-Unis à une « security » (valeur mobilière), deux d'entre elles tiennent le haut du pavé, souligne Lisa A. Farrow, de chez Morgan Stanley. Il s'agit de Standard and Poor's (le « Stanpoor ») et de Moody's Investor Service (le « Moody's »), qui accordent des notes allant de A-1 à A-3 pour le premier et de P-1 à P-3 pour le deuxième, les trois autres sociétés spécialisées (Duff and Helms, Fitch et Keefe Brumette) venant loin derrière le Stanpoor et le Moody's.

Prochain article :

CANADA :
L'UN DES PLUS
SOPHISTIQUÉS

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Cartes internationales : accord de réciprocité Visa-Mastercard. - Aux termes des accords de licence signés entre les grands réseaux mondiaux de cartes, le Crédit agricole et le Crédit mutuel pourront désormais émettre des cartes internationales Visa. Réciproquement, les banques « bleues » (émettrices des anciennes cartes bleues) pourront émettre des cartes internationales Eurocard-Mastercard. Les deux réseaux Visa et Eurocard-Mastercard regroupent ensemble dans le monde 250 millions de porteurs et un total de 4,5 millions de commerçants.

● Le crédit automobile moins cher en 1986. - Les taux du crédit automobile, qui s'élevaient en moyenne à 21 %, baisseront d'environ 1 point au début de 1986. Cette diminution intervient après celle de 1 point enregistrée en septembre. Elle est justifiée par la poursuite de la baisse des coûts de refinancement sur les marchés financiers. Une voiture neuve sur deux est achetée à crédit, que ce soit sous la forme d'un prêt personnel auprès d'une banque, d'une formule de leasing ou d'un crédit auprès d'un établissement spécialisé, filiale d'un constructeur (telle la DIAC, filiale de Renault ou Crédipar, filiale de PSA) ou non, comme la Cofica, du groupe de la Compagnie bancaire.

1 540 salariés, vient d'annoncer que 130 à 140 suppressions d'emplois interviendront avant la fin 1987. En 1984, un premier plan social avait entraîné la suppression de 139 emplois.

L'entreprise textile Rousseau, qui appartient au groupe Boussac, à Châteauneuf (Indre), vient d'annoncer la fermeture de l'usine, entraînant la suppression de 62 emplois et le transfert de 196 salariés.

La direction de l'usine Giblin-Lavault de Migennes (Yonne) vient d'annoncer un plan de licenciement de 100 personnes. L'entreprise a été mise en règlement judiciaire.

La direction de l'entreprise métallurgique Dresser-France a décidé de procéder en 1986 à une réduction d'effectif touchant 170 personnes, sur un total de 760, en raison de la baisse de son plan de charge.

269 emplois seront supprimés à la compagnie maritime des Chargeurs réunis (1 600 salariés) en raison de la vente de quatre navires de la flotte.

Social

● Licenciements dans les entreprises. - La Société européenne de brasserie (SEB), filiale de BSN, va supprimer 200 emplois à son siège administratif de Sèvres (Hauts-de-Seine).

La direction de Thomson-CSF de Cholet (Maine-et-Loire), employant

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
Cours avec explications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BBC
8, rue de Belfort - 75005 Paris

British TELECOM

BENEFICE EN HAUSSE, L'EXPANSION SE POURSUIT..

RESULTATS SEMESTRIELS

	Second trimestre financé au 30 sep 1985	Second trimestre financé au 30 sep 1984	Cumulé mois au 30 sep 1985	Cumulé mois au 30 sep 1984
Chiffre d'affaires	2.044	1.867	4.049	3.679
Bénéfice opérationnel	508	468	1.020	921
Bénéfice avant impôts	442	365	885	684
Bénéfice revenant aux porteurs d'actions ordinaires	246	224	491	428
Bénéfice par action ordinaire	4,1p	3,7p	8,2p	7,1p

Un dividende intérimaire par action de 3,00 p est déclaré ce jour avec l'impôt local et relatif à un dividende de 4,20 p versé en octobre 1985 au bénéfice des actionnaires figurant au registre le 10 janvier 1986.

Semestre clos le 30 septembre 1985:

- Chiffre d'affaires +10%
- Bénéfice avant impôts +22%(*)
- Bénéfice par action ordinaire +12%(*)
- Dividende intérimaire par action ordinaire 3,0p

(*)Après ajustement en raison des changements de structure du capital intervenus en 1984

L'investissement pour l'expansion

Les chiffres ci-dessus, qui ne sont pas révisés sont extraits du rapport intermédiaire dont un exemplaire peut être obtenu en téléphonant au +44 1 358 6863 ou en écrivant à Investor Relations Office, British Telecom Centre, 81 Newgate Street, London EC1A 7AL England. Pour avoir des informations journalières sur le prix de l'action British Telecom appeler +44 1 246 8022

ALGERIE - الجزائر

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES CHIMIQUES ET PÉTROCHIMIQUES
ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE OUVERT NATIONAL ET INTERNATIONAL
N° 810 IK/MEC

L'Entreprise nationale des Travaux aux Puits lance un avis d'appel à la concurrence ouvert National et International pour la fourniture du matériel suivant :

Lot n° 01 - Pièces de rechange pour moteurs CATERPILLAR

Lot n° 02 - Pièces de rechange pour boîtes de vitesse ALLISON

Les soumissionnaires intéressés par cet avis d'appel peuvent retirer le cahier des charges contre paiement d'une somme de 400,00 Dinars Algériens à l'adresse suivante :

Entreprise nationale des Travaux aux Puits - 16, route de Meftah Oued/Smar EL-HARRACH - ALGER - ALGÉRIE - Direction approvisionnements, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat de la Direction approvisionnements à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure strictement anonyme, sans-entête, portera la mention « Avis d'Appel à la concurrence ouvert National et International » n° 810 IK/MEC « Confidentiel à ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard 45 jours après la parution de cet avis d'appel.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de la clôture de cet avis d'appel à la concurrence.

صبراً من الامل

ÉNERGIE

LA VENTE DE LA RAFFINERIE DE STRASBOURG A LA MALAISIE EST EN SUSPEND

Strasbourg. — La vente en pièces détachées de la raffinerie de Strasbourg à la Malaisie ne pourra pas être définitivement confirmée le 15 janvier prochain. Le contrat signé avec l'acquéreur malais comporte en effet une clause de financement européen, consolidant son avance à Paris à 3,0675 F, très légèrement au-dessus de son cours pivot de 3,066 F.

Le démontage sur le site de Herrlisheim (Bas-Rhin) de cette raffinerie, fermée depuis octobre 1984, et son installation en Malaisie avaient été négociés en mai dernier. Les propriétaires de cette unité (RP, ELF et la Compagnie française de raffinage) exportaient ainsi une installation devenue inutile, tandis que la Malaisie s'équipait à moindre prix, semble-t-il d'une raffinerie encore compétitive.

M. Raphaël Pélissier, directeur de la raffinerie de Strasbourg, se refuse à considérer ce délai comme un retard qui marquerait une récession de l'acquéreur. « Le contrat est signé, il prévoit ce délai. Nous examinons la 15 la clause exécutoire. » Sur le site, qui employait en 1984 quelques 300 personnes, seule une petite équipe de gardiennage surveille les équipements.

A Paris, en siège des compagnies pétrolières, l'issue des négociations apparaît toutefois douteuse. La vente à la Malaisie ne devrait finalement pas être faite, a indiqué vendredi 20 décembre M. Armand Guilboud, président de Total-France. (Corresp.)

BAC-SCIENCES PO

Donnez-vous les meilleurs atouts!

de la seconde aux terminales.
Institut Privé APOLLINAIRE
45, rue du Fbg Montmartre
75009 PARIS - Tél. 770 63 12

AFFAIRES

REPÈRES

SME : deutschemark toujours ferme à 3,0675 F

Sur des marchés des changes assez calmes à l'approche de la fin de l'année, le dollar est resté stable à 2,51 DM et 7,70 F environ. Le mark s'est montré ferme à nouveau au sein du système monétaire européen, consolidant son avance à Paris à 3,0675 F, très légèrement au-dessus de son cours pivot de 3,066 F.

Croissance : le Brésil parmi les champions du monde

La production intérieure brute du Brésil a progressé de 7 % en 1985, soit l'une des plus fortes croissances au monde, indique le rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL). Une expansion qui a largement contribué à la croissance de 2,8 % enregistrée par l'ensemble de la région, contre 3,2 % en 1984. Sans l'apport brésilien, qui représente un tiers de la puissance économique latino-américaine, la production globale régionale n'aurait augmenté que de 0,8 %, et le PIB par habitant aurait reculé de 1,5 % en termes réels. La CEPAL souligne, d'autre part, que l'inflation continue à faire des ravages, avec un taux moyen de 810 % en Amérique latine, et que la dette extérieure, 368 milliards de dollars en 1985, ne cesse de peser lourdement sur la gestion de tous les gouvernements. Dans ce domaine, l'annonce par télé aux banques créancières de Brasilia de la poursuite des contacts entre le Fonds monétaire international et le gouvernement brésilien, qui soumettra au FMI son programme économique avant la fin de l'année, a été ressentie comme un élément positif.

Consommation des ménages : très forte poussée en novembre

La consommation des ménages en produits industriels (automobile, électronique, ameublement...) a fortement augmenté en novembre, atteignant — selon les chiffres fournis par l'INSEE — 21,05 milliards de francs, contre 20,12 milliards en octobre (+ 4,6 % en un mois). En un an (novembre 1985 comparé à novembre 1984), la progression est de 8,6 %. Cette très forte poussée de consommation s'explique, en partie, par des achats importants de textile et de cuir, achetés dans ce secteur avaient été faibles en septembre. L'indice restreint calculé par l'INSEE (ne prenant en compte ni l'automobile, ni la pharmacie, ni le petit entretien du logement) progresse plus fortement encore : + 6,5 % en un mois, + 9,6 % en un an.

LE RPR ET LE LIBÉRALISME

Une lettre de M. Michel Noir

A la suite de notre article intitulé « Le RPR s'éloigne du libéralisme pur et dur », paru dans le Monde du 12 décembre, M. Michel Noir, député RPR du Rhône, nous a adressé la mise au point suivante :

Vous avez présenté mes déclarations à la fois comme un changement de ligne directrice de la pensée du RPR sur ces affaires industrielles, et d'autre part comme un rapprochement de point de vue avec la politique gouvernementale.

Je trouve cette présentation tout à fait déloyale par rapport aux réponses que j'ai apportées le 10 décembre, qui ne différencient pas de celles qu'a eu le RPR. J'ai pu exprimer depuis plusieurs mois.

En ce qui concerne d'abord les déclarations vous indiquant que le RPR aurait changé de stratégie en faisant savoir aujourd'hui qu'il procéderait de façon très pragmatique, en raisonnant cas par cas, en décalant le programme de dénationalisation sur cinq ans et en ne souhaitant pas réintroduire une période de flottement à la tête des entreprises nationalisées en procédant à une quelconque chasse aux sorcières.

Cette position raisonnable, prudente et mesurée, vous la trouvez tout à fait dans le Pacte pour le renouveau du RPR que nous avons rendu public en juin dernier. Tout ce que vous trouvez « nouveau » dans la position de notre parti est inscrit noir sur blanc : le champ d'application, l'étendue dans le temps, le traitement en fonction de la situation particulière de chaque entreprise, la variété des modalités possibles (salariés, augmentation de capital...), le contrôle par la commission indépendante, le plaidoyer pour les participations étrangères.

De la même manière figure dans ces deux écrits le critère de la privatisation, à savoir l'appartenance au secteur concurrentiel. Sur ce premier point, donc, d'un prétendu changement de position du RPR, la réalité est différente de ce que vous

avez transcrit. Il s'a jamais été question chez nous de « libéralisme pur et dur ».

Vous indiquez par ailleurs qu'il y aurait novation sur un deuxième point, le rôle « incitatif de l'Etat », que nous souhaitons maintenir sur les technologies stratégiques. Là encore, je m'étonne que vous puissiez présenter les choses ainsi, puisque cela a toujours été la doctrine gaulliste (espace, atome, aéronautique...).

Vous trouverez dans le Pacte pour le renouveau du RPR exactement l'expression de cette politique qui comporte deux volets : notre conviction que « l'Etat n'a pas à imposer son choix industriel », mais également le postulat de « l'indépendance technologique de la nation que doit garantir l'Etat ».

De la même manière, l'affirmation de la nécessité de relever certains défis technologiques en appelant à une réponse européenne a toujours été constante. Vous la trouvez tant dans la conférence de presse sur la politique industrielle du 5 juillet 1984, où j'appellais à une relance de la coopération industrielle, que dans les réactions du RPR au projet Euréka, ou dans le Pacte du renouveau.

Je comprends que vous puissiez avoir le souci de présenter les choses pour démontrer que « la cohabitation est possible » selon la conclusion de votre article, mais il ne me paraît pas honnête, pour parvenir à cet objectif, de déformer ou de trahir délibérément les positions adoptées par le RPR, dont je viens de vous rappeler la constance.

ENTREPRISES

Réorganisation chez Lafarge-Coppée

Le groupe cimentier français Lafarge-Coppée va procéder au regroupement de deux de ses divisions sous le nom de Lafarge Nouveaux Matériaux afin de marquer « sa volonté de développement » dans ce domaine. Avec 900 personnes, son chiffre d'affaires devrait atteindre 900 millions de francs en 1986 dans ce secteur. Par ailleurs, Lafarge va céder ses activités dans les fibres céramiques et les réfractaires isolants à la Société européenne des produits réfractaires, filiale de Saint-Gobain. Il s'agit d'un retour en arrière, puisque une partie de ces affaires avaient été acquises auprès de Saint-Gobain en 1981.

Total regroupe ses filiales raffinage et distribution

Le groupe Total a fusionné, le vendredi 20 décembre, au sein d'une nouvelle société, la Compagnie de raffinage et de distribution (CRD). Total-France et ses deux filiales chargées l'une du raffinage (CER) et l'autre de la distribution (CDF). Ce regroupement vise à rationaliser les moyens du groupe dans un marché en régression. Il se traduira d'ici à un prochain par 1.200 suppressions d'emplois, les effectifs totaux devant passer de 7.500 à 6.300 personnes. La société, premier raffineur français avec un quart du volume traité, conservera, à l'indépendance, ses trois raffineries, en Normandie, en Provence et dans les Flandres. Elle devra, en revanche, réduire le nombre de ses points de vente. Avec plus de 80 dépôts et 5.000 stations-service à sa marque, Total est le premier distributeur français de produits pétroliers, et vend 24,1 % du carburant, 28,2 % du fuel domestique et 28 % du fuel lourd commercialisés dans l'Hexagone.

Mic-Mac est reprise en location-gérance par Novita

Mic-Mac, la célèbre chaîne de prêt-à-porter, qui avait autrefois appartenu à M. Gunther Sachs et dont M. Bernard Tapie avait pris le contrôle à 60 % en juin 1983 après son dépôt de bilan, va être reprise en location-gérance par la société Novita. Le contrat sera signé au début de 1986. Novita rémunérera le groupe Tapie en lui versant 2 % du chiffre d'affaires (45 millions de francs pour 1985, contre 25 millions). Mic-Mac restera dépendant dans le groupe Tapie. La chaîne de vêtements est en règlement judiciaire et M. Tapie présentera un concordat aux créanciers dans les prochains mois. Ses dettes, après une nouvelle perte de 5,5 millions en 1984, atteignent 37 millions.

Cent six licenciements prévus chez RVI

A l'exception de la CGT, qui avait refusé de signer, les membres du comité central d'entreprise de Renault-Véhicules Industriels (RVI) ont rejeté, le 19 décembre à Lyon, le projet de cent six licenciements, assorti de congés de conversion, qui boudera le plan « emploi » de RVI prévoyant une réduction d'effectif de 2.650 personnes (sur un total de 25.700), essentiellement obtenus par appel au volontariat. RVI justifie sa volonté de réduire les effectifs par la persistance des pertes (sans doute 1,6 milliard de francs en 1985, sur un chiffre d'affaires de 13,8 milliards) et par la mauvaise conjoncture, en particulier sur le marché français des poids lourds, les livraisons de 16 % par rapport à 1984.

Au cours des premiers mois de 1986, RVI connaîtra encore 850 départs volontaires, en application d'une cinquième convention déjà conclue avec le Fonds national de l'emploi (FNE). Mais la direction de la firme reconnaît aujourd'hui que l'effectif des cadres, employés, techniciens et agents de maîtrise pose problème, car il est impossible de l'ajuster au niveau de la production, par des mesures de chômage technique. Et le niveau de compétitivité de RVI est encore, selon la direction, de 15 % inférieur à celui des meilleurs concurrents européens. — (Corresp.)

L'armateur Japan Line licencie 950 personnes

Japan Line, l'une des plus importantes compagnies de navigation japonaise et du monde, a annoncé, le 19 décembre, un plan de licenciement de 950 personnes sur un total de 2.500 personnes, afin d'essayer sa situation financière. Cette entreprise, sévèrement touchée par la crise mondiale que traverse le secteur des transports maritimes, a entrepris, en 1984, d'appliquer un plan de redressement étalé sur quatre ans. — (AFP.)

TRANSPORTS

Le canal Philippe-Lamour

Le 26 février 1960, entre Saint-Gilles et Bellegarde, dans le Gard, le général de Gaulle consacrait le ruban tricolore d'un pont à une station de pompage dont les vannes allaient alimenter un canal d'irrigation ambitieux, puisqu'il devait s'étendre du Rhône aux plaines de l'Aude. A ses côtés, se tenait le président de la Compagnie nationale du Bas-Rhône, M. Philippe Lamour, actuellement président du comité économique et social du Languedoc-Roussillon.

Le canal, destiné à diversifier les cultures n'est plus aujourd'hui anonyme. M. Robert Capdeville, président (PS) du conseil régional, a dévoilé le 21 décembre la plaque commémorative : Canal Philippe-Lamour. « Une histoire hors du commun », a déclaré M. Georges Dufour, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du gouvernement, parlant de la Compagnie du Bas-Rhône et de celui qui fait son président.

Grâce dans la marine marchande. — La Fédération des syndicats maritimes (CGT) a appelé le 20 décembre à la grève les marins de toutes les compagnies qui procèdent à des transferts et des ventes de navires, ainsi qu'à des licenciements, après l'annonce, ces dernières semaines, de 1.100 suppressions d'emplois dont 800 licenciements programmés ces prochains mois. La Fédération donne une liste des principales suppressions de postes annoncées par les compagnies STP

(groupe Worms) : 217 ; Chargeurs SA : 269 ; Delmas-Vieljeux : 130 ; Origny (groupe CGM) : 120 ; Louis Dreyfus : 127 ; Total : 47 ; NCHP (groupe Worms) : 45 ; SNCF : 50 ; Abellès : 45 ; Finistère (groupe CGM) : 50. D'autre part, les représentants du personnel navigant du groupe Chargeurs (présidé par M. Jérôme Seydoux), ont écrit à M. Fabius pour l'alerter sur les difficultés de la profession et pour lui demander de prendre des mesures pour « endiguer l'hémorragie ».

les atouts pour gagner.

Le programme international : ESLSA plus MBA en 3 ans.

Grâce aux accords conclus avec des universités nord-américaines*, tout étudiant « reçu au concours » peut en 3 ans, sans allonger la durée normale de ses études, obtenir un MBA (master in business administration) et le diplôme ESLSA visé par le Ministère de l'Éducation.

* Pace University (New York), University of Connecticut (Storrs), University of Ottawa (Ottawa). Accord identique avec Sophia University (Tokyo).

eslsca:

1986 : 37 ans d'expérience, 4500 anciens élèves, 2850 candidats au concours, 240 admis, 1600 offres d'emploi.

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'État - 1, rue Bougainville 75007 PARIS FRANCE - (T) 381-32-99



Un réc
pres de
vables
France e
le TRAN
Mori-C
embre i
Trans:
lien tout
la France
ques d'ir
train-na
Trans
aussi u
reliera P
en 3 heu
rés sero
rés aux
Trans
projet le
cher poi
Trans
sente u
d'emplo
les entre

POUR COMPENSER LA PROTECTION DE SON INDUSTRIE

Le Japon offre des concessions commerciales aux États-Unis

Le premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, aura attendu la fin de la session parlementaire pour offrir au président Reagan un cadeau commercial de choix : l'équivalent de 260 millions de dollars de concessions diverses à titre de compensation contre la protection du marché japonais du cuir, dénommé « cuir de la Maison Blanche ». Ce montant correspond exactement à l'évaluation par l'administration américaine des pertes encourues par les exportateurs de cuir sur le marché américain.

Cette ouverture d'un nouveau genre devrait prendre plusieurs formes : 24 millions de dollars d'importations supplémentaires de produits en cuir américains ; la réduction voire l'élimination de tarifs douaniers sur 137 produits

dont le papier, le verre, les articles de sport, les semi-conducteurs ou les biens d'équipement pour les télécommunications ; l'accélération de la baisse des tarifs douaniers déjà envisagés sur 242 autres produits.

Ces accords constituent une victoire significative du principe du libre-échange, s'est félicité le représentant spécial du président Reagan pour les questions commerciales, M. Clayton Yeutter, avant de souligner qu'il s'agissait d'une ouverture du marché japonais et non d'une fermeture du marché américain. Washington n'avait cessé de faire monter la pression sur Tokyo depuis les déclarations de M. Reagan, le 23 septembre dernier, sur la nécessité d'en finir avec les pratiques déloyales des partenaires des États-Unis.

● Deuxième scandale industriel en Autriche. - Deuxième scandale en moins d'un mois dans l'industrie autrichienne : les deux plus hauts dirigeants de la maison commerciale Merx ont été licenciés après la découverte de très importantes pertes (550 millions de dollars, soit 240 millions de francs) dues à des spéculations malheureuses sur le pétrole. Merx est filiale de Chemie Linz, la plus grande entreprise chimique nationalisée d'Autriche. Le conseil d'administration réuni lundi 23 décembre devait prendre la décision de liquider Merx. A la fin novembre, l'état-major de Voest-Alpine, la plus grande entreprise du pays également nationalisée, avait dû démissionner pour les mêmes erreurs.

M. Ferdinand Lacina, ministre de

l'industrie, a proposé sa démission, le vendredi 20 décembre. Le chancelier autrichien l'a refusée, mais l'opposition l'exige toujours et réclame des élections anticipées.

● Baisse de l'inflation en Israël. - Avec une hausse des prix de 0,5 % en novembre, Israël a enregistré un succès sans précédent depuis neuf ans contre l'inflation, qui devrait cependant encore approcher 200 % cette année, contre 445 % en 1984. Obtenu grâce à un rigoureux blocage des prix mis en place le 1^{er} juillet dernier, le chiffre publié, dimanche 15 décembre, par l'office des statistiques est également le plus faible enregistré pour un mois de novembre depuis quinze ans. - (AFP.)

inlingua
PARIS RIVE DROITE

16 ans de références dans l'ENSEIGNEMENT des LANGUES
● toutes langues ● français pour étrangers
● spécialistes du cours individuel
● organisation de cours dans les entreprises
Documentation détaillée sur simple demande
172, rue de Courcelles, 75017 Paris - Tél. 47.83.88.72 et 46.22.45.85

APRÈS LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMECON

Le défi politique et financier de l'indépendance technologique des pays de l'Est

L'analogie entre le programme Euréka et la « formule de Bucarest » est évidente : l'initiative lancée en Europe de l'Ouest par le président François Mitterrand répond à un double souci : ne pas manquer le train des technologies de pointe, où les États-Unis et le Japon ont pris une avance ; éviter aux pays européens membres du non de la Communauté d'accepter un transfert de technologie en faveur des Américains, qui, maîtres d'œuvre de l'initiative de défense stratégique (IDS), joueraient de l'Europe comme d'un sous-traitant.

Même si les Soviétiques n'ont pas une certaine souplesse dans l'application du « programme complexe » qui sera « ouvert à tous les pays socialistes », intéressés, sans exclure « des échanges internationaux scientifiques et techniques plus larges », comme l'a souligné le 17 décembre le numéro un soviétique M. Mikhaïl Gorbatchev, faisant vaguement penser au projet à géométrie variable préconisé pour Euréka, le chef d'orchestre, et le principal intéressé, paraît sans conteste l'URSS. Mais s'il semble probable que Moscou entend utiliser ses partenaires du COMECON comme autant de sous-traitants, il est évident que, en l'absence d'un surcroît technologique, les pays de l'organisation se savent condamnés au déclin.

Les thèmes mêmes du programme appelé à lier les pays de l'Est par une politique scientifique et technique commune jusqu'à la fin du siècle constituent une liste des principaux retards accumulés par rapport à l'Ouest ou aux précédents plans d'intégration du COMECON : robotique, informatique, nouveaux matériaux composites, biotechnologie nucléaire. Ce dernier sujet, toujours la principale et lancinante préoccupation de tous les membres de l'organisation. La réunion de Moscou l'a confirmée (voir le Monde du 19 décembre) à des titres très divers. L'URSS, qui tire toujours

60 % de ses recettes en devises fortes du pétrole - et 80 % de la vente des produits énergétiques - voit avec inquiétude les cours mondiaux décliner et sa production plafonner.

Financer de lourds investissements pétroliers mais aussi nucléaires devient essentiel. Pour ses partenaires, appelés à participer à cet effort de sauvegarde d'un potentiel énergétique impressionnant et qui, à l'exception de la Roumanie, dépendent de leur trop puissant voisin pour 90 % de leurs importations de pétrole, le défi est encore plus redoutable.

La « formule de Bucarest »

Conscients de la nécessité d'une politique de substitution, les partenaires de l'URSS n'ont pu tenir leurs programmes nucléaires. L'objectif - porter à 30 % de la consommation l'approvisionnement en énergie nucléaire à l'horizon de 1990 - a été ramené à 20 %, sans grandes illusions. Ce revers les rend encore plus vulnérables au renchérissement de l'énergie fournie par les Soviétiques en échange de produits finis, de biens de consommation ou de la participation à de nouveaux équipements en URSS. Le temps d'arrêt plus ou moins long de la « formule de Bucarest », qui depuis 1974 aligne les prix des matières premières soviétiques sur la moyenne de cinq ans de cours mondiaux, offrirait aux pays de l'Est un incontestable avantage. Les spécialistes occidentaux estiment que, depuis 1984, le coût du baril de pétrole soviétique en « rouples transférables » - cette unité de compte très théorique régit des échanges tenant essentiellement du troc au sein du COMECON - a pratiquement rejoint les cours mondiaux, libellés en dollars. S'il venait à dépasser les cours mondiaux du pétrole, ce qui n'est plus pensable dans la conjoncture actuelle, les pays de l'Est ne disposeraient guère de moyens de réponse.

Les autres têtes de chapitre du programme d'intégration scientifique et technique posent, elles aussi, le problème, toujours soulevé mais

jamais résolu, de la répartition efficace des tâches et des financements. Les progrès réalisés depuis la création d'une commission de coordination de la production d'ordinateurs, en 1969, ne sont pas à sous-estimer. La RDA, dans la micro-informatique, la Hongrie dans le logiciel ainsi que la Pologne jusqu'à l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981 ont petit à petit gagné leurs lettres de noblesse, même si la technologie employée n'est pas toujours de pointe. Il n'est pas jusqu'à la Bulgarie qui n'ait bénéficié de ce courant en se hissant au premier rang des producteurs de disques magnétiques du COMECON.

Coordonner les efforts de tous se fera-t-il une fois de plus au prix de nombreux gaspillages et nu bénéficiera-t-il à l'URSS ? Les partenaires de Moscou le craignent apparemment, les dirigeants soviétiques connaissant, dans le secteur informatique, leurs atouts, concentrés dans la sphère militaire, et leurs faiblesses, un sous-équipement de l'administration, des entreprises et des écoles en ordinateurs. Organiser une modernisation dont l'importance est évidente, en profitant de la technologie des « pays frères », constitue une tentation d'autant plus forte que les retards sont plus grands. Les plus optimistes n'envisagent guère une informatisation de l'économie soviétique avant la fin du siècle.

Et ce domaine comme pour d'autres techniques de pointe, le COMECON parviendra-t-il à dépasser ses éternels handicaps, lourdeurs des structures administratives et des plans que ses membres ont eu l'occasion de confronter, à Moscou, à la veille de leur lancement pour la période 1986-1990 ? Certains entrevoient, dans la reprise des contacts à tous niveaux entre Américains et Soviétiques, les premiers indices d'une nouvelle donne. La relance des échanges commerciaux entre les deux superpuissances serait annonciatrice d'un redémarrage des liens soviéto-japonais mis entre parenthèses durant le gel des relations entre Moscou et Washington. Une double ouverture qui pour-

rait atténuer les pressions de l'URSS pour obtenir de ses partenaires de l'Est un apport de technologie accrue.

Mais la leçon de l'embargo céréalier et des restrictions aux exportations américaines est trop récente pour être oubliée. M. Gorbatchev y a fait une énième allusion le 18 décembre en dénonçant le recours à la « guerre technologique contre le socialisme » par les États-Unis et certains de leurs alliés. Quelle qu'en soit la portée concrète en termes d'efficacité, l'appel du numéro un soviétique à de « sérieux changements » dans les méthodes de travail du COMECON risque fort de se traduire, dans un premier temps, par la demande réitérée de l'URSS d'un remboursement de la dette contractée après d'elle par ses partenaires ou sein du conseil. Une dette dont le montant est difficile à évaluer tant les statistiques en ce domaine restent peu fiables. Mais, après avoir réussi à stabiliser leur endettement à l'égard de l'Ouest - le montant de 70 milliards de dollars pour 1985, contre 64 milliards pour 1984 avancé par la commission des États-Unis sur l'Europe est faussé par le phénomène bien particulier d'une dette polonaise de quelque 27 milliards - les pays du COMECON se voient privés d'honorer leurs engagements à l'Est, alors même que la reprise économique de 1984 donne des signes d'essoufflement, et que l'excédent de leur balance des paiements courants risque d'être ramené à quelque - 500 millions de dollars, contre 2,8 milliards en 1984. Une évolution à laquelle l'URSS n'échappe d'ailleurs pas, sa propre balance des comptes courants avec l'Ouest étant passée d'un excédent de 6,6 milliards de dollars en 1984 à un déficit de, peut-être, 2,9 milliards un an plus tard.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Le CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle), plus connu sous son sigle COMECON, regroupe l'URSS, les six pays d'Europe de l'Est (Bulgarie, Hongrie, Pologne, RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie), plus Cuba, la Mongolie et le Vietnam.

TRANSMANCHE EXPRESS

Pourquoi Transmanche Express se distingue des projets concurrents ?
Il a été conçu par un transporteur qui ne s'intéresse pas seulement à la construction mais aussi, parce que c'est son métier, à l'exploitation de la liaison Transmanche, sur une longue durée. C'est pour cela qu'il est le plus compétitif et le mieux adapté aux besoins des usagers.

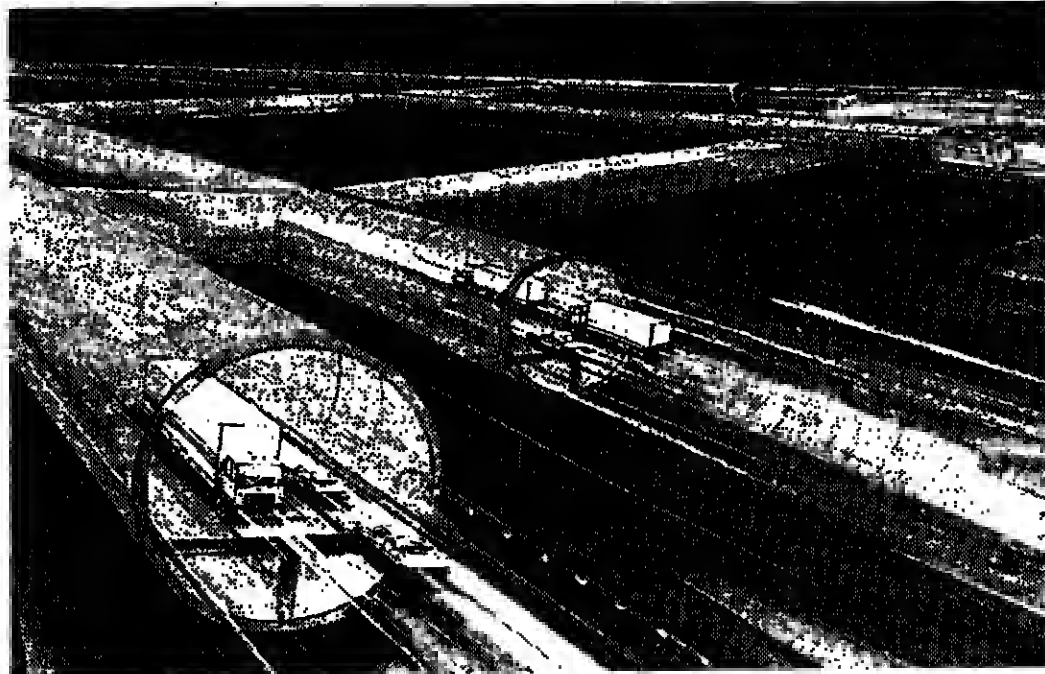
Un récent sondage montre que près de 50% des personnes favorables à un lien fixe entre la France et l'Angleterre préfèrent le TRANSMANCHE EXPRESS (Mori-Grande-Bretagne - décembre 85).

■ Transmanche Express est un lien routier d'un seul tenant entre la France et l'Angleterre, sans risques d'intempéries, ni attente, ni train-navette.

■ Transmanche Express est aussi un lien ferroviaire qui reliera Paris à Londres par TGV en 3 heures. Deux tunnels séparés seront exclusivement réservés aux chemins de fer.

■ Transmanche Express est le projet le plus rentable et le moins cher pour les usagers.

■ Transmanche Express représente une importante source d'emplois et de débouchés pour les entreprises françaises.



■ Transmanche Express respecte le mieux l'environnement et offre la meilleure sécurité à l'usager.

■ Transmanche Express laisse à l'usager la liberté de choisir entre 3 possibilités : la voiture, le train et le train auto-couchette.

■ Transmanche Express, avec ses 4 tunnels, a la capacité d'absorber la totalité du trafic routier et ferroviaire des 50 années à venir.

■ Transmanche Express a des partenaires de premier ordre : le Crédit du Nord et le groupe SCREG en France, le Crédit Suisse First Boston en Grande-Bretagne.

GROUPE
SCREG

CRÉDIT SUISSE FIRST BOSTON. **Crédit du Nord**

SEALINK BRITISH FERRIES

INFORMATIONS : A.N. ISKAROS - BRITISH FERRIES - 38, avenue George-V - 75008 Paris - Tél. : (1) 47.20.39.66 - Téléc. : 650055F

صكنا من الامل

AGRICULTURE

Le CNJA présente son programme aux partis politiques Seize priorités bien françaises

Le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) n'a pas demandé aux partis politiques quel était leur programme. Il vient de leur envoyer le sien et les invite à se prononcer dessus. C'est un programme très franco-français : il comprend seize propositions d'actions prioritaires qui relèvent entièrement de la compétence de l'Etat.

Pas question de se retrancher, dit le CNJA, derrière le paravent bruxellois. Pas question non plus d'invoquer le libéralisme car, écrit le CNJA, « libéralisme ou pas, il est certaines missions qui s'imposent [aux pouvoirs publics] de manière inéluctable, même si la conjoncture en rend la poursuite plus difficile. Soutenir la modernisation des secteurs stratégiques de l'économie nationale, afin de les placer en position de conquérir les marchés, fait partie de ces missions ».

Ce programme se situe enfin dans la ligne définie au congrès d'Argentan (Orne) en juin dernier, selon laquelle la mission première du syndicalisme serait de conduire les agriculteurs et leurs organisations économiques à se comporter comme des chefs d'entreprise compétents.

Les neuf premières actions intéressent l'environnement de l'agriculture et de ses filières.

Pour susciter des voies nouvelles qui permettent de produire et de vendre, le CNJA souhaite la création de centres d'études économiques régionaux pour l'agriculture et l'agro-industrie et l'attribution de bourses à l'innovation. Ainsi seraient combinés les travaux de prospection et la promotion des projets originaux nés sur le terrain.

« Vingt-deux vitesses »

Pour mieux organiser les marchés, les pouvoirs publics doivent conditionner l'attribution des aides à un plus grand réalisme de la part des producteurs, qui devraient collectivement planifier leurs productions. Plus de clarté est réclamée aussi dans l'attribution des quotas laitiers, comme dans la commercialisation des fruits et légumes (suppression

des ventes à la remise, facturation obligatoire, centralisation des paiements sur les marchés physiques agréés).

Le carcan du contrôle du crédit doit être assoupli dans les régions difficiles ; surtout, l'Etat doit corriger, en fonction de leurs richesses relatives, les divergences dans les financements nées de la régionalisation, faute de quoi on aboutirait à « une agriculture à vingt-deux vitesses ».

L'époque du recours quasi exclusif à l'emprunt est révolue, estime le CNJA, qui demande des assouplissements fiscaux pour attirer les capitaux, d'origine familiale ou non, vers l'exploitation agricole.

Pour mieux installer de nouveaux agriculteurs, on pourrait créer des banques de données régionales (sur l'installation, la gestion des exploitations, la commercialisation) qui serviraient de référence aux candidats. Sur certaines parties du territoire, la DATAR et les collectivités locales pourraient créer des zones d'installation agricole prioritaires, comportant des facilités spécifiques.

Le CNJA est aussi exigeant pour les agriculteurs eux-mêmes, puisqu'il leur demande une formation plus longue (niveau brevet technique agricole ou équivalent) et plus diversifiée, avec une ouverture sur la gestion, la connaissance du secteur mutualiste, la commercialisation.

Pour « prévenir véritablement les conséquences de l'élargissement de la Communauté » (à l'Espagne et au Portugal), les pouvoirs publics doivent obtenir une part plus grande des crédits des programmes intégrés méditerranéens (PIM), augmentés de crédits nationaux spécifiques.

Pour protéger les terres agricoles, la procédure de zonage agriculture-forêt doit être assouplie, et les communes de montagne incitées à élaborer des plans d'occupation des sols.

Enfin, pour attirer de nouveaux bailleurs, le CNJA envisage la création de fonds locaux pour le paiement accéléré des fermages, avec une coordination au plan national. Mais la location ne suffit pas. Il faut d'autres ressources nouvelles pour financer le foncier : ce pourrait être

des cotisations mutuelles payées par les exploitants installés, la taxation des plus-values réalisées sur les ventes de terres agricoles à des fins d'urbanisation, l'émission d'obligations foncières.

De nouveaux critères d'aides

Une série de sept autres propositions concerne les exploitants eux-mêmes.

Le CNJA souhaite que le nouveau statut d'EARL (exploitation agricole à responsabilité limitée) soit accompagné d'autres mesures en matière sociale et financière, pour qu'il puisse tenir toutes ses promesses.

Les plafonds des prêts bonifiés n'ont pas suivi les hausses des coûts de production, et le taux de ces prêts la baisse du loyer de l'argent. Aussi le CNJA demande-t-il l'extension à huit ans (au lieu de cinq) des prêts aux jeunes agriculteurs, la création de prêts spéciaux « sans limitation d'objets » mais en fonction de la qualité des projets, pour une installation plus progressive.

Pour améliorer le financement du foncier, trois mécanismes : des prêts participatifs sur vingt ans, constituant des fonds propres, des prêts de carrière sur quarante ans, remboursables en cours de carrière ou en fin d'activité, des prêts d'agrandissement sur vingt ans également, avec le remboursement de la moitié de la bonification d'intérêt si les terres sont revendues.

Quant aux aides en général, elles devraient être accordées non plus en fonction d'un critère de surface minimale, mais de la cohérence du projet et de l'objectif de revenus.

L'imposition aux bénéfices réels doit être généralisée, avec un dégrèvement pour ceux qui investissent. Pour favoriser la diversification, certaines pratiques (transformation, travaux forestiers, etc.) devraient être fiscalement assimilées à des activités agricoles.

Le CNJA demande encore que les distorsions sur le prix du fœul, du gaz, et sur les charges sociales affectant les producteurs français soient éliminées, que les crédits de TVA soient immédiatement remboursés.

Enfin, pour les entreprises désavantagées, les procédures de financement et de déclenchement du Fonds de calamités doivent être revues ; là où la reconversion vers d'autres productions paraît impossible, les seuls ou quotas doivent être établis en conséquence, sans hésiter à attribuer des indemnités compensatoires de handicaps.

Comme on peut le voir, les propositions du CNJA sont assez précises et devraient inciter les partis politiques à sortir du champ des généralités et des déclarations de (bonnes) intentions.

JACQUES GRALL

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



groupe CFC

RENTACIC

Société d'investissement à capital variable

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'assemblée générale des actionnaires, réunie le 19 décembre 1985 sur deuxième convocation, sous la présidence de M. Patrick Thuillier, a approuvé les comptes de l'exercice du 30 septembre 1985, ainsi que les résolutions qui lui ont été soumises.

Elle a décidé la mise en paiement d'un solde de dividende de F 4,92, assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de F 0,29, distribué le 31 janvier 1986.

Après cet exercice transitoire dû à la transformation d'OBLESEM en RENTACIC, les montants des acomptes sur dividende seront aussi réguliers que possible.

Comme les années précédentes, la société offre à ses actionnaires la possibilité de rembourser leur dividende en souscrivant de nouvelles actions en franchise de tout droit d'entrée, et ce du 31 janvier au 28 février 1986.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CREDIT COOPERATIF

Les conseils d'administration de la Caisse centrale de Crédit coopératif, organe central du Crédit coopératif, et de la Banque française du Crédit coopératif, qui est son principal affilié, se sont tenus le 19 décembre 1985 sous la présidence de M. Jacques Moreau.

Les deux conseils ont procédé à un exposé de l'activité du Crédit coopératif et de ses perspectives.

Une activité élargie et des perspectives encourageantes

Dans un contexte économique difficile, l'évolution importante de l'activité des associations et collectivités publiques dans les secteurs sanitaires sociaux et des loisirs, ainsi que celle des groupements d'entreprises familiales, en particulier les coopératives de PMI, se sont traduites pour le Crédit coopératif par un nouvel accroissement de ses versements. Les caisses de crédit ont continué à augmenter et dépasseront les 15 milliards de francs à la fin de l'année, en progression de 10 %.

Les dépôts reçus par la Banque de la clientèle se sont fortement accrus et devaient atteindre 3,5 milliards de francs, soit 17,4 % d'augmentation. Les conseils se sont également félicités de la progression des encours gérés en FCF et SICAV qui s'élèveront à plus de 2,7 milliards de francs.

Pour l'avenir, le Crédit coopératif s'attend à une poursuite de la croissance des dépôts et à une accélération du rythme des versements, en particulier en faveur des associations familiales et sociales et des coopératives financières de PMI.

En effet, le Crédit coopératif, grâce aux efforts de modernisation et de décentralisation qui se poursuivront, dispose de moyens élargis pour répondre aux besoins de développement de ses sociétés, qu'il s'agisse de crédits d'investissement, du renforcement de leur fonds propres, des placements, ou d'ingénierie financière.

Disposant pour 1986 d'enveloppes de prêts bonifiés substantielles et complétant la gamme de ses interventions dans un contexte de plus en plus concurrentiel, le Crédit coopératif se donne les moyens de remplir sa vocation d'être la banque des mouvements coopératifs, mutualistes et associatifs.

Développement des services aux sociétés

Le Crédit coopératif a entrepris le développement de la gamme des services de toute nature qu'il apporte à ses sociétés.

En particulier, il a mis l'accent en 1985 sur l'effort de modernisation de son équipement informatique, et notamment par la mise à la disposition de ses sociétés de nouveaux outils vidéo : ASTEL CC (services informatiques pour les associations mutualistes) a été créé en 1985 à la suite de COOPATEL CC (gestion de comptes et de placements sur Minitel).

Il a poursuivi, en outre, la décentralisation de ses activités par la création de six agences depuis le début de l'année.

Parallèlement, le conseil d'administration de la Caisse centrale de Crédit coopératif a décidé de régionaliser la tenue des assemblées générales pour l'année 1986. Il a approuvé, par ailleurs, la décision de créer une troisième SICAV, qui complètera la gamme des placements mis à la disposition de ses sociétés.

Enfin, la démission de M. Lacroix et de la Société générale des coopératives de consommateurs de leurs sièges d'administrateurs a conduit le conseil de la Caisse à coopter l'UNIOPESS (Union nationale interprofessionnelle des ouvriers et employés privés) et à nommer M. Hugues Felsens - et la Ligue française de l'éducation permanente - représentée par M. Sylvère Joly. M. Daniel Girou, président de la Fédération nationale des coopératives et groupements d'artisans, a été appelé au conseil en qualité de censeur.

MISSIONS EXPORT DES BANQUES POPULAIRES

Du 5 au 7 et du 25 au 28 novembre 1985, la délégation de la Caisse centrale des Banques Populaires à Barcelone a accueilli quatre sociétés clientes ou prospects de la Banque populaire des Pyrénées-Orientales et de la Banque populaire du Midi.

Après une réunion d'information sur le marché étranger et plus particulièrement sur la Catalogne, ces sociétés ont été mises en relation avec plus de cent entreprises industrielles ou commerciales espagnoles. Ces deux missions, préparées avec la collaboration de la délégation régionale de la Caisse centrale des Banques Populaires à Toulouse, ont reçu l'appui officiel de la Société d'économie mixte Languedoc-Roussillon export constituée sous l'égide du conseil régional Languedoc-Roussillon. Celui-ci a approuvé à cette occasion le label régional ainsi qu'une subvention.

Une mission de même nature a été organisée en Espagne, à Madrid et à Barcelone, par la Banque populaire de France officielle de la Société d'économie mixte Languedoc-Roussillon export constituée sous l'égide du conseil régional Languedoc-Roussillon. Celui-ci a approuvé à cette occasion le label régional ainsi qu'une subvention.

A l'issue même de ces missions, la plupart des missionnaires avaient déjà conclu des contrats de distribution ou des commandes fermes.

CHARGEURS S.A.

Edouard Malon, précédemment directeur général adjoint, a été nommé directeur général de Chargeurs S.A. Edouard Malon, entré dans le groupe en 1973, y a notamment assumé les fonctions de contrôleur du secteur industriel, puis de contrôleur du groupe avant de prendre, début 1983, la direction générale du secteur produits de consommation et industriels. Il est âgé de trente-deux ans.

VALEURS DE FRANCE

Le 16 décembre, la valeur liquidative de l'action de la SICAV « Valeurs de France » (Société d'investissement à capital fixe), gérée par la BRED, était de 278,17 F contre 277,01 F le 29 novembre.

« Valeurs de France » cotait le 16 décembre 279,50 F (277 F le 29 novembre).

SOCIAL

48 % des chômeurs acceptent le temps partiel

(Suite de la première page.)

Ce mouvement, profond, se double de ce que l'auteur de l'étude appelle « un changement de comportement des chômeurs ». Le nombre de postes disponibles diminuant, les demandeurs d'emploi sont de plus en plus amenés à chercher « n'importe quoi » (301 000 en mars 1984, 416 000 en mars 1985). La proportion de ceux qui souhaitent exclusivement un travail à temps complet chute de 57,6 % en 1982 à 39,5 % en 1985. De même, 48,1 % d'entre eux, contre 26,9 % il y a trois ans, acceptent désormais un emploi à temps partiel, à défaut d'un emploi à temps plein.

Parallèlement, la proportion pour des postes de travail évolue dans le même sens. D'une année sur l'autre, on assiste à une augmentation des emplois de stagiaires, de titulaires de contrats à durée déterminée et d'intérimaires (+ 78 000). Les emplois à temps partiel progressent (+ 134 000), sans toutefois compenser le recul des emplois à temps plein (- 164 000). On compte plus d'emplois salariés (+ 103 000) et moins d'emplois non salariés (- 133 000), ce qui s'expliquerait d'abord par l'attitude de l'Etat et des collectivités locales (+ 190 000 emplois, dont 75 000 nouveaux stagiaires) qui compensent les pertes du secteur privé (- 87 000).

Enfin, le chômage lui-même se modifie. Si, dans un premier temps, les personnes privées d'emploi étaient surtout non qualifiées, les restructurations industrielles amènent maintenant à l'ANPE de forts contingents de travailleurs qualifiés, en attendant sans doute la venue, dans une troisième phase, d'agents de maîtrise et de cadres. Les ouvriers représentent 42 % des chômeurs, alors que cette catégorie compte pour 30 % dans la population active. En comparaison, le chômage féminin paraît se stabiliser.

A. L.

Renault-Douai : quatre syndicats déposent plainte contre le secrétaire (CGT) du comité d'établissement. — Les responsables syndicaux FO, CFDT, CGC et CFPC de l'usine Renault de Douai (Nord) ont déposé plainte, le vendredi 20 décembre, contre le secrétaire du comité d'établissement, membre de la CGT. Remplaçant M. Eric Lachamps, récemment licencié pour faute lourde, M. Gilbert Lemoine se voit reprocher un délit d'entrave par les autres, la CGT ayant « refusé de contrôler les comptes comme le veut la loi » et « fait approuver d'autorité le budget 1986 (...) sans attendre que celui-ci soit discuté ».

L'ONISEP PUBLIE...

repères sur l'emploi

7 grands thèmes autour de l'emploi
224 pages
120 tableaux et graphiques
1 lexique
1 bibliographie

• Commande ou documentation à ONISEP 75635 PARIS CEDEX 13
• En vente sur Paris
— à notre librairie 168, Bd Montparnasse (14^e)
— dans les 3 FNAC

Prix 120 F

Les dents sans K

[illegible]